



**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional d'Assistance Technique**  
**pour l'Afrique Centrale**



Réunion du Comité d'Orientation  
Libreville, République Gabonaise

20 mars 2018

**RENFORCER LES CAPACITÉS MACROECONOMIQUES EN**  
**AFRIQUE CENTRALE**

**PROGRAMME DE TRAVAIL**

**(Exécution année fiscale 2018 - Programme année fiscale 2019)**

*AFRITAC Centre est une initiative du FMI soutenue par les Etats membres et les partenaires au développement suivants :*



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Affaires mondiales  
Canada

Global Affairs  
Canada



coopération  
allemande

DEUTSCHE ZUSAMMENARBEIT



Australian Government

Department of Foreign Affairs and Trade



Banque  
européenne  
d'investissement

*La banque de l'UE*



Ministry of Foreign Affairs of the  
Netherlands

## Liste d'acronymes et abréviations

AFE	Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique de l'Est
AFRISTAT	Observatoire Economique et Statistique de l'Afrique Subsaharienne
AFRITAC	Centre d'Assistance Technique pour l'Afrique
AFRITAC Centre	Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique Centrale
AT	Assistance technique
AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BAD	Banque Africaine de Développement
BOP	Budgets Opérationnels de Programme
BCC	Banque Centrale du Congo
BRB	Banque de la République du Burundi
BDEAC	Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale
BEAC	Banque des États de l'Afrique Centrale
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement
CAMELS	Suffisance de capitaux propres, qualité des actifs, management, Revenus, Liquidité, Sensibilité aux risques du marché
CEEAC	Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CNT	Comptes Nationaux Trimestriels
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
COBAC	Commission Bancaire de l'Afrique Centrale
DFP	Département des Finances Publiques
DGIC	Direction générale de l'industrie de la compétitivité
DSIF	Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers
EAC	Communauté de l'Afrique de l'Est
ERETES	Outil informatique d'aide à l'élaboration de comptes nationaux
EUROSTAT	Direction Générale de la Commission Européenne chargée de l'information statistique à l'échelle communautaire
FMI	Fonds Monétaire International
FoHBAC	Forum des Hauts fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre
FSAP	Programme d'évaluation du secteur financier - <i>Financial Sector Assessment Program</i>
FY	Année fiscale - <i>Fiscal Year</i>
GIZ	Coopération allemande - <i>Deutsche Gesellschaft fur Internationale Zusammenarbeit</i>
ICA	Indice de chiffre d'affaires
IFRS	Normes Internationales d'Information Financière - <i>International Financial Reporting Standards</i>
IPI	Indices de production industrielle
IPS	Indice de prix de service
IPPI	Indices des prix de la production industrielle
LOFIP	Loi relative aux Finances Publiques
LCR	Ratio de Liquidité de Couverture – <i>Liquidity Coverage Ratio</i>
MSFP	Manuel des Statistiques des Finances Publiques
NBE	Nomenclature du budget de l'Etat
PIB	Produit Intérieur Brut

ORAP	Organisation et Renforcement de l'Action Préventive
PCE	Plan comptable de l'Etat
PEFA	Cadre d'évaluation et de gestion des finances publiques - <i>Public Expenditure and Financial Accountability</i>
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
RGCP	Règlement Général de la Comptabilité Publique
SADC	Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SDMT	Stratégie de la Dette à Moyen Terme
STP	Sao Tomé-et-Principe
SFP	Statistiques des Finances Publiques
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'État
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine

## Table des matières

<b>I. Introduction et Contexte</b> .....	<b>7</b>
Le programme.....	7
L’AFC.....	7
La vision sur laquelle le programme de travail est fondée.....	7
Le contexte régional.....	7
Le contexte macroéconomique.....	8
L’objectif fondamental.....	8
Les objectifs stratégiques.....	9
La collaboration avec les services du FMI et les partenaires extérieurs.....	9
Les défis pour l’exécution et les risques pour le programme de travail.....	10
Une bonne performance par la priorisation et la gestion axée sur les résultats.....	10
<b>II. Résultats année fiscale 2018</b> .....	<b>11</b>
A. Améliorer la mobilisation des ressources fiscales.....	11
B. Promouvoir une gestion efficace des finances publiques.....	13
C. Renforcer les projections budgétaires.....	14
D. Collaborer à l’harmonisation des statistiques des finances publiques.....	15
E. Appuyer l’élaboration de statistiques macroéconomiques fiables.....	17
F. Contribuer à une meilleure gestion de la dette.....	20
G. Renforcer la stabilité financière.....	22
Exécution soutenue des activités.....	25
<b>III. Programme de travail année fiscale 2019</b> .....	<b>30</b>
Alignement avec les stratégies de renforcement des capacités et les objectifs de développement durable.....	30
Priorisation par la gestion axée sur les résultats.....	31
Objectifs transversaux : Réduction des inégalités, environnement et genre.....	32
Modalités opérationnelles.....	32
Communication et visibilité.....	34
Principaux risques opérationnels.....	35
Les objectifs et résultats à atteindre par domaine.....	35
A. Améliorer la mobilisation des ressources fiscales.....	36
B. Promouvoir une gestion efficace des finances publiques.....	36
C. Renforcer les projections budgétaires.....	37
D. Collaborer à l’harmonisation des statistiques des finances publiques.....	38
E. Appuyer l’élaboration de statistiques macroéconomiques fiables.....	38
F. Contribuer à une meilleure gestion de la dette.....	39
G. Renforcer la stabilité financière.....	40
Programmation des ressources.....	41

## Encadrés

Recoupement de l'information fiscale comme puissant levier de mobilisation des ressources intérieures.....	11
Apprentissage par les pairs pour l'introduction de la TVA à Sao Tomé et Príncipe.....	12
Appui à l'amélioration de l'exhaustivité du budget de l'Etat.....	13
Intégrité des données financières et comptables et renforcement de la fonction de trésorerie.....	14
Introduction de la fonction macrobudgétaire à AFRITAC Centre.....	15
Appui à l'élaboration d'une toute première série des statistiques financières (conformément au Manuel de statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014) et à l'adoption de la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE).....	17
Rattrapage des retards des comptes nationaux.....	18
Elaboration des comptes nationaux trimestriels (CNT).....	19
Le rattrapage des retards des comptes en date de décembre 2017.....	19
Elaboration d'une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme.....	20
Développement du marché des titres publics de la zone CEMAC.....	21
Améliorer le reporting de la dette.....	22
Intensification de l'assistance technique à la COBAC.....	23
Mise en place d'un ratio de liquidité à court terme de type LCR conforme au dispositif de Bâle III.....	24

## Annexes

1. Activités réalisées par pays et domaine année fiscale 2018
2. Ressources utilisées par pays et domaine année fiscale 2018
3. Séminaires et cours réalisés année fiscale 2018
4. Cadre logique du programme année fiscale 2019
5. Activités programmées par pays et domaine année fiscale 2019
6. Ressources programmées par pays et domaine année fiscale 2019
7. Séminaires/cours, et visites professionnelles programmés année fiscale 2019
8. Projets pluriannuels
9. Suivi des recommandations
10. Personnel d'AFRITAC Centre
11. Rapport financier

## I. INTRODUCTION ET CONTEXTE

### *Le programme*

- 1. Ce document présente une synthèse de l'exécution du programme de travail pour l'année fiscale 2018 (du 01 mai 2017 au 30 avril 2018) et le programme de travail prévu pour l'année fiscale 2019 (du 01 mai 2018 au 30 avril 2019) du Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre, ou AFC).**

### *L'AFC*

- 2. Établi en novembre 2007 à Libreville au Gabon, AFC a pour objectifs d'aider les pays de la région à renforcer leur capacité de gestion macroéconomique et de répondre aux besoins d'assistance technique (AT) et de formation en gestion macroéconomique et financière de ses pays membres : le *Burundi*, le *Cameroun*, la *République Centrafricaine*, la *République du Congo*, la *République démocratique du Congo*, le *Gabon*, la *Guinée équatoriale*, *Sao Tomé-et-Principe* et le *Tchad*.**

### *La vision sur laquelle le programme de travail est fondée*

- 3. Le programme de travail repose sur la vision d'AFC d'être le centre d'excellence en matière d'assistance technique et d'amélioration des capacités au niveau de la région.** Le Centre fournit des activités d'assistance technique de très haut niveau au bénéfice des autorités des pays et des institutions régionales membres. AFC est en permanence à l'écoute des besoins spécifiques de ses membres et adapte ses activités d'assistance technique en fonction de leurs besoins. Le Centre veille à la qualité de ses activités par une sélection rigoureuse de ses experts ainsi que par le contrôle systématique à posteriori par les services centraux du FMI. Le Centre coopère avec les autres partenaires au développement pour faciliter la synergie et la coordination des efforts.

### *Le contexte régional*

- 4. À l'exception de la RCA, tous les pays de la CEMAC sont exportateurs de pétrole.** La *bonne gestion des ressources naturelles* est pour cette raison très importante pour les pays membres. Six des neuf pays membres sont dits fragiles et pour ceux-ci surmonter les *défis du développement économique est prioritaire*. Parmi les pays membres, le *Burundi* et la *RDC* sont membres du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (*COMESA*). Le *Burundi* a récemment rejoint la Communauté de l'Afrique de l'Est (*CAE*), tandis que la *RDC* est membre de la Communauté de développement de l'Afrique australe (*SADC*). Pour les six pays membres de la *CEMAC*, le programme de travail tient en compte de *l'intégration régionale, ainsi que de la monnaie et de la supervision bancaire commune (COBAC)*. Enfin, plusieurs pays membres ont connu des *problèmes sécuritaires importants* ce qui oblige le centre à une constante souplesse et adaptation du programme d'intervention.

*Le contexte macroéconomique*

5. **Bien que le revenu par habitant varie considérablement d'un pays à l'autre, tous sont confrontés à des problèmes majeurs de développement humain** et se trouvent à des étapes différentes de développement. Ainsi, le Gabon et la Guinée équatoriale ont des niveaux de revenu par habitant nettement plus élevés que la moyenne pour la région de l'Afrique subsaharienne. Le Congo, la RCA, et le Tchad dans la CEMAC ainsi que le Burundi, la RDC et Sao Tomé-et-Principe sont des pays en situation de fragilité. L'objectif de renforcement des capacités de l'AFC vise à aider les pays membres à adopter et mettre en œuvre des politiques économiques qui favorisent une croissance inclusive afin de surmonter les défis du développement économique auxquels ils sont confrontés.
6. **À l'instar de l'Afrique subsaharienne, les États membres d'AFC ont connu des défis macroéconomiques et financiers.** Après une croissance robuste doublée d'une situation macroéconomique stable de 2010 à 2014, les programmes de développement économique et social des États membres sont confrontés à de nouveaux défis depuis 2015, avec notamment la chute vertigineuse des prix des matières premières qui s'est traduite par la montée des déficits et la hausse de l'endettement public, ainsi que par l'accroissement des vulnérabilités des établissements bancaires et financiers. La rationalisation des choix budgétaires est amorcée dans la plupart des pays membres d'AFC en partie grâce à l'appui du Fonds Monétaire et d'autres partenaires au développement mais les pays membres sont confrontés à un vaste ensemble de défis liés à la gouvernance institutionnelle. Ainsi, des politiques budgétaires ambitieuses sont nécessaires pour préserver la stabilité macroéconomique et il est indispensable de procéder à des réformes structurelles pour rétablir une croissance forte et renforcer le climat des affaires et l'intégration régionale.

*L'objectif fondamental*

7. **L'objectif fondamental du programme de travail est de contribuer au renforcement des capacités institutionnelles, techniques et humaines des pays et des institutions régionales membres d'AFRITAC Centre** pour les aider à répondre à leurs défis macroéconomiques et pour les accompagner dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).
8. **Cet objectif s'insère dans le cadre de la stratégie de développement des capacités du département Afrique du FMI.** Le centre mettra à profit son expertise dans les questions macroéconomiques et financières ainsi que son envergure régionale pour épauler les États membres dans leurs efforts de renforcement des capacités humaines et institutionnelles. Le programme d'assistance technique prend également en compte les objectifs d'intégration régionale et d'harmonisation des pays membres. Le programme d'assistance technique trouve également son fondement sur les stratégies de renforcement des capacités développées pour chaque pays en consultation avec le département Afrique du FMI.

*Les objectifs stratégiques*

**9. Le programme de travail annuel décline des objectifs stratégiques programmés dans le cadre du troisième cycle de financement d’AFC couvrant la période novembre 2017- avril 2022 <sup>1</sup>.**

- Moderniser les cadres institutionnels et renforcer les principales fonctions des administrations des revenus en vue d'améliorer la mobilisation des recettes douanières et fiscales ;
- Améliorer la gestion des finances publiques, y compris le cadre légal, la préparation et le contrôle de l'exécution ainsi que le soutien à la mise en œuvre des directives régionales au niveau des pays ;
- Appuyer la réalisation de prévisions budgétaires fiables et régulières, y compris les prévisions de revenus tirés du pétrole et d'autres ressources naturelles en particulier dans les pays en situation de fragilité (Le Burundi, le Congo, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad).
- Renforcer les statistiques macroéconomiques et des finances publiques, contribuer au rattrapage des retards de publication des comptes, et harmoniser les statistiques régionales ;
- Réduire le coût et le risque de la dette publique, développer les marchés financiers locaux et régionaux de la dette intérieure dans le contexte d'une solide gestion de la dette publique et d'un appui aux investissements dans la région ;
- Améliorer la régulation et la supervision des institutions financières, notamment en renforçant la convergence des cadres réglementaires qui leur sont applicables en conformité aux normes internationales en la matière ainsi qu'aux bonnes pratiques de la supervision basée sur les risques.

*La collaboration avec les services du FMI et les partenaires extérieurs*

**10. Le programme de travail annuel est élaboré en étroite collaboration avec les services du FMI sur la base des besoins exprimés par les États membres.** Le programme d’AFC est ainsi intégré dans le cadre général de renforcement des capacités mis à la disposition des pays membres par le FMI pour appuyer leurs réformes. Le programme pour l’année fiscale 2019 est marqué pour une intégration accrue de l’assistance technique dans les activités de prêt et de surveillance du FMI.

**11. Pour favoriser les synergies et éviter les duplications possibles, les activités sont coordonnées et parfois menées conjointement avec les autres partenaires impliqués dans la mise en œuvre des réformes :** AFRISTAT, Banque mondiale, Banque africaine de développement, EUROSTAT, Coopération française, GIZ, PNUD-Pôle de Dakar, CNUCED, Union européenne, Coopération allemande, Banque européenne d’investissement, et la Chine.

---

<sup>1</sup> Document programme pour le troisième cycle de financement 2017-2022 ; Téléchargeable [ici](#).

*Les défis pour l'exécution et les risques pour le programme de travail*

**12. Les défis et les risques liés à l'exécution du programme de travail ont les composantes principales suivantes :** l'instabilité de la situation sécuritaire dans quelques pays membres ; un engagement insuffisant à l'égard des réformes ; des faiblesses telles qu'un manque de personnel qualifié, un taux de rotation élevé des personnels et des limitations techniques (par exemple, l'absence d'infrastructures informatiques et télécoms) ; l'indisponibilité des équipes nationales et/ou régionales, voire le désistement après confirmation de participation et annulation de certaines activités liée à des changements de priorité; les retards de transmission par les pays des documents de désignation et de voyage pour leurs participants aux activités régionales et des ressources financières insuffisantes.

*Une bonne performance par la priorisation et la gestion axée sur les résultats*

**13. Au cours de l'année fiscale 2018, AFRITAC Centre a accéléré la mise en œuvre de la politique de gestion axée sur les résultats (RBM) du FMI** dans ses projets d'assistance technique. Cet effort s'inscrit dans le contexte général des réformes de l'assistance technique du FMI visant à optimiser les processus de délivrance de l'assistance technique par les technologies de l'information et en réponse à l'évaluation externe qui réclamait davantage de redevabilité et une traçabilité des résultats dans ses activités de renforcement des capacités du Centre<sup>2</sup>.

**14. Le conseiller résident en charge de la gestion axée sur les résultats est en charge de l'introduction graduelle du cadre de gestion axée sur les résultats** dans les activités de renforcement des capacités du Centre ainsi que de la mise en place de la plateforme logicielle CDPORT<sup>3</sup>. Ce système est utilisé par l'ensemble des départements du FMI et les centres régionaux d'assistance technique pour toutes les activités d'assistance technique. Le personnel d'AFRITAC Centre a été formé à son utilisation. Le nouveau cadre de gestion axée sur les résultats et l'opérationnalisation de la plate-forme logicielle est un pivot essentiel de la nouvelle approche d'AFC vers une plus grande efficacité et une meilleure rationalisation des activités d'assistance technique du Centre.

**15. Le Centre a produit au cours de l'année fiscale 2018 ses cadres logiques pour l'ensemble de ses activités d'assistance technique.** Ces cadres ont été introduits dans la plateforme CDPORT et permettent le suivi de la réalisation des objectifs, des résultats à atteindre, des indicateurs et des étapes intermédiaires ainsi qu'un suivi rigoureux des ressources affectées et l'identification des risques.

**16. Ce nouveau cadre de gestion axée sur les résultats permet au Centre et aux partenaires de travailler de manière plus intégrée et d'aligner leurs résultats** à court et à long terme ainsi que leurs objectifs stratégiques avec ceux du FMI. Il constitue un progrès considérable dans le cadre de la responsabilisation du Centre envers ses partenaires, ses bénéficiaires et le Fonds.

<sup>2</sup> Pour la liste complète des recommandations et le suivi donné, voir l'annexe 9 du rapport.

<sup>3</sup> Capacity Development Projects, Outputs and Results Tracking

**17. L'allocation de l'assistance technique et la priorisation des pays bénéficiaires dépendront de plus en plus des perspectives de mise en œuvre, de l'évaluation des risques et des besoins essentiels des pays tout en prenant en compte les stratégies pays de développement des capacités élaborées par le Département Afrique du FMI en consultation avec les principales parties prenantes.**

## II. RESULTATS ANNEE FISCALE 2018

### A. Améliorer la mobilisation des ressources fiscales

- Le recoupement de l'information fiscale comme puissant levier de mobilisation des ressources intérieures au *Cameroun* (cf. Encadré 1) ;

#### Encadré 1

*Contexte : L'opération de recoupement de l'information fiscale constitue une piste de mobilisation des recettes intérieures que le Cameroun entend développer*

Recoupement de l'information fiscale comme puissant levier de mobilisation des ressources intérieures

**Pays :** Cameroun 

**Domaine d'intervention :** Administration des Revenus

**Date de mise en œuvre :** 2016-2017

**Objectifs de l'appui :** Améliorer les programmations des contrôles fiscaux sur la base des critères d'analyse des risques afin d'optimiser la mobilisation des recettes fiscales.

**Rôle d'AFC dans l'appui :** AFC appuie les administrations fiscales et douanières dans la formation des cadres ayant en charge les enquêtes et recoupements. Le Centre apporte un appui à l'exploitation des données sur des feuilles Excel, en rapprochant (i) les importations et les déclarations fiscales ; (ii) les paiements des marchés publics aux entreprises avec les déclarations fiscales déposées par ces entreprises ; (iii) les montants payés aux fournisseurs ou clients des grandes entreprises avec les déclarations fiscales.

**Principaux résultats obtenus :** L'exploitation des résultats de recoupement a permis (i) l'identification de nouvelles entreprises qui n'étaient pas fichées dans les registres de l'administration fiscale ; (ii) des minorations ou dissimulation des recettes sont constatées et les redressements faits par l'administration fiscale dans le cadre d'une procédure de contrôles engrangent des recettes supplémentaires conséquentes ; (iii) un reclassement des entreprises dans de nouveaux segments appropriés a été effectué (grandes entreprises, moyennes entreprises et petites entreprises) ; (iv) le repérage d'importantes fraudes au niveau du cordon douanier.

**Impact du projet :** Le recoupement de l'information fiscale a permis : (i) l'élargissement de l'assiette fiscale ; (ii) le changement du comportement déclaratif des contribuables.

**Facteurs de succès :** AFRITAC Centre a apporté à la DGI/ DGD du Cameroun une valeur ajoutée déterminante s'agissant de (i) l'appropriation de l'opération de recoupement par les services d'enquêtes (ii) l'acquisition d'une expertise opérationnelle dans la conduite des opérations fiscales.

**Leçons apprises :** Malgré les défis budgétaires liés au ralentissement de l'activité économique, la mobilisation des recettes intérieures a été possible grâce à la maîtrise et l'exploitation de l'information fiscale. La collaboration des administrations financières (Douanes, Trésor, impôt) qui administrent plus de 60% des opérations budgétaires est primordiale et peut déboucher sur des pistes importantes d'amélioration des recettes.

- La formalisation des outils de gestion des performances et le renforcement du contrôle des exonérations douanières et de la gestion des risques douaniers et ;
- Le rapprochement des administrations douanières et fiscales pour lutter contre les fraudes au *Cameroun, Centrafrique, Gabon, République Démocratique du Congo et Tchad* ;
- Accompagnement à la rédaction et à la vulgarisation des textes d'application du nouveau Code des douanes de la *CEMAC* ;
- Participation des pays de la *région* à l'enquête internationale sur l'administration fiscale ou International Survey On Revenue Administration (ISORA) ;
- Renforcement des cadres de la *région* sur le suivi des transits et le contrôle à destination des exonérations, et pour l'amélioration de la collaboration douanes/impôts.
- La réorganisation des services douaniers et la modernisation des procédures de dédouanement (*Centrafrique, Congo, Centrafrique, Guinée équatoriale, et Sao Tomé-et-Principe*) ;
- L'appropriation des méthodes d'organisation et de gestion de la TVA à *Sao Tomé-et-Principe* (cf. Encadré 2) ;

## Encadré 2

*Contexte : Sao Tomé-et-Principe a sollicité le Centre régional d'assistance technique du FMI en Afrique centrale dans le cadre d'un projet visant à l'introduction progressive de la TVA dans leur système fiscal.*

Apprentissage par les pairs pour l'introduction de la TVA à Sao Tomé et Principe
<b>Pays :</b> Sao Tomé-et-Principe 
<b>Domaine d'intervention :</b> Administration des Revenus
<b>Date de mise en œuvre :</b> 22-26 janvier 2018
<b>Objectifs de l'appui :</b> Apprendre de l'expérience et du savoir-faire capverdien sur le processus d'introduction de la TVA afin d'en faciliter l'introduction à Sao Tomé et Principe. Partage de l'expérience dans le processus de mise en œuvre de la TVA.
<b>Rôle d'AFC dans l'appui :</b> Huit experts de Sao Tomé ont bénéficié de la formation d'apprentissage par les pairs grâce à l'appui technique et financier d'AFRITAC Centre, en collaboration avec le Département des Finances Publiques du FMI.
<b>Principaux résultats obtenus :</b> L'expérience capverdienne a permis aux cadres de Sao Tomé-et-Principe de mieux comprendre les enjeux de la réforme de la TVA et d'être sensibilisés aux défis de sa mise en œuvre. L'apprentissage par les pairs a également permis de souligner l'urgence et la nécessité de développer des outils nécessaires pour une gestion efficace de la TVA.
<b>Impact du projet :</b> Le projet a permis à Sao Tomé-et-Principe d'apprendre les actions à mener pour une introduction de la TVA qui permettra dans le futur de générer des recettes fiscales significatives pour le pays.
<b>Facteurs de succès :</b> L'expérience acquise de l'administration capverdienne ; l'appropriation de la réforme par les Santoméens ainsi que l'appui technique d'AFC.
<b>Leçons apprises :</b> L'apprentissage par les pairs est une pratique qui permet à deux pays de la même région de démontrer par des réussites concrètes que la mise en œuvre des réformes fiscales est une réalité. Il permet un retour d'expériences réussies pour le pays apprenant. Enfin, il suscite l'intérêt et rassure ceux qui hésitent à s'engager dans les réformes.

## B. Promouvoir une gestion efficace des finances publiques

- La préparation de l'avis de conformité des projets de textes à transposer dans le cadre de la mise en œuvre des directives *CEMAC* par la *République du Cameroun* et la *République du Congo* ;
- La consolidation des maquettes des budgets programmes en *République Démocratique du Congo* ;
- Les contrôles interne et externe et la gestion des risques budgétaires et fiscaux au *Gabon* ;
- L'appui à la préparation, l'exécution du budget et la gestion de la trésorerie au *Gabon* (cf. Encadré 3) ;
- L'appui du Forum des hauts fonctionnaires du budget des États membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) au renforcement de la fonction budgétaire face aux défis des réformes et des programmes économiques et fiscaux ;
- La réforme de la nomenclature budgétaire conformément aux directives communautaires au *Tchad* ;
- Renforcement des capacités des cadres de la *région* sur le pilotage de l'exécution budgétaire et comptable et l'exécution du budget en mode programme ;
- Amélioration de l'intégrité des données financières et comptables et le renforcement de la fonction de trésorerie en *République Centrafricaine* (cf. Encadré 4, page 14).

### Encadré 3

*Contexte : Le contexte budgétaire au Gabon est marqué par une présentation non optimale des opérations budgétaires des administrations dans le document du budget de l'Etat. Un renforcement des capacités dans le domaine des régimes juridiques des affectations de recettes, leur identification et leur prise en charge dans la documentation budgétaire ont donc été jugés nécessaires.*

Appui à l'amélioration de l'exhaustivité du budget de l'Etat
<b>Pays :</b> Gabon 
<b>Domaine d'intervention :</b> Gestion de la dette publique
<b>Date de mise en œuvre :</b> 2014-2017
<b>Objectifs de l'appui :</b> Identifier les recettes affectées gérées en dehors des procédures budgétaires normales et les intégrer dans le budget de l'Etat et améliorer l'exhaustivité du budget.
<b>Rôle d'AFC dans l'appui :</b> Former les autorités sur les fondements des différentes affectations de recettes (Budget annexe, Compte spécial du trésor et budgets autonomes des organismes publics) et inventaire et analyse des textes de création des recettes affectées. Appui à la détermination des modalités de prise en charge dans la loi de finances et de leur exécution.
<b>Principaux résultats obtenus :</b> Nouvelle présentation de la structure de la loi de finances et du Budget de l'Etat est disponible, amélioration de l'exhaustivité du budget avec six comptes d'affectation spéciale / Intégration dans le budget de l'Etat des opérations jusque-là exécutées en trésorerie et amélioration de l'exhaustivité de la loi de finances.
<b>Impact du projet :</b> Une meilleure connaissance des opérations budgétaires et financières de l'Etat qui permet au Gabon une présentation plus conforme des lois de finances.
<b>Facteurs de succès :</b> Disponibilité et ouverture d'esprit de l'équipe en charge des réformes du budget programme et la qualité de l'expertise durant le déroulement du projet.

#### Encadré 4

*Contexte : La République Centrafricaine a des besoins importants en renforcement des capacités humaines et techniques des comptables nationaux ainsi que des besoins en système de gestion intégré.*

Intégrité des données financières et comptables et renforcement de la fonction de trésorerie
<b>Pays :</b> République Centrafricaine  <b>Domaine d'intervention :</b> Gestion des finances publiques <b>Date de mise en œuvre :</b> 2017 <b>Objectifs de l'appui :</b> Sensibiliser les autorités centrafricaines sur la nécessité de renforcer la fonction comptable afin (i) d'améliorer la qualité de l'information budgétaire, comptable et financière ainsi que les délais de production de cette information et ; (ii) de fiabiliser la gestion de trésorerie. <b>Rôle d'AFC dans l'appui :</b> L'appui d'AFC a été multiforme et a permis le développement d'outils permettant d'appuyer le pays pour l'organisation de la tenue et de la centralisation de la comptabilité publique et l'assister pour qu'il se dote d'un cadre normatif de la comptabilité publique. Former les autorités à la production de l'information budgétaire et comptable dans les délais prescrits ainsi que renforcer leurs capacités de contrôle sur l'information budgétaire, comptable et financière produite et le traitement des « anomalies » constatées dans les balances générales des comptes de l'Etat 2016 et 2017. <b>Principaux résultats obtenus :</b> Régularisation progressive des anomalies détectées, production des balances annuelles et rattrapage des retards des comptes nationaux grâce à l'utilisation des outils proposés par AFC. <b>Impact du projet :</b> Le pays dispose maintenant de comptes nationaux produits plus rapidement et plus fiables qui lui permettront de fiabiliser à long terme la gestion de sa trésorerie. <b>Facteurs de succès :</b> Appropriation des résultats par les bénéficiaires et les décideurs politiques, appui ciblé et pertinent et expertise des Conseillers et appui du Siège.

### C. Renforcer les projections budgétaires

- Le renforcement de la fonction macrobudgétaire (cf. Encadré 5, page 15) ainsi que l'identification et le suivi des risques budgétaires au *Cameroun* ;
- Le renforcement des capacités des responsables des administrations économiques et financières sur le cadrage macroéconomique ainsi que la programmation et les politiques financières au *Congo* ;
- L'identification des besoins de renforcement de capacités institutionnelles et méthodologiques dans le domaine de l'analyse et de la prévision macroéconomique et budgétaire au *Congo* ;
- L'état des lieux des besoins de renforcement de capacités institutionnelles et méthodologiques au *Gabon* ;
- L'évaluation des cadres institutionnel et technique d'élaboration des cadrages macroéconomique et budgétaire en *République centrafricaine* ;
- Le diagnostic du modèle SIGNET et l'identification des besoins en matière de cadrage macro budgétaire au *Tchad*.

## Encadré 5

### Introduction de la fonction macrobudgétaire à AFRITAC Centre

**La fonction macrobudgétaire (FMB) intervient en amont de l'élaboration du budget** et consiste à préparer, adopter et mettre en œuvre une stratégie budgétaire à moyen terme pertinente et robuste. Elle contribue à : (i) une allocation intersectorielle et intra sectorielle des ressources publiques en fonction des politiques publiques et de la conjoncture économique ; et (ii) une meilleure efficacité et efficacité des dépenses.

**Les conditions suivantes sont requises pour rendre la FMB efficace** : (i) une réelle volonté politique au plus haut niveau de l'Etat pour en faire un processus respecté, utile et ancré dans le processus de prise de décision ; (ii) la volonté de subordonner toute décision politique avec l'évaluation de son incidence financière à la discipline du processus des CBMT/CDMT ; (iii) les progrès dans le domaine du contrôle de la dépense et une amélioration du recouvrement de recettes de l'Etat et ; (iv) des rapports de mise en œuvre à l'attention des hautes autorités y compris le parlement.

**Le renforcement de la fonction macrobudgétaire dans les pays couverts par AFC devrait permettre, plus spécifiquement, de** : (i) disposer de Comités de cadrage macroéconomique et budgétaire fonctionnels ; (ii) renforcer le suivi de la conjoncture avec des indicateurs haute fréquence (IHF) pertinents ; (iii) disposer de dispositifs de cadrage macroéconomique intégrés, robustes et régulièrement actualisés ; (iv) disposer de dispositifs de cadrage budgétaire annuel adossés au cadrage macroéconomique et ancrés au CDMT/CBMT central et sa déclinaison sectorielle ; (v) développer des maquettes adhoc de prévisions et de simulations des régies pertinents, et ; (vi) documenter les risques budgétaires.

## D. Collaborer à l'harmonisation des statistiques des finances publiques

- L'adoption de la feuille de route pour la mise en œuvre de la nouvelle méthodologie des statistiques des finances publiques pour les pays membres de la *CEMAC*, *Burundi*, *République Démocratique du Congo* et *Sao Tomé-et-Principe* ;
- Appui à l'élaboration d'une toute première série des statistiques financières (conformément au *Manuel de statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)* et à l'adoption de la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE) au *Gabon* et au *Cameroun* (cf. Encadré 6) ;
- Appui à la détermination des besoins en financement sur la base de statistiques plus fiables en *République Centrafricaine* ;
- Contribution à la définition du projet de la Stratégie nationale de développement des Statistiques des Finances Publiques (SNDSFiP) au *Tchad* ;

## Encadré 6

*Contexte : Le Gabon et le Cameroun ont sollicité l'appui d'AFRITAC Centre pour la mise en œuvre de la méthodologie du Manuel de statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014) et pour l'adoption de la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE)*

Appui à l'élaboration d'une toute première série de statistiques financières (conformément au *Manuel de statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)* et à l'adoption de la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE - Tableau des Opérations Financières de l'Etat)

**Pays :** Gabon  et Cameroun 

**Domaine d'intervention :** Statistiques des finances publiques (SFP)

**Date de mise en œuvre :** 2017

**Objectifs de l'appui :** Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décisions.

**Rôle d'AFC dans l'appui :** Délivrer des appuis techniques appropriés notamment sur la procédure d'analyse et d'exploitation de toutes les formes de données source au TOFE, y compris la Balance Générale des Comptes du Trésor et les tableaux détaillés des TOFEs base caisse existants.

**Principaux résultats obtenus :** Une toute première série des SFP format TOFE CEMAC (MSFP 2001/2014), pour la période de 2012 à 2016, en reclassant les TOFEs base caisse existants au nouveau format est disponible. La production des SFP repose sur la nécessité de garantir la comparabilité des données économiques et financières au sein de l'espace CEMAC, dans le cadre de la surveillance multilatérale. En plus de répondre aux exigences de la CEMAC, la mise en œuvre de la méthodologie du MSFP 2001/2014 est l'occasion de mettre en place un véritable système de production des SFP qui soit conforme aux normes et bonnes pratiques internationales. Ainsi, les deux pays seront en mesure de respecter les critères de la Norme Spéciale de Diffusion des Données (NSDD) en matière de couverture, de méthodologie, de périodicité et de délai de diffusion pour les finances publiques et de faciliter la souscription des pays à cette norme le moment venu.

**Impact du projet :** Les deux pays seront en mesure de produire des SFP – TOFE CEMAC, en maintenant une cohérence statistique historique avec les TOFE bas caisse déjà en exploitation par plusieurs utilisateurs.

**Facteurs de succès :** Compétence des cadres du TOFE et l'intérêt et le soutien affichés aux SFP par la hiérarchie.

- Appui à l'élaboration d'une toute première série des statistiques financières pour les années 2014 à 2016 conformément au Manuel de statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014) et à la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE (la directive « TOFE) en *République du Congo* (cf. Encadré 7, page 17) ;

## Encadré 7

*Contexte : La République du Congo avait besoin d'un appui d'AFRITAC centre pour adopter la méthodologie d'élaboration des Statistiques des finances publiques (SFP) selon le MSFP 2001/2014.*

Appui à l'élaboration d'une toute première série des statistiques financières (conformément au *Manuel de statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)* et à l'adoption de la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE).

**Pays :** République du Congo 

**Domaine d'intervention :** Statistiques des finances publiques.

**Date de mise en œuvre :** 2017 - en cours

**Objectifs de l'appui :** Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise des décisions/Améliorer la transparence des statistiques financières, en participant au Système Général de Diffusion des Données du FMI (e-GDDS en Anglais).

**Rôle d'AFC dans l'appui :** Délivrer des appuis techniques appropriés notamment sur la procédure d'analyse et d'exploitation de toutes les formes de données source au TOFE, notamment le Compte Administratif, la Balance Générale des Comptes du Trésor, ainsi que les tableaux détaillés des TOFEs base caisse existants.

**Principaux résultats obtenus :** Amélioration de la capacité du personnel sur l'exploitation des données source, les méthodes de compilation et de diffusion des statistiques des finances publiques ; compilation des statistiques à l'aide des techniques appropriées et diffusion en interne et au grand public d'une nouvelle série des statistiques.

La République du Congo est le seul pays de la région de l'Afrique centrale qui a pu produire des statistiques des finances publiques (SFP) selon la méthodologie du *Manuel des Finances Publiques de 2001/2014 (MSFP 2001/2014)* couvrant la majeure partie des administrations publiques, malgré de nombreux obstacles tels que la faible disponibilité des données de base ; la plupart des données source sont transmises au format papier, tandis que le traitement des données est effectué manuellement. Au moment où l'on parle, le Département des Statistiques du FMI a déjà validé la dernière série des SFP annuelles de la République du Congo des exercices 2014-2016 élaborées suivant le *MSFP 2001/2014*, ce qui lui a permis de rattraper tout le retard dans la publication dans l'annuaire du FMI (*Government Financial Statistics Yearbook – GFSY*).

**Impact du projet :** Les autorités congolaises sont en mesure de déterminer leurs besoins en financement sur la base de statistiques plus fiables. Les partenaires au développement (FMI, la Banque Mondiale, etc.) se servent des statistiques financières cohérentes et vérifiables dans leurs analyses et prises de décision.

**Facteurs de succès :** Mise en œuvre des recommandations des missions d'AFRITAC Centre, la rigueur et la volonté des autorités congolaises de maintenir l'élan actuel des réformes des finances publiques.

### E. Appuyer l'élaboration de statistiques macroéconomiques fiables

- Le rattrapage des retards des comptes nationaux dans les pays membres d'AFRITAC Centre (cf. Encadré 8, page 18) ;
- Estimation des comptes nationaux des années 2011-2015 au *Gabon* et comptes provisoires de 2016 en cours ;
- La publication des comptes nationaux disponibles est en bonne voie en *République Démocratique du Congo* et au *Tchad* ;

## Encadré 8

*Contexte : Cinq pays ont enregistré des retards d'un à cinq ans dans l'élaboration des comptes nationaux dans le système SCN 1993.*

Rattrapage des retards des comptes nationaux
<p><b>Pays :</b> Burundi  Guinée Equatoriale  République du Congo  République Démocratique du Congo  Tchad </p>
<p><b>Domaine d'intervention :</b> Statistiques macroéconomiques</p>
<p><b>Date de mise en œuvre :</b> 2017 – En cours pour la soutenabilité</p>
<p><b>Objectifs de l'appui :</b> Rattraper les retards des comptes nationaux de ces pays et rendre les comptes conformes aux standards internationaux en la matière, d'abord le SCN 1993 et plus tard le SCN 2008.</p>
<p><b>Rôle d'AFC dans l'appui :</b> 2 axes principaux d'intervention 1/ Mise en place d'un outil flexible et simple par l'AFC pour accompagner les comptables nationaux en vue du rattrapage des retards des comptes par la méthode dite de comptes provisoires et d'interpolation. Et 2/ Le renforcement des capacités par la formation et l'échange d'expérience sur les bonnes pratiques en matière de comptabilité nationale.</p>
<p><b>Principaux résultats obtenus :</b> Rattrapage des retards des comptes nationaux grâce à l'utilisation de l'outil simplifié. Ainsi une série des comptes nationaux à jour 2005-2016 selon le <i>SCN 1993</i> est disponible et surtout publié. Alors que pendant de longues dates ces comptes étaient restés non diffusés. L'outil est bien adapté aux besoins et il est en cours d'extension aux autres états membres.</p>
<p><b>Impact du projet :</b> Ces pays disposent maintenant de comptes nationaux plus fiables qui leur permettront d'élaborer des politiques économiques adéquates et de penser à aller plus loin par la mise en œuvre prochaine des comptes nationaux trimestriels.</p>
<p><b>Facteurs de succès :</b> La forte implication des autorités des INS dans le développement de la statistique ainsi que l'expertise de l'AFC avec un outil plus adapté aux besoins de ses Etats membres.</p>
<p><b>Leçons apprises :</b> Des efforts sont encore nécessaires pour disposer à temps des données de base pour des comptes nationaux plus fiables. Le renforcement des capacités en ressources humaines ne doit pas se relâcher.</p>

- Appui aux comptes nationaux trimestriels au *Burundi* et au *Cameroun* (cf. Encadré 9, page 19) ;
- Appui aux travaux de changement de base pour le passage au SCN 2008 en *République Démocratique du Congo* ;
- Elaboration des comptes nationaux de 2016 pour le *Tchad* (cf. Encadré 10, page 19) ;
- Mise en place du programme de renforcement des capacités des comptables nationaux de *Sao Tomé-et-Principe* ;
- La formation au système des comptes nationaux de 2008 des cadres de la *région* sur les nomenclatures, la collecte et les modèles de traitement des sources ;

## Encadré 9

*Contexte : Le Cameroun a commencé la mise en œuvre des CNT avec l'AFC en novembre 2010 et a publié ses premiers comptes en décembre 2013. Le Burundi a commencé son initiation aux CNT en juillet 2014 avec l'AFC après le rattrapage de ses retards sur les comptes nationaux annuels (CNA)*

Elaboration des comptes nationaux trimestriels (CNT)			
<b>Pays :</b> Cameroun  et Burundi 			
<b>Domaine d'intervention :</b> Statistiques macroéconomiques			
<b>Date de mise en œuvre :</b> 2016-2017			
<b>Objectifs de l'appui :</b> L'appui consiste à doter les 2 pays de comptes nationaux trimestriels afin de faciliter davantage la prise des décisions et la formation des comptables nationaux capables de conduire les travaux des CNT.			
<b>Rôle d'AFC dans l'appui :</b> Des missions d'assistance technique suivies jusqu'à la réalisation de l'objectif.			
<b>Principaux résultats obtenus :</b> Le Cameroun a enrichi ses CNT par l'introduction des séries corrigées des variations saisonnières. Le Burundi dispose de ses premiers CNT dont la publication est attendue.			
<b>Impact du projet :</b> Les deux pays disposent de CNT dont ils se servent pour élaborer des politiques économiques adéquates.			
<b>Facteurs de succès :</b> La forte implication des autorités des INS dans le développement de la statistique ainsi que l'expertise de l'AFC.			
<b>Leçons apprises :</b> Une plus grande volonté politique est requise pour favoriser la collecte des données infra-annuelles.			

## Encadré 10

Le rattrapage des retards des comptes en date de décembre 2017			
Types de comptes disponibles			
Pays membres	Comptes nationaux annuels définitifs	Comptes nationaux annuels provisoires	Comptes trimestriels
Burundi	2005-2015	2016	Jusqu'au quatrième trimestre 2017 ; Publication attendue
Cameroun	1993-2015	2016	Jusqu'au quatrième trimestre 2017
République du Congo	2005-2015	2016 en cours	
Gabon	2001-2010 ; 2013	2014 ; 2015	Etape suivante FY19
Guinée équatoriale	2006-2015	2016	
République Centrafricaine	2005-2008 ; 2012	2013-2015	
République Démocratique du Congo	2005-2015	2016	
Sao Tome-et-Principe	2001-2008	2009-2016	
Tchad	2005-2015	2016	Etape suivante FY19

## F. Contribuer à une meilleure gestion de la dette

- Elaboration d'une stratégie de gestion de la dette à moyen terme en République Démocratique du Congo (cf. Encadré 11)
- L'appui au développement du marché des titres publics de la zone *CEMAC* (cf. Encadré 12, page 21) ;
- Le renforcement des capacités humaines et institutionnelles en matière de gestion de la dette en *République Centrafricaine, République Démocratique du Congo* et *Tchad* ;
- L'appui à l'autonomisation du *Gabon* en matière d'analyse de viabilité avec l'outil AVD-PAM ;
- L'opérationnalisation du comité national de la dette publique au *Congo* ;
- La production du rapport annuel de gestion de la dette pour la *République Centrafricaine, République démocratique du Congo*, et le *Tchad* (cf. Encadré 13, page 22) ;
- L'amélioration de l'accès des pays membres aux marchés intérieurs de la dette ;
- La réorganisation des services de la dette en front, middle et back offices dans certains pays membres ;
- Le renforcement des capacités des cadres de la *région* sur l'analyse de viabilité de la dette ;

### Encadré 11

*Contexte : L'élaboration d'une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) est l'un des objectifs fixés par les autorités congolaises en vue d'améliorer la gestion de la dette publique. Cela nécessitait un renforcement des capacités techniques du personnel sur le processus d'élaboration de la SDMT et l'utilisation de l'outil quantitatif SDMT.*

Elaboration d'une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme
<b>Pays :</b> République Démocratique du Congo (RDC) 
<b>Domaine d'intervention :</b> Gestion de la dette publique
<b>Date de mise en œuvre :</b> 2016-2017
<b>Objectifs de l'appui :</b> Assister la direction générale de la dette publique (DGDP) dans l'élaboration d'une SDMT et la production d'un document SDMT en vue d'améliorer les pratiques de gestion de la dette et de formaliser le processus de choix des instruments d'endettement ;
<b>Rôle d'AFC dans l'appui :</b> Former les cadres des structures de gestion de la dette sur le processus d'élaboration de la SDMT et à l'utilisation de l'outil quantitatif SDMT développé par le FMI/BM et assister la DGDP dans la production d'un rapport SDMT.
<b>Principaux résultats obtenus :</b> Les capacités des cadres de gestion de la dette notamment de la DGDP ont été renforcées ; une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme pour la période 2017-2020 a été développée et un rapport SDMT a été produit.
<b>Impact du projet :</b> Les pratiques de gestion de la dette ont été améliorées et la DGDP est désormais en mesure d'utiliser l'outil quantitatif SDMT et d'actualiser annuellement et de manière autonome la SDMT.
<b>Facteurs de succès :</b> La discipline des cadres et structures impliqués dans la gestion de la dette ainsi que la volonté des autorités congolaises à se conformer aux meilleures pratiques recommandées en matière de gestion de la dette publique.
<b>Leçons apprises :</b> Il y a nécessité à accompagner les structures de la dette pour s'approprier les outils développés par le FMI et la BM (outil SDMT, AVD, gestion des risques, etc.) en vue d'améliorer les pratiques de gestion de la dette dans les pays de la région.

## Encadré 12

*Contexte : La Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) gère le marché des titres publics par adjudication et est le responsable de la communication des données sur l'évolution du marché. La BEAC ne publie pas de courbes de taux des émissions, un élément qui est généralement recommandé pour le développement du marché des titres publics.*

Développement du marché des titres publics de la zone CEMAC	
<b>Pays :</b> Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC)	
<b>Domaine d'intervention :</b> Gestion de la dette publique	
<b>Date de mise en œuvre :</b> 2015-2016	
<b>Objectifs de l'appui :</b> Assister la BEAC pour la production et la publication régulière de courbe de taux par émetteur.	
<b>Rôle d'AFC dans l'appui :</b> Apporter un appui technique aux services de la BEAC en matière de construction et d'interprétation des courbes de taux des marchés des titres d'Etat et appuyer la BEAC dans le développement et la mise en place d'une application/outil d'élaboration de courbe de taux	
<b>Principaux résultats obtenus :</b> Des courbes de taux sont produites et publiées de manière régulière (une fois par mois) et les intervenants sur le marché (Trésors, SVT et investisseurs, etc.) sont mieux renseignés sur son évolution	
<b>Impact du projet :</b> La BEAC dispose d'une meilleure visibilité pour conduire sa politique monétaire en relation avec le fonctionnement et le développement du marché des titres d'Etat.	
<b>Facteurs de succès :</b> La qualité de l'assistance fournie par l'AFC et la bonne volonté des responsables et des cadres de la BEAC.	
<b>Leçons apprises :</b> La bonne identification des priorités des bénéficiaires est déterminante dans la réussite de l'assistance technique.	

### Encadré 13

*Contexte : La publication par le Tchad d'un rapport annuel sur la dette publique a été jugé prioritaire par les autorités nationales du pays. Cela nécessitait un renforcement des capacités techniques et opérationnelles du personnel sur les pratiques de la gestion de la dette.*

Améliorer le reporting de la dette
<b>Pays :</b> Tchad 
<b>Domaine d'intervention :</b> Gestion de la dette publique
<b>Date de mise en œuvre :</b> 2016-2017
<b>Objectifs de l'appui :</b> Assister la direction de la dette pour la production d'un rapport annuel de la dette en vue d'une part de satisfaire une condition de décaissement du crédit FMI et d'autre part d'introduire la production d'un rapport annuel dans les pratiques de gestion de la dette
<b>Rôle d'AFC dans l'appui :</b> Former les cadres de la Direction de la dette (DD) sur l'analyse des risques liés au portefeuille de la dette et assister la Direction de la Dette dans la production d'un rapport annuel de la dette.
<b>Principaux résultats obtenus :</b> Les capacités des cadres de la DD ont été renforcées et le rapport annuel de la dette pour l'année 2016 a été produit et publié.
<b>Impact du projet :</b> La Direction de la dette est désormais en mesure de produire de manière autonome et régulière le rapport annuel de la dette et le <i>reporting</i> de la dette publique est amélioré.
<b>Facteurs de succès :</b> La bonne volonté des cadres de la Direction de la dette ainsi que la priorisation par les autorités nationales de la réorganisation des tâches au sein de la DD pour situer le <i>reporting</i> de la dette.
<b>Leçons apprises :</b> Il y a nécessité à accompagner les structures de la dette pour passer d'une gestion administrative de la dette à une gestion active selon les meilleures pratiques.

### G. Renforcer la stabilité financière

- Convergence du cadre de la régulation et de la supervision bancaires vers les normes de référence au plan international, pour le *Burundi*, la *RDC*, et la *COBAC* ;
- Renforcement des capacités des superviseurs bancaires de l'Afrique centrale à mettre en œuvre la supervision basée sur les risques en organisant des séminaires régionaux méthodologiques et des missions de formation pour le *Burundi*, la *RDC*, *São Tomé* et la *COBAC* ;
- Intensification de l'assistance technique à la *Commission bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC)* (cf. Encadré 14, Page 23) ;
- Mise en place d'un ratio de liquidité à court terme de type LCR conforme au dispositif de Bâle III pour le *Burundi* (cf. Encadré 15, page 24) ;
- Renforcement des capacités des cadres de la *région* sur des problématiques prudentielles ciblées, notamment : (i) la supervision consolidée des groupes bancaires, (ii) la méthodologie de supervision du contrôle interne, de la gestion des risques, de la conformité, de la gouvernance.

## Encadré 14

*Contexte : La COBAC a exprimé le besoin d'un appui de l'AFRITAC Centre pour la mise en œuvre de son plan d'actions stratégiques destinées à améliorer l'efficacité de son modèle de supervision et à mettre en œuvre les recommandations émises par le FMI lors du dernier FSAP (2014-2015).*

Intensification de l'assistance technique à la COBAC	
<p><b>Organisation :</b> CEMAC (COBAC)</p> <p><b>Domaine d'intervention :</b> Régulation et supervision bancaires</p> <p><b>Date de mise en œuvre :</b> 2017-2018</p>	
<p><b>Objectifs de l'appui :</b> Assister la COBAC pour la révision de la réglementation prudentielle et du renforcement de ses capacités à mettre en œuvre la supervision basée sur les risques.</p> <p><b>Rôle d'AFC dans l'appui :</b> L'AFRITAC Centre intervient principalement pour (i) réviser les projets de règlements que le SG-COBAC lui soumet et lui proposer, s'il y a lieu, des réorientations dans les choix prudentiels à opérer, et (ii) examiner les modes opératoires du contrôle sur pièces et du contrôle sur place en vue de proposer des aménagements concrets pour faire évoluer les pratiques vers la supervision basée sur les risques.</p> <p><b>Principaux résultats obtenus :</b> L'AFRITAC Centre a intensifié son assistance technique à un niveau jamais atteint jusqu'à présent et a ainsi (i) réalisé sept missions d'assistance technique pendant l'année fiscale 2018, (ii) préparé et animé un séminaire du CSBAOC (Comité des Superviseurs de Banques de l'Afrique de l'Ouest et du Centre) à la demande de la COBAC, et (iii) fait participer de nombreux cadres de la COBAC à deux nouveaux séminaires régionaux. Par conséquent, au travers des présentations, des aide-mémoire et des rapports de mission, le SG-COBAC a reçu des conseils avisés pour progresser dans ses réformes dans une variété de domaines particulièrement utiles pour renforcer l'efficacité de l'exercice de ses missions : la supervision sur base consolidée, la supervision des services de paiement et de la monnaie électronique, l'intervention précoce de la COBAC pour traiter les banques fragiles, le contrôle sur pièces des institutions de microfinance selon l'approche par les risques, la structuration de la gestion des procédures internes du SG-COBAC relatives à la supervision bancaire.</p> <p><b>Impact du projet :</b> Cet ensemble de missions de divers formats et de thématiques variées a conforté la COBAC dans la dynamique de réforme impulsée par Son secrétaire Général. Plusieurs missions participent de projets pluriannuels qui ne sont pas encore terminés. Il reviendra au SG-COBAC de finaliser la mise en œuvre des projets en s'appropriant les recommandations détaillées fournies dans le cadre de l'assistance technique.</p> <p><b>Facteurs de succès :</b> L'engagement volontaire du Secrétaire Général et des équipes de la COBAC a certainement donné l'opportunité à l'AFRITAC Centre d'apporter une contribution aussi riche. Pour sa part, l'AFRITAC a fait preuve d'une grande disponibilité et d'une capacité d'adaptation aux contraintes élevées du SG-COBAC pour moduler son appui en fonction des besoins évolutifs et ciblés. La qualité de la coopération entretenue par le conseiller résident, tout comme le profil d'excellence des experts court-terme recrutés par l'AFRITAC, ont également été un facteur important pour faire avancer les projets de réforme et renforcer les capacités des superviseurs de la COBAC, grâce au partage de leur expérience éprouvée de la supervision bancaire et la proposition de solutions opérationnelles adaptées aux besoins spécifiques de la sous-région.</p>	

## Encadré 15

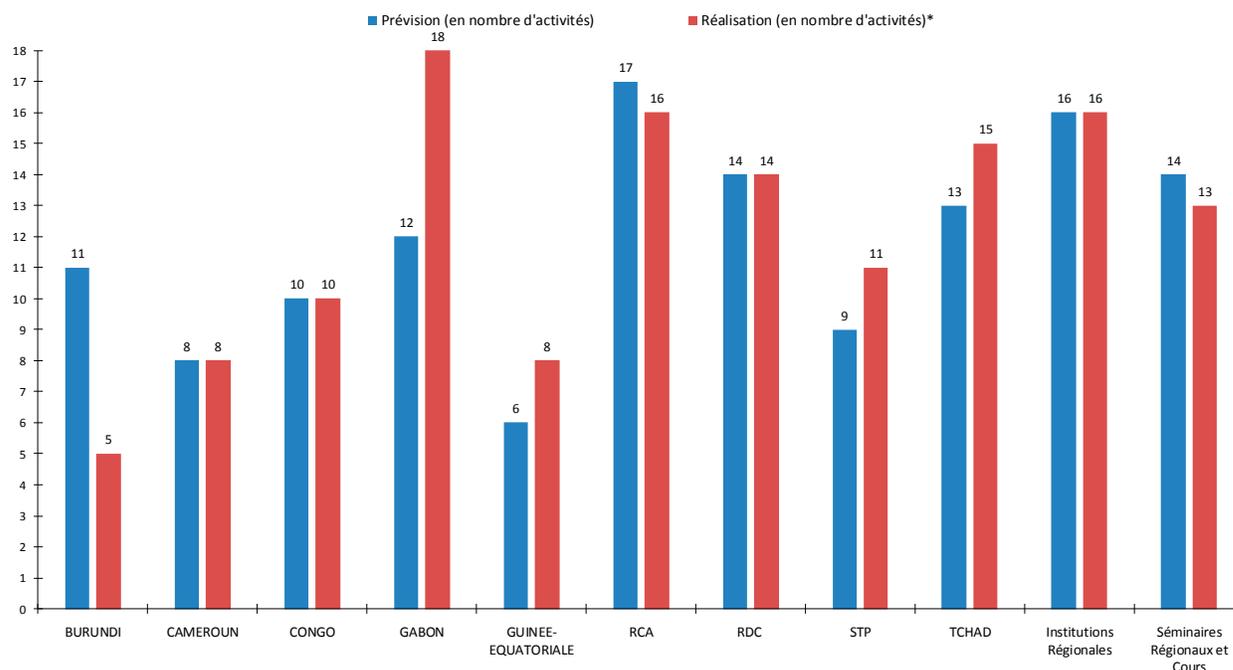
*Contexte : Le programme de renforcement des capacités consiste à mettre en œuvre la stratégie définie par la Communauté Est Africaine (CEA) dont le Burundi est membre et qui vise notamment à bâtir à moyen terme un cadre de supervision unique dans l'EAC.*

Mise en place d'un ratio de liquidité à court terme de type LCR conforme au dispositif de Bâle III
<b>Pays :</b> Burundi 
<b>Domaine d'intervention :</b> Régulation et supervision bancaires
<b>Date de mise en œuvre :</b> 2016-2017
<b>Objectifs de l'appui :</b> Finaliser la nouvelle réglementation prudentielle relative à la liquidité à court terme (LCR, <i>liquidity coverage ratio</i> )
<b>Rôle d'AFC dans l'appui :</b> L'AFC a (i) mis en relation la BRB (Banque de la République du <b>Burundi</b> ) pour une visite d'étude à la BAM (Bank Al-Maghrib) destinée à recueillir son expérience relative à la transposition du LCR au Maroc, (ii) organisé deux ateliers de travail délocalisés pour, d'abord, déterminer les choix prudentiels à opérer, déterminer une feuille de route pour engager la réforme, ensuite, réviser les projets préparés par la BRB selon les indications fournies, (iii) assuré une assistance à distance pour permettre à l'équipe-projet de la BRB d'avancer dans ses travaux entre les deux ateliers.
<b>Principaux résultats obtenus :</b> Les projets de circulaire réglementaire et de modèle d'état déclaratif relatifs au LCR ont été quasiment finalisés pour permettre à la BRB de réaliser rapidement l'étude d'impact, à l'issue de laquelle la version finale de ces documents pourra être publiée et entrer en vigueur.
<b>Impact du projet :</b> Sous réserve de la finalisation, par la BRB, des projets précités de circulaire réglementaire et de modèle d'état déclaratif relatifs au LCR, l'assistance technique de l'AFRITAC a permis à la BRB d'engager sa réforme sur des bases rigoureuses, conformes aux normes internationales et adaptées aux réalités du Burundi.
<b>Facteurs de succès :</b> L'AFRITAC a apporté à la BRB une valeur ajoutée déterminante s'agissant de (i) l'appropriation des normes internationales, (ii) l'acquisition d'une expertise opérationnelle dans la conduite d'une réforme réglementaire complexe telle que le LCR et de la méthode de travail, (iii) la définition pertinente des choix prudentiels adaptés aux besoins spécifiques du Burundi.
<b>Leçons apprises :</b> Malgré la difficulté de mise en œuvre de l'assistance technique inhérente à l'impossibilité pour la mission de se rendre sur place, l'AFRITAC a fait preuve d'une capacité d'adaptation notable et d'une grande disponibilité pour assurer un appui et une assistance à distance en tant que de besoin, pendant la période séparant les deux ateliers.

## Exécution soutenue des activités

**18. Au cours de l'année fiscale 2018, centre trente-quatre activités ont été réalisées dont soixante-onze au profit des pays en situation de fragilité<sup>4</sup> et quatre-vingt-deux au profit des pays membres de la CEMAC<sup>5</sup> pour un taux de réalisation global annuel de 103 pour cent (cf. annexe 1 et graphique 1). Au titre des appuis aux institutions régionales, le Centre a réalisé seize activités dont sept au profit de la COBAC. Sur le volet des séminaires régionaux, AFRITAC Centre a organisé les douze séminaires prévus qui couvrent l'ensemble des domaines d'intervention et un cours régional organisé conjointement avec AFRITAC Sud en gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles qui a également permis aux cadres de la région de renforcer considérablement leurs capacités. Par ailleurs le centre a organisé huit ateliers techniques délocalisés dans les domaines de la gestion des finances publiques, des statistiques macroéconomiques, de la gestion de la dette publique et de la régulation et supervision bancaire afin maintenir un niveau d'exécution haut.**

**Graphique 1 : Activités réalisées par pays (2018)**

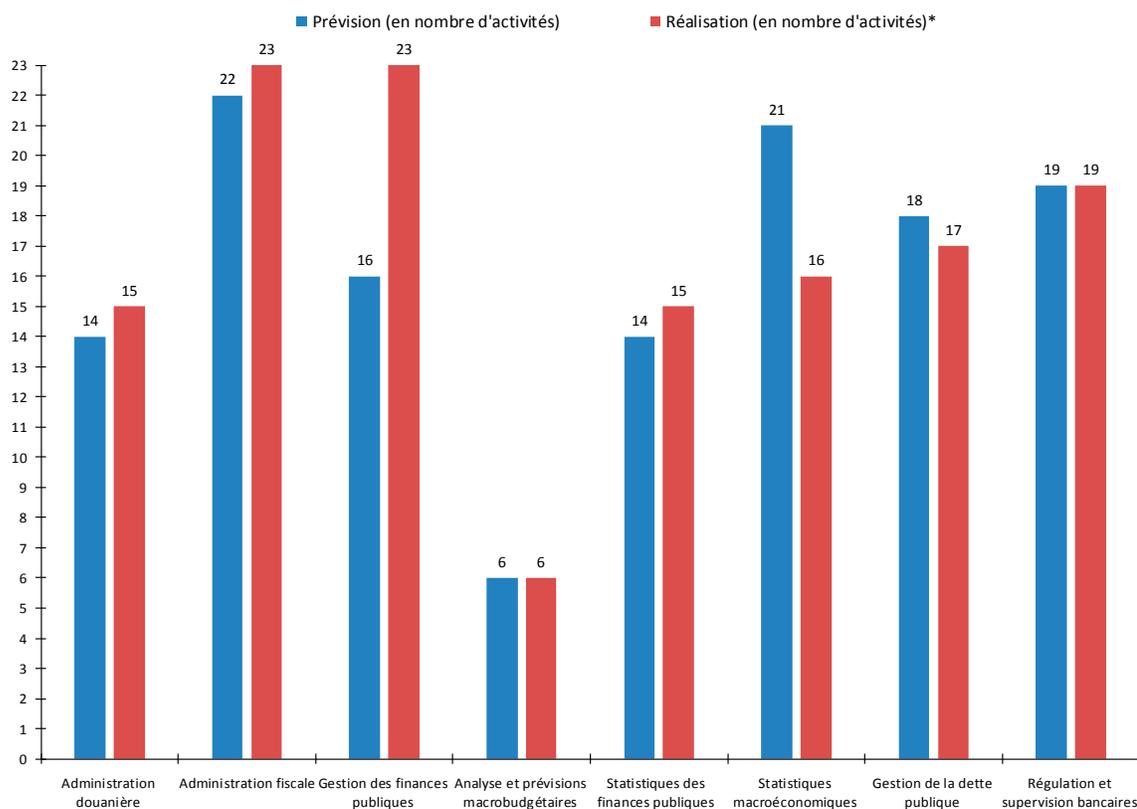


\*Projections de clôture au 20 mars 2018

**19. Dans le domaine de la gestion des finances publiques, le centre a réalisé vingt-trois activités pour un taux de réalisation annuel de 144 pour cent.** Cette bonne performance est aussi observable dans les domaines de l'administration douanière et des statistiques des finances publiques où le taux de réalisation s'élève à 107 pour cent (cf. annexe 1 et graphique 2). Les domaines de l'analyse macroéconomique et de la régulation bancaire ont aussi réalisé l'ensemble des activités prévues au programme soit un taux de couverture de 100 pour cent.

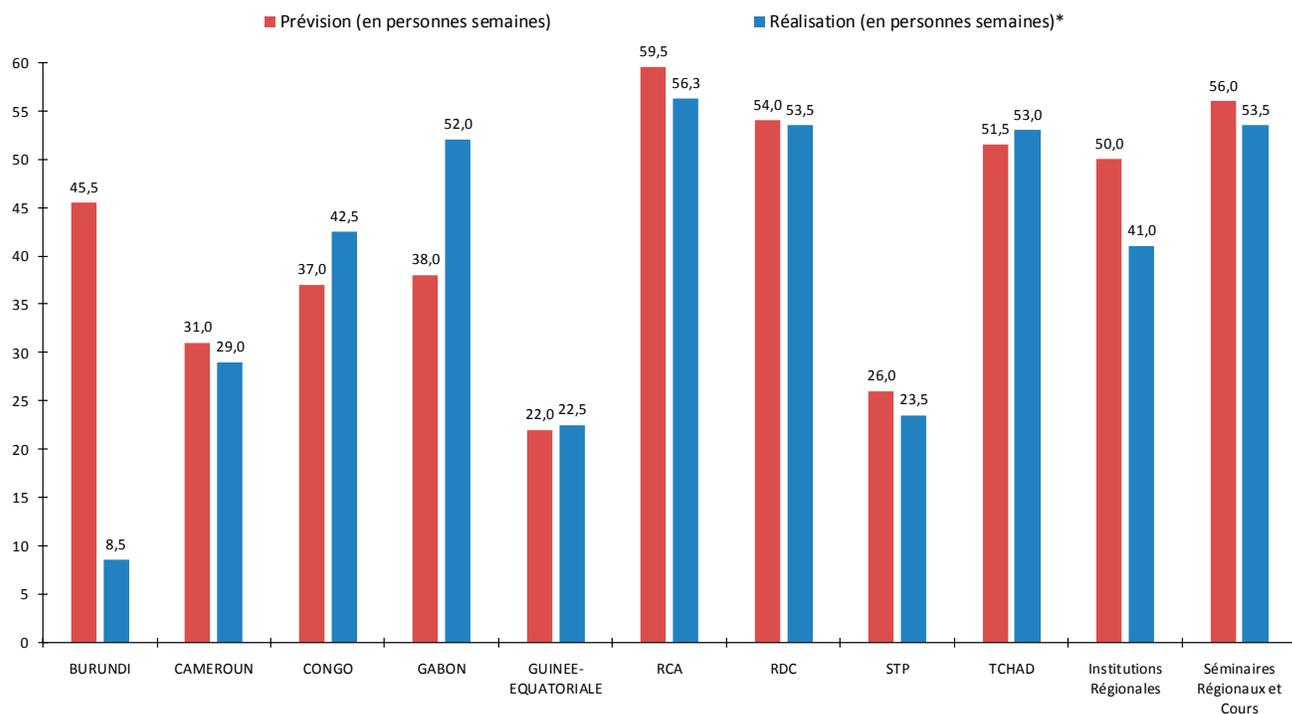
<sup>4</sup> Burundi, République du Congo, RCA, RDC Sao Tomé et Principe et Tchad (Source : Perspectives économiques régionales, FMI, Octobre 2017)

<sup>5</sup> Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, RCA et Tchad

**Graphique 2 : Activités réalisées par domaine (2018)**

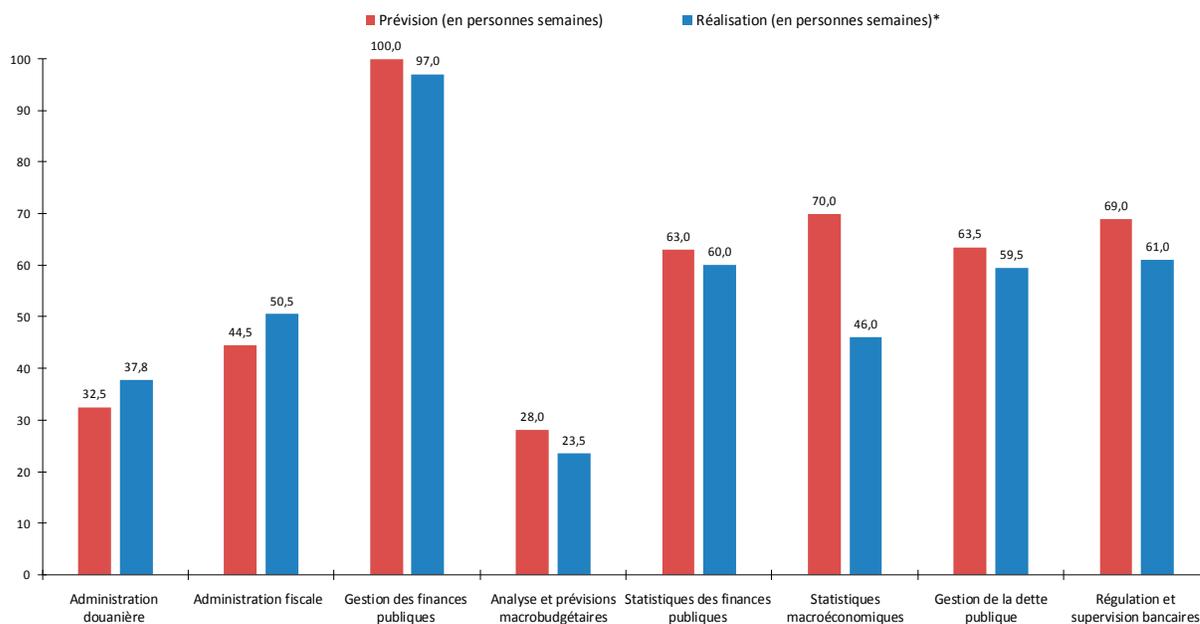
\*Projections de clôture au 20 mars 2018

**20. Pour l'année fiscale 2018, les ressources ont été utilisées à hauteur de 435 personnes semaines** (cf. annexe 2). La plus grande part de ces ressources a été utilisée directement par l'équipe des huit conseillers résidents du centre et l'autre partie faisant appel à des experts recrutés pour des missions de courte durée, en appui et sous le contrôle technique des conseillers résidents. Les projections de clôture de l'exercice fiscal pour les pays en situation de fragilité s'élèvent à 87 pour cent et pour les pays de la CEMAC à 107 pour cent. Sur l'ensemble du Centre, les prévisions de clôture au 30 avril 2018 projettent un taux d'utilisation des ressources de 93 pour cent sur l'ensemble des pays membres du Centre (cf. annexe 2 et graphique 3). Le faible niveau d'utilisation des ressources au Burundi est imputable au faible engagement des autorités dans la mise en œuvre du programme d'activités et à la détérioration des conditions de délivrance.

**Graphique 3 : Ressources utilisées par pays (2018)**

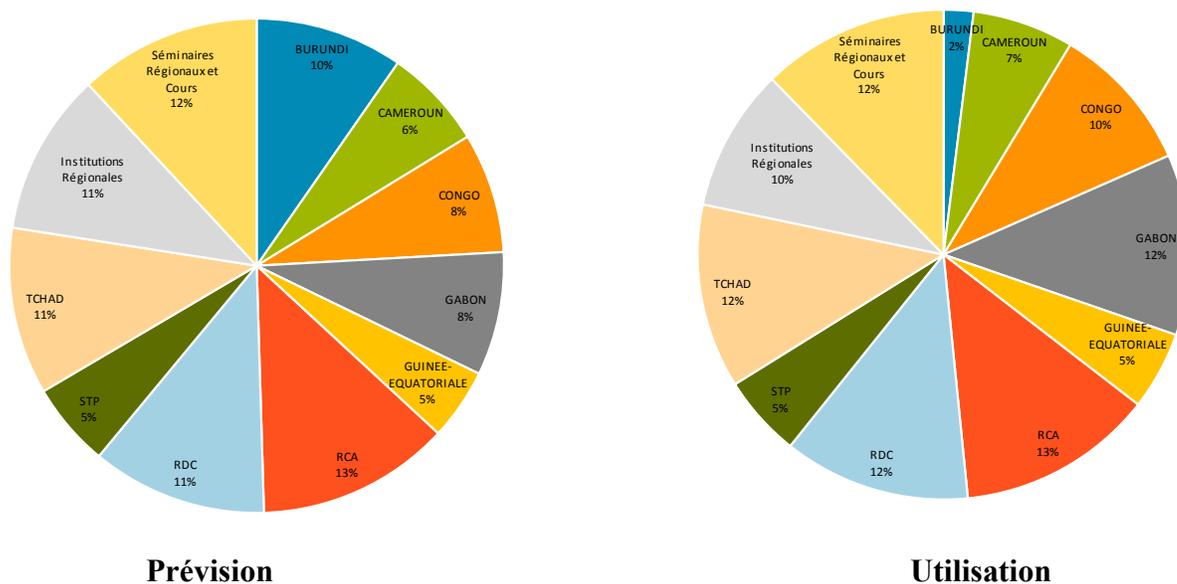
\*Projections de clôture au 20 mars 2018

**21. Au cours de l'année fiscale, les domaines de l'administration douanière et fiscale ont mis à profit plus des 100 pour cent (cf. annexe 2 et graphique 4) des ressources programmées. Cette tendance se confirme dans les autres secteurs à l'exception du secteur des statistiques macroéconomiques où le niveau d'exécution bas est dû à des annulations des activités imputables à l'indisponibilité des autorités et à l'assistance technique fournie par d'autres bailleurs. Toutefois, les résultats de la mise en œuvre d'une stratégie de rattrapage ont permis d'obtenir un taux d'utilisation global de 93 pour cent en fin d'exercice fiscal.**

**Graphique 4 : Ressources utilisées par domaine (2018)**

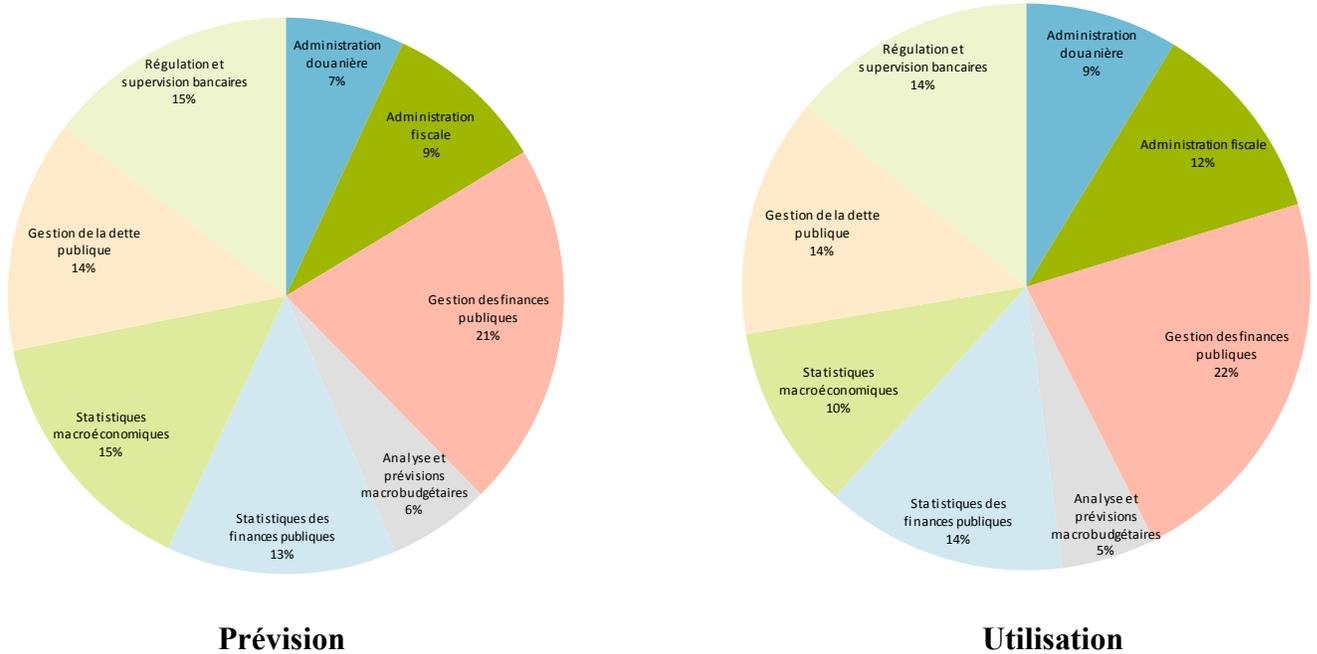
\*Projections de clôture au 20 mars 2018

**22. Au cours de l'année fiscale 2018, le Centre a consacré 22 pour cent de ses ressources aux institutions et séminaires régionaux (cf. graphique 5). Au-delà des ressources utilisées pour les appuis régionaux, les pays de la CEMAC ont bénéficié de 59 pour cent des ressources soit une hausse de huit points par rapport à la programmation initiale.**

**Graphique 5 : Répartition des ressources par pays (2018)**

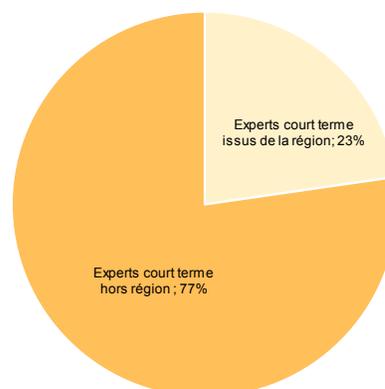
**23. La proportion des ressources utilisées à l'appui aux réformes des finances publiques (administration des revenus, analyse et prévisions macrobudgétaires et gestion des finances publiques) est de 48 pour cent** (cf. graphique 6). Dans les domaines des statistiques macroéconomiques et finances publiques, cette proportion représente 24 pour cent des ressources utilisées durant l'année fiscale. Quant aux domaines de la gestion de la dette publique et de la régulation et supervision bancaires, ce rapport se chiffre à 28 pour cent des ressources globales utilisées.

**Graphique 6 : Répartition des ressources par domaine (2018)**



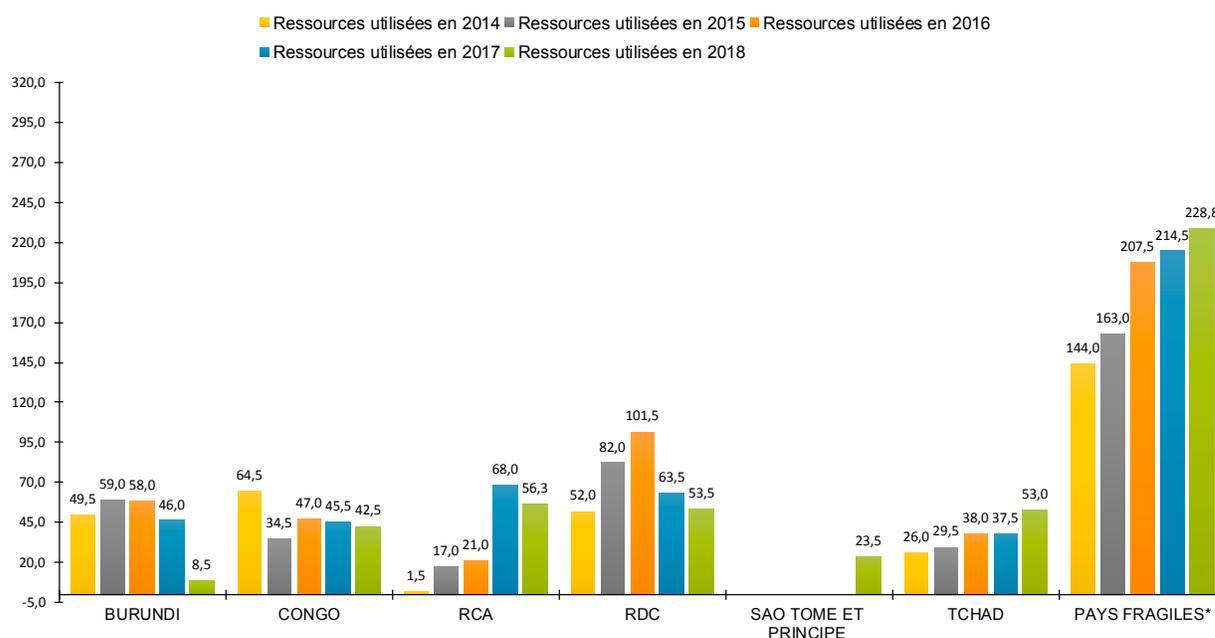
**24. Accroissement de la mobilisation de l'expertise régionale.** Au cours de l'année fiscale, 23 pour cent des experts recrutés par le Centre l'ont été régionalement, conformément à l'objectif de développer le réseau de l'expertise régionale associés aux activités d'AFRITAC Centre (cf. graphique 7). Ce taux témoigne de l'intérêt du Centre de promouvoir l'expertise locale pour une meilleure appropriation des réformes par les pays membres. Cette tendance va se maintenir et s'accroître durant l'année fiscale 2019.

**Graphique 7 : Mobilisation de l'expertise régionale (2018)**  
(En pourcentage des activités)



**25. Evolution des activités au sein des pays fragiles.** Conformément aux priorités d'AFRITAC Centre et du FMI, les ressources utilisées au profit des pays fragiles sont en constante hausse. Cette tendance est bien observable sur le graphique 8 ci-dessous qui retrace l'utilisation des ressources au niveau des pays fragiles entre les exercices 2014 et 2018. La baisse observée les dernières années pour le Burundi peut être expliquée par le faible engagement des autorités, des mauvaises conditions de délivrance des activités dues des raisons sécuritaires et à de nombreuses et longues périodes de suspensions des missions sur place.

**Graphique 8. Evolution des activités au sein des pays fragiles (2014-2018)**  
(En personnes semaines)



\*Pays fragiles sans le Burundi

### III. PROGRAMME DE TRAVAIL ANNEE FISCALE 2019

*Alignement avec les stratégies de renforcement des capacités et les objectifs de développement durable*

**26. Les priorités du programme de travail pour l'année fiscale 2019 s'alignent sur les stratégies de renforcement de capacités mises en place pour les États membres avec l'intervention des principales parties prenantes.** Elles reflètent les demandes de renforcement des capacités formulées par les membres, y compris les plus fragiles d'entre eux (notamment au Burundi, au Congo, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, à Sao Tomé-et-Principe et au Tchad).

**27. Les priorités du programme de travail sont également étroitement liées aux engagements du FMI à l'égard du Programme de financement du développement (FdD) pour faciliter la réalisation des *objectifs de développement durable* grâce à une mobilisation accrue des ressources nationales, à une meilleure utilisation des ressources publiques, à une inclusion financière élargie et à l'amélioration de la compilation et de la**

diffusion des statistiques pour renforcer des prises de décision qui soient cohérentes en matière de politique économique. Le Centre prévoit d'accroître son assistance technique et ses activités de formation dans la gestion macrobudgétaire et de finances publiques, ainsi que l'administration des recettes fiscales et douanières tout en maintenant son appui dans le domaine de gestion de la dette et de la supervision bancaire, condition préalable à l'inclusion financière et au renforcement du rôle du secteur bancaire dans le soutien à l'économie.

*Priorisation par la gestion axée sur les résultats*

- 28. Au cours de l'année fiscale 2019, la plateforme CDPORT d'AFRITAC Centre sera pleinement opérationnelle.** Elle permettra de s'assurer que l'ensemble des activités du Centre soient correctement planifiées dans le temps, budgétisées, exécutées, suivies et évaluées en fonction des besoins des pays membres en matière d'assistance technique et de formation, ainsi que des priorités du FMI en matière d'assistance technique pour la région.
- 29. La plateforme permet d'informer le Centre et le Fonds des progrès réalisés dans la mise en œuvre des projets d'assistance technique** et d'identifier les projets à risque et de prendre des mesures idoines pour en atténuer les effets. Le CDPORT contient actuellement 109 cadres logiques pour l'ensemble de la Phase III. Il permet de suivre l'implémentation de 123 objectifs et 196 résultats escomptés (Voir table ci-dessous). Ces chiffres sont amenés à évoluer au cours des prochaines années fiscales en fonction des besoins des pays membres et de la planification des activités entre les autorités nationales, les départements techniques du FMI et AFC. Le CDPORT sera pleinement opérationnel au cours de l'année fiscale 2019 et permettra le suivi de la mise en œuvre ainsi que la notation (par quatre codes couleurs spécifiques) de 136 étapes intermédiaires dans l'ensemble des pays et des institutions régionales couverts par AFC.

**Cadres logiques d'AFRITAC Centre**

Domaine	Nombre de cadres logiques	Nombre d'objectifs	Nombre de résultats escomptés	Nombre d'étapes intermédiaires
	Phase III (Novembre 2017- avril 2022)			FY 2019
Douanes	12	12	12	7
Impôts	13	18	13	19
Gestion des finances publiques*	33	42	60	19
Statistiques des finances publiques	10	10	30	16
Statistiques macroéconomiques	9	9	26	30
Gestion de la dette	21	21	31	20
Supervision bancaire	11	11	24	25
<b>Total AFC</b>	<b>109</b>	<b>123</b>	<b>196</b>	<b>136</b>

\* Inclus le domaine « analyse et prévision macroéconomiques et budgétaires ».

**30. Le conseiller résident RBM sera en charge d'analyser les informations du CDPORT pour permettre la production de rapports de performance** pour le Centre mais aussi pour le Fonds. Les informations de la plateforme permettront également d'analyser l'efficacité des activités de renforcement des capacités du Fonds et du Centre en vue d'améliorer les futurs projets d'assistance technique.

**31. L'Institut pour le Renforcement des Capacités du Fonds Monétaire International et les Centres régionaux d'assistance technique du FMI sont en voie de finaliser un nouveau tableau de bord qui viendra compléter la plateforme CDPORT.** Ce tableau de bord fournira à AFRITAC Centre - sur la base des informations contenues dans le CDPORT - des informations consolidées sur la performance du Centre au niveau de ses résultats et de son budget.

*Objectifs transversaux : Réduction des inégalités, environnement et genre*

**32. Le centre contribuera à la réduction des inégalités et lutte contre la pauvreté.** Les efforts du centre pour aider les pays membres à mobiliser des ressources nationales et améliorer l'utilisation des ressources publiques ont pour objectif la réalisation des objectifs de développement durable y compris la réduction des inégalités, la lutte contre la pauvreté et la bonne préservation de l'environnement.

**33. Le centre mettra un accent particulier dans les questions de genre** notamment dans la participation aux séminaires régionaux. Au cours de l'année fiscale 2019, le centre accordera une attention particulière aux questions de genre dans le suivi et l'évaluation des activités de formation auprès des pays membres ainsi que lors de la désignation des participants aux séminaires régionaux. L'objectif visé étant d'augmenter significativement la participation des femmes lors des séminaires, formations, visites d'étude et cours régionaux organisés en partenariat avec Institut de Formation pour l'Afrique (IFA) du FMI. Le programme de travail de l'année fiscale 2019 intègre également la problématique du genre dans le domaine de la gestion des finances publiques. A ce titre dans la perspective du prochain forum des hauts fonctionnaires du budget il est retenu un thème de sensibilisation des acteurs de la réforme sur la budgétisation axée sur le genre. Aussi, dans le cadre de la mise en œuvre des réformes du budget programme, le Centre aidera les pays membres à refléter l'identification du genre dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques.

*Modalités opérationnelles*

**34. Les modalités d'activités prévues sont les suivantes :**

- **Des missions menées par les conseillers résidents :**

Quatre conseillers résidents – un pour l'administration des recettes, un pour l'analyse macro-budgétaire et deux pour la gestion des finances publiques.

Deux conseillers résidents en statistiques des finances publiques et du secteur réel.

Deux conseillers résidents pour le secteur financier, l'un dans le domaine de la gestion de la dette et l'autre dans le domaine de la régulation et de la supervision bancaires.

- **Des missions menées par les experts court terme**, pour compléter le travail des conseillers résidents.
- **Les séminaires et ateliers régionaux.** Ces ateliers continueront à offrir une formation pratique et une plateforme de partage des connaissances et d'échanges d'expériences entre pairs. En se basant sur les résultats des années fiscales 2017 et 2018, le centre offrira entre 10 et 15 séminaires cette année. Les thèmes abordés lors de ces séminaires découlent des priorités identifiées dans les rapports de mission d'assistance technique ou lors des discussions avec les bénéficiaires de l'assistance technique.
- **Les visites d'apprentissage par les pairs** afin de promouvoir le partage d'expérience régional et interrégional, de développer l'expertise régionale et de favoriser la coopération entre les pays. A titre d'exemple, les cadres des impôts et des douanes de Sao Tomé-et-Principe ont participé à une visite d'étude au Cap Vert dans le cadre de l'introduction prochaine de la Taxe sur le Valeur Ajoutée (TVA) dans leur pays.
- **Les participations aux missions du siège et aux séminaires** organisés par d'autres partenaires au développement.
- **La coordination avec le *Backstopping* du siège du FMI**, afin d'assurer que les conseils d'assistance technique prodigués par le centre sont de haute qualité et cohérents avec les politiques économiques du FMI et les meilleures pratiques internationales.
- **Les activités de formation.** L'institut pour le développement des capacités organisera trois cours régionaux couvrant les instruments financiers, la viabilité de la dette et l'analyse de politiques budgétaires.<sup>6</sup> Parallèlement, le programme prévoit des efforts visant à améliorer les synergies entre l'assistance technique et la formation. À cette fin, les missions d'assistance technique assureront un suivi par rapport aux besoins de formation, y compris les modules de formation et les ateliers sur la prestation de l'assistance technique. La formation en ligne permettra d'étendre les efforts de formation.
- **Pour les pays fragiles**, des efforts continueront à être faits pour fournir des formations par l'intermédiaire de conseillers résidents d'AFRITAC Centre et par le biais de missions d'assistance technique plus longues fournies par les centres AFRITAC à ces pays.

---

<sup>6</sup>Le lien de téléchargement du catalogue de formation de l'IDC est le suivant : [Lien](#)

*Communication et visibilité*

**35. En s'appuyant sur la stratégie dessinée pour la Phase 3, le centre continuera à améliorer la visibilité de ses activités en s'appuyant sur les progrès réalisés au cours de la Phase 2.** Les activités de communication et de visibilité sont basées sur une stratégie proactive qui sera régulièrement actualisée et présentée dans les rapports d'activités du centre. Au cours de l'année fiscale 2019, le centre poursuivra :

- **La mise à jour de son site Internet<sup>7</sup>.** Depuis le début de la Phase 3, le centre utilise pleinement son nouveau site web plus attractif et dont la navigation a été facilitée. Le centre effectue toutes les mises à jour hebdomadaires de son contenu (actualités, événements) afin de le rendre plus dynamique et d'élargir son audience. Sur cet espace, le centre publie les programmes de travail, les lettres trimestrielles, les rapports d'activités semestriels, les rapports annuels et les rapports d'évaluation indépendante.
- **L'actualisation du *SharePoint*** (espace de partage sécurisé). C'est un site privatif sécurisé, offert par le FMI et réservé aux membres du comité d'orientation. Sur cet espace sécurisé intégré au site web, le centre publie les rapports des missions d'assistance technique et les documents confidentiels adressés au comité d'orientation.
- **La publication de sa lettre trimestrielle**, qui permet de faire un point régulier sur les activités et les réalisations du centre et renseigne sur les activités prévues pour les mois à venir. Il continuera à être distribué aux membres du comité d'orientation via le site web du centre, l'espace partagé sécurisé (*SharePoint*) et par email. Il continue d'être publié sur le site Internet du centre afin de permettre une diffusion plus large des réalisations et résultats atteints par l'assistance technique du Centre. Pendant l'année fiscale 2019, il est prévu de l'améliorer avec de nouvelles rubriques et de liens interactifs avec le site web.
- **Les rencontres avec les partenaires au développement et avec les autorités.** Le coordonnateur du centre conduit régulièrement des missions dans les pays membres pour rencontrer toutes les parties prenantes. Les missions d'assistance technique et les séminaires régionaux seront davantage utilisés pour favoriser la diffusion d'informations sur les activités du centre.
- **Les rencontres avec les médias dans les pays membres.** Le coordonnateur du centre aura l'occasion de rencontrer la presse à diverses occasions, particulièrement lors de l'ouverture des séminaires et des réunions du comité d'orientation.

---

<sup>7</sup> [www.afritaccentre.org](http://www.afritaccentre.org)

- **Sa présence sur les réseaux sociaux.** Durant l'année fiscale passée et pour le futur, le centre renforcera sa présence sur les réseaux sociaux via sa page d'informations sur *Facebook*<sup>8</sup> afin de partager avec ses partenaires et l'ensemble des parties prenantes le plus grand nombre d'informations sur ses activités.

#### *Principaux risques opérationnels*

- 36. La situation sécuritaire, l'engagement des responsables et des équipes nationales chargées de la mise en œuvre des réformes, et la disponibilité des ressources financières** constituent les facteurs de risques opérationnels les plus sérieux s'agissant de la réalisation des objectifs et des résultats tels que fixés par le cadre logique d'AFRITAC Centre.
- 37. Situation sécuritaire et stabilité politique.** Renforcer les capacités dans les Etats en situation de fragilité et notamment au Burundi, en République Démocratique du Congo est une priorité du programme de travail de l'année fiscale 2019. Toutefois, l'exécution du programme dans ces Etats dépend des conditions de sécurité et de la stabilité de l'environnement.
- 38. Engagement des responsables et des équipes nationales.** Compte tenu des modalités de délivrance des appuis par AFRITAC Centre, essentiellement par la mise à disposition de conseillers et experts pour des visites de courte durée, l'engagement des responsables et la disponibilité des équipes nationales à travailler avec ces conseillers et experts ont été des conditions essentielles à l'efficacité des missions, tout comme leur disponibilité à poursuivre les travaux entre deux visites des experts.
- 39. Ressources financières suffisantes.** La réalisation des objectifs du Cadre logique d'AFRITAC Centre reste conditionnée par la disponibilité des ressources financières suffisantes afin d'assurer la pérennité des résultats déjà engrangés depuis la mise en place du Centre en 2007. A cet effet, le soutien financier des pays membres et l'appui financier de nouveaux partenaires au développement sont les deux leviers principaux sur lesquels le Centre s'appuie pour offrir une assistance technique de haut niveau afin de mettre en œuvre les réformes structurantes et renforcer les capacités macroéconomiques de ses pays membres.

#### *Les objectifs et résultats à atteindre par domaine*

- 40. Les objectifs du centre pour le programme de travail année fiscale 2019 sont présentés dans le cadre logique (Annexe 4) et sont conçus sur la base des orientations stratégiques du département Afrique.** Les prochaines pages présentent les domaines couverts par l'AFC, les objectifs et les résultats à atteindre pendant l'année fiscale 2019. Les annexes 5 et 6 présentent les activités et les ressources programmées par domaine d'intervention et par pays. Le programme des séminaires régionaux, des formations et des cours proposés par le Centre est présenté à l'annexe 7 ainsi que le programme des visites professionnelles d'apprentissage par les pairs, les projets pluriannuels à l'annexe 8, le suivi

---

<sup>8</sup> Facebook.com/AFRITACcentre

des recommandations du CdO à l'annexe 9, le personnel d'AFRITAC Centre à l'annexe 10 et le rapport financier à l'annexe 11.

### A. Améliorer la mobilisation des ressources fiscales

- 41. Pour améliorer la mobilisation des recettes douanières et fiscales, les deux objectifs généraux sont les suivants (i) moderniser les cadres institutionnels et (ii) renforcer les fonctions principales des administrations des revenus.** Au regard de ces objectifs, le renforcement des capacités portera prioritairement sur : la modernisation des organisations et le renforcement de la surveillance des opérations ; la simplification des procédures de déclaration et de paiement, y compris le remboursement de TVA ; l'amélioration de la gestion des risques douaniers et fiscaux et la finalisation de la segmentation des entreprises ; le renforcement des activités de recherche et de contrôle afin d'élargir l'assiette fiscale et douanière ; l'appui à la collaboration entre les administrations douanière et fiscale en vue de lutter contre les fraudes et enfin, l'harmonisation de l'application des textes communautaires douaniers dans la zone *CEMAC*.
- 42. Au cours de l'année fiscale 2019 et dans son volet d'appui aux administrations douanières, AFRITAC Centre va poursuivre son programme de modernisation des procédures de dédouanement des marchandises** en *Guinée équatoriale, Sao Tomé-et-Principe, et République Centrafricaine*. Tandis, que les appuis dans le suivi du transit, du contrôle à destination des exonérations et du contrôle à posteriori concerneront le *Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo et Tchad*. Enfin, l'assistance technique visant la maîtrise de la valeur douane se focalisera sur le *Congo et le Tchad*.
- 43. En matière d'administration fiscale, AFRITAC Centre poursuivra son programme d'assistance pour la finalisation de la segmentation des entreprises** au *Congo, Guinée équatoriale, Sao Tomé-et-Principe et Tchad*. Par contre, les objectifs d'amélioration du civisme fiscal, du renforcement des contrôles fiscaux, d'élargissement de l'assiette, du renforcement de la collaboration douanes/impôts s'appliqueront au *Burundi, Cameroun, Congo, Guinée équatoriale, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo et Tchad*.

### B. Promouvoir une gestion efficace des finances publiques

- 44. Améliorer le cadre légal des finances publiques et les processus de préparation, d'exécution et de contrôle du budget, et renforcer la transparence.** Les questions liées à la gestion des finances publiques comprennent aussi la gestion de la trésorerie, les contrôles internes et externes et la gestion des risques fiscaux. AFC continuera à aider les pays de la *CEMAC* à mettre en œuvre des directives régionales en matière de gestion des finances publiques. AFC accompagnera les pays de la *CEMAC* dans la mise à disposition des avis de conformité des textes qui lui seront soumis. Sur l'objectif d'amélioration de la préparation du budget, AFC fournira son appui à l'amélioration de la qualité des projets annuels de performance au *Congo*. Au *Gabon*, le Centre s'emploiera à l'amélioration de la présentation des opérations sur ressources affectées. Tandis qu'en *Guinée équatoriale*, le centre sensibilisera les acteurs sur les innovations du nouveau cadre harmonisé et les

modalités de leur mise en œuvre. En *République démocratique du Congo*, le Centre appuiera à la préparation et au contrôle qualité des projets annuels de performance restants. Quant au *Tchad*, il va bénéficier de l'appui du centre dans la mise en place du volet exécution de la nouvelle nomenclature budgétaire.

- 45. Améliorer l'exécution budgétaire et comptable et le contrôle.** Le Centre s'attèlera à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les ministères prioritaires au *Burundi* et au *Cameroun*. Tandis qu'au *Gabon*, un accent va être mis sur le renforcement de la tutelle technique et financière des établissements publics. En *République Centrafricaine* et *Sao Tomé et Príncipe*, l'assistance technique travaillera à la mise en place des instruments efficaces de pilotage de l'exécution budgétaire.
- 46. Améliorer la couverture et le reporting.** L'assistance technique du centre s'attèlera à la fiabilisation des informations financières et à l'amélioration du fonctionnement du compte unique du trésor en *République Centrafricaine* et à *Sao Tomé-et-Príncipe*. Au *Gabon*, *Congo* et *République démocratique du Congo*, l'assistance technique se focalisera sur la fiabilisation des informations financières et l'apurement des comptes d'attente.
- 47. Améliorer la gestion de la trésorerie.** Le centre va travailler à la consolidation des soldes de trésorerie au travers du compte unique du trésor au *Congo*, *Gabon*, *République Centrafricaine* et *Tchad*. Tandis qu'au *Burundi*, *Cameroun* et *Guinée équatoriale*, l'assistance technique se focalisera sur la fiabilisation des plans de trésorerie et d'engagement des unités budgétaires.

### C. Renforcer les projections budgétaires

- 48. Appuyer les pays membres avec leur cadrage macroéconomique et budgétaire.** Cette assistance sera délivrée suivant l'objectif stratégique suivant : (i) assurer une meilleure préparation du budget pour le rendre plus crédible, lisible et aligné sur les politiques publiques. L'objectif doit permettre de disposer d'une programmation budgétaire pluriannuelle plus crédible. Les travaux de prévision macrobudgétaire seront étroitement coordonnés avec l'assistance technique statistique pour utiliser les données historiques les plus récentes, encourager l'application de méthodes statistiques internationalement reconnues et reconnaître les risques analytiques associés aux faiblesses de la qualité des données.
- 49. Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques.** Au *Congo*, l'assistance technique se focalisera sur une plus grande maîtrise de l'utilisation des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires. Le centre accompagnera la *Guinée équatoriale* et *Sao Tomé-et-Príncipe* pour le renforcement de leur fonction macro budgétaire. En *République centrafricaine*, l'assistance technique travaillera à améliorer la chaîne de production des analyses et des prévisions macroéconomiques et budgétaires. Au *Tchad*, l'assistance technique s'emploiera au renforcement des fonctionnalités des modèles de cadrages macroéconomiques et budgétaires. Enfin, sur le plan régional le Centre renforcera le dispositif institutionnel et technique de cadrage macroéconomique et budgétaire.

- 50. Intégrer le cadre macro-budgétaire à moyen terme crédible dans le processus budgétaire annuel.** L'assistance technique s'emploiera à la mise en place d'un dispositif technique simple d'élaboration du Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) au *Congo, République Centrafricaine* et *Tchad*. Aussi, l'assistance technique vise à améliorer l'élaboration du CBMT et son articulation avec la préparation du budget annuel dans la *région*.
- 51. Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires.** Sur cet objectif, le *Cameroun* et le *Gabon* bénéficieront de l'assistance technique du Centre sur les méthodes d'identification et de suivi des risques macro-budgétaires. Sur le plan *régional*, les cadres seront formés à l'analyse des sensibilités macro-budgétaires et à la construction des scénarii alternatifs.

#### **D. Collaborer à l'harmonisation des statistiques des finances publiques**

- 52. Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise des décisions** en s'appuyant sur le *Manuel des statistiques des finances publiques 2014* (MSFP 2014) et d'accompagner les pays dans leurs efforts pour améliorer la transparence des statistiques financières, en participant au système général de diffusion des données du FMI (*e-GDDS* en anglais). Le centre appuiera les pays membres de la CEMAC (*Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine, Tchad*) à la mise en œuvre de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le *Manuel des Statistiques des Finances Publiques 2001-2014* (MSFP 2001-2014). Tandis qu'au *Burundi*, en *République Démocratique du Congo* et à *Sao Tome-et-Principe*, le centre appuiera à la mise œuvre du MSFP 2001-2014.

#### **E. Appuyer l'élaboration de statistiques macroéconomiques fiables**

- 53. Renforcer la compilation et la diffusion de statistiques sur le secteur réel et sur les statistiques des finances publiques afin de faciliter la prise de décision en matière de politique économique**, y compris en ce qui concerne l'accentuation des arrangements régionaux (directives de gestion des finances publiques pour les pays de la CEMAC). L'objectif est d'améliorer la qualité des comptes nationaux et des statistiques de prix, y compris les données de base entrant dans leur élaboration, en les rendant conformes aux standards internationaux, disponibles à bonne date et accessibles aux utilisateurs. Parmi les projets pertinents figurent le projet de l'EDDI (*Enhanced Data Dissemination Initiative*) couvrant les statistiques du secteur extérieur et financier et un projet de JSA (*Japan Administered Account for Selected IMF Activities*) pour les statistiques du secteur extérieur pour les pays francophones. AFC soutiendra également le développement et l'amélioration des infrastructures statistiques, des sources de données et des métadonnées.
- 54. Compiler et produire des comptes nationaux annuels à jour. Tous les pays membres** sont concernés par cet objectif à l'exception du *Cameroun*. L'assistance technique va consister en un appui aux travaux de passage au système des comptes nationaux de 2008 et au changement d'année de base et à la maîtrise du système par les cadres en charge des comptes nationaux. Sur le plan *régional*, les capacités de cadres seront renforcées dans l'élaboration des comptes nationaux selon le système des comptes nationaux de 2008.

**55. Compiler et produire des comptes nationaux trimestriels.** Sur cet objectif, le centre va apporter son assistance technique essentiellement au *Burundi*, au *Cameroun*, au *Gabon* et au *Tchad*. Les travaux concernent principalement l'initiation aux comptes nationaux trimestriels, de la production des indices IPI et IPPI et de la formation des équipes à la méthode retenue.

#### **F. Contribuer à une meilleure gestion de la dette**

**56. Prôner une gestion efficace de la dette publique.** Une gestion efficace de la dette publique réduit la vulnérabilité aux chocs intérieurs et extérieurs, favorise la croissance économique et améliore le climat d'investissement. L'aide fournie par AFC pour la gestion de la dette s'appuiera sur l'assistance technique précédemment offerte dans la région et sur les analyses DSA actuelles, afin de : (i) moderniser le cadre légal et institutionnel de gestion de la dette publique dans les pays membres ; (ii) promouvoir le développement du marché des titres d'État; (iii) renforcer davantage les capacités d'analyse des pays membres afin de soutenir la mise en place de stratégies de gestion de la dette à moyen terme et (iv) continuer à fournir des conseils sur l'utilisation de mécanismes fondés sur le marché pour répondre aux besoins de financement des pays.

**57. Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT).** Sur le plan régional, les cadres seront formés sur les bonnes pratiques en termes d'élaboration du plan annuel de financement. Au *Gabon* et au *Tchad*, l'assistance d'AFC se focalisera sur l'appui à l'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics. Tandis qu'au *Burundi*, au *Congo*, en *République Centrafricaine*, et en *République démocratique du Congo*, les agents cadres seront formés afin de produire un premier draft de SDMT de leur pays.

**58. Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette.** En *République Centrafricaine*, l'appui d'AFC est orienté sur l'élaboration du rapport annuel de la dette par la direction de la dette. A *Sao Tomé-et-Principe*, l'assistance consistera à renforcer les capacités des cadres afin de mieux les outiller pour gérer la dette et mener une analyse financière du portefeuille de la dette.

**59. Renforcer les capacités en termes d'Analyse de Viabilité de la Dette (AVD).** Au *Tchad*, les cadres seront en mesure de réaliser tous les ans l'analyse de viabilité de la dette de leur pays, de manière autonome à l'aide de l'outil AVD-PFR (Analyse de Viabilité de la Dette - Pays à Faible Revenu) révisé.

**60. Développer le marché domestique de la dette intérieure.** Au *Congo* et à *Sao Tomé-et-Principe*, le Centre s'emploiera au développement des marchés primaire et secondaire, à l'élargissement de la base des investisseurs, et à la diversification des instruments et à l'allongement des maturités.

**61. Accompagner les pays dans le développement du marché des Sukuk.** Au *Tchad*, l'assistance technique va élaborer une feuille de route conduisant à l'émission des Sukuk et développer le cadre juridique et institutionnel pour l'émission des Sukuk avec un volet formation du personnel sur la structuration et la gestion de ces émissions.

**62. Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette.** En *République centrafricaine*, l'appui d'AFC à l'élaboration d'un manuel de procédures des opérations de gestion de la dette publique vise la mise à disposition aux autorités d'un guide à l'exécution des actes d'endettement et de gestion des opérations de la dette publique. Tandis qu'à *Sao Tomé-et-Principe*, c'est la réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique qui va être entreprise afin de doter le pays de textes conformes aux meilleures pratiques internationales.

### G. Renforcer la stabilité financière

**63. Dans le domaine de la régulation et supervision bancaires, le centre travaille à améliorer les cadres réglementaire et prudentiel, tout comme ceux de la supervision basée sur les risques, de l'application de Bâle II/Bâle III, et de la comptabilisation en normes IFRS des créances improductives.** L'appui du centre visera notamment à renforcer la pertinence et l'efficacité de la mise en œuvre de la supervision des institutions financières bancaires et non bancaires au regard des risques. Compte tenu de la faiblesse des cadres de réglementation, de surveillance et de résolution relatifs au secteur bancaire dans les pays membres de la Communauté financière africaine (CFA), l'accent sera également mis sur la surveillance micro prudentielle. Les priorités de la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC) et de la banque centrale de la RDC seront de contribuer à la mise en œuvre des recommandations du Programme d'évaluation du secteur financier (PESF) : la mise en œuvre d'une supervision basée sur les risques ; la mise à niveau du cadre réglementaire ; le renforcement de l'application effective des règlements et l'amélioration des compétences des superviseurs.

**64. Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales.** Au sein de la COBAC, l'assistance technique portera sur la mise en œuvre de la supervision sur base consolidée en attendant la convergence vers Bâle II/III et à l'élaboration d'un cadre de supervision prudentielle des établissements de paiement et des services de paiement. Au *Burundi*, le centre procédera à la révision de la réglementation prudentielle en application de nouvelle loi bancaire. En *République démocratique du Congo*, AFC s'emploiera à la révision de la réglementation prudentielle qualitative de la Banque Centrale du Congo et à l'élaboration d'un cadre de supervision prudentielle des établissements de paiement et des services de paiement. Tandis qu'à *Sao Tomé-et-Principe*, l'assistance technique restera essentiellement centrée sur la révision de la réglementation prudentielle qualitative de la Banque Centrale.

**65. Mieux utiliser les ressources dédiées à la supervision afin de contrôler plus efficacement les risques inhérents au système bancaire.** Sur le plan régional, le centre renforcera les capacités des cadres de la région à travers la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques et en matière de gouvernance des banques et transparence financière. A la COBAC, le centre apportera son appui au renforcement des capacités de contrôle du risque opérationnel et au contrôle sur pièces et sur place des groupes bancaires sur base consolidée. Au *Burundi*, l'assistance technique portera sur l'amélioration du contrôle des risques informatiques dans les banques par la Banque de la République du Burundi. Quant à *Sao Tomé-et-Principe*, AFC portera son assistance à la Banque Centrale sur l'amélioration de ses outils de contrôle permanent.

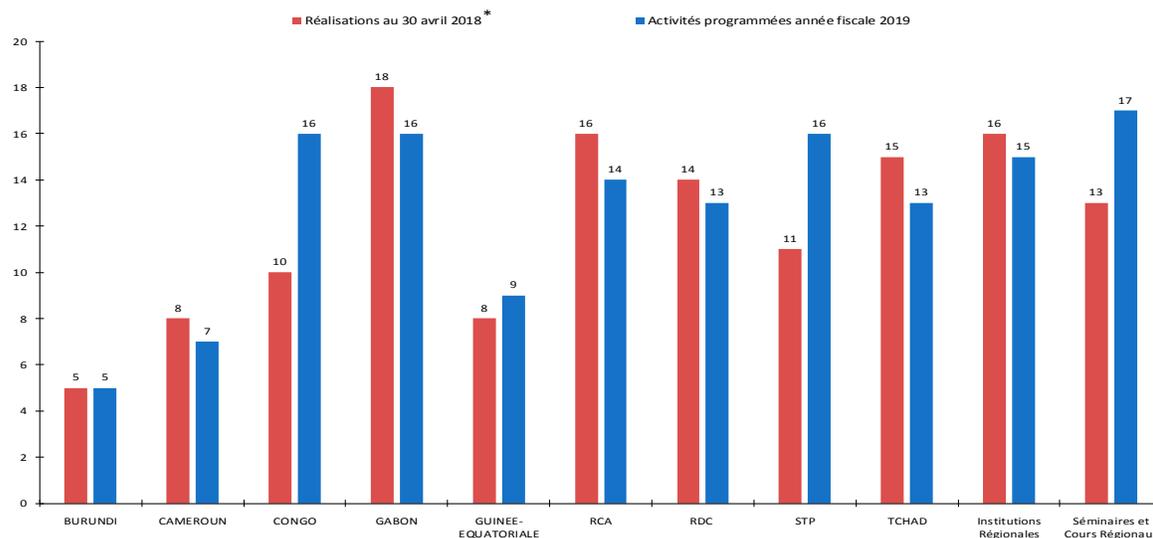
- 66. Préparer l'application de l'IFRS 9 relative à la comptabilisation et au provisionnement des créances non performantes.** Au *Burundi*, l'assistance technique consistera en une formation en la matière.

### Programmation des ressources

- 67. Le programme de travail continue à accorder prioritairement son soutien à ses membres en situation de fragilité**, notamment en contribuant à la mise en œuvre de l'initiative des États fragiles du FMI et en accord avec les priorités fixées par le FMI pour le renforcement des capacités. En 2019, le nombre d'activités au profit des États membres fragiles<sup>9</sup> s'élèvent à 77 soit une augmentation de 10 pour cent par rapport aux réalisations de 2018 (cf. annexe 5 et graphique 9).
- 68. Au cours de l'année fiscale le centre compte organiser quinze séminaires régionaux et deux cours au profit des cadres des pays membres** (cf. graphique 9). En administration des revenus, trois séminaires sont proposés à savoir un pour l'administration douanière et deux pour l'administration fiscale. En ce qui concerne le domaine de la gestion des finances publiques, quatre séminaires sont prévus dont un sur le volet budget, un pour le volet comptabilité. Les deux derniers concernent un séminaire interrégional avec AFW1 et la 8<sup>ème</sup> édition du FOHBAC. Le domaine de l'analyse macrobudgétaire, le centre organisera un séminaire sur les risques budgétaires. Dans le domaine des statistiques, le centre a prévu trois séminaires dont un pluridisciplinaire avec le domaine de la gestion de la dette sur la méthodologie du Manuel des Statistiques de la Dette du Secteur Public 2011. Dans le domaine de la gestion de la dette, le centre prévoit deux séminaires dont un financé par le siège du FMI sur la viabilité et gestion de la dette dans les pays à faible revenu. Enfin en régulation et supervision bancaire, deux séminaires dont un conjoint avec AFW1 sur la gouvernance des banques et la transparence financière. Les deux cours régionaux programmés en partenariat avec ATI traiteront de la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles et de l'analyse et les prévisions budgétaires.

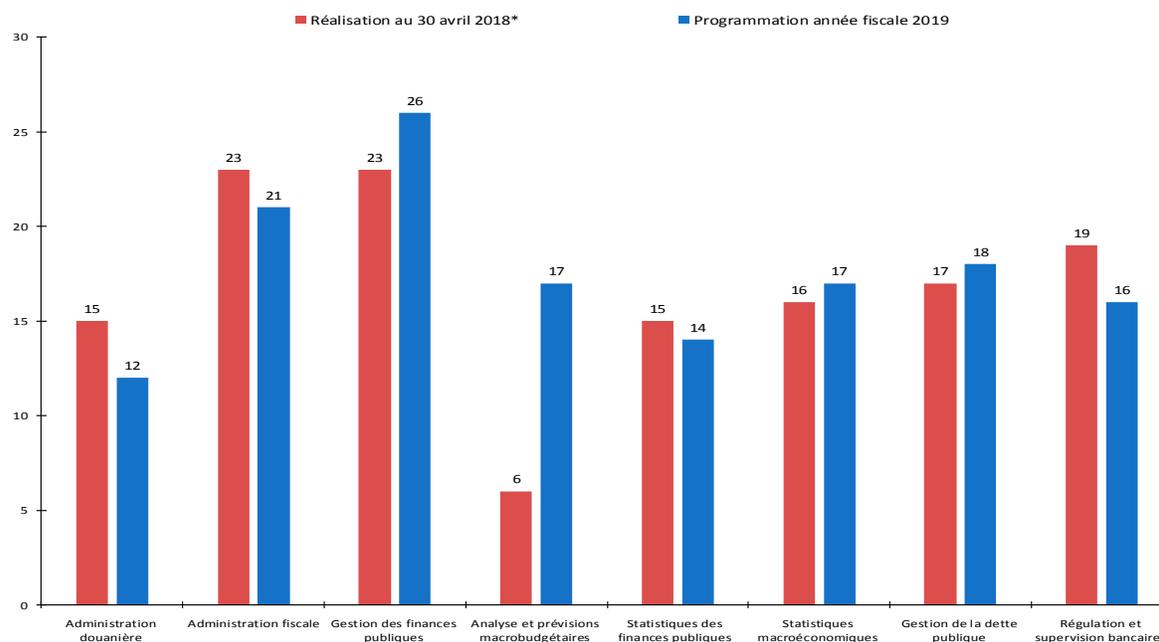
---

<sup>9</sup> Burundi, Congo, RCA, RDC, Sao Tomé-et Príncipe et Tchad (Source : Perspectives économiques régionales, FMI, Octobre 2017)

**Graphique 9 : Activités programmées par pays (2019)**

\*Projections de clôture au 20 mars 2018

**69. Sur le volet des activités programmées par domaine, le centre a programmé cent quarante activités soit un taux d'accroissement annuel de 5 pour cent par rapport à 2018 (cf. annexe 5 et graphique 10). Le domaine de la gestion des finances publiques (administration des revenus, budget, comptabilité et analyse macrobudgétaire) prévoit 76 activités. Les domaines des statistiques prévoient 31 activités tandis que les domaines de la gestion de la dette et de la régulation bancaire totalisent 34 activités.**

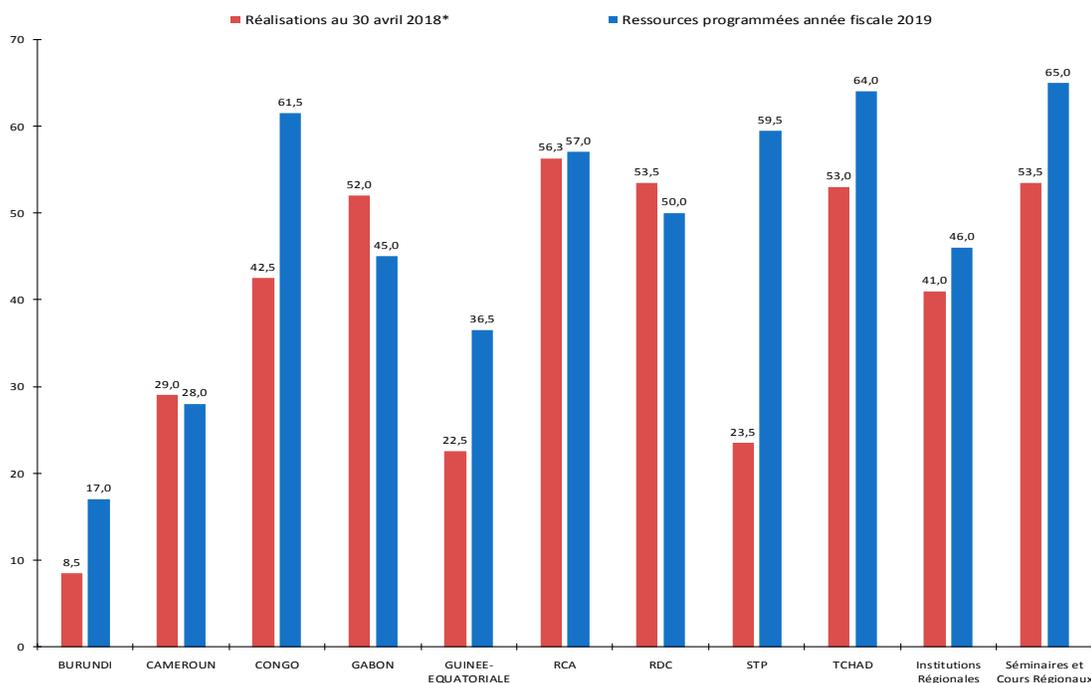
**Graphique 10 : Activités programmées par domaine (2019)**

\*Projections de clôture au 20 mars 2018

**70. Le programme de travail de l'année fiscale 2019 prévoit un accroissement des ressources allouées au renforcement des capacités de 22 pour cent** (cf. Annexe 6, 530 personnes semaines comparativement aux 435 personnes semaines réalisées en 2018). Cet accroissement résulte notamment de l'extension des activités d'AFRITAC Centre à Sao Tomé-et-Principe, de l'introduction du secteur analyse macroéconomique et budgétaire au portefeuille des domaines couverts par le Centre et, de l'accroissement des ressources allouées aux séminaires régionaux. La plus grande part de ces ressources sera utilisée directement par l'équipe des huit conseillers résidents du centre et l'autre partie par des experts recrutés pour des missions de courte durée, en appui et sous le contrôle technique des conseillers résidents.

**71. Le programme de travail continue à accorder prioritairement son soutien à ses membres en situation de fragilité**, notamment en contribuant à la mise en œuvre de l'initiative des États fragiles du FMI en accord avec les priorités fixées par le Fonds pour le renforcement des capacités. L'allocation de ressources au profit des États membres fragiles<sup>10</sup> représentera 59 pour cent des ressources totales disponibles (cf. annexe 6 et graphique 11). Tandis qu'elle s'élève à 55 pour cent pour les pays membres de la CEMAC.

**Graphique 11 : Ressources programmées par pays (2019)**

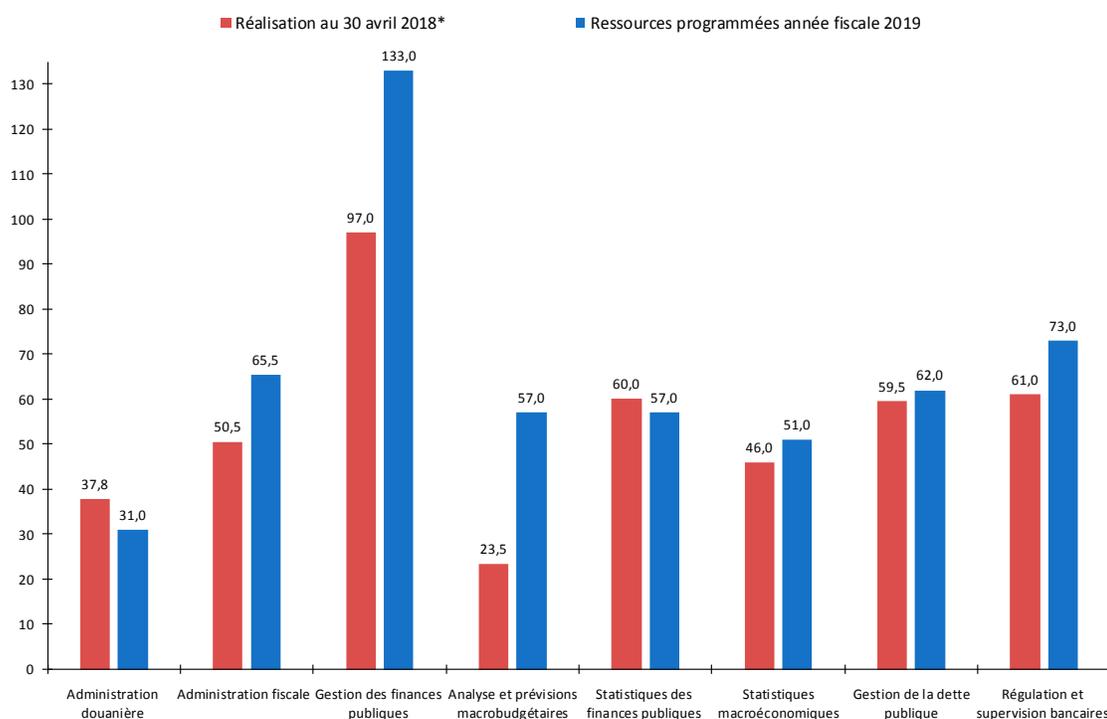


\*Projections de clôture au 20 mars 2018

<sup>10</sup> Burundi, Congo, RCA, RDC, Sao Tomé et Principe et Tchad. (Source : Perspectives économiques régionales, FMI, Octobre 2017)

**72. Au cours de l'année fiscale 2019, les domaines de l'administration fiscale et douanière, de l'analyse et prévisions macrobudgétaires et de la gestion des finances publiques représentent 54 pour cent des ressources planifiées** (cf. annexe 6 et graphique 12). Quant aux domaines de la régulation et supervision bancaires et de la gestion de la dette publique, ils pèsent pour 25 pour cent. Enfin, les statistiques macroéconomiques et financières représentent quant à elles les 21 pour cent restant.

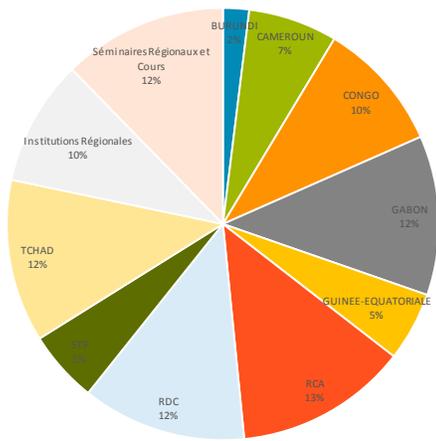
**Graphique 12 : Ressources programmées par domaine (2019)**



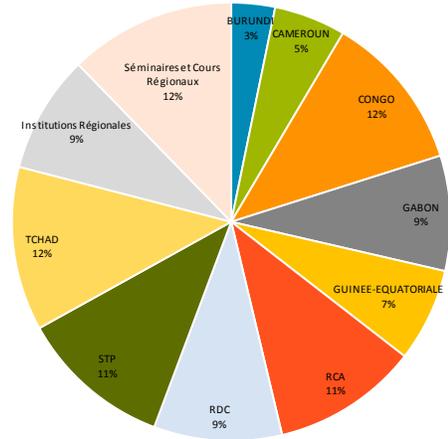
\*Projections de clôture au 20 mars 2018

**73. Au cours de l'année fiscale 2019, le Centre consacra 21 pour cent de ses ressources aux institutions et séminaires régionaux** (cf. graphique 13). Cette programmation, plutôt stable confirme l'importance pour le centre d'accompagner les initiatives régionales à travers l'appui à ses institutions mais aussi au renforcement des capacités par l'organisation de séminaires. Au-delà des ressources planifiées pour les appuis régionaux, les pays de la CEMAC bénéficieront de 56 pour cent des ressources en 2019.

**Graphique 13 : Répartition des ressources par pays (2019)**



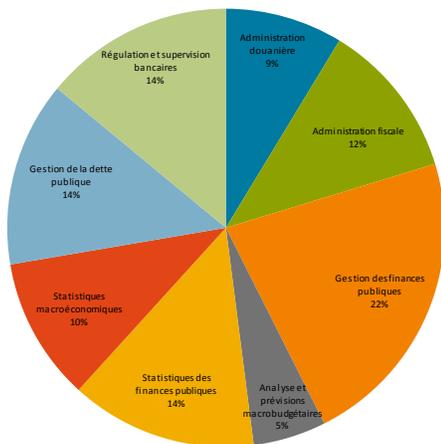
**Utilisation 2018**



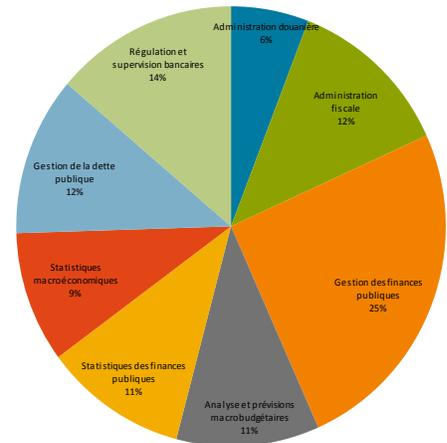
**Prévision 2019**

**74. La proportion des ressources programmées à l'appui aux réformes des finances publiques (administration des revenus, analyse macrobudgétaires et gestion des finances publiques) est de 54 pour cent (cf. graphique 14). Dans les domaines des statistiques macroéconomiques et finances publiques, cette proportion représente 20 pour cent des ressources planifiées durant l'année fiscale. Quant aux domaines de la gestion de la dette publique et de la régulation et supervision bancaires, ce rapport se chiffre à 26 pour cent des ressources globales utilisées.**

**Graphique 14 : Répartition des ressources par domaine (2019)**



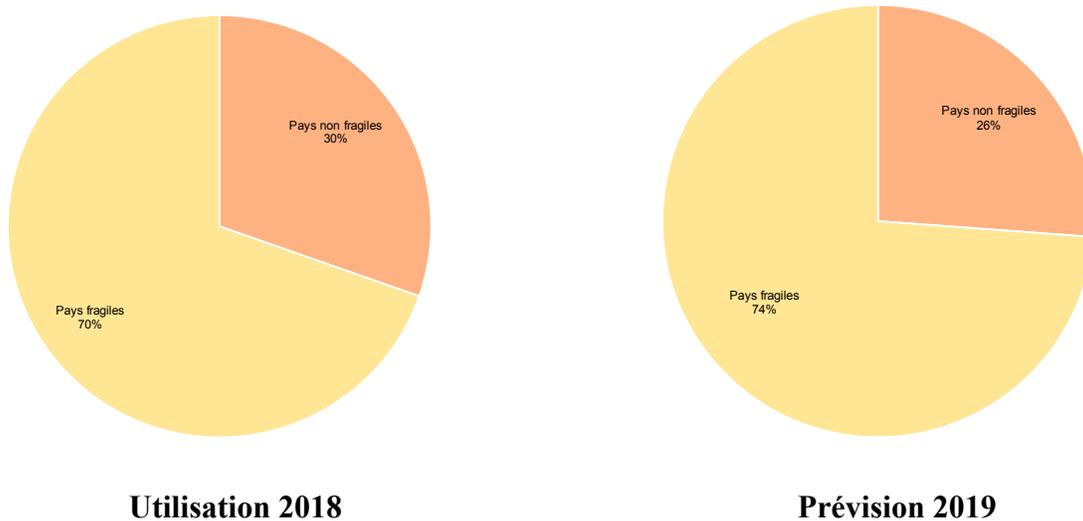
**Utilisation 2018**



**Prévision 2019**

**75. Evolution de ressources affectées aux pays fragiles. Au cours de l'exercice 2019, les ressources accordées aux pays fragiles représenteront 74 pour cent des ressources planifiées soit 4 points de plus par rapport aux ressources utilisées en 2018.** Conformément aux priorités d'AFRITAC Centre et du FMI, les activités pour l'année 2019 renouvellent une grande priorité aux pays fragiles. Cette tendance est bien observable sur le graphique 15 ci-dessous qui retrace le niveau d'utilisation en 2018 et la planification 2019.

**Graphique 15. Répartition des activités programmées selon la fragilité du pays bénéficiaire (2019)**  
(En pourcentage des ressources)





**ANNEXE 1**  
**ACTIVITES PROGRAMMEES / REALISEES PAR PAYS**  
**MAI 2017 à AVRIL 2018 – ANNEE FISCALE 2018**  
**(En nombre d'activités)**

Pays/Région/Séminaire	Année fiscale 2018		
	Activités prévues	Réalisation	Taux de réalisation
	(en nombre)		(en pourcentage)
BURUNDI	11	5	45
CAMEROUN	8	8	100
CONGO	10	10	100
GABON	12	18	150
GUINEE-EQUATORIALE	6	8	133
RCA	17	16	94
RDC	14	14	100
STP	9	11	122
TCHAD	13	15	115
Institutions Régionales	16	16	100
Séminaires Régionaux et Cours	14	13	93
<b>Total général</b>	<b>130</b>	<b>134</b>	<b>103</b>
<b>Pays fragiles</b>	74	71	96
<b>Pays de la CEMAC</b>	66	82	124



**ANNEXE 1**  
**ACTIVITES PROGRAMMEES / REALISEES PAR DOMAINE**  
**MAI 2017 à AVRIL 2018 – ANNEE FISCALE 2018**  
**(En nombre d'activités)**

Domaine	Année fiscale 2018		
	Activités prévues	Réalisation	Taux de réalisation
	(en nombre)		(en pourcentage)
Administration douanière	14	15	107
Administration fiscale	22	23	105
Gestion des finances publiques	16	23	144
Analyse et prévisions macrobudgétaires	6	6	100
Statistiques des finances publiques	14	15	107
Statistiques macroéconomiques	21	16	76
Gestion de la dette publique	18	17	94
Régulation et supervision bancaires	19	19	100
<b>Total général</b>	<b>130</b>	<b>134</b>	<b>103</b>



**ANNEXE 2**  
**RESSOURCES UTILISEES PAR PAYS**  
**MAI 2017 à AVRIL 2018 – ANNEE FISCALE 2018**  
**(En personnes semaines)**

Pays/Région/Séminaire	Mai 2017 à Avril 2018					
	Ressources programmées				Réalisation	Taux de réalisation
	Conseillers Résidents		Experts court terme	Total		
	Siège	Site				
(en personnes semaines)					(en pourcentage)	
BURUNDI	13,5	16,0	16,0	45,5	8,5	18,7
CAMEROUN	9,0	8,0	14,0	31,0	29,0	93,5
CONGO	14,0	16,0	7,0	37,0	42,5	114,9
GABON	16,0	8,0	14,0	38,0	52,0	136,8
GUINEE-EQUATORIALE	8,0	8,0	6,0	22,0	22,5	102,3
RCA	16,5	23,0	20,0	59,5	56,3	94,6
RDC	14,0	18,0	22,0	54,0	53,5	99,1
STP	9,0	9,0	8,0	26,0	23,5	90,4
TCHAD	14,5	20,0	17,0	51,5	53,0	102,9
Institutions Régionales	14,0	20,0	16,0	50,0	41,0	82,0
Séminaires Régionaux et Cours	23,5	15,0	17,5	56,0	53,5	95,5
<b>Total général</b>	<b>152,0</b>	<b>161,0</b>	<b>157,5</b>	<b>470,5</b>	<b>435,3</b>	<b>92,5</b>
<b>Pays fragiles</b>	<b>81,5</b>	<b>102,0</b>	<b>90,0</b>	<b>273,5</b>	<b>237,3</b>	<b>86,8</b>
<b>Pays de la CEMAC</b>	<b>78,0</b>	<b>83,0</b>	<b>78,0</b>	<b>239,0</b>	<b>255,3</b>	<b>106,8</b>



**ANNEXE 2**  
**RESSOURCES UTILISEES PAR DOMAINE**  
**MAI 2017 à AVRIL 2018 – ANNEE FISCALE 2018**  
**(En personnes semaines)**

Domaine	Mai 2017 à Avril 2018					
	Ressources programmées				Réalisation	Taux de réalisation
	Conseillers Résidents		Experts courts terme	Total		
	Siège	Site				
	(en personnes semaines)					(en pourcentage)
⊕ Administration douanière	6,5	0,0	26,0	32,5	37,8	116,3
⊕ Administration fiscale	12,5	18,0	14,0	44,5	50,5	113,5
⊕ Gestion des finances publiques	41,0	37,0	22,0	100,0	97,0	97,0
⊕ Analyse et prévisions macrobudgétaires	10,0	9,0	9,0	28,0	23,5	83,9
⊕ Statistiques des finances publiques	25,0	19,0	19,0	63,0	60,0	95,2
⊕ Statistiques macroéconomiques	24,0	23,0	23,0	70,0	46,0	65,7
⊕ Gestion de la dette publique	18,0	27,0	18,5	63,5	59,5	93,7
⊕ Régulation et supervision bancaires	15,0	28,0	26,0	69,0	61,0	88,4
<b>Total général</b>	<b>152,0</b>	<b>161,0</b>	<b>157,5</b>	<b>470,5</b>	<b>435,3</b>	<b>92,5</b>

**ANNEXE 2**  
**SUIVI DETAILLE DES RESSOURCES UTILISEES PAR PAYS**  
**(EN PERSONNES SEMAINES)**

Pays / Domaine	Année fiscale 2018								Taux de réalisation (en %)
	Ressources programmées				Ressources utilisées				
	Conseillers		Experts court terme	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts court terme	Total Ressources utilisées	
	Siège	Site			Siège	Site			
<b>I- MISSIONS CONSEILLERS ET EXPERTS COURT TERME</b>									
<b>BURUNDI</b>	<b>13,5</b>	<b>16,0</b>	<b>16,0</b>	<b>45,5</b>	<b>3,5</b>	<b>3,0</b>	<b>2,0</b>	<b>8,5</b>	<b>18,7</b>
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	0,0	0,5	
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion des finances publiques	4,0	3,0	3,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	3,0	2,0	4,0	9,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion de la dette publique	1,5	3,0	1,0	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0	
Régulation et supervision bancaires	2,0	4,0	4,0	10,0	3,0	3,0	2,0	8,0	
<b>CAMEROUN</b>	<b>9,0</b>	<b>8,0</b>	<b>14,0</b>	<b>31,0</b>	<b>9,5</b>	<b>11,5</b>	<b>11,5</b>	<b>29,0</b>	<b>99,5</b>
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Administration fiscale	1,0	2,0	2,0	5,0	1,5	4,0	2,0	7,5	
Gestion des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	0,0	4,0	5,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
Statistiques macroéconomiques	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion de la dette publique	0,5	0,0	2,0	2,5	1,0	1,5	1,5	4,0	
<b>CONGO</b>	<b>14,0</b>	<b>16,0</b>	<b>7,0</b>	<b>37,0</b>	<b>12,5</b>	<b>18,0</b>	<b>12,0</b>	<b>42,5</b>	<b>114,9</b>
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
Gestion des finances publiques	4,0	4,0	1,0	9,0	4,0	4,0	4,0	12,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
Statistiques des finances publiques	3,0	2,0	2,0	7,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Statistiques macroéconomiques	4,0	4,0	2,0	10,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
Gestion de la dette publique	2,0	4,0	0,0	6,0	3,5	6,0	4,0	13,5	
<b>GABON</b>	<b>16,0</b>	<b>8,0</b>	<b>14,0</b>	<b>38,0</b>	<b>15,0</b>	<b>23,0</b>	<b>14,0</b>	<b>52,0</b>	<b>136,8</b>
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	1,0	0,0	4,0	5,0	
Administration fiscale	4,5	0,0	2,0	6,5	3,5	7,0	2,0	12,5	
Gestion des finances publiques	3,0	2,0	2,0	7,0	3,0	4,0	6,0	13,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
Statistiques des finances publiques	3,0	0,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Statistiques macroéconomiques	2,0	2,0	2,0	6,0	3,0	6,0	0,0	9,0	
Gestion de la dette publique	1,0	2,0	2,0	5,0	1,5	2,0	0,0	3,5	
<b>GUINEE-EQUATORIALE</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	<b>6,0</b>	<b>22,0</b>	<b>6,5</b>	<b>6,0</b>	<b>10,0</b>	<b>22,5</b>	<b>102,3</b>
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	1,0	0,0	4,0	5,0	
Administration fiscale	0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	2,0	2,0	4,5	
Gestion des finances publiques	4,0	4,0	2,0	10,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques des finances publiques	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	0,0	4,0	6,0	
Statistiques macroéconomiques	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
<b>RCA</b>	<b>16,5</b>	<b>23,0</b>	<b>20,0</b>	<b>59,5</b>	<b>17,3</b>	<b>24,0</b>	<b>15,0</b>	<b>56,3</b>	<b>94,6</b>
Administration douanière	0,5	0,0	4,0	4,5	0,3	0,0	2,0	2,3	
Administration fiscale	2,0	4,0	4,0	10,0	1,5	3,0	2,0	6,5	
Gestion des finances publiques	4,0	4,0	4,0	12,0	5,0	5,0	5,0	15,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
Statistiques des finances publiques	2,0	3,0	2,0	7,0	2,0	3,0	2,0	7,0	
Statistiques macroéconomiques	3,0	4,0	2,0	9,0	3,0	6,0	0,0	9,0	
Gestion de la dette publique	3,0	6,0	2,0	11,0	3,5	5,0	4,0	12,5	
<b>RDC</b>	<b>14,0</b>	<b>18,0</b>	<b>22,0</b>	<b>54,0</b>	<b>14,0</b>	<b>18,5</b>	<b>21,0</b>	<b>53,5</b>	<b>99,1</b>
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
Gestion des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	4,0	7,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques des finances publiques	1,0	2,0	2,0	5,0	3,0	4,0	4,0	11,0	
Statistiques macroéconomiques	4,0	4,0	4,0	12,0	2,0	2,5	2,0	6,5	
Gestion de la dette publique	3,0	4,0	4,0	11,0	3,0	3,0	1,0	7,0	
Régulation et supervision bancaires	3,0	4,0	8,0	15,0	4,0	5,0	8,0	17,0	
<b>SAO TOME-ET-PRINCIPE</b>	<b>9,0</b>	<b>9,0</b>	<b>8,0</b>	<b>26,0</b>	<b>9,5</b>	<b>7,0</b>	<b>7,0</b>	<b>23,5</b>	<b>90,4</b>
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Administration fiscale	1,0	2,0	2,0	5,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
Gestion des finances publiques	2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques des finances publiques	3,0	2,0	2,0	7,0	2,0	0,0	3,0	5,0	
Statistiques macroéconomiques	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	
Gestion de la dette publique	0,5	1,0	0,0	1,5	1,0	1,0	0,0	2,0	
Régulation et supervision bancaires	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	
<b>TCHAD</b>	<b>14,5</b>	<b>20,0</b>	<b>17,0</b>	<b>51,5</b>	<b>15,0</b>	<b>22,0</b>	<b>16,0</b>	<b>53,0</b>	<b>102,9</b>
Administration douanière	1,0	0,0	4,0	5,0	1,0	0,0	4,0	5,0	
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5	1,0	4,0	0,0	5,0	
Gestion des finances publiques	4,0	4,0	3,0	11,0	4,0	3,0	6,0	13,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
Statistiques des finances publiques	2,0	4,0	2,0	8,0	2,0	3,0	2,0	7,0	
Statistiques macroéconomiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	4,0	2,0	8,0	
Gestion de la dette publique	3,0	6,0	4,0	13,0	3,0	6,0	2,0	11,0	
<b>BEAC</b>	<b>1,0</b>	<b>0,0</b>	<b>2,0</b>	<b>3,0</b>	<b>1,0</b>	<b>0,0</b>	<b>1,0</b>	<b>2,0</b>	<b>66,7</b>
Gestion de la dette publique	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	1,0	2,0	
<b>CEMAC</b>	<b>6,0</b>	<b>4,0</b>	<b>4,0</b>	<b>14,0</b>	<b>5,5</b>	<b>2,0</b>	<b>5,0</b>	<b>12,5</b>	<b>89,3</b>
Administration douanière	1,0	0,0	2,0	3,0	1,5	0,0	5,0	6,5	
Administration fiscale	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion des finances publiques	4,0	4,0	0,0	8,0	4,0	2,0	0,0	6,0	
<b>COBAC</b>	<b>7,0</b>	<b>16,0</b>	<b>10,0</b>	<b>33,0</b>	<b>6,5</b>	<b>11,5</b>	<b>8,5</b>	<b>26,5</b>	<b>80,3</b>
Régulation et supervision bancaires	7,0	16,0	10,0	33,0	6,5	11,5	8,5	26,5	
<b>Total MISSIONS (I)</b>	<b>128,5</b>	<b>146,0</b>	<b>140,0</b>	<b>414,5</b>	<b>114,3</b>	<b>144,5</b>	<b>123,0</b>	<b>381,8</b>	<b>92,1</b>
Domaine	Année fiscale 2018								Taux de réalisation (en %)
	Ressources programmées				Ressources utilisées				
	Conseillers		Experts court terme	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts court terme	Total Ressources utilisées	
	Siège	Site			Siège	Site			
<b>II- SEMINAIRES REGIONAUX ET COURS</b>									
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	1,0	2,0	3,5	
Administration fiscale	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5	
Gestion des finances publiques	8,0	6,0	3,0	17,0	8,0	6,0	4,0	18,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	2,0	1,0	1,0	4,0	2,0	0,5	1,0	3,5	
Statistiques des finances publiques	5,0	1,0	1,0	7,0	3,0	2,0	3,0	8,0	
Statistiques macroéconomiques	3,0	3,0	3,0	9,0	2,5	1,0	2,0	5,5	
Gestion de la dette publique	2,5	1,0	1,5	5,0	2,5	1,5	0,0	4,0	
Régulation et supervision bancaires	2,0	2,0	4,0	8,0	2,0	2,5	3,0	7,5	
<b>Total SEMINAIRES REGIONAUX (II)</b>	<b>23,5</b>	<b>15,0</b>	<b>17,5</b>	<b>56,0</b>	<b>21,0</b>	<b>15,5</b>	<b>17,0</b>	<b>53,5</b>	<b>95,5</b>
<b>TOTAL MISSIONS ET SEMINAIRES REGIONAUX (I+II)</b>	<b>152,0</b>	<b>161,0</b>	<b>157,5</b>	<b>470,5</b>	<b>135,3</b>	<b>160,0</b>	<b>140,0</b>	<b>435,3</b>	<b>92,5</b>
<b>Pays fragiles<sup>1</sup></b>	<b>81,5</b>	<b>102,0</b>	<b>90,0</b>	<b>273,5</b>	<b>71,8</b>	<b>92,5</b>	<b>73,0</b>	<b>237,3</b>	<b>86,8</b>
<b>Pays de la CEMAC<sup>2</sup></b>	<b>78,0</b>	<b>83,0</b>	<b>78,0</b>	<b>239,0</b>	<b>74,3</b>	<b>102,5</b>	<b>78,5</b>	<b>255,3</b>	<b>106,8</b>

<sup>1</sup> Burundi, République du Congo, RCA, RDC, Sao Tomé et Principe et Tchad  
<sup>2</sup> Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, RCA et Tchad

ANNEXE 2  
Suivi de l'exécution du programme de travail de l'année fiscale 2018 au 30 avril 2018 par pays

Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
												Prévues				Utilisées				
												Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site																	
BEAC	Gestion de la dette publique	Titrisation de la dette publique intérieure.	Appuyer la BEAC à établir le cadre juridique et les procédures et conditions de titrisation de la dette publique intérieure, y compris la dette des pays vis-à-vis la BEAC.	Rapport de mission	un projet de texte est élaboré et un plan d'action est proposé.	présentation d'un projet de texte sur la titrisation	T4	Février 2018	T4	Avril 2018	EXPERT	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	1,0	2,0	Un projet de texte a été élaboré.
BURUNDI	Administration douanière	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	Octobre 2017	T3			0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	0,0	0,5	Atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre. Annulé par le pays.
BURUNDI	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	Avril 2018				0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre annulé.
BURUNDI	Gestion des finances publiques	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les ministères ordonnateurs de budgets	Atténuer les risques liés à la déconcentration de la fonction d'ordonnement	Plan d'action ministériel	Mise en place du contrôle interne budgétaire dans les ministères prioritaires	Institution du contrôle interne	T3	Novembre 2017				2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Atelier technique annulé.
BURUNDI	Gestion des finances publiques	Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la chaîne de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Production des documents comptables de base, meilleure maîtrise du suivi de la trésorerie	Fiabilisation des documents comptables (Balance) mise en place d'un plan de trésorerie	Amélioration de la gestion de trésorerie	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 3-7, 2017	KOBOU, ROUMEGAS, TURENNE	2,0	1,0	1,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Le pays n'a pas participé à l'atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre.
BURUNDI	Gestion de la dette publique	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T1	Juillet 2017				1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée en raison de la situation sécuritaire du pays
BURUNDI	Gestion de la dette publique	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent les premiers bulletin et rapport de la dette	T4	Mars 2018				0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée en raison de la situation sécuritaire du pays
BURUNDI	Régulation et supervision bancaires	Formation à la supervision du contrôle interne et de la gestion des risques	Former des superviseurs-relais dans le domaine du contrôle interne et de la gestion des risques	Support de présentation, rapport de mission	La BRB est en capacité de former les banques et de les superviser, dans le domaine du contrôle interne et de la gestion des risques (nouvelle réglementation)	Support de présentation, rapport de mission	T3	Novembre 13-24, 2017	T4	Avril 23-27, 2018	Alexis BOHER	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	NOUVEAU Une nouvelle mission a été ajoutée à la demande de la BRB sur ce thème prioritaire pour la BRB. Prévue pour être réalisée du 13 au 24 novembre 2017, elle a été repoussée en raison de la suspension des missions, délocalisée à Libreville et réduite à une semaine.
BURUNDI	Régulation et supervision bancaires	Renforcement des capacités du contrôle sur places à la détection précoce des difficultés individuelles des banques	Former les superviseurs à la méthodologie de détection précoce des difficultés individuelles des banques	Support de présentation, rapport de mission	La BRB est en mesure de développer de nouvelles méthodes de travail plus efficaces	Support de présentation, rapport de mission	T4	Mars 5-16, 2018	T4	Mars 12-16, 2018	Jean-Charles NORMAND, Alexis BOHER	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	1,0	1,0	3,0	Le thème de la mission a été modifié à la demande de la BRB afin de traiter l'un des besoins prioritaires exprimés par la BRB après le CDO. En raison de la suspension des missions sur place, l'atelier a été délocalisé à Libreville et réduit à une semaine.
BURUNDI	Régulation et supervision bancaires	Réformer la réglementation relative à la liquidité	Suite du projet engagé en FY 2017 (LCR/Bâle III). (i) Achever la transposition du LCR : finaliser le projet de ratio (prise en compte de l'effet d'impact).	Rapport de mission. Validation du projet de règlement prudentiel et de l'état de reporting sur le ratio de liquidité à court terme	Nouvelle réglementation prête à être finalisée par la BRB	Rapport de mission. Validation du projet de règlement prudentiel et de l'état de reporting sur le ratio de liquidité à court terme	T3	Novembre 20-24, 2017	T3	Novembre 20-24, 2017	Sophie IMANI POINSOT, Alexis BOHER	0,0	0,0	2,0	2,0	1,0	1,0	1,0	3,0	La mission a été délocalisée à Libreville, en raison de la suspension des missions, à la même date, et le LTX y a participé de ce fait.
BURUNDI	Statistiques macroéconomiques	Appui à la préparation des burundais en vue du passage au SCN 2008	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées aux comptes	T3	Janvier 8-19, 2018				2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.
BURUNDI	Statistiques macroéconomiques	Comptes nationaux trimestriels.	Finalisation des comptes nationaux trimestriels aux prix courants (optique demande) : T1 2005 - T4 2015	Une série de comptes nationaux trimestriel est disponible	Les comptes nationaux sont formés à la méthode retenue	Nombre de personnes formées	T4	Mars 5-16, 2018				1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.
BURUNDI	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	Octobre 2017	T2	Octobre 2017		2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée au profit de la RDC.
CAMEROUN	Administration douanière	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T3	Novembre 2017	T1	Juin 19-30, 2017	MATTEI	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
CAMEROUN	Administration fiscale	Mission STX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T1	Juillet 2017	T3	Novembre 2017	MADEC	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	

Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires		
												Prévues				Utilisées						
												Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total			
Bureau	Site	Bureau	Site																			
CAMEROUN	Administration fiscale	Mission LTX sur le suivi de la mise en oeuvre des actions de renforcement des recettes fiscales	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes			T4	mars-18	BAZHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0	0,0	2,5	Nouvelle activité.		
CAMEROUN	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes			T3	Janvier 2018	T2	Septembre 20 - Octobre 03, 2017	BAZHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	Participation à la mission du département des finances publiques du FMI.
CAMEROUN	Gestion des finances publiques	Amélioration et fiabilisation des comptes	Régulariser et apurer les comptes d'attente et financiers	Plan d'apurement des CIP en 2017	Automatiser l'apurement des opérations anciennes	Les opérations susceptibles d'être prescrites sont régularisées			T1	Mai 2017	T1	Mai 15-26, 2017	PICARD, ROUMEGAS	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	0,0	4,0	5,0	
CAMEROUN	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Evaluation des travaux sur les risques macrobudgétaires et identification des besoins de la fonction macrobudgétaire	Renforcement de la fonction macrobudgétaire ainsi que de l'identification et du suivi des risques budgétaires	Taxinomie des risques macrobudgétaires et Plan d'actions 2018-2022 pour le renforcement de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires	Les besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans ce domaine sont recensés	Rapport de mission			T3	Décembre 2017	T4	Mars 05-16, 2018	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
CAMEROUN	Gestion de la dette publique	Assistance/formation sur l'utilisation des produits dérivés	Renforcement des capacités des agents de gestion de la dette sur l'utilisation des produits dérivés dans la couverture des risques financiers liés au portefeuille de la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les agents sont formés sur les préalables à l'utilisation des produits dérivés en gestion de la dette ainsi que les mécanismes et les enjeux liés à leur utilisation.	Préalables identifiés et nombre de cadres formés.			T4	Mars 2018	T4	Mars 2018		0,5	0,0	2,0	2,5	1,0	1,5	1,5	4,0	Appropriation des techniques de couverture des risques financiers
CAMEROUN	Statistiques macroéconomiques	Finalisation des travaux sur les indicateurs / Travaux améliorant les comptes nationaux	Fiabiliser les données de comptabilité nationale	Publications à jour	Comptes nationaux à jour	Nombre de personnes formées aux comptes			T4	Avril 2018				1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité en réserve annulée.
CAMEROUN	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFES 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire			T3	Novembre 2017	T3	Novembre 6-17, 2017	MARIE	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
CEMAC	Administration douanière	Mission STX d'appui à la rédaction des textes d'application du code des douanes	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Projet de textes d'application du nouveau code des douanes CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies	Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres			T2	Octobre 2017	T3	Décembre 2017	CHARLET	0,5	0,0	1,0	1,5	0,5	0,0	1,5	2,0	
CEMAC	Administration douanière	Mission STX d'appui à la vulgarisation du code des douanes et de ses textes d'application.	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Outils didactiques et plan de diffusion du code des douanes et des textes d'application CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies	Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres			T4	Avril 2017	T4	Février 2018	BREMEERSCH	0,5	0,0	1,0	1,5	0,5	0,0	1,5	2,0	
CEMAC	Administration douanière	Mission STX d'appui à la vulgarisation du code des douanes et de ses textes d'application.	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Outils didactiques et plan de diffusion du code des douanes et des textes d'application CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies	Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres					T4	Mars 2018	BREMEERSCH, CHARLET	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Participation de deux experts à la validation des textes d'application du code des douanes de la CEMAC à Libreville
CEMAC	Administration fiscale	Mission STX d'appui à la rédaction des directives communautaires	Modernisation du cadre institutionnel des administrations fiscales	Outils didactiques et plan de diffusion des nouvelles directives fiscales CEMAC	Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Les pays membres appliquent effectivement et uniformément les dispositions de la directive CEMAC TVA/DA			T2	Octobre 2017				0,5	0,0	1,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée du programme. Ressources à affecter au séminaire douane de février 2018
CEMAC	Administration fiscale	Mission STX d'appui à la vulgarisation des réglementations communautaires	Modernisation du cadre institutionnel des administrations fiscales	Projet de textes d'application des directives CEMAC sur la TVA/DA	Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Les pays membres appliquent effectivement et uniformément les dispositions de la directive CEMAC TVA/DA			T4	Avril 2018				0,5	0,0	1,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée du programme. Ressources à affecter au séminaire impôts de février 2018
CEMAC	Gestion des finances publiques	Appui à l'avis de conformité de la CEMAC	Harmoniser le cadre des finances publiques des pays de la CEMAC	Lettre transmettant les observations sur les projets de textes assortis des propositions d'amélioration Compte rendu des séminaires CEMAC	Les textes adoptés sont alignés sur les directives et conformes aux spécificités des états membres.	Délais et qualité des avis de conformité délivrés par la C/CEMAC			T1	Mai 2017	T1, T2	Mai, Juin, et Octobre 2017	TURENNE, TOURE	4,0	4,0	0,0	8,0	2,0	0,0	0,0	2,0	Observations des textes du Cameroun et de la République du Congo. Deux avis de conformité produits.
CEMAC	Gestion des finances publiques	Participation aux ateliers régionaux de la CEMAC	Participer aux séminaires de la CEMAC	Les communications sont délivrées.	Le renforcement des capacités des cadres et des institutions					T1	Mai, Juin, 2017	TURENNE, TOURE	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	4,0		
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Mettre en oeuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (1)	1e étape (i) Réviser l'existant, analyser les besoins et déterminer les orientations du projet. (ii) Planification des étapes du projet.	Rapport de mission, relevé des orientations du projet, programme détaillé du projet	La COBAC dispose d'une vision claire des enjeux et des étapes du projet.	Rapport de mission, relevé des orientations du projet, programme détaillé du projet			T1	Juin 2017	T2	Juin 01-09, 2017	Bruno FLANCHEC, Alexis BOHER	0,5	1,5	1,5	3,5	0,5	1,5	1,5	3,5	
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Mettre en oeuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (2)	2e étape (iii) Formation des superviseurs au contrôle consolidé et aux normes IFRS pertinentes.	Rapport de mission, supports de formation	Les superviseurs de la COBAC sont formés à la supervision sur base consolidée, selon le référentiel IFRS applicable aux groupes bancaires. Projet à poursuivre en FY 2019				T3	Janvier 2018				0,5	2,0	2,0	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée du fait de l'indisponibilité de la COBAC. La mission sera reprogrammée en FY 2019.
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Renforcer la supervision des émetteurs de monnaie électronique et des transactions par téléphone mobile (1)	1e étape (i) Faire un diagnostic des activités innovantes et des enjeux liés à l'usage des nouveaux moyens de paiement. (ii) Proposer un nouveau cadre de supervision pour la nouvelle catégorie d'établissements agréés.	Rapport de mission, canevas de proposition d'adaptation du règlement relatif à l'agrément, clarification des étapes suivantes du projet.	Une nouvelle catégorie d'établissement est instituée. Les étapes suivantes du projet sont programmées. Projet à poursuivre en FY 2019.	Rapport de mission, canevas de proposition d'adaptation du règlement relatif à l'agrément, clarification des étapes suivantes du projet.			T2	Septembre 2017	T2	Octobre 02-06, 2017	Marc ANDRIES, Alexis BOHER	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	

Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
												Prévues				Utilisées				
												Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site			Bureau	Site															
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (2)	2e étape (iii) Formation des superviseurs au contrôle consolidé et aux normes IFRS pertinentes.	Rapport de mission, supports de formation	Les superviseurs de la COBAC sont formés à la supervision sur base consolidée, selon le référentiel IFRS applicable aux groupes bancaires. Projet à poursuivre en FY 2019	Rapport de mission, supports de formation	T2	Octobre 16-27, 2017	T2	Octobre 16-27, 2017	Bruno FLANCHEC, Alexis BOHER	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Le thème de cette mission a été modifié à la demande de la COBAC (précédent thème : révision de la réglementation prudentielle applicable aux IMF). La mission a révisé les projets de modèles d'états financiers consolidés.
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Renforcer les processus de gestion des procédures internes et de rédaction des textes réglementaires	(i) Proposer un cadre de renforcement de la fonction de veille réglementaire. (ii) Proposer un cadre de gestion et d'élaboration rénové des textes réglementaires relatifs à la supervision bancaire (iii) Proposer un cadre de gestion rénové des procédures internes du SG-COBAC relatives à la supervision bancaire	Rapport de mission, canevases de préconisations pour la veille réglementaire, la gestion des textes réglementaires et la gestion des procédures internes (à finaliser par le SG-COBAC).	La fonction juridique de la COBAC (DAJ) et le DRE disposent d'une feuille de route pour renforcer la rigueur de leurs processus internes de gestion.	Rapport de mission, canevases de préconisations pour la veille réglementaire, la gestion des textes réglementaires et la gestion des procédures internes (à finaliser par le SG-COBAC).	T1	Mai 08-19, 2017	T1	Mai 08-19, 2017	Alexis BOHER	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Le thème de la mission a été recentré, avec l'accord de la COBAC, sur la structuration du processus de gestion des procédures internes relatives à la supervision bancaire.
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Renforcer les capacités du département juridique en appui aux décisions de la COBAC	Proposer un canevases de procédures internes régissant le fonctionnement du collège de la COBAC, notamment le processus de décision portant sur le traitement des situations individuelles des établissements en difficulté.	Rapport de mission, canevases de procédure	La fonction juridique de la COBAC (DAJ) est en mesure de finaliser la procédure interne relative au secrétariat du collège de la COBAC	Rapport de mission, canevases de procédure	T2	Septembre 04-15, 2017	T2	Septembre 04-15, 2017	Pauline de la BOUILLERIE, Alexis BOHER	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Développer la méthodologie du contrôle sur pièces	Évaluer les pratiques en place au DCP et au DMF afin de proposer des orientations pour optimiser la qualité des processus opérationnels d'analyse des situations individuelles et de formalisation des études et des propositions de décisions à l'attention du SG-COBAC.	Rapport de mission, recommandations	Les superviseurs en charge du contrôle sur pièces de la COBAC (DCP, DMF) ont une capacité renforcée pour mieux exploiter les informations et formaliser des analyses plus réactives et pertinentes, selon une approche de la supervision basée sur les risques. Au besoin, l'AT devrait se poursuivre en FY 2019	Rapport de mission, recommandations	T1	Juin 26 - Juillet 11, 2017	T1	Juillet 02-07, 2017	Alexis BOHER	1,0	2,5	2,5	6,0	1,0	1,0	0,0	2,0	La mission a porté uniquement sur le DMF (microfinance) et n'a pas porté sur le DCP (Banques), malgré plusieurs tentatives de replanification de cette partie, en raison de l'indisponibilité de la COBAC. La durée de la mission a ainsi été réduite à une semaine.
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Développer la méthodologie du contrôle sur pièces	Évaluer les pratiques de la COBAC en matière d'analyse des plans d'actions correctives des banques et EMF et proposer des ajustements méthodologiques si nécessaire selon les principes de supervision basée sur les risques.	Rapport de mission, canevases de méthodologie d'analyse d'un plan d'actions correctives	Les contrôleurs sur pièces de la COBAC ont amélioré leur capacité d'analyse des plans d'actions correctives des établissements.	Rapport de mission, canevases de méthodologie d'analyse d'un plan de restructuration	T4	Avril 02-17, 2018	T4	Mars 19-30, 2017	Alexis BOHER, Marc ANDRIES	1,0	2,5	0,0	3,5	1,0	2,0	2,0	5,0	A CONFIRMER l'objet initial de cette mission a été modifié, à la demande de la COBAC : il a porté sur le cadre de supervision des établissements et des services de paiement (poursuite de la mission précédente d'octobre 2017) en remplacement de la mission prévue au DMF sur l'analyse des plans d'actions correctives des IMF fragiles (repoussée à FY 2019).
CONGO	Administration douanière	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T1	Juillet 2017	T1	Juin 26-Juillet 07, 2017	CLAUSTRES	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
CONGO	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T2	Octobre 2017	T3	Novembre 2017	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
CONGO	Gestion des finances publiques	Production des documents budgétaires conformes à la loi	Améliorer la qualité des documents budgétaires	Fixation des Macro processus et des formats des documents budgétaires	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Amélioration de la documentation budgétaire	T2	Septembre 2017	T3	Novembre 2017	TOURE, KOBOUT	2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
CONGO	Gestion des finances publiques	Production des états comptables	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Plan d'action prioritaire sur la comptabilité et la gestion de la trésorerie	Restauration progressive des fondamentaux de la comptabilité et gestion de la trésorerie	Plan d'action comptabilité et gestion trésorerie validé	T1	Juillet 2017	T3	Novembre 2017	TURENNE, ROUMEGAS	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
CONGO	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Formation PPF et identification des besoins de la fonction macro-budgétaire	Renforcement de la fonction macrobudgétaire	Supports de cours et Plan d'actions 2018-2022 pour le renforcement de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires	Les besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans ce domaine sont recensés	Rapport de mission	T4		T4	Mars 2018	KAMGNA	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
CONGO	Gestion de la dette publique	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics.	Support de formation	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document de SDMT pays.	T2	Octobre 2017	T4	Avril 2018	SOLTANI, SCIPIONI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Appropriation de l'outil SDMT
CONGO	Gestion de la dette publique	Appui à la dynamisation du comité de coordination des activités de la dette.	Reviser le texte régissant l'organisation, la composition et la mission du CNDP et proposer des mesures capables de le rendre opérationnel.	Un nouveau projet de texte sur le CNDP	Les autorités sont sensibilisées sur l'importance du CNDP dans le processus d'endettement;	le texte sur le CNDP est révisé et le CNDP devient opérationnel;	T3	Janvier 2018	T3	Janvier 2018	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	2,0	0,0	3,5	Une feuille de route est préparée et les textes sont révisés. Le CNDP est réactivé.
CONGO	Gestion de la dette publique	Appui à la dynamisation du comité de coordination des activités de la dette.	Reviser le texte régissant l'organisation, la composition et la mission du CNDP et proposer des mesures capables de le rendre opérationnel.	Un nouveau projet de texte sur le CNDP	Les autorités sont sensibilisées sur l'importance du CNDP dans le processus d'endettement;	le texte sur le CNDP est révisé et le CNDP devient opérationnel;	T4		T4	Mars 2018	SOLTANI, STX	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Nouvelle Activité - Mars 2018

Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
												Prévues				Utilisées				
												Conseiller		ECT		Conseiller		ECT		
Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site													
CONGO	Statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T3	Décembre 2017	T3	Décembre 4-15, 2017	GBOSSA	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
CONGO	Statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux des comptes définitifs 2014	Suivi des travaux	Comptes définitifs 2014. Tableau des ressources et des emplois (TRE)	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	Juillet 2017	T4	Avril 2018	STX	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Réintégration de mission. Formation des cadres.
CONGO	Statistiques macroéconomiques	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008 et formation au SCN 2008 lié aux nomenclatures.	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T4	Mars 2018				2,0	2,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.
CONGO	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	TOFES des exercices 2013-15, incluant sous-secteurs des extrabudgétaires/ sécurité sociale et collectivités locales	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2013-2015	TOFES 2013-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T2	Aout 2017	T2	Septembre 25- Octobre 06, 2017	GAHIZI, MARIE	3,0	2,0	2,0	7,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
GABON	Administration douanière	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle a posteriori et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T2	Aout 2017	T1	Juillet 17-27, 2017	MATTEI	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
GABON	Administration douanière	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle a posteriori et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement			T4	Mars 2018		0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Nouvelle activité. Remplace celle de la RCA au T3.
GABON	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes.	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 10-14, 2017	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	0,0	1,5	
GABON	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes.	T2	Septembre 2017	T1	Juillet 17-21, 2017	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	0,0	1,5	
GABON	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes.	T3	Novembre 2017	T2	Août 1-11, 2017	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	2,0	0,0	2,5	Participation à la mission du département des finances publiques du FMI.
GABON	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes.	T4	Mars 2018	T4	Mars 2018	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	0,0	1,5	
GABON	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes.			T4	Février 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	1,5	Activité ajoutée en cours d'exercice.
GABON	Administration fiscale	Mission STX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes.	T2	Octobre 2017	T4	Mars 2018	JARRY-BOUABID	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
GABON	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes.			T4	Avril 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	1,5	Activité ajoutée en cours d'exercice.
GABON	Gestion des finances publiques	Mission FAD au GABON	Améliorer la surveillance financière des établissements et entreprises publiques						T1	Mai 9-19, 2017	TOURE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	2,0	
GABON	Gestion des finances publiques	Dernière mission sur les opérations financières sur les ressources affectées et la tutelle des Etablissements Publics	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Inventaire des affectations non intégrées dans la loi de finances et propositions de prise en charge	Amélioration de la documentation budgétaire	Amélioration de la présentation de la loi de finances et de ses annexes	T1	Juin 2017	T1	Juillet 3-14, 2017	TOURE, DEHOVE	3,0	2,0	2,0	7,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Création d'un nouveau compte d'affectation spéciale
GABON	Gestion des finances publiques	Travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Consolidation des soldes de trésorerie au travers du CUT	Modalités de consolidation	Centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT	PEFA 21-1			T4	Mars 2018	LMIMOUNI, WAZOUMI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0	6,0	
GABON	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcement des capacités du Comité technique de cadrage macroéconomique et budgétaire	Renforcement de la fonction macrobudgétaire	Plan d'actions 2018-2022 pour le renforcement de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires	Les besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans ce domaine sont recensés	Rapport de mission	T3	Novembre 2017	T3	Janvier 08-19, 2018	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
GABON	Gestion de la dette publique	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette MAC-DSA	Assister les agents à s'approprier les fondements théoriques sous-tendant l'AVD et l'utilisation de l'outil MAC-DSA. Sensibiliser les agents à l'importance de l'AVD dans les politiques budgétaire et de gestion de la dette.	Support de formation sur les concepts et l'outil d'AVD;	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Le nombre de cadres formés	T3	Novembre 2017	T2	Octobre 2-6, 2017	SOLTANI	1,0	2,0	2,0	5,0	1,5	2,0	0,0	3,5	Réalisation d'une analyse de viabilité de la dette avec l'outil AVD-PAM.
GABON	Statistiques macroéconomiques	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'élaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T1	Mai 2017	T1	Mai 30-Juin 9, 2017	GBOSSA	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
GABON	Statistiques macroéconomiques	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'élaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées			T1	Juillet 24-Août 4, 2017	GBOSSA	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Activité ajoutée au cours de l'année fiscale 2018.
GABON	Statistiques macroéconomiques	Calcul des indicateurs économiques IPI, IPII, etc.	Mise en place des indicateurs économiques pour les comptes nationaux	indicateurs IPI, IPII etc.	Reprise du calcul de l'IPI et IPII	Nombre de personnes formées	T2	Aout 2017	T4	Mars 2018	GBOSSA	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Activité maintenue en mars 2018.

Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
												Prévues				Utilisées				
												Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site			Bureau	Site															
GABON	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	TOFEs des exercices 2013-15, incluant sous-secteurs des extrabudgétaires/sécurité sociale et collectivités locales	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T2	Octobre 2017	T3	Janvier 15-26, 2018	GAHIZI, MARIE	3,0	0,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
GUINEE-EQUATORIALE	Administration douanière	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures douanières modernes adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale	T2	Aout 2017	T3	Novembre 2017	EURAN GRAHAM	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
GUINEE-EQUATORIALE	Administration douanière	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures douanières modernes adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale			T4	Avril 2018		0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Nouvelle activité.
GUINEE-EQUATORIALE	Administration fiscale	Mission LTX/STX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T2	août 14-25, 2017	T2	août 14-25, 2017	ACEDO, BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	2,0	4,5	
GUINEE-EQUATORIALE	Gestion des finances publiques	Appui à la préparation du budget	Rendre disponible une documentation budgétaire conforme à la Directive CEMAC 2011 relative à la loi de Finances	Plan d'action pour l'amélioration de la documentation budgétaire	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Le projet de loi de finances et ses annexes	T2	Octobre 2017	T2	Octobre 23-27, 2017	TURENNE, TOURE	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	Cette mission a été transformée en mission exploratoire afin de recenser les besoins d'assistance technique à intégrer au programme d'AFC.
GUINEE-EQUATORIALE	Gestion des finances publiques	Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la chaîne de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Les communications délivrées et les recommandations de l'atelier	Les capacités des participants sont renforcées en matière de comptabilité générale	Production des balances et documents comptables	T1	Juillet 2017				2,0	2,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Le pays n'a pas participé à l'atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre.
GUINEE-EQUATORIALE	Statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T2	Aout 2017	T4	Février 2018	GBOSSA	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
GUINEE-EQUATORIALE	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en oeuvre du MSFP 2014	Un tableau de passage et un fichier-Assistant à l'élaboration des SFP base MSFP 2014	T1	Juillet 2017	T3	Décembre 2017	ZARCO, CASTRILLON	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
GUINEE-EQUATORIALE	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en oeuvre du MSFP 2014	Un tableau de passage et un fichier-Assistant à l'élaboration des SFP base MSFP 2014	T4	Février 2018	T4	Avril 2-6, 2018	ZARCO	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
INTER-REGIONAL	Gestion des finances publiques	Appui à l'organisation de la fonction budgétaire et comptable	Harmoniser les favoriser les échanges et expériences pays sur les meilleures pratiques	Recommandations organisationnelles	Impulsion ddes réformes organisationnelles		T3	Janvier 2018	T4	Février 2018	TOURE, TURENNE, DAGGUES	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	Séminaire conjoint AFRITAC Centre et AFRITAC Ouest à Abidjan.
INTER-REGIONAL	Régulation et supervision bancaires	Séminaire inter-régional commun avec AFW1 sur la méthodologie de supervision du risque de crédit	Présenter les standards actuels d'évaluation du risque de crédit et les orientations méthodologiques de supervision et de contrôle	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T3	Janvier 2018	T3	anvier 22-26, 2018	Alexis BOHER	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	0,0	2,0	Le STX a été recruté par AFW1.
INTER-REGIONAL	Régulation et supervision bancaires	Séminaire du CSAOC sur la supervision sur base consolidée	Présenter les standards actuels de la supervision consolidée des groupes bancaires	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T1	Mai 2017	T1	Mai 29-31, 2017	Bruno FLANCHEC, Alexis BOHER	0,0	0,5	1,0	1,5	0,0	0,5	1,0	1,5	NOUVEAU La préparation et l'animation de ce séminaire régional organisé par la COBAC ont été ajoutées au programme, à la demande de la COBAC.
RCA	Gestion des finances publiques	Atelier technique de formation des formateurs des ministères sectoriels à l'utilisation du module informatique élaboré pour les plans d'engagement							T4	26-31 Mars 2018	YOUGBARE, TOURE	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	3,0	Atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre
RCA	Administration douanière	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	Septembre 2017	T3	Novembre 2017	CLAUSTRES	0,3	0,0	2,0	2,3	0,3	0,0	2,0	2,3	
RCA	Administration douanière	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T3	Décembre 2017				0,3	0,0	2,0	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée. Ressources à réaffecter pour une activité au Gabon en Mars 2018.
RCA	Administration fiscale	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T2	Aout 2017	T1	Mai 22-30, 2017	RAMARAZOTOVO	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	1,0	0,0	1,5	
RCA	Administration fiscale	Mission STX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T1	Juin 2017	T3	Janvier 2018	PENANJE	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
RCA	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	Décembre 2017	T3	Janvier 2018	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	

Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires			
												Prévues				Utilisées							
												Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total				
												Bureau	Site			Bureau	Site						
RCA	Administration fiscale	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	Avril 2018			BAZHICA	0,0	0,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.
RCA	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes					BAZHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité ajoutée en cours d'exercice mais annulée suite aux restrictions de missions.
RCA	Gestion des finances publiques	Pilotage de la préparation et de l'exécution du budget et des documents budgétaires	Respecter les normes de qualité du processus et des documents budgétaires	Fixation des Macro processus et des formats des documents budgétaires	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Disponibilité des instruments de pilotage de la préparation et de l'exécution du budget	T3	Décembre 2017	T3	Décembre 2017	TOURE, YOUGBARE	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	6,0		
RCA	Gestion des finances publiques	Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Suivi du plan d'actions sur la gestion budgétaire - Documents budgétaires type élaborés	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire - L'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités	Taux de mise en œuvre de la fonction budgétaire	T3	Décembre 2017	T3	Décembre 2017	TURENE, ROUMEGAS	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	6,0		
RCA	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Formation PPF et identification des besoins de la fonction macro-budgétaire	Renforcement de la fonction macrobudgétaire	Supports de cours et Plan d'actions 2018-2022 pour le renforcement de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires	Les besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans ce domaine sont recensés	Rapport de mission	T3	Janvier 2018	T4	Février 12-23, 2018	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0			4,0	Mission back to Back avec une mission d'ICD sur la formation en Programmation et Politiques Financières (PPF).
RCA	Gestion de la dette publique	Formation sur l'identification et la gestion des sources de vulnérabilité d'un portefeuille de dette	Appropriation des techniques d'évaluation et de gestion des risques d'un portefeuille de dette	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables d'identifier et les textes des différents risques d'un portefeuille de dette et proposer des mesures pour atténuer ces risques.	Le nombre de cadres formés	T2	Septembre 2017	T4	Avril 2018	SOLTANI, IBOKLENE	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	1,0	2,0	4,5			4,5	Un expert court terme va se joindre à cette activité.
RCA	Gestion de la dette publique	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T4	Février 2018	T2	Octobre 2017	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0			3,0	Production d'un bulletin de la dette pour le premier semestre 2017.
RCA	Gestion de la dette publique	Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	Appuyer les autorités à moderniser le cadre juridique et institutionnel de la dette pour le rendre conforme aux meilleures pratiques internationales	Rapport de mission incluant le projet de textes des réformes	Le plan d'action identifié est mis en application et les textes des réformes sont élaborés.	Les réformes sont approuvées et mises en place par les autorités	T3	Novembre 2017	T3	Janvier 2018	SOLTANI, STEYLAERS	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0			5,0	Le cadre juridique de la dette est révisé.
RCA	Statistiques macroéconomiques	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'élaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T2	Aout 2017	T1	Mai 2-12, 2017	GBOSSA	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0			3,0	
RCA	Statistiques macroéconomiques	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires et formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2013-2015 sont disponibles	Les compilables nationaux maîtrisent la méthode des comptes provisoires et sont formés au SCN 2008	Nombre de personnes formées	T3	Novembre 2017	T2	Septembre 16-29, 2017	GBOSSA	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	0,0	3,0			3,0	
RCA	Statistiques macroéconomiques	Revue de IPI, IPII	Mise à jour du calcul des indicateurs	indicateurs IPI, IPII etc.	Reprise du calcul de IPI et IPII	Nombre de personnes formées	T4	Avril 2-13 / 2018	T4	Mars 2018	GBOSSA	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0			3,0	Réintégration de mission. Formation des cadres au cours d'un atelier délocalisé au siège d'AFRITAC Centre
RCA	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T1	Juin 2017	T1	Juin 12-23, 2017	SAWADOGO	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0			5,0	
RCA	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T4	Février 2018	T4	Février 5-16, 2018	GAHIZI	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0			2,0	
RDC	Administration douanière	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/appui des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T1	Juin 2017	T3	Janvier 2018	MATTEI	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5			2,5	
RDC	Administration fiscale	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	Février 2018	T3	Janvier 2018	BAZHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5			2,5	
RDC	Gestion des finances publiques	Intégration des opérations sur ressources affectées dans la loi de finances	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Identification des opérations sur ressources affectées dans la loi de finances et respect des procédures par rapport à leur utilisation	Documentation budgétaire conforme à la loi relative à la loi de finances	Amélioration de la présentation de la loi de finances et ses annexes	T1	Juillet 2017	T2	Août 01-12, 2017	DEHOVE, YOUGBARE, TOURE	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	4,0	7,0			7,0	
RDC	Gestion de la dette publique	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T2	Aout 2017	T3	Novembre 2017	SOLTANI, SCIPIONI	1,0	2,0	2,0	5,0	1,5	1,0	1,0	3,5			3,5	Atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre.
RDC	Gestion de la dette publique	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T1	Mai 2017	T1	Mai 22-Juin 02, 2017	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	2,0	0,0	3,5			3,5	Production du rapport annuel de gestion de la dette pour l'année 2016 et d'un bulletin de la dette pour le premier semestre 2017.

Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires	
												Prévues				Utilisées					
												Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total		
Bureau	Site	Bureau	Site																		
RDC	Gestion de la dette publique	Appui à l'élaboration du cadre juridique du marché des titres de l'Etat	Appuyer les autorités à compléter les différents textes juridiques et réglementaires nécessaires pour le lancement et bon fonctionnement du marché des titres de l'Etat.	Projet de textes et rapport de mission	Le cadre juridique du marché est élaboré	Adoption des textes par les autorités et lancement du marché des titres de l'Etat.	T4	Avril 2018					1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée en raison de la situation sécuritaire du pays.
RDC	Régulation et supervision bancaires	Refondre la réglementation prudentielle relative à l'agrément des établissements et des dirigeants	1e étape : revue de l'existant, détermination des dispositions à modifier ou à compléter, élaboration des canevass détaillés des nouveaux règlements. Projet à poursuivre en FY 2019 (révision des projets, dossier d'agrément, méthodologie)	Rapport de mission, canevass des règlements actualisés	Les nouveaux règlements sont prêts à être finalisés par la BCC	Rapport de mission, canevass des règlements actualisés	T4	Février 12-23, 2018	T4	Février 12-23, 2018	Jean-François BOUCHARD, Alexis BOHER	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Le thème de cette mission a été modifié à la demande de la BCC : révision des instructions relatives à la gestion des risques et à la gouvernance. Le traitement du thème relatif à l'agrément a été engagé mais sera poursuivi en FY 2019. La mission a été délocalisée à Libreville en raison de la suspension des missions, sans changement de durée.	
RDC	Régulation et supervision bancaires	Refondre la réglementation prudentielle relative au contrôle interne	1e étape : revue de l'existant, détermination des dispositions à modifier ou à compléter, élaboration des canevass détaillés des nouveaux règlements. Projet à poursuivre en FY 2019 (révision des projets, méthodologie)	Rapport de mission, canevass des règlements actualisés	Les nouveaux règlements sont prêts à être finalisés par la BCC	Rapport de mission, canevass des règlements actualisés	T2	Septembre 4-15, 2017	T1	Juillet 17-28, 2017	Jean-François BOUCHARD, Alexis BOHER	0,0	0,0	2,0	2,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Une nouvelle mission a été ajoutée à la demande de la BCC : révision des instructions relatives au contrôle interne et à la gestion des risques. Ce thème étant prioritaire, la formation prévue à cette période a été repoussée.	
RDC	Régulation et supervision bancaires	Formation des superviseurs nouvellement recrutés à la supervision basée sur les risques (BCP) et au contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Formation de base couvrant (i) les principes fondamentaux du Comité de Bâle, les processus de contrôle sur pièces et de contrôle sur place, l'approche de supervision basée sur les risques, (ii) le contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Rapport de mission, support de formation	Les nouveaux superviseurs de la BCC ont reçu une formation adaptée aux BCP, à la supervision basée sur les risques et au contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Rapport de mission, support de formation	T1	Juillet 17-28, 2017	T3	Novembre 27-Décembre, 2017	Jean-François BOUCHARD, Alexis BOHER	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	1,0	2,0	4,0	Cette formation initialement prévue en juillet a été décalée en septembre, suite à la demande de la BCC de réorganisation du programme à la veille du CDO, puis repoussée en novembre en raison de la suspension des missions, délocalisée à Libreville tout en maintenant la durée de deux semaines. Le LTX, initialement non prévu, a participé une semaine.	
RDC	Régulation et supervision bancaires	Former les superviseurs de la BCC à la supervision des banques en normes IFRS	Achever le projet réacté en 2016 par l'AFC en recontrant l'assistance technique (i) sur la norme IFRS 9 relative aux créances compromises et (ii) sur la méthodologie de supervision des états comptables et prudentiels en IFRS.	Support de présentation, rapport de mission, recommandations	La BCC est formée aux enjeux du passage aux IFRS spécifiques au risque de crédit. La capacité d'analyse des états en IFRS par les superviseurs est renforcée.	Rapport de mission, support de présentation, recommandations	T2	Octobre 16-27, 2017	T4	Avril 2018	(Shamim DJOMAN)	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	A CONTINUER Cette mission, qui doit impérativement se faire sur place, a été repoussée du fait de la suspension des missions, d'octobre 2017 à avril 2018, en accord avec la BCC. (Cette activité sera annulée en cas de maintien de la suspension des missions)	
RDC	Statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T2	Octobre 2017	T4	Avril 2018	STX	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Reintégration de mission. Formation des cadres.	
RDC	Statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux des comptes définitifs 2014	Suivi des travaux	Comptes définitifs 2014. Tableau des ressources et des emplois (TRE)	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 10-21, 2017	GBOSSA	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0		
RDC	Statistiques macroéconomiques	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liée aux nomenclatures	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T4	Mars 2018				2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.	
RDC	Statistiques macroéconomiques	Séminaire pays STA sur la balance des paiements	Participation du Conseiller	Coordination		L'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants			T2	Octobre 2017	GBOSSA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	Activité ajoutée au programme	
RDC	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 10-21, 2017	GAHIZI, BESNARD	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0		
RDC	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014			T4	Février 2018	MARIE	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Nouvelle activité au profit de la RDC.	
REGIONAL	Administration douanière	Séminaire sur le suivi des transit et le contrôle à destination des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Guide pratique de suivi des régimes temporaires et de contrôle des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	Janvier 2018	T4	Février 2018	RAMBURUN	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	1,0	2,0	3,5	Séminaire régional à Libreville.	
REGIONAL	Administration fiscale	Séminaire sur le renforcement de la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières et fiscales	Programmes de contrôles basés sur les principaux risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles douaniers et fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	Janvier 2018	T4	Février 2018	BAZAHICA	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5	Séminaire régional à Yaoundé.	
REGIONAL	Administration fiscale	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière de gestion macroéconomique	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T4	Mars 2018	T4	Mars 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
REGIONAL	Gestion des finances publiques	FOHBAC - Renforcement de la fonction budgétaire face aux défis des réformes et des programmes économiques et fiscaux	Favoriser les échanges sur les meilleures pratiques	Identification et justification des grandes fonctions des services budgétaires.	Impulsion des Réformes organisationnelles des services budgétaires	Nombre de pays ayant adapté l'organisation des services budgétaires	T4	Février 2018	T4	Avril 2018	TOURE, TURENNE, MARSHISET	2,0	2,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0			

Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
												Prévues				Utilisées				
												Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site			Bureau	Site															
REGIONAL	Gestion des finances publiques	Séminaire sur le suivi des l'exécution budgétaire et comptable	Améliorer le suivi de l'exécution du budget et de la chaîne de la dépense et de la dette	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs en charge du suivi budgétaire et comptable et de la dette	Taux de satisfaction des participants supérieur a 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2017-18	T2	Octobre 2017	T3	Novembre 2017	TOURE, TURENNE, KOBOU, LMIMOUNI	4,0	2,0	1,0	7,0	4,0	2,0	2,0	8,0	Séminaire régional organisé à Libreville
REGIONAL	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaire de haut niveau d'échanges sur les défis dans le domaine de l'analyse et de la prévision macroéconomique et budgétaire	Echanger sur les besoins de renforcement des capacités institutionnelles, stratégiques, méthodologiques, et opérationnelles de la fonction macrobudgétaire	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation les acteurs sur les défis de la fonction macrobudgétaire et les axes d'intervention de AFC	Rapport du Seminaire	T4	Février 2018	T4	Avril 23-24, 2018	KAMGNA	2,0	1,0	1,0	4,0	2,0	0,5	1,0	3,5	STX à rechercher Participation d'un macro-fiscaliste de FADM2 et du LTX PFM-budget
REGIONAL	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cours régional sur l'analyse et la prévision budgétaire (APB)	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière d'analyse et de prévision budgétaire	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T3	Décembre 2017				0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée
REGIONAL	Gestion de la dette publique	Atelier régional sur l'analyse de viabilité de la dette, organisé en collaboration avec le siège (département SPR).	Renforcer les capacités et les connaissances des agents en matière d'AVD et des nouvelles directives du FMI en matière de limites d'endettement public.	Support de formation sur les concepts d'AVD et cas pratiques	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont sensibilisés sur les nouvelles directives du FMI en matière de limites d'endettement public.	Nombre des agents délivrés et évaluation de l'atelier.	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 17-21, 2017	SOLTANI	2,5	1,0	1,5	5,0	2,5	1,0	0,0	3,5	Réalisation d'une analyse de viabilité de la dette avec l'outil AVD-PFR
REGIONAL	Régulation et supervision bancaires	Séminaire régional méthodologique sur le contrôle des prestataires et des activités de services de paiements	Présenter les standards internationaux et les orientations pratiques de la supervision basée sur les risques en matière de services de paiement dans le système bancaire et financier	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T2	Septembre 25-29, 2017	T2	Septembre 25-29, 2017	Marc ANDRIES, Alexis BOHER	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0	
REGIONAL	Statistiques macroéconomiques	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	Renforcer les capacités et coordonner l'assistance technique	Programme coordonné d'assistance technique	Echanges d'information sur les programmes des uns et des autres	l'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T2	Octobre 2017	T2	Octobre 9-13, 2017	GBOSSA	0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	0,0	0,0	0,5	Le conseiller résident a préparé la mission mais n'a pu participer au séminaire à cause de la suspension des missions dans le pays hôte du séminaire.
REGIONAL	Statistiques macroéconomiques	Séminaire formation au SCN 2008 - Nomenclatures, Collecte et modèles de traitement des sources	Renforcer la capacité des comptables nationaux à élaborer les comptes nationaux.	Modele de nomenclatures, Methodes de traitement	La compréhension du système de comptabilité nationale par les cadres nationaux est renforcée	l'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T4	Février 5-9, 2018	T4	Février 5-9, 2018	GBOSSA	2,0	1,0	3,0	6,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Séminaire régional à Malabo
REGIONAL	Statistiques macroéconomiques	Séminaire CEMAC / CEEAC	Participation du Conseiller	Coordination		l'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T3	Janvier 2018				0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.
REGIONAL	Statistiques des finances publiques	Séminaire régional	Appui à la mise en oeuvre du nouveau cadre d'analyse minimum de la Directive No. 5 du TOFE de la CEMAC; Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014 par le Burundi & la RDC	Des cas pratiques portant sur des parties du TOFE; Actualisation des plans d'action d'adoption du MSFP 2014	Discussion entre les participants et un niveau plus approfondi de maîtrise de la méthodologie du MSFP 2014	Plan d'actions actualisé; TOFE expérimental par pays	T4	Avril 2018	T4	Avril 2018	ZARCO, CASRITILLON, JABLONSKA, GAHIZI	5,0	1,0	1,0	7,0	2,0	1,0	3,0	6,0	
REGIONAL	Statistiques des finances publiques	Séminaire régional d'AFRITAC EAST sur les statistiques des finances publiques (Zanzibar)	Appui au Burundi sur la rédaction du Manuel de procédures sur le traitement des PPPs.	Le chapitre (texte) du Burundi du traitement des PPPs dans les SFPs	Une procédure détaillée de traitement des PPPs dans les SFPs.	Un recueil des procédures de traitement des PPPs dans les SFPs (Block de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Est).			T3	Novembre 2017	GAHIZI	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0	Nouvelle activité à Zanzibar en TANZANIE. Participation du Conseiller Résident.
REGIONAL	Gestion de la dette publique	Séminaire régional LIC DSF							T3	Décembre 2017	SOLTANI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	
REGIONAL	Régulation et supervision bancaires	Séminaire LEG										0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Séminaire organisé par le département juridique à Yaoundé pour les pays de la région au mois de février 2018.
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Régulation et supervision bancaires	Prendre contact avec la banque centrale de STP pour engager la stratégie d'assistance technique de l'AFC à l'égard de ce pays nouvellement rattaché	Evaluer les besoins d'assistance technique en régulation et supervision bancaire, de façon à proposer un programme pluri-annuel sous l'égide de l'AFC.	Rapport de mission	Identification des thématiques devant faire l'objet d'une AT.	Rapport de mission	T3	Décembre 04-15, 2017	T3	Décembre 11-15, 2017	Alexis BOHER	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	La durée de la mission a été ramenée à une semaine en raison de sa nature exploratoire.
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Administration douanière	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures douanières modernes adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale	T3	Aout 2017	T3	Janvier 15-26, 2018	SIQUEIRA	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Administration fiscale	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée.	T3	Janvier 2018	T3	Novembre 2017	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Administration fiscale	Mission STX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée.	T4	Février 2018	T3	Novembre 2017	HICKMANN	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Administration fiscale	Visite d'immersion professionnelle des cadres au Cap Vert	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations fiscales est modernisé	L'administration de Sao Tom-et-Principe s'est appropriée des meilleures pratiques d'une agence semi-autonome.	L'organisation mise en place permet une mise en oeuvre efficace des stratégies et réformes			T3	Janvier 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Activité ajoutée en cours d'exercice.

Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
												Prévues				Utilisées				
												Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
												Bureau	Site			Bureau	Site			
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Gestion des finances publiques	Visite exploratoire en prévision de l'intégration à AFC	Identifier les besoins d'assistance technique	Rapport	Plan d'action		T2	Aout 2017	T2	Septembre 25-30, 2017	TURENNE, TOURE	2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	2,0	0,0	4,0	Un plan d'action a été élaboré et comporte plusieurs axes : préparation du budget, gestion des investissements, suivi des marchés publics et la gestion de la trésorerie
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Gestion de la dette publique	Evaluation des besoins d'assistance technique en gestion de la dette	Procéder à l'état des lieux de la situation de la gestion de la dette, évaluer les besoins en assistance technique et élaborer un programme d'activité pour répondre à ses besoins	Rapport de mission	Programme d'activité de l'assistance technique qui sera fournie par AFC	Le programme d'assistance technique est élaboré	T4	Février 2018	T3	Décembre 2017	SOLTANI	0,5	1,0	0,0	1,5	1,0	1,0	0,0	2,0	Les besoins en AT sont identifiés et un programme d'activités est préparé.
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Statistiques macroéconomiques	Compilation des nationaux	Mission diagnostique sur les comptes nationaux	Feuille de route pour les activités en comptabilité nationale	Programme de travail	Rapport de mission	T3	Décembre 2017	T3	Janvier 22-26, 2017	GBOSSA	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en oeuvre du MSFP 2014	Un tableau de passage et un fichier-Assistant a l'elaboration des SFP base MSFP 2014	T1	Juillet 2017	T2	Août 28 - Septembre 01, 2017	BRANCO	2,0	1,0	1,0	4,0	1,0	0,0	1,0	2,0	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en oeuvre du MSFP 2014	TOFES 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T2	Octobre 2017	T4	Mars 2018	BRANCO	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
TCHAD	Administration douanière	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	Septembre 2017	T1	Juillet 17-27, 2017	BOILIL	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
TCHAD	Administration douanière	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T4	Avril 2018	T4	Février 2018	BOILIL	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
TCHAD	Administration fiscale	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	Avril 2018	T4	Avril 2018	PENANIE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0	0,0	2,5	Nouvelle activité. Remplace celle de la RCA en T4.
TCHAD	Administration fiscale	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T2	Octobre 2017	T2	Octobre 9-20, 2017	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
TCHAD	Gestion des finances publiques	Elargissement de la couverture du budget au fonds affectés et amélioration de la tutelle financière des organismes publics	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la loi de finances et propositions de rebudgetisation	Amélioration de la documentation budgétaire	Présentation de la loi de finances et de ses annexes	T1	Octobre 2017	T2	Août 16-28, 2017	DEHOVE, YOUNGARE, TOURE	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	4,0	8,0	Présentation des opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les opérations sur ressources affectées.
TCHAD	Gestion des finances publiques	Atelier comptabilité - Poursuite des travaux de fiabilisation de la balance des comptes - suivi des instances de paiement	Améliorer l'image fidèle comptable et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Suivi du plan d'action de fiabilisation de la comptabilité de l'Etat - méthodologie et outils de suivi des arriérés de paiement	Automatiser et fiabiliser les comptes de l'Etat pour une meilleure qualité comptable et de la documentation comptable	Amélioration du niveau des indicateurs de qualité de la balance générale et de la documentation comptable	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 3-7, 2017	KOBOU, ROUMEGAS, TURENNE	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Renforcement des capacités en gestion et documentation comptable de six cadres du Tchad.
TCHAD	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Diagnostic du modèle SIGNET et identification des besoins de la fonction macrobudgétaire	Renforcement de la fonction macrobudgétaire	Plan d'actions 2018-2022 pour le renforcement de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires	Les besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans ce domaine sont recensés	Rapport de mission	T4	Février 2018	T3	Janvier 22- Février 03, 2018	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
TCHAD	Gestion de la dette publique	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T3	Décembre 2017	T3	Novembre 2017	SOLTANI, IBOKLENE	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Appropriation de l'outil SDMT
TCHAD	Gestion de la dette publique	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent les premiers bulletin périodique et rapport annuel de la dette	T1	Juin 2017	T1	Juin 5-15, 2017	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Production du rapport annuel de gestion de la dette pour l'année 2016 et d'un bulletin de la dette pour le premier semestre 2017.
TCHAD	Gestion de la dette publique	AT sur l'identification des préalables pour l'émission des SUKUK	Assister les autorités à identifier les préalables réglementaires, institutionnels et techniques pour l'émission des SUKUK. Former le personnel sur la structuration et la gestion de ces émissions.	Rapport de mission et support de formation;	Les préalables sont identifiés, un plan d'action est élaboré et les agents se sont familiarisés au processus d'émission des SUKUK;	Un plan d'action est élaboré	T3	Décembre 2017	T4	Mars 2018	SOLTANI	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Un plan d'actions est préparé.
TCHAD	Statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T3	Décembre 2017	T2	Septembre 4-15, 2017	GBOSSA	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
TCHAD	Statistiques macroéconomiques	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liée aux nomenclatures	Mise en place des nomenclatures et tables de passage	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T4	Avril 2018	T3	Novembre 20 - Décembre 01, 2017	GBOSSA, FOUKING	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
TCHAD	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFES 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T2	Septembre 2017	T3	Octobre 16-27, 2017	GAHIZI, BESNARD	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
TCHAD	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFES 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T4	Mars 12-16, 2018	T4	Mars 2018	GAHIZI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	



**ANNEXE 2**  
**SUIVI DETAILLE DES RESSOURCES UTILISEES PAR DOMAINE**  
**(EN PERSONNES SEMAINES)**

Domaine/Pays	Année fiscale 2018								Taux de réalisation (en %)
	Ressources programmées				Ressources utilisées				
	Conseillers		Experts court terme	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts court terme	Total Ressources utilisées	
	Siège	Site			Siège	Site			
<b>I- MISSIONS CONSEILLERS ET EXPERTS COURT TERME</b>									
<b>Administration douanière</b>	<b>6,0</b>	<b>0,0</b>	<b>24,0</b>	<b>30,0</b>	<b>7,3</b>	<b>0,0</b>	<b>27,0</b>	<b>34,3</b>	<b>114,3</b>
BURUNDI	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	0,0	0,5	
CAMEROUN	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
CONGO	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
GABON	0,5	0,0	2,0	2,5	1,0	0,0	4,0	5,0	
GUINEE-EQUATORIALE	0,5	0,0	2,0	2,5	1,0	0,0	4,0	5,0	
RCA	0,5	0,0	4,0	4,5	0,3	0,0	2,0	2,3	
RDC	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
TCHAD	1,0	0,0	4,0	5,0	1,0	0,0	4,0	5,0	
CEMAC	1,0	0,0	2,0	3,0	1,5	0,0	5,0	6,5	
<b>Administration fiscale</b>	<b>12,0</b>	<b>17,0</b>	<b>12,0</b>	<b>41,0</b>	<b>11,0</b>	<b>26,0</b>	<b>10,0</b>	<b>47,0</b>	<b>114,6</b>
BURUNDI	0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	
CAMEROUN	1,0	2,0	2,0	5,0	1,5	4,0	2,0	7,5	
CONGO	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
GABON	4,5	0,0	2,0	6,5	3,5	7,0	2,0	12,5	
GUINEE-EQUATORIALE	0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	2,0	2,0	4,5	
RCA	2,0	4,0	4,0	10,0	1,5	3,0	2,0	6,5	
RDC	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	1,0	2,0	2,0	5,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
TCHAD	0,5	2,0	0,0	2,5	1,0	4,0	0,0	5,0	
CEMAC	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
<b>Gestion des finances publiques</b>	<b>33,0</b>	<b>31,0</b>	<b>19,0</b>	<b>83,0</b>	<b>26,0</b>	<b>24,0</b>	<b>29,0</b>	<b>79,0</b>	<b>95,2</b>
BURUNDI	4,0	3,0	3,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
CAMEROUN	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	0,0	4,0	5,0	
CONGO	4,0	4,0	1,0	9,0	4,0	4,0	4,0	12,0	
GABON	3,0	2,0	2,0	7,0	3,0	4,0	6,0	13,0	
GUINEE-EQUATORIALE	4,0	4,0	2,0	10,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
RCA	4,0	4,0	4,0	12,0	5,0	5,0	5,0	15,0	
RDC	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	4,0	7,0	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
TCHAD	4,0	4,0	3,0	11,0	4,0	3,0	6,0	13,0	
CEMAC	4,0	4,0	0,0	8,0	4,0	2,0	0,0	6,0	
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	<b>24,0</b>	<b>10,0</b>	<b>10,0</b>	<b>0,0</b>	<b>20,0</b>	<b>83,3</b>
BURUNDI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
CAMEROUN	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
CONGO	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
GABON	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
GUINEE-EQUATORIALE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
RCA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
RDC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
TCHAD	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
<b>Statistiques des finances publiques</b>	<b>20,0</b>	<b>18,0</b>	<b>18,0</b>	<b>56,0</b>	<b>15,0</b>	<b>16,0</b>	<b>21,0</b>	<b>52,0</b>	<b>92,9</b>
BURUNDI	2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
CAMEROUN	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
CONGO	3,0	2,0	2,0	7,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
GABON	3,0	0,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
GUINEE-EQUATORIALE	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	0,0	4,0	6,0	
RCA	2,0	3,0	2,0	7,0	2,0	3,0	2,0	7,0	
RDC	1,0	2,0	2,0	5,0	3,0	4,0	4,0	11,0	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	3,0	2,0	2,0	7,0	2,0	0,0	3,0	5,0	
TCHAD	2,0	4,0	2,0	8,0	2,0	3,0	2,0	7,0	
<b>Statistiques macroéconomiques</b>	<b>21,0</b>	<b>20,0</b>	<b>20,0</b>	<b>61,0</b>	<b>13,0</b>	<b>23,5</b>	<b>4,0</b>	<b>40,5</b>	<b>66,4</b>
BURUNDI	3,0	2,0	4,0	9,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
CAMEROUN	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
CONGO	4,0	4,0	2,0	10,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
GABON	2,0	2,0	2,0	6,0	3,0	6,0	0,0	9,0	
GUINEE-EQUATORIALE	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
RCA	3,0	4,0	2,0	9,0	3,0	6,0	0,0	9,0	
RDC	4,0	4,0	4,0	12,0	2,0	2,5	2,0	6,5	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	
TCHAD	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	4,0	2,0	8,0	
<b>Gestion de la dette publique</b>	<b>15,5</b>	<b>26,0</b>	<b>17,0</b>	<b>58,5</b>	<b>17,5</b>	<b>24,5</b>	<b>13,5</b>	<b>55,5</b>	<b>94,9</b>
BURUNDI	1,5	3,0	1,0	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0	
CAMEROUN	0,5	0,0	2,0	2,5	1,0	1,5	1,5	4,0	
CONGO	2,0	4,0	0,0	6,0	3,5	6,0	4,0	13,5	
GABON	1,0	2,0	2,0	5,0	1,5	2,0	0,0	3,5	
RCA	3,0	6,0	2,0	11,0	3,5	5,0	4,0	12,5	
RDC	3,0	4,0	4,0	11,0	3,0	3,0	1,0	7,0	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	0,5	1,0	0,0	1,5	1,0	1,0	0,0	2,0	
TCHAD	3,0	6,0	4,0	13,0	3,0	6,0	2,0	11,0	
BEAC	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	1,0	2,0	
<b>Régulation et supervision bancaires</b>	<b>13,0</b>	<b>26,0</b>	<b>22,0</b>	<b>61,0</b>	<b>14,5</b>	<b>20,5</b>	<b>18,5</b>	<b>53,5</b>	<b>87,7</b>
BURUNDI	2,0	4,0	4,0	10,0	3,0	3,0	2,0	8,0	
RDC	3,0	4,0	8,0	15,0	4,0	5,0	8,0	17,0	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	
COBAC	7,0	16,0	10,0	33,0	6,5	11,5	8,5	26,5	
<b>Total MISSIONS (I)</b>	<b>128,5</b>	<b>146,0</b>	<b>140,0</b>	<b>414,5</b>	<b>114,3</b>	<b>144,5</b>	<b>123,0</b>	<b>381,8</b>	<b>92,1</b>
<b>II- SEMINAIRES REGIONAUX ET COURS</b>									
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	1,0	2,0	3,5	
Administration fiscale	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	2,0	1,0	1,0	4,0	2,0	0,5	1,0	3,5	
Gestion des finances publiques	8,0	6,0	3,0	17,0	8,0	6,0	4,0	18,0	
Gestion de la dette publique	2,5	1,0	1,5	5,0	2,5	1,5	0,0	4,0	
Régulation et supervision bancaires	2,0	2,0	4,0	8,0	2,0	2,5	3,0	7,5	
Statistiques macroéconomiques	3,0	3,0	3,0	9,0	2,5	1,0	2,0	5,5	
Statistiques des finances publiques	5,0	1,0	1,0	7,0	3,0	2,0	3,0	8,0	
<b>Total SEMINAIRES REGIONAUX ET COURS (II)</b>	<b>23,5</b>	<b>15,0</b>	<b>17,5</b>	<b>56,0</b>	<b>21,0</b>	<b>15,5</b>	<b>17,0</b>	<b>53,5</b>	<b>95,5</b>
<b>TOTAL MISSIONS ET SEMINAIRES REGIONAUX (I+II)</b>	<b>152,0</b>	<b>161,0</b>	<b>157,5</b>	<b>470,5</b>	<b>135,3</b>	<b>160,0</b>	<b>140,0</b>	<b>435,3</b>	<b>92,5</b>



ANNEXE 2  
Suivi de l'exécution du programme de travail de l'année fiscale 2018 au 30 avril 2018 par domaine

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Experts(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
											Prévues				Utilisées				
											Conseiller	ECT	Total		Conseiller	ECT	Total		
Bureau	Site			Bureau	Site														
<b>AFRITAC Centre - Administration douanière - Programme de travail du 01 mai 2017 au 30 avril 2018 - Suivi de l'exécution au 30 avril 2018</b>																			
<b>Objectif 1 :</b> Modernisation des cadres institutionnel et organisationnel des administrations douanières																			
<b>Résultats attendus :</b> Les procédures administratives douanières modernes sont légalement établies																			
CEMAC	Mission STX d'appui à la réduction des textes d'application du code des douanes	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Projet de textes d'application du nouveau code des douanes CEMAC	Les procédures douanières sont légalement établies	Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres	T2	Octobre 2017	T3	Décembre 2017	CHARLET	0,5	0,0	1,0	1,5	0,5	0,0	1,5	2,0	
CEMAC	Mission STX d'appui à la vulgarisation du code des douanes et de ses textes d'application.	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Outils didactiques et plan de diffusion du code des douanes et de ses textes d'application CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies	Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres	T4	Avril 2017	T4	Février 2018	BREMEERSCH	0,5	0,0	1,0	1,5	0,5	0,0	1,5	2,0	
CEMAC	Mission STX d'appui à la vulgarisation du code des douanes et de ses textes d'application.	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Outils didactiques et plan de diffusion du code des douanes et de ses textes d'application CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies	Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres			T4	Mars 2018	BREMEERSCH, CHARLET	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Participation de deux experts à la validation des textes d'application du code des douanes de la CEMAC à Libreville
<b>Objectif 2 :</b> Renforcement des principales fonctions des administrations douanières																			
<b>Résultats attendus 1 :</b> Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement																			
GUINEE-EQUATORIALE	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale.	T2	Aout 2017	T3	Novembre 2017	EURAN GRAHAM	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
GUINEE-EQUATORIALE	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale.			T4	Avril 2018		0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Nouvelle activité.
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale.	T3	Aout 2017	T3	Janvier 15-26, 2018	SIQUEIRA	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
<b>Objectif 2 :</b> Renforcement des principales fonctions des administrations douanières																			
<b>Résultats attendus 2 :</b> Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers																			
REGIONAL	Séminaire sur le suivi des transit et le contrôle à destination des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Guides pratiques de suivi des régimes temporaires et de contrôle des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T3	Janvier 2018	T4	Février 2018	RAMBURLUN	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	1,0	2,0	3,5	Séminaire régional à Libreville.
BURUNDI	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/évaluation des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	Octobre 2017	T3			0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	0,0	0,5	Atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre. Annulé par le pays.
CAMEROUN	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/évaluation des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T3	Novembre 2017	T1	Jun 19-30, 2017	MATTEI	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
CONGO	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/évaluation des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T1	Juillet 2017	T1	Jun 28-Juillet 07, 2017	CLAUSTRES	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
GABON	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle a posteriori et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T2	Aout 2017	T1	Juillet 17-27, 2017	MATTEI	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
GABON	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle a posteriori et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement			T4	Mars 2018		0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Nouvelle activité. Remplace celle de la RCA au T3.
RCA	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	Septembre 2017	T3	Novembre 2017	CLAUSTRES	0,3	0,0	2,0	2,3	0,3	0,0	2,0	2,3	
RCA	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T3	Décembre 2017				0,3	0,0	2,0	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée. Ressources à réaffecter pour une activité au Gabon en Mars 2018.
RDC	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/évaluation des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T1	Jun 2017	T3	Janvier 2018	MATTEI	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
TCHAD	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/évaluation des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	Septembre 2017	T1	Juillet 17-27, 2017	BOILIL	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
TCHAD	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T4	Avril 2018	T4	Février 2018	BOILIL	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires		
											Prévues			Utilisées					
											Conseiller Bureau	Site	ECT	Total	Conseiller Bureau	Site		ECT	Total
<b>AFRITAC Centre - Administration fiscale - Programme de travail du 01 mai 2017 au 30 avril 2018 - Suivi de l'exécution au 30 avril 2018</b>																			
<b>Objectif 3 :</b> Modernisation des cadres institutionnel et organisationnel des administrations fiscales																			
<b>Résultats attendus :</b> Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies																			
CEMAC	Mission STX d'appui à la rédaction des directives communautaires	Modernisation du cadre institutionnel des administrations fiscales	Outils didactiques et plan de diffusion des nouvelles directives fiscales CEMAC	Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Les pays membres appliquent effectivement et uniformément les dispositions de la directive CEMAC TVA/DA	T2	Octobre 2017				0,5	0,0	1,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée du programme. Ressources à affecter au séminaire douane de février 2018
CEMAC	Mission STX d'appui à la vulgarisation des réglementations communautaires	Modernisation du cadre institutionnel des administrations fiscales	Projet de textes d'application des directives CEMAC sur la TVA/DA	Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Les pays membres appliquent effectivement et uniformément les dispositions de la directive CEMAC TVA/DA	T4	Avril 2018				0,5	0,0	1,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée du programme. Ressources à affecter au séminaire impôts de février 2018
<b>Objectif 4 :</b> Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales																			
<b>Résultats attendus 1 :</b> Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement																			
GUINEE-EQUATORIALE	Mission LTX/STX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T2	Avril 14-25, 2017	T2	Avril 14-25, 2017	ACEDO, BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	2,0	4,5	
RCA	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T2	Avril 2017	T1	Mai 22-30, 2017	RAMAROZATOV O	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	1,0	0,0	1,5	
RCA	Mission STX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T1	Juin 2017	T3	Janvier 2018	PENANJE	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T3	Janvier 2018	T3	Novembre 2017	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Mission STX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T4	Février 2018	T3	Novembre 2017	HICKMANN	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Visite d'immersion professionnelle des cadres au Cap Vert	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations fiscales est modernisé	L'administration de Sao Tomé-et-Principe s'est appropriée des meilleures pratiques et une agence semi-autonome.	L'organisation mise en place permet une mise en oeuvre efficace des stratégies et réformes			T3	Janvier 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Activité ajoutée en cours d'exercice.
TCHAD	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T2	Octobre 2017	T2	Octobre 9-20, 2017	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
<b>Résultats attendus 2 :</b> Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques																			
REGIONAL	Séminaire sur le renforcement de la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières et fiscales	Programmes de contrôles basés sur les principaux risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	Janvier 2018	T4	Février 2018	BAZAHICA	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5	Séminaire régional à Yaoundé.
REGIONAL	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière de gestion macroéconomique	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T4	Mars 2018	T4	Mars 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
BURUNDI	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	Avril 2018				0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre annulé.
CAMEROUN	Mission STX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T1	Juillet 2017	T3	Novembre 2017	MADEC	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
CAMEROUN	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	Janvier 2018	T2	Septembre 20 - Octobre 03, 2017	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	Participation à la mission du département des finances publiques du FMI.
CAMEROUN	Mission LTX sur le suivi de la mise en oeuvre des actions de renforcement des recettes fiscales	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes			T4	mars-18	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0	0,0	2,5	Nouvelle activité.
CONGO	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T2	Octobre 2017	T3	Novembre 2017	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
GABON	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 10-14, 2017	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	0,0	1,5	
GABON	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T2	Septembre 2017	T1	Juillet 17-21, 2017	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	0,0	1,5	
GABON	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	Novembre 2017	T2	Avril 1-11, 2017	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	2,0	0,0	2,5	Participation à la mission du département des finances publiques du FMI.
GABON	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	Mars 2018	T4	Mars 2018	BAZAHICA	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	0,0	1,5	
GABON	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes			T4	Février 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	1,5	Activité ajoutée en cours d'exercice.

GABON	Mission STX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T2	Octobre 2017	T4	Mars 2018	JARRY-BOUABID	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
GABON	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes			T4	Avril 2018	BAZAHICA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	1,5	Activité ajoutée en cours d'exercice.
RCA	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	Décembre 2017	T3	Janvier 2018	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
RCA	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	Avril 2018				0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée
RCA	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes						0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité ajoutée en cours d'exercice mais annulée suite aux restrictions de missions.
RDC	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	Février 2018	T3	Janvier 2018	BAZAHICA	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
TCHAD	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes			T4	Avril 2018	PENANJE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0	0,0	2,5	Nouvelle activité. Remplace celle de la RCA du T4.

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
											Prévues				Utilisées				
											Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site																
<b>AFRITAC Centre - Gestion des finances publiques - Programme de travail du 01 mai 2017 au 30 avril 2018 - Suivi de l'exécution au au 30 avril 2018</b>																			
<b>Objectif 1 : Améliorer le cadre légal des finances publiques</b>																			
CEMAC	Appui à l'avis de conformité de la CEMAC	Harmoniser le cadre des finances publiques des pays de la CEMAC	Lettre transmettant les observations sur les projets de textes assortis des propositions d'amélioration Complie rendu des séminaires CEMAC	Les textes adoptés sont alignés sur les directives et conformes aux spécificités des états membres.	Délais et qualité des avis de conformités délivrés par la C/CEMAC	T1	Mai 2017	T1, T2	Mai, Juin, et Octobre 2017	TURENNE, TOURE	4,0	4,0	0,0	8,0	2,0	0,0	0,0	2,0	Observations des textes du Cameroun et de la République du Congo. Deux avis de conformité produits.
CEMAC	Participation aux ateliers régionaux de la CEMAC	Participer aux séminaires de la CEMAC	Les communications sont délivrées.	Le renforcement des capacités des cadres et des institutions				T1	Mai, Juin, 2017	TURENNE, TOURE	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
INTER-REGIONAL	Appui à l'organisation de la fonction budgétaire et comptable	Harmoniser les pratiques favorisant les échanges et expériences pays sur les meilleures pratiques	Recommandations	Impulsion des réformes organisationnelles		T3	Janvier 2018	T4	Février 2018	TOURE, TURENNE, DAGGUES	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	Séminaire conjoint AFRITAC Centre et AFRITAC Ouest à Abidjan.
REGIONAL	FOHBAC - Renforcement de la fonction budgétaire face aux défis des réformes et des programmes économiques et fiscaux	Favoriser les échanges sur les meilleures pratiques	Identification et justification des services budgétaires.	Impulsion des Réformes organisationnelles des services budgétaires	Nombre de pays ayant adopté l'organisation des services budgétaires	T4	Février 2018	T4	Avril 2018	TOURE, TURENNE, MARSCHSET	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Visite exploratoire en prévision de l'intégration à AFC	Identifier les besoins d'assistance technique	Rapport	Plan d'action		T2	Avril 2017	T2	Septembre 25-30, 2017	TURENNE, TOURE	2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	2,0	0,0	4,0	Un plan d'action a été élaboré et comporte plusieurs axes : préparation du budget, gestion des investissements, suivi des marchés publics et la gestion de la trésorerie.
<b>Objectif 2 : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus lisible et plus exhaustif</b>																			
CONGO	Production des documents budgétaires conformes à la loi	Améliorer la qualité des documents budgétaires	Fixation des Macro processus et des formats des documents budgétaires	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Amélioration de la documentation budgétaire	T2	Septembre 2017	T3	Novembre 2017	TOURE, KOBOUTOURE	2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
GABON	Mission FAD au GABON	Améliorer la surveillance financière des établissements et entreprises publics						T1	Mai 9-19, 2017	TOURE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	2,0	
GABON	Dernière mission sur les opérations financières sur les ressources affectées et la tutelle des Etablissements Publics	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Inventaire des affectations non intégrées dans la loi de finances et propositions de prise en charge	Amélioration de la documentation budgétaire	Amélioration de la présentation de la loi de finances et de ses annexes	T1	Juin 2017	T1	Juillet 3-14, 2017	TOURE, DEHOVE	3,0	2,0	2,0	7,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Création d'un nouveau comité d'affectation spéciale
GUINEE-EQUATORIALE	Appui à la préparation du budget	Rendre disponible une documentation budgétaire conforme à la Directive CEMAC 2011 relative à la loi de Finances	Plan d'action pour l'amélioration de la documentation budgétaire	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Le projet de loi de finances et ses annexes	T2	Octobre 2017	T2	Octobre 23-27, 2017	TURENNE, TOURE	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	Cette mission a été transformée en mission exploratoire afin de recenser les besoins d'assistance technique à intégrer au programme d'AFC.
RCA	Pilotage de la préparation et de l'exécution du budget et des documents budgétaires	Respecter les normes de qualité du processus et des documents budgétaires	Fixation des Macro processus et des formats des documents budgétaires	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Disponibilité des instruments de pilotage de la préparation et de l'exécution du budget	T3	Décembre 2017	T3	Décembre 2017	TOURE, YOUGBARE	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
RDC	Intégration des opérations sur ressources affectées dans la loi de finances	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Identification des opérations sur ressources affectées dans la loi de finances et respect des procédures par rapport à leur utilisation	Documentation budgétaire conforme à la loi relative à la loi de finances	Amélioration de la loi de finances et ses annexes	T1	Juillet 2017	T2	Avril 01-12, 2017	DEHOVE, YOUGBARE, TOURE	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	4,0	7,0	
TCHAD	Elargissement de la couverture du budget au fonds affectés et amélioration de la tutelle financière des organismes publics	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la loi de finances et propositions de rebudgetisation	Amélioration de la documentation budgétaire	Présentation de la loi de finances et de ses annexes	T1	Avril 2017	T2	Avril 16-28, 2017	DEHOVE, YOUGBARE, TOURE	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	4,0	8,0	Présentation des opérations budgétaires dans la loi de finances en y intégrant les opérations sur ressources affectées.
<b>Objectif 3 : Améliorer l'exécution budgétaire et comptable et le contrôle</b>																			
REGIONAL	Séminaire sur le suivi des l'exécution budgétaire et comptable	Améliorer le suivi de l'exécution du budget et de la chaîne de la dépense et de la dette	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs en charge du suivi budgétaire et comptable et de la dette	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2017-18	T2	Octobre 2017	T3	Novembre 2017	TOURE, TURENNE, KOBOUTOURE, LIMMOUNI	4,0	2,0	1,0	7,0	4,0	2,0	2,0	8,0	Séminaire régional organisé à Libreville
BURUNDI	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les ministères ordonnateurs de budgets	Atténuer les risques liés à la déconcentration de la fonction d'ordonnancement	Plan d'action ministériel	Mise en place du contrôle interne budgétaire dans les ministères prioritaires		T3	Novembre 2017				2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Atelier technique annuel.
BURUNDI	Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la chaîne de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Production des documents comptables de base, meilleure maîtrise du suivi de la trésorerie	Faibilisation des documents comptables (Balance) mise en place d'un plan de trésorerie	Amélioration de la gestion de trésorerie	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 3-7, 2017	KOBOU, ROUMEGAS, TURENNE	2,0	1,0	1,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Le pays n'a pas participé à l'atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre.
CAMEROUN	Amélioration et faibilisation des comptes	Régulariser et apurer les comptes d'attente et financiers	Plan d'apurement des CIP en 2017	Automatiser l'apurement des opérations anciennes	Les opérations susceptibles d'être prescrites sont régularisées.	T1	Mai 2017	T1	Mai 15-26, 2017	PICARD, ROUMEGAS	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	0,0	4,0	5,0	
CONGO	Production des états comptables	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Plan d'action prioritaire sur la comptabilité et la gestion de la trésorerie	Restauration progressive des fondamentaux de la comptabilité et gestion de la trésorerie	Plan d'action comptabilité et gestion trésorerie validé	T1	Juillet 2017	T3	Novembre 2017	TURENNE, ROUMEGAS	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
GABON	Travaux de faibilisation de la gestion de trésorerie	Consolidation des soldes de trésorerie au travers du CUT	Modalités de consolidation	Centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT	PEFA 21-1			T4	Mars 2018	LIMMOUNI, WAZOUMI	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	4,0	6,0	
GUINEE-EQUATORIALE	Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la chaîne de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Les communications délivrées et les recommandations de l'atelier	Les capacités des participants sont renforcées en matière de comptabilité générale	Production des balances et documents comptables	T1	Juillet 2017				2,0	2,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Le pays n'a pas participé à l'atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre.
RCA	Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Suivi du plan d'actions sur la gestion budgétaire - Documents budgétaires type élaborés	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités	Taux de mise en œuvre du plan d'action	T3	Décembre 2017	T3	Décembre 2017	TURENNE, ROUMEGAS	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	

<b>RCA</b>	Atelier technique délocalisé							T4	Mars 2018	YOUNGARE. TOURE	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	3,0	Atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre
<b>TCHAD</b>	Atelier comptabilité - Poursuite des travaux de fiabilisation de la balance des comptes - suivi des instances de paiement	Améliorer l'image fidèle comptable et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Suivi du plan d'action de fiabilisation de la comptabilité de l'Etat - méthodologie et outils de suivi des arriérés de paiement	Automatiser et fiabiliser les comptes de l'Etat pour une meilleure qualité comptable	Amélioration du niveau des indicateurs de qualité de la balance générale et de la documentation comptable	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 3-7, 2017	KOBOU. ROUMEGAS. TURENNE	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Renforcement des capacités en gestion et documentation comptable de six cadres du Tchad.

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
											Prévues				Utilisées				
											Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site																
<b>AFRITAC Centre - Analyse et prévisions macrobudgétaires - Programme de travail du 01 mai 2017 au 30 avril 2018 - Suivi de l'exécution au 30 avril 2018</b>																			
<b>Objectif 1 :</b> Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, credible et basé sur des politiques Le cadre macro-budgétaire à moyen terme qui guide la préparation du budget est plus credible																			
<b>Résultats attendus :</b> Evaluation des travaux sur les risques macro-budgétaires et identification des besoins de la fonction macro-budgétaire																			
CAMEROUN	Renforcement de la fonction macrobudgétaire ainsi que de l'identification et du suivi des risques budgétaires	Renforcement de la fonction macrobudgétaire	Taxinomie des risques macrobudgétaires et Plan d'actions 2018-2022 pour le renforcement de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires	Les besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans ce domaine sont recensés	Rapport de mission	T3	Décembre 2017	T4	Mars 05-16, 2018	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
CONGO	Formation PPF et identification des besoins de la fonction macro-budgétaire	Renforcement de la fonction macrobudgétaire	Supports de cours et Plan d'actions 2018-2022 pour le renforcement de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires	Les besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans ce domaine sont recensés	Rapport de mission			T4	Mars 2018	KAMGNA	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	4,0	Mission back to Back avec une mission d'ICD sur la formation en Programmation et Politiques Financières (PPF).
GABON	Renforcement des capacités du Comité technique de cadrage macroéconomique et budgétaire	Renforcement de la fonction macrobudgétaire	Plan d'actions 2018-2022 pour le renforcement de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires	Les besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans ce domaine sont recensés	Rapport de mission	T3	Novembre 2017	T3	Janvier 08-19, 2018	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
RCA	Formation PPF et identification des besoins de la fonction macro-budgétaire	Renforcement de la fonction macrobudgétaire	Supports de cours et Plan d'actions 2018-2022 pour le renforcement de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires	Les besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans ce domaine sont recensés	Rapport de mission	T3	Janvier 2018	T4	Février 12-23, 2018	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	Mission back to Back avec une mission d'ICD sur la formation en Programmation et Politiques Financières (PPF).
TCHAD	Diagnostic du modèle SIGNET et identification des besoins de la fonction macro-budgétaire	Renforcement de la fonction macrobudgétaire	Plan d'actions 2018-2022 pour le renforcement de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires	Les besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans ce domaine sont recensés	Rapport de mission	T4	Février 2018	T3	Janvier 22- Février 03, 2018	KAMGNA	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
<b>Objectif 2 :</b> Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires																			
<b>Résultats attendus :</b> Analyse et présentation des risques macroéconomiques et budgétaires sont renforcés.																			
REGIONAL	Séminaires de haut niveau d'échanges sur les défis dans le domaine de l'analyse et de la prévision macroéconomique et budgétaire	Echanger sur les besoins de renforcement des capacités institutionnelles, stratégiques, méthodologiques, et opérationnelles de la fonction macrobudgétaire	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation les acteurs sur les défis de la fonction macrobudgétaire et les axes d'intervention de AFC	Rapport du Seminaire	T4	Février 2018	T4	Avril 23-24, 2018	KAMGNA	2,0	1,0	1,0	4,0	2,0	0,5	1,0	3,5	STX à rechercher Participation d'un macro-fiscaliste de FADIMZ et du LTX PFM-budget
REGIONAL	Cours régional sur l'analyse et la prévision budgétaire (APB)	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière d'analyse et de prévision budgétaire.	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T3	Décembre 2017				0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
											Prévues				Utilisées				
											Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site																
<b>AFRITAC Centre - Statistiques des finances publiques Programme de travail du 01 mai 2017 au 30 avril 2018 - Suivi de l'exécution au 30 avril 2018</b>																			
<b>Objectif 1 :</b> Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise des décisions																			
<b>Objectif 2 :</b> Appuyer les pays de l'AFIC à l'amélioration de la transparence des statistiques financières, en participant au Système Général de Données du FMI (e-GDDS en Anglais)																			
Amélioration de la capacité du personnel grâce à la formation, en particulier sur l'élaboration de données de source, les méthodes de compilation et de diffusion des statistiques des finances publiques ;																			
<b>Résultats attendus :</b> Les données sont complètes à l'aide de techniques statistiques appropriées, y compris le traitement des données-source et/ou l'examen et la validation des données auxiliaires et les statistiques qui en résultent (DQAF 3.3 et/ou 3.4) ; Une nouvelle série de statistiques est élaborée et diffusée en même et/ou au grand public.																			
REGIONAL	Séminaire régional	Appui à la mise en oeuvre du nouveau cadre d'analyse minimum de la Directive No. 5 du TOFE de la CEMAC, Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014 par le Burundi et la RDC	Des cas pratiques portant sur des parties du TOFE; Actualisation des plans d'action d'adoption du MSFP 2014	Discussion entre les participants et un niveau plus approfondi de maîtrise de la méthodologie du MSFP 2014	Plan d'actions actualisé; TOFE experimental par pays	T4	Avril 2018	T4	Avril 2018	ZARCO, CASRILLON, JABLONSKA, GAHIZI	5,0	1,0	1,0	7,0	2,0	1,0	3,0	6,0	
REGIONAL	Séminaire régional d'AFRITAC EAST sur les statistiques des finances publiques (Zanzibar)	Appui au Burundi sur la rédaction du Manuel de procédures sur le traitement des PPPs.	Le chapitre (texte) du Burundi du traitement des PPPs dans les SFPs	Une procédure détaillée de traitement des PPPs dans les SFPs.	Un recueil des procédures de traitement des PPPs dans les SFPs (Block de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Est).			T3	Novembre 2017	GAHIZI	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0	Nouvelle activité à Zanzibar en TANZANIE. Participation du Conseiller Résident.
BURUNDI	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	Octobre 2017				2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée au profit de la RDC.
CAMEROUN	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T3	Novembre 2017	T3	Novembre 6-17, 2017	MARIE	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
CONGO	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	TOFEs des exercices 2013-15, incluant sous-secteurs des extrabudgétaires/ sécurité sociale et collectivités locales	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2013-2015	TOFEs 2013-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T2	Avril 2017	T2	Septembre 25- Octobre 06, 2017	GAHIZI, MARIE	3,0	2,0	2,0	7,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
GABON	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	TOFEs des exercices 2013-15, incluant sous-secteurs des extrabudgétaires/ sécurité sociale et collectivités locales	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T2	Octobre 2017	T3	Janvier 15-26, 2018	GAHIZI, MARIE	3,0	0,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
GUINEE-EQUATORIALE	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en oeuvre du MSFP 2014	Un tableau de passage et un fichier-Assistant à l'élaboration des SFP base MSFP 2014	T1	Juillet 2017	T3	Décembre 2017	ZARCO, CASTRILLON	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
GUINEE-EQUATORIALE	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en oeuvre du MSFP 2014	Un tableau de passage et un fichier-Assistant à l'élaboration des SFP base MSFP 2014	T4	Février 2018	T4	Avril 2-6, 2018	ZARCO	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
RCA	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T1	Juin 2017	T1	Juin12-23, 2017	SAWADOGO	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
RCA	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T4	Février 2018	T4	Février 5-16, 2018	GAHIZI	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0	
RDC	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 10-21, 2017	GAHIZI, BESNARD	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
RDC	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014			T4	Février 2018	MARIE	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Nouvelle activité au profit de la RDC.
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en oeuvre du MSFP 2014	Un tableau de passage et un fichier-Assistant à l'élaboration des SFP base MSFP 2014	T1	Juillet 2017	T2	Avril 28 - Septembre 01, 2017	BRANCO	2,0	1,0	1,0	4,0	1,0	0,0	1,0	2,0	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en oeuvre du MSFP 2014	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T2	Octobre 2017	T3	Janvier 2018	BRANCO	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
TCHAD	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T2	Septembre 2017	T3	Octobre 16-27, 2017	GAHIZI, BESNARD	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
TCHAD	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T4	Mars 12-16, 2018	T4	Mars 2018	GAHIZI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires		
											Prévues				Utilisées						
											Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total			
Bureau	Site	Bureau	Site																		
<b>AFRITAC Centre - Statistiques macroéconomiques - Programme de travail du 01 mai 2017 au 30 avril 2018 - Suivi de l'exécution au 30 avril 2018</b>																					
<b>Objectif 1 :</b> Les comptes nationaux annuels																					
<b>Résultats attendus :</b> Des comptes nationaux à jour																					
BURUNDI	Appui à la préparation des burundais en vue du passage au SCN 2008	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées aux comptes	T3	Janvier 8-19, 2018					2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.	
CONGO	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T3	Décembre 2017	T3	Décembre 4-15, 2017	GBOSSA		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0		
CONGO	Appui aux travaux de comptes définitifs 2014	Suivi des travaux	Comptes définitifs 2014 - Tableaux des ressources et des emplois (TRE)	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	Juillet 2017					1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.	
CONGO	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008 et formation au SCN 2008 lié aux nomenclatures	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T4	Mars 2018					2,0	2,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.	
GABON	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'élaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T1	Mai 2017	T1	Mai 30-Juin 9, 2017	GBOSSA		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0		
GABON	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'élaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées			T1	Juillet 24-Août 4, 2017	GBOSSA		0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Activité ajoutée au cours de l'année fiscale 2018.	
GABON	Calcul des indicateurs économiques IPI, IPPI, etc.	Mise en place des indicateurs économiques pour les comptes nationaux	indicateurs IPI, IPPI etc.	Reprise du calcul de l'IPI et IPPI	Nombre de personnes formées	T2	Août 2017	T4	Mars 2018	GBOSSA		1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Activité maintenue en mars 2018.	
GUINEE-EQUATORIALE	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T2	Août 2017	T4	Février 2018	GBOSSA		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0		
RCA	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'élaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T2	Août 2017	T1	Mai 2-12, 2017	GBOSSA		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0		
RCA	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires et formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2013-2015 sont disponibles	Les comptables nationaux maîtrisent la méthode des comptes provisoires et sont formés au SCN 2008	Nombre de personnes formées	T3	Novembre 2017	T2	Septembre 18-29, 2017	GBOSSA		2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	0,0	3,0		
RCA	Revue de l'IPI, IPPI	Mise à jour du calcul des indicateurs	indicateurs IPI, IPPI etc.	Reprise du calcul de l'IPI et IPPI	Nombre de personnes formées	T4	Avril 2-13 / 2018	T4	Mars 2018	GBOSSA		0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Réintégration de mission. Formation des cadres.	
RDC	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T2	Octobre 2017	T4	Avril 2018	STX		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Réintégration de mission. Formation des cadres.	
RDC	Appui aux travaux de comptes définitifs 2014	Suivi des travaux	Comptes définitifs 2014 - Tableaux des ressources et des emplois (TRE)	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 10-21, 2017	GBOSSA		1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0		
RDC	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liée aux nomenclatures	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T4	Mars 2018					2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Comptes nationaux provisoires	Mission diagnostique sur les comptes nationaux	Complétion des comptes nationaux	Feuille de route pour les activités en comptabilité nationale	Programme de travail	Rapport de mission	T3	Décembre 2017	T3	Janvier 22-26, 2017	GBOSSA		1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	
TCHAD	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T3	Décembre 2017	T2	Septembre 4-15, 2017	GBOSSA		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0		
TCHAD	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liée aux nomenclatures	Mise en place des nomenclatures et tables de passage	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T4	Avril 2018	T3	Novembre 20 - Décembre 01, 2017	GBOSSA, FOUKING		1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0		
<b>Objectif 2 :</b> Comptes nationaux trimestriels																					
<b>Résultats attendus :</b> Mise en place des indicateurs - esquisses de comptes trimestriels pour les années passées																					
BURUNDI	Comptes nationaux trimestriels.	Finalisation des comptes nationaux trimestriels aux prix courants (optique demande) : T1 2005 - T4 2015	Une série de comptes nationaux trimestriels est disponible	Les comptables nationaux sont formés à la méthode retenue	Nombre de personnes formées	T4	Mars 5-16, 2018					1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.	
CAMEROUN	Finalisation des travaux sur les indicateurs / Travaux améliorant les comptes nationaux	Fiabiliser les données de comptabilité nationale	Publications à jour	Comptes nationaux à jour	Nombre de personnes formées aux comptes	T4	Avril 2018					1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité en réserve annulée.	
<b>Objectif 3 :</b> Renforcement des capacités																					
<b>Résultats attendus :</b> Formation des cadres aux travaux de comptabilité nationale																					
REGIONAL	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	Renforcer les capacités et coordonner l'assistance technique	Programme coordonné d'assistance technique	Echanges d'information sur les programmes des uns et des autres	l'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T2	Octobre 2017	T2	Octobre 9-13, 2017	GBOSSA		0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	0,0	0,0	0,5	Le conseiller résident a préparé la mission mais n'a pu participer au séminaire à cause de la suspension des missions dans le pays hôte du séminaire.	
REGIONAL	Séminaire formation au SCN 2008 - Nomenclatures, Collecte et modèles de traitement des sources	Renforcer la capacité des comptables nationaux à élaborer les comptes nationaux	Modèle de nomenclatures, Méthodes de traitement	La compréhension du système de comptabilité nationale par les cadres nationaux est renforcée	l'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T4	Février 5-9, 2018	T4	Février 5-9, 2018	GBOSSA		2,0	1,0	3,0	6,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Séminaire régional à Malabo	
REGIONAL	Séminaire CEMAC / CEEAC	Participation du Conseiller	Coordination		l'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T3	Janvier 2018					0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée.	
RDC	Séminaire pays STA sur la balance des paiements	Participation du Conseiller	Coordination		L'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants			T2	Octobre 2017	GBOSSA		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	Activité ajoutée au programme	

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
											Prévues				Utilisées				
											Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site																
<b>AFRITAC Centre - Gestion de la dette publique - Programme de travail du 01 mai 2017 au 30 avril 2018 - Suivi de l'exécution au 30 avril 2018</b>																			
<b>Objectif 1 : Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT)</b>																			
BURUNDI	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays.	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T1	Juillet 2017				1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée en raison de la situation sécuritaire du pays
CONGO	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays.	Les agents produisent un premier document de SDMT pays.	T2	Octobre 2017	T4	Avril 2018	SOLTANI, SCIPIONI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Appropriation de l'outil SDMT
RDC	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays.	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T2	Acot 2017	T3	Novembre 2017	SOLTANI, SCIPIONI	1,0	2,0	2,0	5,0	1,5	1,0	1,0	3,5	Atelier technique délocalisé au siège d'AFRITAC Centre.
TCHAD	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays.	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T3	Décembre 2017	T3	Novembre 2017	SOLTANI, IBOKLENE	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Appropriation de l'outil SDMT
<b>Objectif 2 : Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette</b>																			
BURUNDI	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables d'identifier et mesurer les différents risques d'un portefeuille de dette et proposer des mesures pour atténuer ces risques	Les agents produisent les premiers bulletins et rapports de la dette	T4	Mars 2018				0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée en raison de la situation sécuritaire du pays
CAMEROUN	Assistance/formation sur l'utilisation des produits dérivés	Renforcement des capacités des agents de gestion de la dette sur l'utilisation des produits dérivés dans la couverture des risques financiers liés au portefeuille de la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les agents sont formés sur les préalables à l'utilisation des produits dérivés en gestion de la dette ainsi que les mécanismes et les enjeux liés à leur utilisation.	Préalables identifiés et nombre de cadres formés.	T4	Mars 2018	T4	Mars 2018		0,5	0,0	2,0	2,5	1,0	1,5	1,5	4,0	Appropriation des techniques de couverture des risques financiers
RCA	Formation sur l'identification et la gestion des sources de vulnérabilité d'un portefeuille de dette	Appropriation des techniques d'évaluation et de gestion des risques d'un portefeuille de dette	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables d'identifier et mesurer les différents risques d'un portefeuille de dette et proposer des mesures pour atténuer ces risques	Le nombre de cadres formés	T2	Septembre 2017	T4	Avril 2018	SOLTANI, IBOKLENE	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	1,0	2,0	4,5	Un expert court terme va se joindre à cette activité.
RCA	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T4	Février 2018	T2	Octobre 2017	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Production d'un bulletin de la dette pour le premier semestre 2017.
RDC	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T1	Mai 2017	T1	Mai 22-Juin 02, 2017	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	2,0	0,0	3,5	Production du rapport annuel de gestion de la dette pour l'année 2016 et d'un bulletin de la dette pour le premier semestre 2017.
TCHAD	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent les premiers bulletins périodique et rapport annuel de la dette	T1	Juin 2017	T1	Juin 5-15, 2017	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Production du rapport annuel de gestion de la dette pour l'année 2016 et d'un bulletin de la dette pour le premier semestre 2017.
<b>Objectif 3 : Renforcer les capacités en termes d'Analyse de Viabilité de la Dette</b>																			
REGIONAL	Atelier régional sur l'analyse de viabilité de la dette, organisé en collaboration avec le siège (département SPR).	Renforcer les capacités et les connaissances des agents en matière d'AVD et des nouvelles directives du FMI en matière de limites d'endettement public.	Support de formation sur les concepts d'AVD et cas pratiques	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont sensibilisés sur les nouvelles directives du FMI en matière de limites d'endettement public.	Nombre des agents formés et évaluation de l'atelier.	T1	Juillet 2017	T1	Juillet 17-21, 2017	SOLTANI	2,5	1,0	1,5	5,0	2,5	1,0	0,0	3,5	Réalisation d'une analyse de viabilité de la dette avec l'outil AVD-PFR
GABON	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette MAC-DSA	Assister les agents à s'approprier les fondements théoriques sous-tendant l'AVD et l'utilisation de l'outil MAC-DSA. Sensibiliser les agents à l'importance de l'AVD dans les politiques budgétaires et de gestion de la dette.	Support de formation sur les concepts et l'outil d'AVD.	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Le nombre de cadres formés	T3	Novembre 2017	T2	Octobre 2-6, 2017	SOLTANI	1,0	2,0	2,0	5,0	1,5	2,0	0,0	3,5	Réalisation d'une analyse de viabilité de la dette avec l'outil AVD-PAM.
<b>Objectif 4 : Développer le marché domestique de la dette intérieure</b>																			
BEAC	Titrisation de la dette publique intérieure.	Appuyer la BEAC à établir le cadre juridique et les procédures et conditions de titrisation de la dette publique intérieure, y compris la dette des pays membres de la BEAC.	Rapport de mission	un projet de texte est élaboré et un plan d'action est proposé.	présentation d'un projet de texte sur la titrisation	T4	Février 2018	T4	Avril 2018	EXPERT	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	1,0	2,0	Un projet de texte a été élaboré.
RDC	Appui à l'élaboration du cadre juridique du marché des titres de l'Etat	Appuyer les autorités à compléter les différents textes juridiques et réglementaires nécessaires pour le lancement et bon fonctionnement du marché des titres de l'Etat.	Projet de textes et rapport de mission	Le cadre juridique du marché est élaboré	Adoption des textes par les autorités et lancement du marché des titres de l'Etat.	T4	Avril 2018				1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée en raison de la situation sécuritaire du pays.

Objectif 5 : Accompagner les pays dans le développement du marché des Sukuk																			
TCHAD	AT sur l'identification des préalables pour l'émission des SUKUK	Assister les autorités à identifier les préalables réglementaires, institutionnels et techniques pour l'émission des SUKUK. Former le personnel sur la structuration et la gestion de ces émissions.	Rapport de mission et support de formation;	Les préalables sont identifiés, un plan d'action est élaboré et les agents se sont familiarisés au processus d'émission des SUKUK;	Un plan d'action est élaboré	T3	Décembre 2017	T4	Mars 2018	SOLTANI	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Un plan d'actions est préparé.
Objectif 6 : Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette																			
CONGO	Appui à la dynamisation du comité de coordination des activités de la dette.	Réviser le texte régissant l'organisation, la composition et la mission du CNDP et proposer des mesures capables de le rendre opérationnel.	Un nouveau projet de texte sur le CNDP	Les autorités sont sensibilisées sur l'importance du CNDP dans le processus d'endettement;	le texte sur le CNDP est révisé et le CNDP devient opérationnel;	T3	Janvier 2018	T3	Janvier 2018	SOLTANI	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	2,0	0,0	3,5	Une feuille de route est préparée et les textes sont révisés. Le CNDP est réactivé.
CONGO	Appui à la dynamisation du comité de coordination des activités de la dette.	Réviser le texte régissant l'organisation, la composition et la mission du CNDP et proposer des mesures capables de le rendre opérationnel.	Un nouveau projet de texte sur le CNDP	Les autorités sont sensibilisées sur l'importance du CNDP dans le processus d'endettement;	le texte sur le CNDP est révisé et le CNDP devient opérationnel;			T4	Mars 2018	SOLTANI, STX	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Nouvelle Activité - Mars 2018
RCA	Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	Appuyer les autorités à moderniser le cadre juridique et institutionnel de la dette pour le rendre conforme aux meilleures pratiques internationales.	Rapport de mission incluant le projet de textes des réformes	Le plan d'action identifié est mis en application et les textes des réformes sont élaborés.	les réformes sont approuvées et mises en place par les autorités	T3	Novembre 2017	T3	Janvier 2018	SOLTANI, STEVLAERS	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Le cadre juridique de la dette est révisé.
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Evaluation des besoins d'assistance technique en gestion de la dette	Procéder à l'état des lieux de la situation de la gestion de la dette; évaluer les besoins en assistance technique et élaborer un programme d'activité pour répondre à ces besoins	Rapport de mission	Programme d'activité de l'assistance technique qui sera fournie par AFC	Le programme d'assistance technique est élaboré	T4	Février 2018	T3	Décembre 2017	SOLTANI	0,5	1,0	0,0	1,5	1,0	1,0	0,0	2,0	Les besoins en AT sont identifiés et un programme d'activités est préparé.
REGIONAL	Séminaire régional LIC DSF							T3	Décembre 2017	SOLTANI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
											Prévues				Utilisées				
											Conseiller		ECT		Conseiller		ECT		
Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site												
<b>AFRITAC Centre - Régulation et supervision bancaires - Programme de travail du 01 mai 2017 au 30 avril 2018 - Suivi de l'exécution au 30 avril 2018</b>																			
<b>Objectif 1 :</b> Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales																			
COBAC	Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (1)	1e étape (i) Réviser l'existant, analyser les besoins et déterminer les orientations du projet. (ii) Planification des étapes du projet.	Rapport de mission, relevé des orientations du projet, programme détaillé du projet	La COBAC dispose d'une vision claire des enjeux et des étapes du projet.	Rapport de mission, relevé des orientations du projet, programme détaillé du projet	T1	Jun 2017	T2	Jun 01-09, 2017	Bruno FLANCHEC, Alexis BOHER	0,5	1,5	1,5	3,5	0,5	1,5	1,5	3,5	
COBAC	Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (2)	2e étape (iii) Formation des superviseurs au contrôle consolidé et aux normes IFRS pertinentes.	Rapport de mission, supports de formation	Les superviseurs de la COBAC sont formés à la supervision sur base consolidée, selon le référentiel IFRS applicable aux groupes bancaires. Projet à poursuivre en FY 2019.	Rapport de mission, supports de formation	T3	Janvier 2018				0,5	2,0	2,0	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée du fait de l'indisponibilité de la COBAC. La mission sera reprogrammée en FY 2019.
COBAC	Renforcer la supervision des émetteurs de monnaie électronique et des transactions par téléphone mobile (1)	1e étape (i) Faire un diagnostic des activités innovantes et des enjeux liés à l'usage de nouveaux moyens de paiement. (ii) Proposer un nouveau cadre de supervision pour la nouvelle catégorie d'établissements agréés.	Rapport de mission, canevas de proposition d'adaptation du règlement relatif à l'agrément, clarification des étapes suivantes du projet.	Une nouvelle catégorie d'établissement est instituée. Les étapes suivantes du projet sont programmées. Projet à poursuivre en FY 2019.	Rapport de mission, canevas de proposition d'adaptation du règlement relatif à l'agrément, clarification des étapes suivantes du projet.	T2	Septembre 2017	T2	Octobre 02-06, 2017	Marc ANDRIES, Alexis BOHER	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	
COBAC	Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (2)	2e étape (iii) Formation des superviseurs au contrôle consolidé et aux normes IFRS pertinentes.	Rapport de mission, supports de formation	Les superviseurs de la COBAC sont formés à la supervision sur base consolidée, selon le référentiel IFRS applicable aux groupes bancaires. Projet à poursuivre en FY 2019.	Rapport de mission, supports de formation	T2	Octobre 16-27, 2017	T2	Octobre 16-27, 2017	Bruno FLANCHEC, Alexis BOHER	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Le thème de cette mission a été modifié à la demande de la COBAC (précédent thème : révision de la réglementation prudentielle applicable aux IMF). La mission a révisé les projets de modèles d'états financiers consolidés.
RDC	Refondre la réglementation prudentielle relative à l'agrément des établissements et des dirigeants	1e étape : revue de l'existant, détermination des dispositions à modifier ou à compléter, élaboration des canevas détaillés des nouveaux règlements. Projet à poursuivre en FY 2019 (révision des projets, dossier d'agrément, méthodologie)	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	Les nouveaux règlements sont prêts à être finalisés par la BCC	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	T4	Février 12-23, 2018	T4	Février 12-23, 2018	Jean-François BOUCHARD, Alexis BOHER	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Le thème de cette mission a été modifié à la demande de la BCC : révision des instructions relatives à la gestion des risques et à la gouvernance. Le traitement du thème relatif à l'agrément a été engagé mais sera poursuivi en FY 2019. La mission a été délocalisée à Libreville en raison de la suspension des missions, sans changement de durée.
RDC	Refondre la réglementation prudentielle relative au contrôle interne	1e étape : revue de l'existant, détermination des dispositions à modifier ou à compléter, élaboration des canevas détaillés des nouveaux règlements. Projet à poursuivre en FY 2019 (révision des projets, méthodologie)	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	Les nouveaux règlements sont prêts à être finalisés par la BCC	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	T2	Septembre 4-15, 2017	T1	Juliet 17-28, 2017	Jean-François BOUCHARD, Alexis BOHER	0,0	0,0	2,0	2,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Une nouvelle mission a été ajoutée à la demande de la BCC : révision des instructions relatives au contrôle interne et à la gestion des risques. Ce thème étant prioritaire, la formation prévue à cette période a été annulée.
SAO TOME ET PRINCIPE	Prendre contact avec la banque centrale de STP pour engager la stratégie d'assistance technique de l'AFC à l'égard de ce pays nouvellement rattaché	Évaluer les besoins d'assistance technique en régulation et supervision bancaire, de façon à proposer un programme pluri-annuel sous l'égide de l'AFC	Rapport de mission	Identification des thématiques devant faire l'objet d'une AT.	Rapport de mission	T3	Décembre 04-15, 2017	T3	Décembre 11-15, 2017	Alexis BOHER	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	La durée de la mission a été ramenée à une semaine en raison de sa nature exploratoire.
<b>Objectif 2 :</b> Accroître l'efficacité des mécanismes de supervision afin de mieux contrôler les principaux risques du système bancaire dans le cadre de la supervision basée sur les risques																			
REGIONAL	Séminaire régional méthodologique sur le contrôle des prestataires et des activités de services de paiements	Présenter les standards internationaux et les orientations pratiques de la supervision basée sur les risques en matière de services de paiement dans le système bancaire et financier.	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T2	Septembre 25-29, 2017	T2	Septembre 25-29, 2017	Marc ANDRIES, Alexis BOHER	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0	
INTER-REGIONAL	Séminaire inter-régional commun avec AFW1 sur la méthodologie de supervision du risque de crédit	Présenter les standards actuels d'évaluation du risque de crédit et les orientations méthodologiques de supervision et de contrôle.	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T3	Janvier 2018	T3	Janvier 22-26, 2018	Alexis BOHER	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	0,0	2,0	Le STX a été recruté par AFW1.
INTER-REGIONAL	Séminaire du CSAADC sur la supervision sur base consolidée	Présenter les standards actuels de la supervision consolidée des groupes bancaires	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T1	Mai 2017	T1	Mai 29-31, 2017	Bruno FLANCHEC, Alexis BOHER	0,0	0,5	1,0	1,5	0,0	0,5	1,0	1,5	NOUVEAU La préparation et l'animation de ce séminaire régional organisé par la COBAC ont été ajoutées au programme, à la demande de la COBAC.
REGIONAL	Séminaire LEG										0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Séminaire organisé par le département juridique à Yaoundé pour les pays de la région au mois de février 2018.

BURUNDI	Formation à la supervision du contrôle interne et de la gestion des risques	Former des superviseurs-relais dans le domaine du contrôle interne et de la gestion des risques	Support de présentation, rapport de mission	La BRB est en capacité de former les banques et de les superviser, dans le domaine du contrôle interne et de la gestion des risques (nouvelle réglementation)	Support de présentation, rapport de mission	T3	Novembre 13-24, 2017	T4	Avril 23-27, 2018	Alexis BOHER	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	1,0	0,0	2,0	NOUVEAU Une nouvelle mission a été ajoutée à la demande de la BRB sur ce thème prioritaire pour la BRB. Prévue pour être réalisée du 13 au 24 novembre 2017, elle a été repoussée en raison de la suspension des missions, délocalisée à Libreville et réduite à une semaine.
BURUNDI	Renforcement des capacités du contrôle sur pièces à la détection précoce des difficultés individuelles des banques	Former les superviseurs à la méthodologie de détection précoce des difficultés individuelles des banques	Support de présentation, rapport de mission	La BRB est en mesure de développer de nouvelles méthodes de travail plus efficaces	Support de présentation, rapport de mission	T4	Mars 5-16, 2018	T4	Mars 12-16, 2018	Jean-Charles NORMAND, Alexis BOHER	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	1,0	1,0	3,0	Le thème de la mission a été modifié à la demande de la BRB afin de traiter l'un des besoins prioritaires exprimés par la BRB après le CDO. En raison de la suspension des missions sur place, l'atelier a été délocalisé à Libreville et réduit à une semaine.
COBAC	Renforcer les processus de gestion des procédures internes et de rédaction des textes réglementaires	(i) Proposer un cadre de renforcement de la fonction de veille réglementaire. (ii) Proposer un cadre de gestion et d'élaboration rénové des textes réglementaires relatifs à la supervision bancaire (iii) Proposer un cadre de gestion rénové des procédures internes du SG-COBAC relatives à la supervision bancaire	Rapport de mission, canevas de préconisations pour la veille réglementaire, la gestion des textes réglementaires et la gestion des procédures internes (à finaliser par le SG-COBAC).	La fonction juridique de la COBAC (DAJ) et le DRE disposent d'une feuille de route pour renforcer la rigueur de leurs processus internes de gestion.	Rapport de mission, canevas de préconisations pour la veille réglementaire, la gestion des textes réglementaires et la gestion des procédures internes (à finaliser par le SG-COBAC).	T1	Mai 08-19, 2017	T1	Mai 08-19, 2017	Alexis BOHER	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Le thème de la mission a été recentré, avec l'accord de la COBAC, sur la structuration du processus de gestion des procédures internes relatives à la supervision bancaire.
COBAC	Renforcer les capacités du département juridique en appui aux décisions de la COBAC	Proposer un canevas de procédures internes régissant le fonctionnement du collège de la COBAC, notamment le processus de décision portant sur le traitement des situations individuelles des établissements en difficulté.	Rapport de mission, canevas de procédure	La fonction juridique de la COBAC (DAJ) est en mesure de finaliser la procédure interne relative au secrétariat du collège de la COBAC	Rapport de mission, canevas de procédure	T2	Septembre 04-15, 2017	T2	Septembre 04-15, 2017	Pauline de la BOULLERIE, Alexis BOHER	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
COBAC	Développer la méthodologie du contrôle sur pièces	Évaluer les pratiques en place au DCP et au DMF afin de proposer des orientations pour optimiser la qualité des processus opérationnels d'analyse des situations individuelles et de formalisation des études et des propositions de décisions à l'attention du SG-COBAC.	Rapport de mission, recommandations	Les superviseurs en charge du contrôle sur pièces de la COBAC (DCP, DMF) ont une capacité renforcée pour mieux exploiter les informations et formaliser des analyses plus réactives et pertinentes, selon une approche de la supervision basée sur les risques. Au besoin, l'AT devrait se poursuivre en FY 2019	Rapport de mission, recommandations	T1	Juin 26 - Juillet 11, 2017	T1	Juillet 02-07, 2017	Alexis BOHER	1,0	2,5	2,5	6,0	1,0	1,0	0,0	2,0	La mission a porté uniquement sur le DMF (microfinance) et n'a pas porté sur le DCP (banques), malgré plusieurs tentatives de replanification de cette partie, en raison de l'indisponibilité de la COBAC. La durée de la mission a ainsi été réduite à une semaine.
COBAC	Développer la méthodologie du contrôle sur pièces	Évaluer les pratiques de la COBAC en matière d'analyse des plans d'actions correctives des banques et EMF et proposer des ajustements méthodologiques si nécessaire selon les principes de supervision basée sur les risques.	Rapport de mission, canevas de méthodologie d'analyse d'un plan d'actions correctives	Les contrôleurs sur pièces de la COBAC ont amélioré leur capacité d'analyse des plans d'actions correctives des établissements.	Rapport de mission, canevas de méthodologie d'analyse d'un plan de restructuration	T4	Avril 02-17, 2018	T4	Mars 19-30, 2017	Alexis BOHER, Marc ANDRIES	1,0	2,5	0,0	3,5	1,0	2,0	2,0	5,0	A CONFIRMER L'objet initial de cette mission a été modifié, à la demande de la COBAC : il a porté sur le cadre de supervision des établissements et des services de paiement (poursuite de la mission précédente d'octobre 2017) en remplacement de la mission prévue au DMF sur l'analyse des plans d'actions correctives des IMF fragiles (repoussée à FY 2019).
RDC	Formation des superviseurs nouvellement recrutés à la supervision basée sur les risques (BCP) et au contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Formation de base couvrant (i) les principes fondamentaux du Comité de Bâle, les processus de contrôle sur pièces et de contrôle sur place, l'approche de supervision basée sur les risques, (ii) le contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Rapport de mission, support de formation	Les nouveaux superviseurs de la BCC ont reçu une formation adaptée aux BCP, à la supervision basée sur les risques et au contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Rapport de mission, support de formation	T1	Juillet 17-28, 2017	T3	Novembre 27- Décembre, 2017	Jean-François BOUCHARD, Alexis BOHER	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	1,0	2,0	4,0	Cette formation initialement prévue en juillet a été décalée en septembre, suite à la demande de la BCC de réorganisation du programme à la veille du CDO, puis repoussée en novembre en raison de la suspension des missions, délocalisée à Libreville tout en maintenant la durée de deux semaines. Le LTX, initialement non prévu, a participé une semaine.

Objectif 3 :		Assurer que les banques disposent de fonds propres et d'une situation de liquidité solide, pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuer à la stabilité du système financier																	
BURUNDI	Réformer la réglementation relative à la liquidité	Suite du projet engagé en FY 2017 (LCR/Bâle II). (i) Achever la transposition du LCR : finaliser le projet de ratio (prise en compte de l'étude d'impact).	Rapport de mission. Validation du projet de règlement prudentiel et de l'état de reporting sur le ratio de liquidité à court terme.	Nouvelle réglementation prête à être finalisée par la BRB	Rapport de mission. Validation du projet de règlement prudentiel et de l'état de reporting sur le ratio de liquidité à court terme.	T3	Novembre 20-24, 2017	T3	Novembre 20-24, 2017	Sophie IMANI POINSOT, Alexis BOHER	0,0	0,0	2,0	2,0	1,0	1,0	1,0	3,0	La mission a été délocalisée à Libreville, en raison de la suspension des missions, à la même date, et le LTX y a participé de ce fait.
	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Achever le projet réactif en 2016 par l'AFC en recentrant l'assistance technique (i) sur la norme IFRS 9 relative aux créances compromises et (ii) sur la méthodologie de supervision des états comptables et prudentiels en IFRS.	Support de présentation, rapport de mission, recommandations	La BCC est formée aux enjeux du passage aux IFRS spécifiques au risque de crédit. La capacité d'analyse des états en IFRS par les superviseurs est renforcée.	Rapport de mission, support de présentation, recommandations	T2	Octobre 16-27, 2017	T4	Avril 2018	(Shamim DIOUMAN)	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	A CONFIRMER Cette mission, qui doit impérativement se faire sur place, a été repoussée du fait de la suspension des missions, d'octobre 2017 à avril 2018, en accord avec la BCC. (Cette activité sera annulée en cas de maintien de la suspension des missions).
RDC	Former les superviseurs de la BCC à la supervision des banques en normes IFRS																		

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Date prévue	Période réalisée	Date réalisée	Experts	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires	
											Prévues				Utilisées					
											Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total		
Bureau	Site	Bureau	Site																	
<b>AFRITAC Centre - Institut de Formation du FMI (ICD) et Institut de Formation pour l'Afrique (IFA) - Programme de travail du 01 mai 2017 au 30 avril 2018 - Suivi de l'exécution au 30 avril 2018</b>																				
REGIONAL	Cours régional (ICD) sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière de gestion macroéconomique	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T4	mars-18	T4	mars-18			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
REGIONAL	Cours régional (ICD) sur l'analyse et la prévision budgétaire	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière d'analyse et de prévision budgétaire	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T4	mars-18					0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Cours Annulé



**Annexe 2**  
**Rapport d'exécution**  
**ANNEE FISCALE 2018**  
**(Mai 2017 à Avril 2018)**

**Sommaire**

I. Administration des revenus .....	2
II. Gestion des finances publiques.....	6
III. Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires .....	9
IV. Statistiques des finances publiques .....	11
V. Statistiques macroéconomiques .....	14
VI. Gestion de la dette publique.....	16
VII. Régulation et supervision bancaires.....	19

## I. ADMINISTRATION DES REVENUS

### Administration douanière

#### A. Les objectifs de l'assistance technique

1. Le programme d'activités pour l'année fiscale 2018 en administration douanière s'articule autour des deux objectifs définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2017-2022 :

**Objectif 1 :** Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de la gouvernance des administrations des revenus ;

**Objectif 3 :** Renforcement des principales fonctions des administrations douanières.

#### B. Les résultats atteints au 30 avril 2018

2. Les activités réalisées dans le domaine de l'administration douanière rentrent dans le cadre de projets pluriannuels d'assistance technique comprenant à la fois la modernisation des procédures et le renforcement des opérations douanières.

#### Au plan régional

3. En étroite collaboration avec le Département des finances publiques du FMI Deux activités appuyées par le Centre ont contribué à la rédaction de 17 textes d'application du nouveau Code des Douanes CEMAC en cours d'adoption.

4. Le Centre a organisé un séminaire régional avec pour thème : « La modernisation des procédures douanières dans le contexte du nouveau Code régional des douanes » a permis aux cadres des administrations douanières des pays membres de partager et d'acquérir les meilleures pratiques internationales dans le cadre de la modernisation des procédures douanières. A cet effet, une instruction cadres des procédures à moderniser et un catalogue des modules à informatiser pour tirer meilleur profit de l'informatique douanière ont été élaborés.

#### Résultats par pays

##### *Burundi*

5. Suite à des contraintes organisationnelles, l'activité prévue sous forme d'atelier technique à Libreville au mois de janvier 2018 n'a pas pu être réalisée.

### ***Cameroun***

6. L'activité effectuée au Cameroun a contribué à : (1) la modernisation et la sécurisation des procédures de transit ; (2) le traitement et l'apurement des opérations de transit ; et (3) l'assistance à l'utilisation du module transit du système d'information douanier.

### ***République du Congo***

7. Le centre a contribué à la rédaction d'un projet d'instruction-cadre, incluant toutes les fiches-emploi, couvrant l'ensemble du processus de dédouanement au port de Pointe-Noire.

### ***Gabon***

8. L'activité conduite par le Centre a permis d'assister les services compétents à l'élaboration de mesures de sécurisation des opérations de dédouanement et dans le suivi et le contrôle de la destination des biens exonérés.

9. L'activité conjointe FAD<sup>1</sup>/AFC du mois de janvier 2018 a contribué à l'adoption du plan d'action de contrôle douanier visant à corriger les faiblesses relevées par la mission FAD/ AFC du mois d'août 2017. Les faiblesses relevées étaient : (i) une application des taux non conforme au tarif douanier communautaire ; (ii) des exonérations accordées sans base légale ; (iii) une application des valeurs sur des produits, ignorant les évolutions récentes des prix sur le marché international.

### ***République Centrafricaine***

10. Le Centre a contribué à la fois à l'élaboration d'un projet d'instruction-cadre sur la procédure de dédouanement des marchandises acheminées via ou à destination du Port de Douala et à la mise en place d'une organisation comptable pour une meilleure traçabilité des recettes douanières.

### ***République démocratique du Congo***

11. Le Centre a contribué à l'identification des prérequis et à l'élaboration d'un plan d'action de dématérialisation de la procédure contentieuse douanière.

---

<sup>1</sup> Fiscal Affairs Department (Département des finances publiques)

***Tchad***

12. Les deux visites organisées ont permis à la fois d'élaborer des mesures pratiques de renforcement de la maîtrise de la valeur en douane et le suivi et le contrôle à destination des produits exonérés, et d'assister à l'opérationnalisation de l'application de gestion des exonérations et du transit.

***Sao Tome et Principe***

13. Une mission d'assistance technique a permis : (i) l'adoption du plan d'action de modernisation de la direction des douanes ; (ii) la réalisation du plan de modernisation des procédures ; (iii) la modification des tables de saisie en vue d'intégrer la future perception de la TVA au cordon douanier en Janvier 2019.

**Administration fiscale****A. Les objectifs de l'assistance technique**

14. Le programme de travail de l'année fiscale 2018 en administration fiscale s'articule autour des deux objectifs définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2017-2022 :

**Objectif 1 :** Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de la gouvernance des administrations des revenus ;

**Objectif 2 :** Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales.

Par ailleurs, le Centre a connu le départ, au courant du mois de juin 2017 de M. Anthony Ramarozatovo et son remplacement en juillet de la même année par Mme Rénilde Bazahica.

**B. Les résultats atteints au 30 avril 2018****Au plan régional**

15. Le troisième séminaire interrégional portant sur le thème de l'intégration des missions fiscales et douanières en vue de prévenir et lutter contre les fraudes qui a été organisé au profit des pays membres d'AFRITAC Centre et d'AFRTAC Sud a permis aux 30 participants de consolider les acquis des dernières rencontres et de partager les premiers résultats des pays les plus avancés en la matière.

## **Résultats par pays**

### ***Burundi***

16. Suite à des contraintes organisationnelles, l'activité prévue sous forme d'atelier technique à Libreville au mois de janvier 2018 n'a pu être réalisée.

### ***Cameroun***

17. Deux (02) missions ont été réalisées, dont une mission conjointe du Département des Finances Publiques du FMI et AFRITAC Centre visant à l'élaboration d'une stratégie de réforme de la Direction Générale des Impôts et à la formulation des actions concrètes de mobilisation des recettes fiscales. Une deuxième mission réalisée en mars 2018 a contribué à l'évaluation de la mise en œuvre des recommandations formulées par FAD/ AFC et à l'élaboration d'un plan de contrôle fiscal pour 2018.

### ***République du Congo***

18. Le Centre a contribué à la formulation des actions permettant à : (1) la maîtrise des fichiers des contribuables ; (2) la mise en place d'une véritable structure chargée des enquêtes fiscales, (3) la rectification des écarts relevés sur la base du rapprochement entre les informations douanières et fiscales et (4) le suivi des activités opérationnelles à travers les indicateurs de performance.

### ***Gabon***

19. Les trois activités menées par le Centre ont permis de : (1) identifier les mesures de signalement systématique des contribuables effectuant des opérations à la douane ; (2) élaborer un chronogramme de contrôle des principaux importateurs de produits à risques élevés de fraudes et (3) proposer des mesures pragmatiques de vérification préalable de la validité des exonérations accordées et de l'identité des bénéficiaires.

20. Participation du Centre à la mission du département des finances publiques du FMI visant à l'élaboration d'une stratégie de réforme de la Direction Générale des Impôts, à la formulation des actions concrètes de mobilisation des recettes fiscales et à l'identification des mesures préalables à la mise en place de l'Office gabonais des recettes.

### ***Guinée équatoriale***

21. Le centre a contribué à : (1) la modernisation et la simplification des procédures de déclaration et de paiement ; (2) la formation en matière contrôle fiscal ; (3) l'identification des mesures de renforcement des arriérés fiscaux ; et (4) l'élaboration du manuel des

procédures fiscales.

### ***République Centrafricaine***

22. Les activités réalisées dans le cadre du renforcement de la collaboration douanes/impôts ont permis de : (1) élaborer un plan d'élargissement de l'assiette fiscale sur la base du rapprochement des informations douanières et fiscales de 2016 ; (2) développer un plan de contrôle fiscal et de recouvrement des arriérés impôts et taxes facilement recouvrables. Par ailleurs, le Centre a aussi contribué à l'identification des mesures de renforcement de la Direction de la fiscalité des moyennes entreprises.

### ***République Démocratique du Congo***

23. Le Centre a contribué à : (1) la consolidation des fichiers des contribuables ; (2) l'élaboration du plan d'action de contrôle basé sur l'analyse risque et ; (3) la confection d'un plan d'action de recouvrement des arriérés fiscaux.

### ***Sao Tomé-et-Principe***

24. L'unique activité menée par le Centre a permis d'élaborer un plan d'action de mise en place des structures en charge de la gestion fiscale des grandes et moyennes entreprises en vue de la mise en place de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en 2019.

25. Une visite organisée par le Centre au profit des cadres de la Direction Nationale des impôts a permis à ces derniers de s'imprégner de l'expérience capverdienne en matière d'administration efficace de la TVA.

### ***Tchad***

26. Les activités menées par le Centre ont contribué à : (1) la consolidation et l'élargissement des fichiers des contribuables, (2) le renforcement du suivi du respect des obligations fiscales, (3) l'élaboration d'un plan de contrôle basé sur l'analyse des principaux risques, (4) le renforcement de la gestion des arriérés fiscaux et (5) l'élaboration des indicateurs de performance. Par ailleurs, la deuxième mission en mars 2018 a contribué à la mise en œuvre effective des précédentes recommandations d'AFC.

## **II. GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

### **A. Les objectifs de l'assistance technique**

27. Le programme de travail de l'année fiscale 2018 en gestion des finances publiques comprend les appuis en matière budgétaire et en comptabilité publique, et s'articule autour

des cinq objectifs définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2017-2022 :

**Objectif 1 :** Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques ;

**Objectif 2 :** Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques ;

**Objectif 3 :** Améliorer l'exécution budgétaire et le contrôle ;

**Objectif 4 :** Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers ;

**Objectif 5 :** Améliorer la gestion des actifs et des passifs.

## **B. Les résultats atteints au 30 avril 2018**

### **Au plan régional**

#### ***CEMAC***

28. Le Centre a contribué au renforcement des capacités des cadres parlementaires par la présentation d'outils et techniques du parlement pour assurer la mise en œuvre du principe de sincérité dans l'exécution des lois des finances au cours d'un atelier organisé par la CEMAC à N'Djamena. Aussi, le Centre a collaboré à la définition de stratégies de mise en place des réformes dans les segments identifiés tels que le budget programme, l'investissement, la comptabilité patrimoniale, et le contrôle interne au cours de l'atelier de Douala. Le Centre a par ailleurs effectué la revue de conformité des textes de transposition des directives de la CEMAC pour le Cameroun et la République du Congo.

29. Les capacités des cadres de la région ont été renforcées en matière de suivi de l'exécution budgétaire et comptable, d'exécution budgétaire en mode programme et le renforcement de la fonction budgétaire face aux défis des réformes et des programmes économiques et fiscaux.

### **Résultats par pays**

#### ***Cameroun***

30. Une mission d'assistance technique a apporté son appui à l'amélioration et à la modernisation de la comptabilité de l'Etat par : (1) la mise en place effective de la norme comptable sur les immobilisations financières, (2) la relecture et la finalisation des normes comptables et (3) la vérification de l'avancement de la fiabilisation de la balance de l'exercice 2015.

### ***République du Congo***

31. Au cours de l'exercice, AFC a appuyé les services techniques dans l'élaboration des documents budgétaires et comptables prévus dans les directives de la CEMAC et repris par la loi organique relative aux lois de finances. Un état des lieux de la documentation a été effectué et une proposition de plan d'action en cohérence avec les échéances fixées par la loi organique et les directives de la CEMAC a été soumise aux autorités. Aussi, une évaluation de l'état de mise en œuvre des recommandations des missions antérieures sur la réforme du budget programme a été effectuée.

### ***Gabon***

32. Une mission conjointe d'AFC et du département des finances publiques a recommandé un cadre organisationnel et des processus pour mieux suivre les deux groupes d'entités publiques que sont d'une part les établissements publics à caractère administratif et d'autre part les entreprises publiques.

33. Une mission d'assistance technique a permis de (1) faire le point de l'état de mise en œuvre des recommandations de la mission de mai 2016 sur les recettes affectées en dehors du budget général ; (2) identifier les contraintes de l'exécution des comptes d'affectation spéciale (CAS) déjà créés ; (3) analyser les affectations de recettes à des dépenses publiques spécifiques non reflétées dans la loi de finances ; et (4) proposer des solutions de prises en charge dans la loi de finances de l'année.

### ***Guinée équatoriale***

34. L'identification des besoins d'assistance technique des services financiers de la Guinée équatoriale dans le domaine de la gestion budgétaire et comptable en vue de leur intégration au programme de travail du Centre a été effectuée au cours de l'année fiscale. Par contre, le pays n'a pas participé à l'atelier technique régional sur la documentation comptable organisé au siège d'AFC à Libreville au mois de juillet 2017.

### ***République Centrafricaine***

35. La mission d'assistance technique qui s'est déroulée en décembre 2017 avait pour objet de mettre en place dans le système d'information un module pour l'élaboration des plans d'engagement. Il s'agit des plans d'engagement au niveaux sectoriel et central : Plan d'engagement sectoriel et plan d'engagement global. Le module permet une articulation entre les autres instruments de pilotage que sont les Plans de passation des marchés et le plan de trésorerie.

### ***République démocratique du Congo***

36. Une mission d'assistance technique a permis d'/de : (1) appuyer les autorités pour la consolidation des maquettes de budget de programme (2) élaborer un plan d'action aligné sur les dispositions de la loi en ce qui concerne le budget programme et (3) examiner la situation des affectations sous la forme de budgets annexes ou de comptes d'affectation spéciale. De nouvelles recettes affectations ont été identifiées et pour d'autres leur comptabilisation dans le budget général a été recommandée.

### ***Sao Tomé-et-Principe***

37. Les besoins d'appui des services techniques financiers de São Tomé-et-Principe dans le domaine de la gestion budgétaire et comptable ont été identifiés en vue de leur intégration au programme de travail du Centre.

### ***Tchad***

38. Les cadres des administrations financières ont vu leurs capacités renforcées afin d'améliorer la tenue de la comptabilité, de fiabiliser les comptes et la balance produites, ainsi que le plan de trésorerie et l'information financière qui en découle, au cours d'un atelier technique organisé par AFC au mois de juillet à Libreville.

39. La seconde mission d'assistance technique a permis de faire un état des lieux de la présentation des recettes affectées dans le budget de l'Etat. La mission a pu ainsi identifier un budget annexe et plusieurs comptes spéciaux du trésor à intégrer dans le budget de l'Etat.

40. Une mission d'assistance technique a permis d'installer dans le système d'information volet préparation du budget la nouvelle nomenclature budgétaire de l'Etat. Cette installation a permis de rendre disponible tous les états analytiques des recettes et des dépenses du budget de l'Etat dans la nouvelle nomenclature budgétaire.

## **III. ANALYSE ET PREVISIONS MACROECONOMIQUES ET BUDGETAIRES**

### **A. Les objectifs de l'assistance technique**

41. Le programme de travail s'inscrit dans le cadre du démarrage des activités du domaine « Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires », en réponse aux besoins exprimés par les pays-membres, notamment en termes de renforcement des capacités des cadres des ministères en charge de la fonction macro budgétaire. Au cours de cette année fiscale, un accent a été mis sur l'identification des besoins en assistance technique pour le renforcement de la fonction macro-budgétaire dans 5 pays et l'élaboration des plans d'actions pluriannuels pour y répondre.

42. Cette activité s'est articulée autour des objectifs retenus dans le document programme pour le troisième cycle de financement de AFC et le catalogue de gestion axé sur les résultats mis en œuvre par le FMI qui sont les suivants :

**Objectif 1** : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques ;

**Objectif 2** : Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires.

## **B. Les résultats atteints au 30 avril 2018**

### **Au plan régional**

43. Un séminaire régional de haut niveau d'échanges sur les défis de l'assistance technique dans le domaine de l'analyse et des prévisions macroéconomiques devrait se tenir en avril 2018. Ce séminaire marque le lancement des activités de l'AFRITAC Centre dans ce nouveau domaine d'intervention, introduit en 2017. Il permettra un échange fructueux entre les participants sur les besoins de renforcement de capacité dans ce domaine, les initiatives en cours dans leurs pays respectifs, et les axes d'intervention possibles du Centre.

### **Résultats par pays**

#### ***Cameroun***

44. La mission d'assistance technique du Centre a permis d'évaluer les travaux sur les risques budgétaires menés par les administrations, d'en déduire une taxinomie des risques macrobudgétaires. La mission a également procédé à une identification des besoins en renforcement des capacités de la fonction macrobudgétaire et élaboré un plan d'actions 2018-2022 pour l'amélioration de l'analyse et de la prévision macroéconomiques et budgétaires.

#### ***Congo***

45. Dans le cadre d'une mission conjointe avec l'Institut de renforcement des capacités du FMI (ICD), le Centre a contribué à la formation des responsables des administrations économiques et financières sur le cadrage macroéconomique ainsi que la programmation et les politiques financières. Le Centre a également identifié les besoins de renforcement de capacités institutionnelles et méthodologiques dans le domaine de l'analyse et de la prévision macroéconomique et budgétaire.

### *Gabon*

46. La mission d'assistance technique a fait un état des lieux des besoins de renforcement de capacités institutionnelles et méthodologiques dans le domaine de l'analyse et des prévisions macroéconomiques et budgétaires. Un accent particulier a été mis sur l'amélioration de l'organisation, du fonctionnement et des modes opératoires du Secrétariat technique du Comité interministériel de cadrage macroéconomique et budgétaire (CICMB).

### *République Centrafricaine*

47. Le Centre a, entre autres (i) contribué à la formation des responsables des administrations économiques et financières sur la programmation et les politiques financières dans le cadre d'une mission conjointe avec l'Institut de renforcement des capacités du FMI, (ii) évalué les cadres institutionnel et technique d'élaboration des cadrages macroéconomique et budgétaire; (iii) faire le point sur l'utilisation des outils et modèles des cadrages macroéconomique et budgétaire dans le processus de prise de décision, leurs limites et les pistes d'amélioration ainsi que de renforcement des capacités des administrations économiques et financières.

### *Tchad*

48. L'appui d'AFRITAC Centre a porté sur (i) le recensement des instruments, outils, modèles et supports (notes, rapports, bulletins) utilisés dans la mise en œuvre de la fonction macrobudgétaire ; (ii) l'identification des besoins de renforcement de capacités des administrations et autres institutions en charge des analyses et prévisions macroéconomiques et budgétaires ; (iii) le diagnostic du modèle SIGNET utilisé pour réaliser les prévisions macroéconomiques et budgétaires.

## **IV. STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES**

### **A. Les objectifs de l'assistance technique**

57. Le programme de travail en statistiques des finances publiques s'articule autour des deux objectifs définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2017-2022 :

**Objectif 1 :** Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision ;

**Objectif 2 :** Améliorer la transparence des statistiques financières pour la prise de décision grâce à une diffusion renforcée via les initiatives de normalisation des données du Fonds.

58. Au cours de l'année fiscale 2018, quinze activités ont été réalisées par le conseiller résident avec la participation des experts court terme dans certaines d'entre elles. Une

activité au profit du Burundi a été annulée pour des raisons essentiellement administratives. Elle a été remplacée par une activité en République démocratique du Congo.

## **B. Résultats atteints au 30 avril 2018**

### **Au plan régional**

Au cours de l'exercice fiscal, ce centre a contribué au renforcement des capacités des cadres en charge des Statistiques des Finances Publiques (SFP) dans les pays sur la procédure de sectorisation des unités du secteur public et l'exploitation des données source-type au TOFE base *Manuel des Statistiques des Finances Publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)* au cours d'un séminaire régional à Libreville. Aussi, le centre a apporté son appui au Burundi sur la rédaction du manuel de procédures sur le traitement des PPP<sup>2</sup> au cours du séminaire régional d'AFRITAC EST sur les statistiques des finances publiques (à Zanzibar).

### **Résultats par pays**

#### *Cameroun*

59. La mission a permis aux autorités camerounaises d'apprécier le format du nouveau TOFE, surtout en assurant l'équilibre entre les opérations dites du haut de la ligne (opérations de gestion) et celles du bas de la ligne (opérations du financement). La mission a aussi pu produire une série des statistiques annuelles selon le nouveau format, sur base des TOFEs base caisse, pour la période de 2012 à 2016.

#### *République du Congo*

60. Une mission d'assistance technique a, entre autres : (1) formé l'équipe congolaise du TOFE sur l'assistant de classification entre les codes et comptes du Plan Comptable de l'Etat (PCE) et ceux du *MSFP 2001/2014* et sur la procédure d'exploitation de la Balance Générale des Comptes du Trésor comme source de données du TOFE ; et (2) élaboré un outil Excel de reporting des données de la dette du secteur public destinées à l'élaboration de la partie du financement du TOFE.

#### *Gabon*

61. La mission a contribué à la production d'une série des statistiques des finances publiques conformément au *MSFP 2001/2014* et à la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE (la directive « TOFE ») – période de 2012 à 2016, en reclassant les TOFEs

---

<sup>2</sup> Partenariats Public Privé

base caisse existants au nouveau format, pour maintenir une cohérence statistique historique.

### ***Guinée Equatoriale***

62. Deux missions (dont une sous forme d'un atelier de formation) ont permis aux cadres Equato-Guinéens en charge de la gestion de s'imprégner des principes fondamentaux du *MSFP 2001/2014*.

### ***République Centrafricaine***

63. Deux missions d'assistance technique ont contribué à l'établissement d'une table de correspondance entre le Plan Comptable/Nomenclature Budgétaire de l'Etat (PCE/NBE) et la classification du *MSFP 2001/2014*, permettant ainsi l'exploitation de la Balance Générale des Comptes du Trésor (BGCT) comme source privilégiée de données des statistiques des finances publiques. Aussi, la mission a pu élaborer les Tableaux des Opérations Financières de l'Etat (TOFEs) des années fiscales de 2014, 2015 et 2016, permettant ainsi la RCA de rattraper une partie des retards qu'elle accusait dans l'annuaire des statistiques du FMI.

### ***République démocratique du Congo***

64. Deux missions d'assistance technique ont contribué à l'établissement du tableau institutionnel du secteur public congolais (délimitant les sous-secteurs du secteur public congolais ; à la finalisation du plan d'actions de migration progressive vers la méthodologie du *MSFP 2001/2014* ; et à l'élaboration d'un TOFE expérimental de l'administration centrale budgétaire au format du *MSFP 2001/2014*, en utilisant les données source de l'exercice 2016.

### ***Sao Tomé-et-Principe***

65. Les principales réalisations des deux missions à Sao Tomé sont les suivantes : (1) établissement d'un état des lieux des statistiques de finances publiques, concernant notamment le processus d'adoption du *MSFP 2001/2014*; (2) proposition d'une feuille de route relative à l'adoption du *MSFP 2001/2014* en vue de l'établissement d'un plan d'actions par les autorités ; (3) identification des domaines d'assistance technique à venir et établissement des priorités des futures activités du Centre au profit du pays, et l'élaboration d'un projet de plan d'actions de migration vers la méthodologie du *MSFP 2001/2014*.

### ***Tchad***

L'appui a porté sur la formation de l'équipe du TOFE sur l'assistant de classification entre les comptes et codes du Plan Comptable de l'Etat (PCE) et ceux du *MSFP 2001/2014*, l'examen

de l'état de la Balance Générale des Comptes du Trésor (BGCT) comme source potentielle des données du TOFE, ainsi qu'à l'élaboration des TOFEs expérimentaux des exercices 2014 et 2015, selon le nouveau format.

## **V. STATISTIQUES MACROECONOMIQUES**

### **A. Les objectifs de l'assistance technique**

66. Le programme de travail en statistiques macroéconomiques s'articule autour de l'objectif défini par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2017-2022 :

**Objectif :** Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision ;

### **B. Les résultats atteints au 30 avril 2018**

#### **Au plan régional**

67. L'AFC a contribué au renforcement des capacités des comptables nationaux par un séminaire d'initiation aux comptes nationaux trimestriels. C'est un premier séminaire de ce genre dans ce domaine organisé du 22 au 26 avril 2018 à Malabo qui a réuni deux participants de chaque état membre ainsi qu'un participant de chacune des banques centrales des états membres et un participant de la CEMAC ainsi que de la CEEAC.

#### **Résultats par pays**

##### ***Burundi***

68. Deux missions étaient prévues dont une sur les comptes nationaux trimestriels et une deuxième pour la poursuite des travaux de changement d'année de base et de passage au SCN 2008. Cette deuxième mission a été reportée à l'exercice suivant, les travaux n'étant pas encore suffisamment avancés au Burundi. La première mission a pu bénéficier d'un financement de la Banque mondiale sur le volet statistique d'un projet qui a permis d'accomplir les tâches qui étaient prévues.

##### ***République du Congo***

69. L'assistance technique en comptabilité nationale fournie au cours de l'année fiscale a permis de renforcer les capacités des comptables nationaux au Système des Comptes Nationaux Provisoire et d'Interpolation (SCNPI), et d'appuyer l'élaboration des comptes nationaux de l'année 2016 en cours. Une formation à l'utilisation de l'outil ERETES avec des rappels du SCN 2008 a été effectuée au profit des comptables nationaux.

***Gabon***

70. Trois missions d'assistance technique ont été conduites sur la période. Elles ont permis de lancer les travaux de rattrapage des retards des comptes nationaux annuels. Les résultats suivants ont été obtenus : (1) la mise en place de l'outil simplifié d'élaboration des comptes nationaux ; (2) une estimation des comptes nationaux des années 2011-2015 est disponible et les comptes provisoires de 2016 sont en cours ; (3) les comptables nationaux ont été formés à la mise en place et à l'utilisation de l'outil simplifié d'élaboration des comptes nationaux.

***Guinée équatoriale***

71. L'assistance technique en comptabilité nationale fournie au cours de l'année fiscale a permis de renforcer les capacités des comptables nationaux au Système des Comptes Nationaux Provisoires et d'Interpolation (SCNPI) au moyen de l'outil simplifié et d'appuyer à l'élaboration des comptes nationaux de l'année 2015 au moyen de l'outil ERETES.

***République Centrafricaine***

72. Trois missions d'assistance technique ont été effectuées au cours de la période. Elles ont permis d'obtenir les résultats suivants : (1) mise en place de l'outil simplifié d'élaboration des comptes nationaux ; (2) première estimation des comptes des années 2013 à 2016 est disponible (3) formation des comptables nationaux à la mise en place et à l'utilisation de l'outil simplifié d'élaboration des comptes nationaux.

***République démocratique du Congo***

73. Une mission d'assistance technique a appuyé la compilation des comptes nationaux de 2016 au moyen de l'outil simplifiée d'élaboration des comptes nationaux. Une série des comptes nationaux de 2005 à 2016 conforme au SCN 1993 est validée et diffusée. Une deuxième mission s'est attelée à la formation des nouveaux cadres recrutées, en particulier sur l'outil ERETES avec des rappels du SCN 2008. La RDC a bénéficié d'une troisième mission pour les travaux préparatoires au changement d'année de base et au passage au SCN 2008 sur le volet statistique d'un projet financé par la Commission de l'Union Africaine (CUA).

***Sao Tomé-et-Principe***

74. L'assistance technique fournie au cours de l'année fiscale a permis de faire revue des comptes nationaux et de retenir un programme d'activités avec les autorités.

***Tchad***

75. Une mission d'assistance technique a appuyé l'élaboration des comptes nationaux provisoires de 2016 et en a recommandé la publication qui complètera la série 2005-2015 déjà publiée. Ainsi pour la première fois, le Tchad répondra à l'exigence de délais du Système Général de Diffusion des Données (SGDD) pour le Produit Intérieur Brut (PIB) annuel, soit neuf mois après la période de référence. Une deuxième mission a permis de lancer les travaux préparatoires au changement d'année de base et au passage au SCN 2008.

## **VI. GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**

### **A. Les objectifs de l'assistance technique**

49. Le programme de travail en gestion de la dette publique s'articule autour des six objectifs définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2017-2022 :

**Objectif 1** : Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT), réduire le coût et les risques liés à la dette publique et développer le marché intérieur des titres publics ;

**Objectif 2** : Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette, réduire le coût et les risques et développer le marché intérieur des titres publics ;

**Objectif 3** : Analyser la viabilité de la dette, la dynamique et les risques courus pour informer les autorités fiscales ;

**Objectif 4** : Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur ;

**Objectif 5** : Développer le marché des Sukuk en tant que financement à long terme des infrastructures, réduire les coûts et les risques de la dette publique et accroître la capacité et le choix de financement ;

**Objectif 6** : Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette en vue d'améliorer la capacité du gouvernement à gérer efficacement la dette publique.

### **B. Les résultats atteints au 30 avril 2018**

50. Au cours de l'année fiscale 2018, quinze activités (hors séminaire) ont été réalisées par le conseiller résident avec la participation des experts court terme dans certaines d'entre elles. Deux activités au profit du Burundi ont été annulées pour des raisons essentiellement organisationnelles.

## **Au plan régional**

51. Les gestionnaires de la dette dans les pays de la région ont vu leurs capacités renforcées dans le domaine de l'Analyse de la Viabilité de la Dette des Pays à Faible Revenu (AVD-PFR) au cours d'un séminaire régional organisé conjointement avec le département de la stratégie, des politiques et de de l'évaluation du FMI.

52. En vue de développer le marché des titres d'Etat dans la zone CEMAC, un appui technique au profit de la BEAC a permis d'élaborer avec la Banque les grandes lignes du cadre juridique de la titrisation de la dette intérieure publique en vue d'améliorer la liquidité bancaire permettant à ces institutions de souscrire davantage aux titres publics.

## **Résultats par pays**

### ***Cameroun***

53. Renforcement des capacités des agents de gestion de la dette sur l'utilisation des produits dérivés dans la couverture des risques financiers liés au portefeuille de la dette. Les agents sont formés sur les préalables à l'utilisation des produits dérivés en gestion de la dette ainsi que les mécanismes et les enjeux liés à leur utilisation.

### ***République du Congo***

54. AFC a appuyé les autorités en vue de réactiver le comité national de la dette publique. La mission a permis de faire un diagnostic du cadre institutionnel de gestion de la dette, d'identifier les problèmes qui ont entravé le fonctionnement du CNDP et de proposer une feuille de route avec des actions concrètes capables de rendre opérationnel le CNDP. Couvrant l'objectif SDMT, un atelier pays a servi à renforcer les capacités des gestionnaires de la dette sur le processus et les différentes étapes d'élaboration de la SDMT et à s'approprier l'outil quantitatif d'analyse de la SDMT.

### ***Gabon***

55. Les gestionnaires de la dette ont renforcé leurs capacités dans le domaine de l'Analyse de la Viabilité de la Dette des pays à accès aux marchés AVD-PAM. Une analyse de viabilité de la dette du Gabon a été réalisée par les cadres de la Direction Générale de la Dette en utilisant l'outil quantitatif AVD-PAM. Cette administration est désormais en mesure de réaliser l'analyse de viabilité de la dette publique du Gabon de manière autonome.

### ***République Centrafricaine***

56. L'assistance technique fournie a permis de renforcer les capacités des gestionnaires de la dette en matière d'analyse des risques et de reporting de la dette. A l'issue de la première mission, un bulletin de la dette a été produit au premier semestre de l'année fiscale 2018. Au cours d'une deuxième mission le portefeuille de dette a été analysé, les indicateurs de risques ont été calculés et des recommandations ont été formulées pour améliorer la qualité du portefeuille. L'AT a permis également d'appuyer les autorités dans l'amélioration du cadre juridique et institutionnel de la dette.

### ***République démocratique du Congo***

57. Un atelier de formation a permis aux gestionnaires de la dette de renforcer leurs capacités en matière de reporting de la dette. Ainsi, un rapport annuel de gestion de la dette a été produit pour l'année 2016 et un bulletin de la dette pour le premier trimestre 2017. Egalement, un atelier pays a permis de renforcer les capacités des gestionnaires de la dette sur le processus et les différentes étapes d'élaboration de la SDMT et à s'approprier l'outil quantitatif d'analyse de la SDMT. Un draft de document SDMT a été produit.

### ***Tchad***

58. L'appui d'AFRITAC Centre a permis de renforcer les capacités des gestionnaires de la dette en matière de reporting de la dette. En plus, un rapport annuel de gestion de la dette a été produit pour l'année 2016 et un bulletin périodique de la dette pour le premier trimestre 2017. Concernant l'objectif SDMT, un atelier pays a permis de renforcer les capacités des gestionnaires de la dette sur le processus et les différentes étapes d'élaboration de la SDMT et à s'approprier l'outil quantitatif d'analyse de la SDMT. Un draft de document SDMT a été produit.

### ***Sao Tomé-et-Principe***

76. Les principales réalisations de la mission d'évaluation effectuée sont les suivantes : (i) réalisation d'un état des lieux des pratiques de gestion de la dette ; (ii) identification des besoins d'assistance technique à venir et (iii) établissement des priorités des futures activités du Centre au profit du pays.

## VII. REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES

### A. Les objectifs de l'assistance technique

77. Le programme de travail dans le domaine de la régulation et de la supervision bancaires s'articule autour des quatre objectifs stratégiques définis dans le cadre logique de l'AFRITAC Centre retenu pour la phase III de son cycle de financement (2017-2022). Ces objectifs correspondent au champ d'intervention de l'AFRITAC Centre déterminé par le département des Marchés Monétaires et de Capitaux (MCM) du Fonds Monétaire International, conformément au référentiel de gestion basée sur les résultats (*Results Based Management, RBM*<sup>3</sup>) défini pour l'ensemble des activités d'assistance technique du FMI.

**Objectif 1 :** Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales ;

**Objectif 2 :** Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire ;

**Objectif 3 :** S'assurer que les banques disposent de fonds propres et de liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier ;

**Objectif 4 :** Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement.

### B. Les résultats atteints au 30 avril 2018

#### Au plan régional

78. Les deux séminaires régionaux programmés ont été réalisés et ont associé, outre les autorités des pays couverts par l'AFRITAC Centre, les banques centrales de deux autres pays francophones (Comores et Madagascar), avec l'appui de l'AFRITAC Sud. Ces deux événements ont notablement concouru au renforcement des capacités des autorités de supervision bancaire de la sous-région, sur des sujets à fort enjeu et d'actualité.

- Un séminaire régional relatif à la régulation et à la supervision des établissements et des services de paiement et de monnaie électronique a été organisé en septembre 2017 à Libreville, Gabon. Il a passé en revue les problématiques de la sous-région relatives à la supervision des activités de services de paiement et de monnaie électronique, sur la base

---

<sup>3</sup> Gestion axée sur les résultats

du référentiel européen, et a proposé des orientations pertinentes en vue de renforcer l'efficacité du cadre de régulation.

- Un séminaire régional relatif à la supervision du risque de crédit a été organisé conjointement avec l'AFRITAC de l'Ouest en janvier 2018 à Dakar, Sénégal. Il a passé en revue les normes internationales actualisées en la matière, sur les plans prudentiel (Bâle III) et comptable (IFRS 9) et a permis de sensibiliser les autorités à la mise en œuvre efficace de la supervision du risque de crédit, selon l'approche basée sur les risques. En outre, l'organisation conjointe de ce séminaire régional a favorisé les échanges d'expériences et le partage des bonnes pratiques entre les deux sous-régions.

79. En outre, à la demande de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC), un séminaire régional du CSBAOC (Comité des Superviseurs des Banques d'Afrique de l'Ouest et du Centre), dont le Secrétariat Permanent est assuré par le Secrétaire Général de la COBAC, a été préparé et animé par l'AFRITAC Centre en mai 2017 à Libreville, Gabon sur la supervision consolidée des groupes bancaires selon l'approche par les risques. Cet événement a constitué aussi l'opportunité de former les cadres de la COBAC à la supervision bancaire sur base consolidée, avant d'engager un projet pluriannuel de révision du cadre prudentiel en la matière.

### ***Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC)***

80. Conformément au programme de travail, l'activité d'assistance technique au bénéfice de la COBAC a repris de façon intensive durant l'année fiscale 2018. Pour tenir compte au mieux des besoins évolutifs exprimés par le Secrétariat Général de la COBAC, plusieurs activités planifiées ont été réaménagées en cours d'année. L'alourdissement du plan de réformes de la COBAC à partir du deuxième semestre a toutefois eu pour effet de restreindre ses capacités d'absorption et a conduit l'AFRITAC Centre à repousser une mission sur les huit prévues à l'origine et à annuler une partie d'une autre mission.

81. Les activités réalisées au cours de la période ont néanmoins permis de réaliser sept missions d'assistance technique importantes durant l'année fiscale 2018 : (i) la structuration du processus de gestion des procédures internes relatives à la supervision bancaire ; (ii) la révision du cadre réglementaire relatif à la supervision consolidée des groupes bancaires ; (iii) la revue des modes opératoires du contrôle sur pièces des institutions de microfinance, selon l'approche de supervision basée sur les risques ; (iv) le renforcement de l'efficacité opérationnelle et de la qualité juridique des mesures préventives décidées dans le cadre de l'intervention précoce pour le traitement des difficultés des banques fragiles ; (v) la révision du cadre réglementaire relatif à la régulation et à la supervision des services de paiement et de la monnaie électronique ; (vi) la revue des nouveaux projets de modèles d'états financiers réglementaires relatifs à la supervision consolidée des groupes bancaires, et (vii)

l'approfondissement de la mission précitée sur les services de paiement (sous réserve).

## **Situation par pays**

### ***République du Burundi***

82. L'assistance technique de l'AFRITAC Centre à la Banque de la République du Burundi (BRB) s'est poursuivie avec volontarisme, en dépit des difficultés inhérentes à l'absence d'autorisation de se rendre sur place pour réaliser les missions. L'AFRITAC Centre a par conséquent adapté ses modes d'intervention, en délocalisant les activités sous la forme d'ateliers et en prévoyant un accompagnement à distance de la BRB pour travailler sur le thème le plus complexe. À la demande de la BRB, une troisième mission a été ajoutée au programme et les thématiques traitées ont été ajustées pour tenir compte de l'expression tardive des besoins prioritaires d'assistance technique.

83. Ainsi, durant l'année fiscale 2018, trois missions ont été réalisées : (i) la révision de la réglementation prudentielle relative à la liquidité à court terme (adoption d'un ratio de type LCR conforme à Bâle III), (ii) le renforcement des capacités de la BRB à la détection précoce des difficultés bancaires, et (iii) la formation opérationnelle de la BRB à la supervision du contrôle interne et de la gestion des risques.

### ***République démocratique du Congo***

84. L'appui de l'AFRITAC Centre à la Banque Centrale du Congo (BCC) a été conforté par l'ajout d'une quatrième mission aux trois missions planifiées pour l'année fiscale 2018, afin de répondre à l'expression d'un besoin urgent de révision de la réglementation prudentielle qualitative. La mise en œuvre des activités a été perturbée par la suspension intermittente des missions sur place, mais l'AFRITAC Centre a consenti un effort budgétaire particulier pour délocaliser les activités les plus essentielles sans en réduire la durée.

85. Trois missions ont ainsi été réalisées en 2018-2019 : (i) et (ii) la révision des instructions prudentielles relatives au contrôle interne, à la gestion des risques et à la gouvernance, applicables aux banques de la République démocratique du Congo (deux missions), et (iii) la formation des vingt nouveaux superviseurs recrutés par la Banque Centrale du Congo (BCC) aux principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace, à la supervision basée sur les risques, avec un focus sur le risque de crédit et le risque opérationnel. La quatrième mission, portant sur le renforcement des capacités de la BCC à analyser les états financiers remis par les banques en normes IFRS, a été repoussée d'octobre 2017 à avril 2018, sous réserve de l'obtention de l'autorisation de voyager.

***République Démocratique de São Tomé e Príncipe***

86. À partir du 1er novembre 2017, l'AFRITAC Centre a pris le relais de MCM dans le domaine de la régulation et de la supervision bancaire. Comme prévu au programme, une mission a été réalisée à la Banque Centrale de São Tomé e Príncipe (BCSTP), dès décembre 2017, pour déterminer les thématiques d'assistance technique à planifier dans ce domaine, en concertation avec la BCSTP, pour l'année fiscale 2019 et les suivantes. Cette mission fondatrice a permis d'évaluer les enjeux inhérents à la situation du système de supervision bancaire et d'identifier les besoins prioritaires de réforme à poursuivre, lesquels correspondent aux deux principaux axes d'intervention de l'AFRITAC Centre : la révision de la réglementation prudentielle et le renforcement des capacités de la BCSTP pour la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques.

**Annexe 3**  
**Séminaires régionaux/ Rencontres régionales/ Ateliers/ Trainings - Exécution pour l'année fiscale 2018**

Numéro d'ordre	Titre	Domaine(s)	Bénéficiaire(s)	Nombre de participants	Lieu	Période	Contact
<b>Séminaires régionaux</b>							
1	Séminaire régional sur la modernisation des procédures douanières dans le contexte du nouveau code régional en voie d'adoption par les Etats membres de la CEMAC et sur les meilleures pratiques internationales	Administration Douanière	AFC	29	Libreville	Février 19-22, 2018	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org
2	Séminaire interrégional avec AFRITAC Sud sur le renforcement de la collaboration douanes/impôts en vue de lutter contre les fraudes (3ème Edition)	Administration Fiscale	AFC	21	Yaoundé	Février 26 - Mars 02, 2018	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org
3	Séminaire régional sur le suivi de l'exécution budgétaire et comptable	Gestion des Finances Publiques	AFC	26	Libreville	Novembre 06-10, 2017	Abdoulaye Toure -AToure3@imf.org et Agnès Turenne - Aturenne@imf.org
4	Séminaire interrégional avec AFRITAC Ouest 1 sur les enjeux de l'exécution du budget en mode programme	Gestion des Finances Publiques	AFC	29	Abidjan	Février 26 - Mars 02, 2018	Abdoulaye Toure -AToure3@imf.org et Agnès Turenne - Aturenne@imf.org
5	7 <sup>ème</sup> Edition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'Africat Centre (FOHBAC) - Renforcement de la fonction budgétaire face aux défis des réformes et des programmes économiques et fiscaux	Gestion des Finances Publiques	AFC	ND	Libreville	Avril 09-11, 2018	Abdoulaye Toure -AToure3@imf.org et Agnès Turenne - Aturenne@imf.org
6	Séminaire de haut niveau d'échanges sur les défis dans le domaine de l'analyse et de la prévision macroéconomique et budgétaire	Analyse Macroéconomique et Budgétaire	AFC	20	Douala	Avril 26-27, 2018	Séverin Yves Kamgna - Skamgna@imf.org
7	Séminaire régional de formation au SCN 2008 : Nomenclatures, collecte et modèles de traitement des sources	Statistiques Macroéconomiques	AFC	30	Malabo	Avril 16-20, 2018	Hubert Gbossa - HGbossa@imf.org
8	Séminaire régional en statistiques des finances publiques	Statistiques des Finances Publiques	AFC	48	Douala	Avril 23-27, 2018	Francis Gahizi - FGahizi@imf.org
9	Séminaire régional sur l'analyse de viabilité de la dette, organisé en collaboration avec le siège (Département SPR).	Gestion de la Dette Publique	AFC	32	Libreville	Juillet 17-21, 2017	Chaker Soltani - CSoltani@imf.org
10	Séminaire régional sur la régulation et la supervision des établissements et des activités liées aux services de paiement et de monnaie électronique	Régulation et Supervision Bancaires	AFC	52	Libreville	Septembre 25-29, 2017	Alexis Boher - ABoher@imf.org
11	Séminaire interrégional commun avec AFW1 sur la méthodologie de supervision du risque de crédit	Régulation et Supervision Bancaires	AFC	21	Dakar	Janvier 22-26, 2018	Alexis Boher - ABoher@imf.org
12	Séminaire régional sur la supervision consolidée des groupes bancaires	Régulation et Supervision Bancaires	AFC	50	Libreville	Mai 29-31, 2017	Alexis Boher - ABoher@imf.org
<b>Trainings</b>							
1	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (Code : GPR)	Administration Fiscale	AFC	27	Ebène	Mars 5-16, 2018	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org
<b>Ateliers techniques</b>							
1	Atelier technique sur la fiabilisation des comptes et élaboration du plan de trésorerie au profit de cadres du Tchad	Gestion des finances publiques	TCHAD	6	Libreville	3 au 7 juillet 2017	Agnès Turenne - ATurenne@imf.org
2	Atelier technique de formation des formateurs des ministères sectoriels à l'utilisation du module informatique élaboré pour les plans d'engagement	Gestion des finances publiques	RCA	6	Libreville	26 au 31 mars 2018	Abdoulaye Toure -AToure3@imf.org
3	Atelier technique sur l'élaboration de la stratégie de la dette	Gestion de la dette publique	RDC	7	Libreville	06 au 10 novembre 2017	Chaker Soltani - CSoltani@imf.org
4	Formation des superviseurs de la Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers de la Banque Centrale du Congo (BCC) nouvellement recrutés	Régulation et supervision bancaires	RDC	20	Libreville	27 novembre au 08 décembre 2017	Alexis Boher - ABoher@imf.org
5	Atelier technique portant sur la révision de la réglementation bancaire prudentielle qualitative	Régulation et supervision bancaires	RDC	6	Libreville	12 au 23 février 2018	Alexis Boher - ABoher@imf.org
6	Atelier technique sur les modes opératoires de la BRB pour la détection précoce des difficultés bancaires	Régulation et supervision bancaires	BURUNDI	6	Libreville	12 au 16 mars 2018	Alexis Boher - ABoher@imf.org
7	Atelier technique de formation des superviseurs bancaires de la Banque de la République du Burundi à la supervision opérationnelle du contrôle interne et de la gestion des risques	Régulation et supervision bancaires	BURUNDI	6	Libreville	23 au 27 avril 2018	Alexis Boher - ABoher@imf.org
8	Atelier technique de formation au SCN de 2008	Statistiques Macroéconomiques	RCA	5	Libreville	23 avril au 04 mai 2018	Hubert Gbossa - HGbossa@imf.org
<b>Autres activités de formation</b>							
1	Participation au séminaire régional d'AFRITAC Sud sur l'approche macroprudentielle à suivre en matière de contrôle et de gestion des risques systémiques	Régulation et supervision bancaires	RDC	2	Prétoria	23 au 27 octobre 2017	Alexis Boher - ABoher@imf.org



**FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional d'Assistance Technique**  
**pour l'Afrique Centrale**



**Annexe 4**

**Cadre Logique**  
**Année Fiscale 2019**

**Renforcer les capacités macroéconomiques en Afrique Centrale**

## CADRE LOGIQUE

### Renforcer les capacités macroéconomiques en Afrique Centrale

Principaux objectifs par domaine d'activité	Indicateurs vérifiables à la FY 2019	Suivi des indicateurs	Prérequis	Risques
1- Moderniser les cadres institutionnel et organisationnel, et renforcer les principales fonctions des administrations douanières et fiscales.	Implémentation des 100% des indicateurs de résultats prévus par le domaine.		<p>1- Mobilisation et disponibilité des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités programmées par l'AFRITAC Centre.</p> <p>2- Complémentarité avec l'assistance technique fournie directement par le siège du FMI et appui des autres partenaires soutenant les réformes.</p> <p>3- Volonté, engagement, et soutien des autorités régionales et nationales pour la mise en œuvre des réformes</p> <p>4- Adoption de la législation et de la réglementation nécessaires à la mise en œuvre des réformes</p> <p>5- Disponibilité de ressources financières internes adaptées, mobilisables facilement en temps opportun</p> <p>6- Disponibilité, stabilité et responsabilisation des équipes internes chargées de la mise en œuvre des réformes et de l'exécution des plans d'actions</p>	Situation sécuritaire appropriée et stabilité politique garantissant la réalisation des activités programmées et l'exécution des plans d'actions.
2- Améliorer le cadre légal, la préparation, l'exécution et le contrôle de l'exécution du budget.				
3- Améliorer la gestion des finances publiques en renforçant les capacités en matière d'analyse budgétaire, de budgétisation et de prévision.				
4- Appuyer à l'élaboration des comptes nationaux annuels et trimestriels, et renforcer les capacités, le partage d'expérience et les bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'élaboration des comptes nationaux et des statistiques soutenant les travaux de comptabilité nationale.				

## CADRE LOGIQUE

### Renforcer les capacités macroéconomiques en Afrique Centrale

Principaux objectifs par domaine d'activité	Indicateurs vérifiables à la FY 2019	Suivi des indicateurs	Prérequis	Risques
5- Appuyer la mise en œuvre de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) CEMAC et la mise en œuvre du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014), et renforcer les capacités, le partage d'expérience et les bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'élaboration des statistiques des finances publiques.	Implémentation de l'ensemble des indicateurs de résultats prévus par le domaine.		<p>1- Mobilisation et disponibilité des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités programmées par l'AFRITAC Centre.</p> <p>2- Complémentarité avec l'assistance technique fournie directement par le siège du FMI et appui des autres partenaires soutenant les réformes.</p> <p>3- Volonté, engagement, et soutien des autorités régionales et nationales pour la mise en œuvre des réformes</p> <p>4- Adoption de la législation et de la réglementation nécessaires à la mise en œuvre des réformes</p> <p>5- Disponibilité de ressources financières internes adaptées, mobilisables facilement en temps opportun</p> <p>6- Disponibilité, stabilité et responsabilisation des équipes internes chargées de la mise œuvre en des réformes et de l'exécution des plans d'actions</p>	Situation sécuritaire appropriée et stabilité politique garantissant la réalisation des activités programmées et l'exécution des plans d'actions.
6- Réduire le coût et le risque de la dette publique, développer le marché intérieur des titres publics et améliorer l'accès au financement de long terme				
7- Améliorer le cadre réglementaire et prudentiel de la supervision bancaire, renforcer les capacités de mise en œuvre de la supervision basée sur les risques, promouvoir la mise en application de Bâle II/Bâle III et la comptabilisation en normes IFRS des créances improductives, afin de renforcer la surveillance du secteur financier.				

**Administration des revenus - Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif du domaine :** Moderniser les administrations des revenus pour une meilleure mobilisation des ressources fiscales

**Objectif stratégique 1 :** Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus

**Objectif spécifique :** Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Etapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
CEMAC	Les administrations douanières des pays membres de la CEMAC n'appliquent pas uniformément les dispositions du Code des Douanes	Les procédures douanières, telles que prévues par le code régional révisé de la CEMAC sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les textes d'application du code CEMAC révisé contiennent des procédures modernes et alignées aux meilleures pratiques internationales	13 textes d'application du code régional révisé ont été rédigés	Missions d'appui à la rédaction des textes d'application du Code des douanes CEMAC révisé	Organisation Mondiale des Douanes	Appui politique pour l'adoption du nouveau Code des Douanes.  Disponibilité des équipes de la CEMAC
COG, GNQ, STP, RCA	Les procédures et l'organisation des douanes sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les procédures douanières alignées aux meilleures pratiques sont élaborées, appliquées et diffusées	Les procédures appliquées ne sont pas alignées aux meilleures pratiques internationales	Les procédures douanières alignées aux meilleures pratiques internationales sont rédigées	Mission d'assistance à la modernisation des procédures, de l'organisation et de recouvrement des recettes douanières	Organisation mondiale des douanes, CNUCED, Banque Africaine de Développement	Appui politique Support et engagement des dirigeants
GE, STP	Les procédures fiscales ne sont pas modernisées	Les procédures fiscales sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Des procédures modernes conformes aux meilleures pratiques internationales sont élaborées, appliquées et diffusées	Les projets de textes de procédures fiscales sont disponibles.	Mission d'assistance à la modernisation des procédures fiscales	Union Européenne	Appui politique Support et engagement des dirigeants
STP, GAB	L'organisation actuelle n'est pas modernisée	L'organisation mise en place permet une mise en oeuvre efficace des stratégies de réformes	Les structures de gestion des contribuables par segment sont mises en place	Les projets de textes de création des CIME et du DGE sont adoptés	Mission d'appui à la modernisation de l'organisation des services fiscaux et visite professionnelle d'immersion de cadres dans un pays tiers	n/a	Appui politique Support et engagement des dirigeants

**Administration des revenus - Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif stratégique 1** : Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus

**Objectif spécifique** : Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé

Pays / Région / Institution	Contexte initial	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Etapes intermédiaires	Mode opératoire	Principaux Partenaires	Risques
Pays AFC	Les données 2016 et 2017 de la plate-forme ISORA ne sont pas encore renseignées	Les capacités de réforme augmentent a cause d'une vraie stratégie de réforme et d'un cadre stratégique de gestion adopté et institutionnalisé	Le taux de complétion de la plate-forme ISORA est de 100% pour tous les pays membres à fin mars 2019	Le taux de complétion de la plate-forme ISORA est de 80% pour tous les pays membres à fin octobre 2018	Séminaire interrégional conjoint AFC/AFW1 sur ISORA	n/a	Support et engagement des dirigeants Appui politique

**Objectif stratégique 2** : Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales

**Objectif spécifique** : Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées

CMR COG GAB	Les pays ne disposent de méthodes et d'outils efficaces de recherche et de traitement des informations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des règles fiscales	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales	Mission d'appui au renforcement des activités d'enquêtes et de recherches	Banque mondiale	Support et engagement des dirigeants Appui politique
COG, GAB	Le mécanisme de recouvrement et de comptabilisation des recettes	Une plus grande proportion de contribuables respecte leurs obligations fiscales de paiement	Le nombre de contribuables qui respectent leurs obligations fiscales suivant les délais légaux croit progressivement	Des programmes détaillés de recouvrement des arriérés sont élaborés	Mission d'appui aux activités de recouvrement des arriérés fiscaux	Banque mondiale	Support et engagement des dirigeants Appui politique
BDI, GNQ, GAB, TCH; RDC	Les administrations fiscales de la région ne disposent pas de stratégie de contrôle basée sur les principaux risques fiscaux	Les règles fiscales sont bien appliquées	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des règles fiscales	Les programmes de contrôle fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	Missions d'appui sur la programmation et à la conduite des contrôles fiscaux.	GIZ, Banque Mondiale, UE	Support et engagement des dirigeants Appui politique

**Administration des revenus - Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif stratégique 2 :** Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales

**Objectif spécifique :** Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Etapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
Pays AFC	L'insuffisante collaboration des deux régies contribue à la prolifération des fraudes	Les programmes de contrôles fiscaux et douaniers contribuent efficacement au respect des règles fiscales et douanières	Les contrôles fiscaux et douaniers contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales et douanières	Le nombre de contrôles a posteriori augmente progressivement et les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture de risques	Séminaire régional sur le renforcement de la collaboration douanes-impôts	GIZ	Support et engagement des dirigeants Appui politique
RCA, COG	Les portefeuilles des grandes et moyennes entreprises ne sont pas totalement maîtrisés et les taux de défaillance restent élevés	une plus grande proportion de contribuables respecte leurs obligations fiscales déclaratives	Le nombre de contribuables qui respectent leurs obligations déclaratives suivant les délais légaux croît progressivement	Des programmes de contrôle basés sur les risques sont élaborés. Des outils de surveillance /suivi des contribuables à chaque échéance sont élaborés	Mission d'appui au renforcement de la gestion des moyennes entreprises	GIZ, Banque Mondiale, UE	Support et engagement des dirigeants Appui politique

**Objectif stratégique 3 :** Renforcement des principales fonctions des administrations douanières

**Objectif spécifique :** Les principales fonctions des administrations douanières sont renforcées

Pays AFC	La programmation et la conduite des contrôles à posteriori n'est pas maîtrisée par les services douaniers.	Les contrôles douaniers contribuent plus efficacement au respect des règles douanières	Le nombre de contrôle douanier augmente progressivement	Une instruction cadre sur la programmation et l'exécution des contrôles a posteriori est disponible	Séminaire régional sur la programmation et la conduite des contrôles à posteriori	CEEAC, CEMAC	Appui politique Support et engagement des dirigeants
COG TCH	L'évaluation de la valeur en douane n'est pas maîtrisée	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations	L'évaluation de la valeur en douane suivant les standards internationalement reconnus s'est améliorée	Un plan de réorganisation et de renforcement des procédures de la valeur est disponible.	Missions d'assistance au renforcement du bureau de la valeur en douane	n/a	Appui politique Support et engagement des dirigeants

***Administration des revenus - Cadre Logique de l'année fiscale 2019***

**Objectif stratégique 3** : Renforcement des principales fonctions des administrations douanières

**Objectif spécifique** : Les principales fonctions des administrations douanières sont renforcées

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Étapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
CMR, GAB, RDC	Le contrôle à destination des marchandises exonérées n'est pas maîtrisé	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le contrôle à posteriori contribue efficacement au respect des règles douanières	Une instruction cadre sur le contrôle à destination des marchandises exonérées est disponible	Missions d'appui au renforcement du contrôle à destination des marchandises exonérées	Organisation Mondiale des Douanes, CEMAC	Appui politique  Support et engagement des dirigeants

**Gestion des finances publiques – Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif du domaine :** Promouvoir la bonne gouvernance par une gestion efficace des finances publiques

**Objectif stratégique 1 :** Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques

**Objectif spécifique :** Améliorer le cadre légal des finances publiques et l'efficacité institutionnelle

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Etapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
Pays CEMAC (RCA, COG, GNQ, CMR)	Le taux de transposition des directives du cadre harmonisé reste très faible soit 33%	Disponibilité d'un cadre légal complet de gestion des Finances publiques	(FTC.222)	Délivrance des avis de conformité sur les projets de texte	Délivrance des avis sur les projets de textes proposés à la transposition.  Participation aux initiatives de renforcement des capacités	CEMAC	Faible engagement politique
Pays AFC	Les instruments de programmation pluriannuelle des investissements publics ne sont pas mis en place	Programmation et planification des investissements plus crédibles	PEFA PI 11.3	Formation sur les instruments  Mise en place des instruments  Exploitation des instruments	Séminaire AFC/AFW	CEMAC	Faible engagement politique

**Gestion des finances publiques – Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif stratégique 2 :** Favoriser une meilleure préparation budgétaire

**Objectif spécifique :** Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Etapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
RDC	Le cadre de performance du budget programme n'est pas encore disponible pour l'ensemble des ministères	Les informations relatives aux allocations de ressources sur la base des politiques et des performances sont disponibles	PEFA PI-8	Mission de revue des projets de PAP	Mission ponctuelle de revue des projets de PAP	n/a	Faible engagement politique
Pays AFC	Faible niveau de mise en place du budget programmes	Les informations relatives aux allocations de ressources sur la base des politiques et des performances sont disponibles	PEFA PI-8	Formation sur les instruments  Formation sur le processus et les documents	Forum de haut niveau	CEMAC	Faible engagement politique
TCD	Présentation de la loi de finances et des opérations budgétaires non alignées sur la nouvelle nomenclature budgétaire	Amélioration de la compréhension du budget	PEFA PI-5	Revue de la présentation de la structure du budget de l'Etat	Mission ponctuelle	CEMAC	Faible engagement politique

**Gestion des finances publiques – Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif stratégique 2** : Favoriser une meilleure préparation budgétaire

**Objectif spécifique** : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Etapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
COG	Cadre de performance du budget programme non disponible pour l'ensemble des ministères	Réalisation des PAP conformément au programme convenu	PEFA PI-5. PI-8	Consolidation de la maquette des programmes Répartition des couts des programmes et des effectifs	Mission ponctuelle	CEMAC	Faible engagement politique
GAB	Inexistence d'une organisation de la tutelle financière des établissements publics	Améliorer la tutelle technique et financière des établissements publics	PEFA PI-6	Identification d'un pays d'accueil  Accord des autorités	Voyage d'études de cadres de la DGBFIP	CEMAC	Néant
GNQ	Le cadre harmonisé de gestion des finances publiques n'est pas transposé dans l'ordonnement juridique national	Amélioration de la documentation budgétaire	PEFA PI-5	Atelier de sensibilisation	Atelier national	CEMAC	Faible engagement politique
Pays AFC	Les dispositifs de suivi de la conjoncture et de prévision macroéconomique sont desuets	Renforcement des dispositifs de suivi de la conjoncture et de prévision macroéconomique	PEFA PI 14	Examen du suivi de la conjoncture  Revision methodologique et des modes operatoires des prévisions macroeconomiques	Séminaire AFC/CEMAC/CEA	CEMAC/CEA	Faible engagement politique

**Gestion des finances publiques – Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif stratégique 2** : Favoriser une meilleure préparation budgétaire

**Objectif spécifique** : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Etapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
GNQ, STP	ND	Renforcement de la fonction macro-budgétaire	PEFA PI 14	Identification des besoins en renforcement des capacités	Mission ponctuelle	n/a	Faible capacité des cadres
TCH, COG, COD	Certaines fonctionnalités des modèles de cadrage ne sont pas opérationnelles	Diagnostic des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	PEFA PI 14	Appropriation des outils	Mission ponctuelle	n/a	Faible capacité et trop forte mobilité des cadres
RCA	Le Comité de cadrage n'est pas fonctionnel. Le pays ne dispose pas d'un modèle de cadrage intégré	Amélioration des dispositifs institutionnels et techniques de cadrage macroéconomique et budgétaire	PEFA PI 14	Mission exploratoire AF18	Mission ponctuelle + mission d'imprégnation	n/a	Contraintes de calendrier
Pays AFC	ND	Les participants sont formés à l'analyse et aux prévisions budgétaires	PEFA PI14	ND	Cours régional	ICD/ATI	Contraintes de calendrier
RCA	ND	Mise en place de dispositif technique d'élaboration des CBMT	PEFA PI 16	Etat des lieux de l'élaboration des CBMT	Mission ponctuelle	n/a	Faible capacité et trop forte mobilité des cadres

**Gestion des finances publiques – Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif stratégique 2 :** Favoriser une meilleure préparation budgétaire

**Objectif spécifique :** Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Etapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
CMR	ND	Améliorer le contrôle de l'exécution du budget	PEFA PI- 25	Elaboration d'une stratégie de Mise en place du contrôle interne	Mission ponctuelle	n/a	Faible engagement politique

**Objectif stratégique 3 :** Favoriser une meilleure exécution du budget et du contrôle

**Objectif spécifique :** Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire

RCA	Faible prévisibilité dans l'exécution du budget	Amélioration de la prévisibilité infra annuelle de l'exécution du budget	PEFA PI-21.2 PI 21.3	Mise en place dans le système des formulaires de plan d'engagement global et sectoriel	Mission Ponctuelle	CEMAC	Faible engagement politique
CMR	Faiblesse prévisibilité des flux financiers	Amélioration du suivi des plans de trésorerie	PEFA PI-21	Actualisation régulière des plans de trésorerie	Mission ponctuelle	n/a	Manque de volonté des autorités
STP	Une faible prévisibilité de l'exécution du budget	Améliorer le contrôle de l'exécution du budget	PEFA PI-21	Identification des gestionnaires  Analyse de la structure du budget  Analyse de structure du système d'information	Mission ponctuelle	n/a	Faible engagement politique

**Gestion des finances publiques – Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif stratégique 4:** Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers

**Objectif spécifique :** Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Etapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
STP	Faiblesse de la gestion de trésorerie	Amélioration de la qualité, de la fiabilité et de l'intégrité des données financières	PEFA 27-1	Connaissance des comptes ouverts dans les banques commerciales  Consolidation des soldes de trésorerie et de la balance	Mission ponctuelle	n/a	Faible capacités locales
RCA	Audit des comptes dormants faits et renégociation des conventions bancaires en cours	Amélioration de la qualité, de la fiabilité et de l'intégrité des données financières	PEFA 27-1	Fermeture des comptes dormants et explication des divergences	Mission ponctuelle	Expertise France	Situation politique et sécuritaire
COG	Information comptable et financière non disponible	Amélioration de la qualité, de la fiabilité et de l'intégrité des données financières	PEFA27-2	Restauration progressive des fondamentaux de la comptabilité	Mission ponctuelle	n/a	Situation Politique Engagement des autorités

**Gestion des finances publiques – Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif stratégique 4:** Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers

**Objectif spécifique :** Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Etapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
GAB	Manque d'exhaustivité des données financières	Amélioration de la qualité, de la fiabilité et de l'intégrité des données financières	PEFA27-2	Arrêtés comptables mensuels, apurement des comptes d'attente et d'imputation	Mission ponctuelle	n/a	Implication des autorités
RDC	n/a	Amélioration de la qualité, de la fiabilité et de l'intégrité des données financières	PEFA-27.2	Arrêtés comptables mensuels, apurement des comptes d'attente et d'imputation	Mission ponctuelle	n/a	Situation politique et sécuritaire

**Objectif stratégique 5 :** Améliorer la gestion des actifs et des passifs

**Objectif spécifique :** Améliorer la gestion des actifs et des passifs

RCA	La centralisation bancaire n'est pas rationalisée	Les prévisions des flux de trésorerie sont actualisées mensuellement	PEFA 21-2	Centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT	Mission ponctuelle	Expertise France	Situation politique
CMR	N/A	Amélioration de la Prévisibilité des Plans de trésorerie allés aux PE et PPM	PEFA 21-2	Elaboration et actualisation des plans de trésorerie	Mission ponctuelle	n/a	Faible mise en application des directives

**Gestion des finances publiques – Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif stratégique 5 : Améliorer la gestion des actifs et des passifs**

**Objectif spécifique : Améliorer la gestion des actifs et des passifs**

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Etapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
TCH	N/A	Centralisation, consolidation et fiabilité des informations comptables du CUT	PEFA21-1	Visibilité sur les comptes ouverts dans les banques commerciales, Modalités de Consolidation des soldes de trésorerie et nivellement vers le CUT	Mission ponctuelle	Union européenne	Engagement des personnels/ Situation politique
GAB	Besoin de clarté des modalités de fonctionnement du CUT	Centralisation quotidienne et fiabilité des informations financières	PEFA21-1	Connaissance des modalités de fonctionnement du CUT et des comptes ouverts dans les banques et à la CDC	Mission ponctuelle	n/a	Engagement des autorités
COG	Information comptable des CUT non disponible	Centralisation, consolidation et fiabilité des informations comptables du CUT	PEFA21-1	Inventaire des comptes ouverts dans les banques commerciales	Mission ponctuelle	n/a	Engagement des personnels
GNQ	Inexistence d'un plan de trésorerie PE et PPM	Fiabilisation des documents comptables (Balance) mise en place d'un plan de trésorerie, PE et PPM	PEFA 21-2	Production des documents comptables de base, meilleure maîtrise du suivi de la trésorerie	Mission ponctuelle	Banque Mondiale	Volonté des autorités. En réserve.

***Gestion des finances publiques – Cadre Logique de l'année fiscale 2019***

**Objectif stratégique 6:** Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires

**Objectif spécifique :** Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires

Pays AFC	ND	Les participants sont formés à l'analyse des sensibilités macro-budgétaires et à la construction des scénarios alternatifs	PEFA 14.3	Mission exploratoire CMR AF18	Séminaire	CEMAC	Disponibilité des Experts court terme
GAB, CMR	Les risques macro-budgétaires ne sont pas documentés.	Les acteurs sont sensibilisés sur les méthodes d'identification et de suivi des risques macro-budgétaires	PEFA 14.3	Travaux exploratoires dans les pays	Mission ponctuelle	n/a	Disponibilité du pays d'accueil

**Statistiques des finances publiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif du domaine :** Favoriser des politiques fiscales et budgétaires cohérentes par des statistiques financières harmonisées

**Objectif stratégique 1:** Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décisions

**Objectif spécifique :** Renforcer la compilation et la diffusion de données statistiques financières pour la prise de décision conformément aux normes statistiques internationales, y compris la mise en place/l'amélioration de l'infrastructure statistique, des données de base, de leur utilité et/ou des métadonnées.

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Etapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
GAB, CMR, RDC, R. CGO, TCH, RCA	Les statistiques des finances publiques produites actuellement sont sur la base du MSFP 1986, donc la base caisse	<p>Amélioration de la capacité du personnel grâce à la formation, en particulier sur l'élaboration de données de source, les méthodes de compilation et de diffusion des statistiques des finances publiques ;</p> <p>Les données sources sont adéquates pour la compilation des statistiques financières (DQAF 3.1) ;</p> <p>Une nouvelle série de données statistiques des finances publiques a été compilé et diffusé en interne et / ou au grand public.</p>	<p>Le nombre adéquat des cadres des pays-membre formés à la production et la diffusion des statistiques financières ;</p> <p>Les données sources sont exhaustives et permettent la compilation des statistiques financières de l'administration centrale budgétaire</p>	Un minimum de deux cadres par pays formés sur le retraitement et l'exploitation des données sources au TOFE nouveau format.	Mission ponctuelle - des appuis et formations sur place.	Cadres des Ministères des Finances et/ou du Budget des pays-membres ; Cadres de la CEMAC (Finances Publiques).	<p>De faibles capacités en SFP des cadres des pays-membres ;</p> <p>Des réformes en comptabilité publique moins avancées ;</p> <p>Moins de volonté politique pour adopter une gestion des finances publiques plus sophistiquée (dont la base des droits constatés).</p>

**Statistiques des finances publiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif stratégique 1:** Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décisions

**Objectif spécifique :** Renforcer la compilation et la diffusion de données statistiques financières pour la prise de décision conformément aux normes statistiques internationales, y compris la mise en place/l'amélioration de l'infrastructure statistique, des données de base, de leur utilité et/ou des métadonnées.

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Etapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
Pays AFC	L'effectif des ressources des ressources humaines actuel est inadéquat.	Amélioration de la capacité du personnel grâce à la formation, en particulier sur l'élaboration de données de source, les méthodes de compilation et de diffusion des statistiques des finances publiques	Le nombre adéquat des cadres des pays-membre formés à la production et la diffusion des statistiques financières.	Au moins 5 cadres par pays ont participé aux séminaires régionaux les principes du <i>MSFP 2001/2014</i> , ainsi ceux du <i>MSDSP 2011</i> .	Des séminaires régionaux ainsi que des visites d'apprentissage entre pairs des cadres en charge de l'élaboration des SFP.	Cadres des Ministères des Finances et/ou du Budget des pays-membres ; Cadres de la CEMAC (Finances Publiques).	L'aval des autorités hôtes pour des visites entre pairs ;  La coopération des autorités hôtes à partager les données de base avec des collègues d'autres pays.

**Objectif stratégique 2:** Améliorer la transparence des statistiques financières pour la prise de décision grâce à une diffusion renforcée via les initiatives de normalisation des données du Fonds.

**Objectif spécifique :** Participation au Système Général de Diffusion des Données du FMI (SGDD)

GAB, CGO	Aucune métadonnée e-SGDD n'a été rédigée ou les métadonnées e-GDDS n'ont pas été mises à jour depuis plus de quatre ans	Les pays-membres commencent à participer au e-GDDS (ou entièrement mettent à jour leurs métadonnées SGDD)	Métadonnées E-SGDD finalisées pour au moins quatre catégories de données principales	Au moins 2 pays sur 9 ont rédigé leurs métadonnées e-GDDS	Mission ponctuelle - des appuis et formations sur place	Cadres des Ministères des Finances et/ou du Budget des pays-membres ; Département des Statistiques du FMI	La disponibilité des statistiques financières fiables
----------	---	---	--	---	---	---	---

**Statistiques macroéconomiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif du domaine :** Appuyer l'élaboration de politiques économiques par des statistiques fiables

**Objectif stratégique :** Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision.

**Objectif spécifique 1 :** Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision conformément à la norme statistique internationale acceptée, y compris le développement, l'amélioration de l'infrastructure statistique, des données de base, de l'état de service et / ou des métadonnées.

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Etapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
GNQ COG, COD, TCH, CAF GAB, STP	Les comptes nationaux ne sont pas à jour. Retards d'un an à quatre ans et il n'existe pas d'outil de comptes nationaux provisoires	Amélioration de l'actualité des données mises à la disposition en interne / ou au public	Les comptes nationaux sont diffusés conformément à la norme de diffusion appropriée	L'outil de comptes nationaux provisoires est mis en place  Des comptes d'années récentes sont élaborés 2005-2016 et diffusés  Les comptes des années sautées sont élaborés.	Missions ponctuelles de soutien technique	AFRISTAT / Banque Mondiale /CUA	Soutien politique (Bas)  Appui de la direction et engagement (Moyen)  Capacité à atteindre les objectifs (Élevé)  Capacité à respecter les délais (Bas)
CAF ; COG; COD; TCH; GAB ; GNQ	A peine deux personnes par pays sont en mesure de compiler les comptes	Les ressources sont suffisantes pour compiler et diffuser les statistiques macroéconomiques et financières CEQD 0.2	1- Le nombre et / ou les capacités du personnel en charge de la compilation et de la dissémination de ces données statistiques est adéquat  2- Le nombre et la qualité des ordinateurs et logiciels sont adéquats pour la compilation des données et leur dissémination	Deux autres personnes ont acquis la capacité de compiler les comptes en décembre 2018	Missions ponctuelles de soutien technique	n/a	Soutien politique (Bas)  Appui de la direction et engagement (Moyen)  Capacité à atteindre les objectifs (Élevé)  Capacité à respecter les délais (Bas)

**Statistiques macroéconomiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif stratégique :** Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision.

**Objectif spécifique 1 :** Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision conformément à la norme statistique internationale acceptée, y compris le développement, l'amélioration de l'infrastructure statistique, des données de base, de l'état de service et / ou des métadonnées.

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Étapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
CMR	Les comptes nationaux trimestriels sont élaborés selon approche production. De nouveaux indicateurs infra-annuels plus fiables sont en cours de compilation.	Des données infra-annuelles ont été compilées et disséminées en interne et / ou au public CEQD 4.1.1	Compilation et dissémination des comptes nationaux trimestriels ou mensuels	Série des comptes nationaux trimestriels approche production a prix courants est disponible en mai et juin 2018	Missions ponctuelles de soutien technique	n/a	Soutien politique (Bas) Appui de la direction et engagement (Moyen) Capacité à atteindre les objectifs (Élevé) Capacité à respecter les délais (Bas)
CMR, GAB, TCH, COD ; COG; GNQ; CAF; STP	Les comptes annuels disponibles sont dans le Système de comptabilité nationale (1993) – avec une année de base 2005 pour la plupart	Un nouvel ensemble de données a été compilé et diffusé en interne et / ou au public	De nouvelles données de comptabilité nationale conformes au dernier manuel du Système de comptabilité nationale (2008) sont disponibles.	Les données sources les plus récentes (recensements, enquêtes, statistiques courantes) sont prises en compte dans les travaux de changement d'année de base. Les comptes nationaux de 2016 nouvelle année de base conformes au SCN 2008 sont disponibles en décembre 2018	Missions ponctuelles de soutien technique	n/a	Soutien politique (Bas) Appui de la direction et engagement (Moyen) Capacité à atteindre les objectifs (Élevé) Capacité à respecter les délais (Bas)
CMR, COG, COD, GAB, GNQ, CAR, TCH, STP	Les pays de la région ont un besoin accru en renforcement des capacités dans le domaine de la comptabilité nationale	La compréhension du système de comptabilité nationale par les cadres nationaux est renforcée	L'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	Préparation du séminaire y compris l'organisation de l'évènement, et les présentations thématiques	Séminaire régional	n/a	Non disponibilité des comptables nationaux

**Gestion de la dette publique - Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif du domaine :** Contribuer à la croissance économique par une meilleure gestion de la dette

**Objectif stratégique 1 :** Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT), réduire le coût et les risques liés à la dette publique et développer le marché intérieur des titres publics

**Objectif spécifique :** Formuler et soutenir la mise en place d'une Stratégie durable de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) conduisant à un solide portefeuille.

Pays / Région / Institution	Contexte initial	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Etapes intermédiaires	Mode opératoire	Principaux Partenaires	Risques
COG GAB, RDC, RCA, TCH	Règlement CEAC sur la politique d'endettement et directives FMI/Banque Mondiale pour la gestion de la dette publique.  Absence de stratégie à moyen terme pour la gestion de la dette et le choix des instruments de financement  Le suivi du portefeuille de prêts n'est pas exprimé à travers des indicateurs standards ;	Renforcer les capacités des gestionnaires de la dette sur le cadre et l'outil quantitatif SDMT qui prépare les gestionnaires de la dette à mieux identifier et gérer les risques liés à la dette.	Préparer l'exportation de la base de données des prêts vers l'outil MTDS ;  Calculer les indicateurs standards du portefeuille de dette ;  Maîtriser les 8 étapes recommandées pour la SDMT ;	Participants à la formation analysent les données de la dette du pays en utilisant l'outil SDMT.  Les Participants sont capables de calculer les indicateurs du portefeuille/pays  Les participants sont familiarisés aux 8 étapes recommandées pour l'élaboration de la SDMT.	Mission ponctuelle  Atelier Pays de formation  Atelier régional	n/a	Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet
<b>Objectif Stratégique 2 :</b> Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette, réduire le cout et les risques et développer le marché intérieur des titres publics							
<b>Objectif spécifique :</b> Développer une analyse périodique des risques du portefeuille de la dette et mettre en place un cadre efficace de gestion des risques permettant de renseigner la stratégie de gestion de la dette et la viabilité de la dette et conduisant à un solide portefeuille de dette.							
STP	Rapports d'AT, et directives FMI/Banque Mondiale pour la gestion de la dette publique La gestion des risques liés au portefeuille de dette n'est pas intégrée dans les activités courantes de la dette.	Mettre en place un cadre efficace d'analyse des risques ;	Utilisation effective du cadre de gestion des risques et suivi des résultats obtenus ;	-Les participants calculent les indicateurs de stock et de flux du portefeuille de la dette ;	Mission ponctuelle  Atelier pays de formation	n/a	Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet

**Gestion de la dette publique - Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif Stratégique 2** : Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette, réduire le cout et les risques et développer le marché intérieur des titres publics

**Objectif spécifique** : Développer une analyse périodique des risques du portefeuille de la dette et mettre en place un cadre efficace de gestion des risques permettant de renseigner la stratégie de gestion de la dette et la viabilité de la dette et conduisant à un solide portefeuille de dette.

Pays / Région / Institution	Contexte initial	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Etapes intermédiaires	Mode opératoire	Principaux Partenaires	Risques
RCA	Rapports d'AT  Le rapport annuel de la dette n'est pas produit ou il est de mauvaise qualité	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un rapport annuel sur la dette	Production d'un rapport annuel de la dette	-un rapport annuel de la dette est produit ; -des bulletins périodiques de la dette sont produits et publiés.	Mission ponctuelle  Atelier pays de formation	CNUCED	Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet

**Objectif stratégique 3** : Analyser la viabilité de la dette, la dynamique et les risques courus pour informer les autorités fiscales.

**Objectif spécifique** : Renforcer les capacités analytiques des gestionnaires de la dette en AVD (analyse de la viabilité de la dette)

GAB TCD	Absence d'AVD réalisée de manière autonome par les autorités  L'AVD n'est pas produite	Assister les agents à s'approprier les fondements théoriques sous-tendant l'AVD et l'utilisation de l'outil AVD.	Produire de manière autonome et au moins une fois par an une AVD ;	-Les participants aux différents ateliers complètent un exercice AVD en utilisant l'outil AVD ; -Les participants maîtrisent les liens entre dette et les données macroéconomiques dans l'AVD	Mission ponctuelle Atelier pays de formation  Atelier régional	n/a	Soutien et engagement du personnel Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet
------------	--	--	--	--	---	-----	--

**Gestion de la dette publique - Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif stratégique 4** : Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur

**Objectif spécifique** : Établir une infrastructure juridique et institutionnel efficace du marché des titres publics compatible avec le niveau de développement du marché

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Étapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
COG	<p>Demande des autorités et rapport d'AT</p> <p>Le marché intérieur est peu profond</p>	Développement du marché des émissions	Elaborer une stratégie pays des émissions des titres	<p>- Instaurer une stratégie de communication avec le marché</p> <p>-Diversifier les investisseurs</p> <p>-Diversifier les maturités utilisées</p>	Mission ponctuelle d'assistance technique	n/a	Risque politique : volonté des autorités à mettre en place les réformes identifiées
STP	<p>Rapport d'AT de Décembre 2017</p> <p>Le marché intérieur de la dette est récent, une stratégie pour son développement est nécessaire</p>	<p>Standardisation des instruments et des pratiques d'émission des titres publics ;</p> <p>Développer le processus d'émission des titres publics</p>	<p>Un plan d'action est élaboré</p> <p>Les règles de fonctionnement du marché primaire sont révisées</p>	<p>Introduire les instruments de long terme</p> <p>Elaborer un calendrier annuel d'émission</p> <p>Elaborer une stratégie de développement du marché</p>	Mission ponctuelle d'assistance technique	n/a	Risque politique : volonté des autorités de la RDC à publier les textes préparés

**Gestion de la dette publique - Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif stratégique 5 :** Développer le marché des Sukuk en tant que financements à long terme des infrastructures, réduire les coûts et les risques de la dette publique et accroître la capacité et le choix de financement.

**Objectif spécifique :** Établir une infrastructure juridique et institutionnel efficace du marché des sukuk compatible avec le niveau de développement du marché.

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Étapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
TCH	<p>Les Sukuk ne sont pas utilisés comme instrument de mobilisation des financements de long terme ;</p> <p>Absence de cadre juridique pour l'émission des Sukuk ;</p> <p>Orientations des autorités pour développer la finance islamique</p>	Elaborer une feuille de route conduisant à l'émission des Sukuk	<p>Identification et hiérarchisation des projets de développement du gouvernement sur une période de trois à cinq ans</p> <p>Description des actifs publics existants pouvant servir de sous-jacent pour Sukuk</p>	<p>Préparer un plan d'action sur le processus d'émission ; Identifier une liste d'actifs à associés aux émissions Sukuk ;</p> <p>Déterminer les préalables techniques et juridiques ;</p>	Mission ponctuelle d'assistance technique	n/a	Risque politique : volonté des autorités tchadiennes à mettre en place la feuille de route préparée ;

**Gestion de la dette publique - Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif stratégique 6** : Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette en vue d'améliorer la capacité du gouvernement à gérer efficacement la dette publique.

**Objectif spécifique** : Soutenir les autorités dans la mise en place d'une structure institutionnelle efficace pour la gestion de la dette publique

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Étapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
COG STP	L'autorité unique n'est pas instaurée ;  Absence d'une structure de coordination des activités de la dette ;  Les services de gestion de la dette ne sont pas organisés sur une base fonctionnelle ;  Absence d'un manuel de procédures de gestion de la dette ;	Réviser le cadre juridique de la dette ;  Moderniser le cadre organisationnel et institutionnel de la dette	Etablir un plan d'action pour la réforme du cadre juridique, organisationnel et institutionnel de gestion de la dette	- Revoir les textes réglementaires - Réorganiser les services de gestion de la dette - Compléter le corpus juridique en vue d'instaurer l'autorité unique de la dette	Mission ponctuelle d'assistance technique	n/a	Risque politique : volonté des autorités à mettre en place le plan d'action des réformes préparées ;
RCA	Rapport d'AT de mars 2017  Les procédures de gestion de la dette ne sont pas formalisées	Formaliser les procédures de gestion de la dette	Etablir un manuel de procédures de gestion de la dette	- Revoir les textes du CNDP - formaliser les procédures de gestion de la dette ;	Mission ponctuelle d'assistance technique	n/a	Soutien et engagement du personnel

**Régulation et supervision bancaires - Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif du domaine :** Renforcer la stabilité financière par un cadre robuste de réglementation et de supervision bancaires

**Objectif stratégique 1 :** Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales

**Objectif spécifique:** Développer/Renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Étapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
BDI	La nouvelle loi bancaire du Burundi a été publiée en août 2017 et la BRB a engagé un programme de mise à jour de l'ensemble de sa réglementation prudentielle pour la mettre en cohérence avec la nouvelle loi	La BRB dispose d'un ensemble de règlements prudentiels d'application de la nouvelle loi bancaire actualisés	Publication des règlements modifiés	Validation par la BRB des modifications proposées ; finalisation de la rédaction des projets d'instructions par la BRB	Appui à la BRB pour la révision des projets des règlements d'application de la nouvelle loi bancaire, en vue de leur mise en cohérence avec la loi, en conformité avec les normes internationales. Aide-mémoire détaillé remis à la BRB avec des recommandations.	BRB	Délais de finalisation et de publication par la BRB des nouveaux projets de règlements. Manque de ressources de la BRB et de l'AFRITAC. Suspension des missions au Burundi pour raison de sécurité.
RDC	Les graves difficultés rencontrées par plusieurs banques de RDC justifient le renforcement des exigences de la BCC au stade de l'agrément des banques	La BCC dispose d'un projet de réglementation relative à l'agrément efficace et rigoureux	Rédaction des projets d'instructions modifiées par la BCC (n° 18 et 19)	Validation par la BCC des modifications proposées ; finalisation de la rédaction des projets d'instructions par la BCC	Appui à la BCC pour la mise en conformité de la réglementation existante avec les normes internationales. Aide-mémoire détaillé remis à la BCC incluant la rédaction des avant-projets d'instructions modifiées (n° 18 et 19).	BCC	Délais ou complications internes retardant la finalisation des nouveaux projets d'instructions par la BCC. Manque de ressources de la BCC. Suspension des missions en RDC pour raison de sécurité.

**Régulation et supervision bancaires - Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif stratégique 1** : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales

**Objectif spécifique** : Développer/Renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Etapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
RDC	La qualité globalement insatisfaisante de la gouvernance, du contrôle interne, de la gestion des risques et des conditions d'agrément justifient la refonte des exigences prudentielles applicables aux banques de RDC en la matière, conformément aux normes internationales	La BCC dispose d'un ensemble complet d'instructions prudentielles qualitatives mises en harmonie avec les normes internationales	Publication des instructions modifiées par la BCC (n° 17, 18, 19, 21 et 22)	Validation par la BCC des modifications proposées ; finalisation de la rédaction de la version finale des instructions par la BCC	Relecture finale de tous les projets d'instructions modifiées par la BCC pour vérifier leur conformité avec les normes internationales. Aide-mémoire détaillé remis à la BCC	BCC	Délais ou complications institutionnelles retardant la publication effective des nouvelles instructions par la BCC. Suspension des missions en RDC pour raison de sécurité.
STP	La réglementation prudentielle de la BCSTP, en matière de contrôle interne, de conformité, de gestion des risques et de gouvernance et ancienne (2007) et incomplète	La BCSTP dispose d'une réglementation prudentielle qualitative complète, efficace et conforme aux normes internationales	Publication des règlements modifiés ou complétés relatifs au contrôle interne, à la gestion des risques et à la gouvernance des banques	Validation par la BCSTP des modifications proposées ; finalisation de la rédaction des projets de règlements par la BCSTP	Appui à la BCSTP pour la mise en conformité de la réglementation existante avec les normes internationales et les bonnes pratiques de supervision. Aide-mémoire détaillé remis à la BCSTP avec des suggestions de modification et des recommandations	BCSTP	Manque de ressources et de capacité d'absorption de la BCSTP. Intensité des travaux à effectuer en une seule mission. Barrière de la langue : (i) perte d'efficacité inhérente à la traduction des documents et des entretiens durant la mission ; (ii) indisponibilité d'un STX lusophone.

**Régulation et supervision bancaires - Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif stratégique 1 :** Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales

**Objectif spécifique:** Développer/Renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Etapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
CEMAC	La COBAC ne dispose pas encore de règlements prudentiels d'application du règlement CEMAC 01/2015 sur la supervision consolidée et la coopération transfrontière	La COBAC dispose rapidement d'un cadre opérationnel de supervision prudentielle qualitative et quantitative consolidée, sans attendre de converger vers Bâle II/III	Publication des règlements modifiés	Validation par la COBAC des modifications proposées ; finalisation de la rédaction des projets de règlements par la COBAC	Appui à la COBAC pour adapter la réglementation prudentielle existante (qualitative, quantitative) à la supervision consolidée. Aide-mémoire détaillé avec les exigences prudentielles recommandées	COBAC	Délais ou complications internes et institutionnelles retardant la finalisation par la COBAC des projets de règlements. Manque de disponibilité et de ressources de la COBAC. Indisponibilité du STX
CEMAC	La COBAC a mis à jour en 2016 son règlement prudentiel relatif au contrôle interne, dont plusieurs textes d'application spécifiquement doivent encore être finalisés	La COBAC dispose d'un cadre réglementaire complet pour la supervision du contrôle interne et de la gestion des risques	Publication des instructions d'application de la COBAC relatives à la gestion des risques	Validation par la COBAC des modifications proposées ; finalisation de la rédaction des projets d'instructions par la COBAC	Appui à la COBAC pour réviser les projets d'instructions d'application du règlement 2016/04 relatif au contrôle interne, plus spécifiquement sur la gestion des risques. Aide-mémoire détaillé remis à la COBAC avec les dispositions prudentielles préconisées.	COBAC	Délais ou complications internes ou institutionnelles retardant la finalisation par la COBAC des projets de règlements. Manque de disponibilité et de ressources de la COBAC.

**Régulation et supervision bancaires - Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif stratégique 2 :** Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire

**Objectif spécifique :** Mettre en place un système de supervision basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de supervision

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Étapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
BDI RDC STP CEMAC	Il importe de faire le point global sur le thème de la supervision basée sur les risques, s'agissant des exigences attendues des autorités et de la démarche méthodologie de mise en œuvre	Les autorités de supervision de la sous-région ont assimilé la logique d'ensemble de la supervision basée sur les risques et sont en mesure de définir les conditions opérationnelles de sa mise en œuvre	Lancement d'un projet structuré de mise en œuvre de la supervision basée sur les risques	Analyse préalable de la situation (par chaque autorité) avant le lancement d'un projet de passage à la supervision basée sur les risques	Séminaire régional sur la démarche de mise en œuvre de la supervision basée sur les risques Remise des supports de présentation élaborés pour le séminaire	BRB BCC BCSTP COBAC	Complexité du projet. Nécessité d'un engagement au plus haut niveau des autorités. Manque de moyens des autorités. Indisponibilité du STX
BDI RDC STP CEMAC	La gouvernance des banques et de la transparence financière sont des problématiques essentielles sur lesquelles il importe de faire le point s'agissant des principes et des exigences prudentielles à mettre en œuvre	Les autorités de supervision de la sous-région ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités et d'un apport méthodologique pour faire évoluer les modes opératoires de leurs contrôles	Mise à jour des règlements prudentiels, des procédures et des notes méthodologiques internes en matière de gouvernance et de transparence financière	Analyse préalable des écarts (par chaque autorité) avant l'engagement d'un projet de réforme	Séminaire régional méthodologique sur la gouvernance et la transparence financière dans les banques Remise des supports de présentation élaborés pour le séminaire	BRB BCC BCSTP COBAC	Complexité des enjeux. Nécessité d'un engagement au plus haut niveau des autorités. Manque de moyens des autorités. Indisponibilité du STX

**Régulation et supervision bancaires - Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif stratégique 2 :** Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire

**Objectif spécifique :** Mettre en place un système de supervision basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de supervision

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Étapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
BDI	La BRB a besoin de renforcer la rigueur méthodologique des contrôles informatiques réalisés dans les banques. La BRB a sollicité un appui pour mettre en œuvre efficacement sa nouvelle circulaire sur la supervision des services de paiement	1°/ La BRB dispose d'un cadre méthodologique lui permettant de réaliser des contrôles informatiques dans les banques. 2°/ La BRB est en mesure d'appliquer sa nouvelle circulaire sur la supervision des services de paiement	Réalisation effective de contrôles sur place (i) comportant un volet informatique, (ii) portant sur les services de paiement	Finalisation par la BRB des procédures internes sur la base de l'aide-mémoire	1°/ (i) Formation de la BRB aux bonnes pratiques de contrôle de la sécurité des systèmes d'information. (ii) Orientations méthodologiques sur les modalités de contrôle sur place en ce domaine. 2°/ Formation de la BRB à la mise en œuvre de la nouvelle circulaire 001/17 de la BRB. Remise des supports de formation préparés	BRB	Complexité et ampleur de ces deux sujets à traiter en une seule mission. Manque de ressources internes de la BRB. Suspension des missions au Burundi pour raison de sécurité. Indisponibilité du STX
STP	La BCSTP a besoin de structurer sa méthodologie de supervision basée sur les risques, à commencer par la notation des banques selon leur profil de risque	La BCSTP met en œuvre la supervision basée sur les risques	Développement d'un système de notation des banques selon leur profil de risque, à l'usage des superviseurs bancaires	Finalisation du projet par la BCSTP sur la base de l'aide-mémoire	Préparation de l'élaboration d'un outil de notation des banques selon leur profil de risque (de type CAMELS/ORAP). Remise d'un aide-mémoire détaillé à la BCSTP avec les indications méthodologiques préconisées pour finaliser la démarche	BCSTP	Ampleur du projet à traiter en une seule mission. Manque de capacité d'absorption de la BCSTP. Barrière de la langue : (i) perte d'efficacité inhérente à la traduction des documents et des entretiens durant la mission ; (ii) indisponibilité d'un STX lusophone

**Régulation et supervision bancaires - Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif stratégique 2 :** Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire

**Objectif spécifique :** Mettre en place un système de supervision basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de supervision

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Étapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
CEMAC	Le SG-COBAC a besoin d'un renforcement de ses capacités pour mettre en œuvre effectivement la supervision consolidée des groupes bancaires	La COBAC dispose de modes opératoires efficaces pour superviser les groupes bancaires sur base consolidée	La COBAC réalise un contrôle consolidé des groupes bancaires (contrôle sur pièces et inspection sur place)	Finalisation par la COBAC de la rédaction des procédures internes du contrôle permanent et de la révision du manuel d'inspection sur la base de l'aide-mémoire	(i) Revue des modes opératoires du contrôle sur pièces et du contrôle sur place des groupes bancaires en vue de les structurer et de renforcer leur efficacité. (ii) Appui pour la révision de l'outil SYSCO2 à cet effet. (iii) Orientations méthodologiques pour mettre en œuvre le contrôle sur place sur base consolidée. Remise à la COBAC d'un aide-mémoire détaillé	COBAC	Délais ou complications internes retardant la finalisation par la COBAC des projets de procédures internes. Manque de disponibilité et de ressources de la COBAC. Indisponibilité du STX
CEMAC	La revue des modes opératoires du contrôle permanent du SG-COBAC pour l'adapter à la supervision basée sur les risques a déjà été effectuée pour le DMF (microfinance), mais pas encore pour le DCP (banques)	La COBAC est en mesure de faire évoluer les procédures de contrôle sur pièces des banques selon l'approche par les risques. Le DCP peut utiliser un outil de notation des banques mis à jour.	La COBAC réalise le contrôle permanent des banques selon une approche basée sur les risques	Finalisation par la COBAC de ses procédures internes sur la base de l'aide-mémoire	(i) Revue des modes opératoires du contrôle sur pièces des banques à la COBAC (DCP) selon l'approche de supervision basée sur les risques. (ii) Revue des critères de notation du système expert SYSCO 2. Remise à la COBAC d'un aide-mémoire détaillé	COBAC	Délais de finalisation par la COBAC de la révision de ses procédures internes. Manque de disponibilité et de ressources de la COBAC. Indisponibilité du STX

**Régulation et supervision bancaires - Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif stratégique 2 :** Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire

**Objectif spécifique :** Mettre en place un système de supervision basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de supervision

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Étapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
CEMAC	L'inspection de la COBAC a besoin d'un renforcement de ses capacités pour vérifier le dispositif de maîtrise du risque opérationnel (notamment de fraude) dans les banques	La COBAC est en mesure de procéder à des contrôles sur place efficaces du risque opérationnel dans les banques	La COBAC réalise des missions de contrôle sur place selon les orientations proposées	Finalisation par la COBAC de la révision du manuel d'inspection sur la base de l'aide-mémoire	(i) Revue des modes opératoires du contrôle sur place du risque opérationnel (dont le risque de fraude) en vue de les structurer et de renforcer leur efficacité. (ii) Orientations méthodologiques pour le contrôle sur place en ce domaine. Remise à la COBAC d'un aide-mémoire détaillé	COBAC	Délais de finalisation par la COBAC de la révision du manuel d'inspection. Manque de disponibilité et de ressources de la COBAC. Indisponibilité du STX
CEMAC	Les difficultés du secteur des institutions de microfinance (IMF) dans la CEMAC nécessitent un renforcement des capacités du SG-COBAC pour examiner les plans d'actions correctives	La COBAC est en capacité d'assurer la détection précoce des difficultés des IMF et de prendre les décisions adéquates au sujet de leurs plans d'actions correctives	Le DMF supervise les IMF en difficulté selon les orientations proposées	Validation par la COBAC des orientations proposées et finalisation d'une procédure interne sur la base de l'aide-mémoire	(i) Revue des modes opératoires du DMF pour l'analyse des plans d'actions correctives des IMF. (ii) Orientations méthodologiques en ce domaine. Remise à la COBAC d'un aide-mémoire détaillé	COBAC	Délais ou complications internes retardant la finalisation par la COBAC du projet de procédure interne. Manque de disponibilité et de ressources de la COBAC.

**Régulation et supervision bancaires - Cadre Logique de l'année fiscale 2019**

**Objectif stratégique 4 :** Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement.

**Objectif spécifique :** Améliorer les directives de provisionnement réglementaire par rapport aux normes et pratiques optimales internationales afin de mieux tenir compte du risque de crédit / Renforcer la connaissance des IFRS, y compris en ce qui a trait aux interactions entre les IFRS et les règles de provisionnement / Accroître l'efficacité de la supervision sur site et sur pièces des banques qui appliquent les IFRS et veiller à la conformité aux normes internationales

<b>Pays / Région / Institution</b>	<b>Contexte initial</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Étapes intermédiaires</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Principaux Partenaires</b>	<b>Risques</b>
BDI	La BRB a besoin de former ses superviseurs bancaires aux enjeux de l'application de l'IFRS 9 s'agissant de la comptabilisation et du provisionnement des créances en souffrance	La BRB a assimilé les enjeux et est en capacité de préparer un plan d'action opérationnel pour le passage à l'IFRS 9	La BRB publie des lignes directrices à l'attention des banques	Validation par la BRB des orientations proposées. Finalisation des lignes directrices	Former la BRB aux principaux changements induits par l'IFRS 9 en matière de comptabilisation et de provisionnement des créances non performantes. Remise des supports de formations préparés	BRB	Complexité et enjeux du projet. Temps imparti limité. Capacité d'absorption limitée de la BRB et des banques. Suspension des missions au Burundi pour raison de sécurité. Indisponibilité du STX.



**ANNEXE 5**

**ACTIVITES PROGRAMMEES PAR TYPE ET PAR PAYS**  
**MAI 2018 à AVRIL 2019 – ANNEE FISCALE 2019**  
**(En nombre d'activités)**

Pays /Type d'activité (en nombre d'activité)	Année fiscale 2018	Année fiscale 2019					
	Réalisation	Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours	Total général
BURUNDI	5	5	0	0	0	0	5
CAMEROUN	8	6	0	1	0	0	7
CONGO	10	14	0	1	1	0	16
GABON	18	13	0	3	0	0	16
GUINEE-EQUATORIALE	8	8	0	0	1	0	9
RCA	16	13	0	1	0	0	14
RDC	14	11	0	2	0	0	13
STP	11	16	0	0	0	0	16
TCHAD	15	11	0	1	1	0	13
Institutions Régionales	16	14	0	1	0	0	15
Séminaires Régionaux et Cours	13	0	15	0	0	2	17
<b>Total général</b>	<b>134</b>	<b>111</b>	<b>15</b>	<b>10</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>141</b>
<b>Pays fragiles</b>	<b>71</b>	<b>70</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>77</b>
<b>Pays de la CEMAC</b>	<b>75</b>	<b>65</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>75</b>



**ANNEXE 5**

**ACTIVITES PROGRAMMEES PAR TYPE ET PAR DOMAINE  
MAI 2018 à AVRIL 2019 – ANNEE FISCALE 2019  
(En nombre d'activités)**

Domaine /Type d'activité (en nombre d'activité)	Année fiscale 2018	Année fiscale 2019					
	Réalisation	Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours	Total général
Administration douanière	15	11	1	0	0	0	12
Administration fiscale	23	16	2	1	1	1	21
Gestion des finances publiques	23	19	4	1	2	0	26
Analyse et prévisions macrobudgétaires	6	13	1	2	0	1	17
Statistiques des finances publiques	15	10	2	2	0	0	14
Statistiques macroéconomiques	16	14	1	2	0	0	17
Gestion de la dette publique	17	14	2	2	0	0	18
Régulation et supervision bancaires	19	14	2	0	0	0	16
<b>Total général</b>	<b>134</b>	<b>111</b>	<b>15</b>	<b>10</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>141</b>



## ANNEXE 6

### RESSOURCES PROGRAMMEES PAR TYPE ET PAR PAYS MAI 2018 à AVRIL 2019 – ANNEE FISCALE 2019 (En personnes semaines)

Domaine /Type d'activité (en nombre personnes semaine)	Année fiscale 2018	Année fiscale 2019					Total général
	Réalisation	Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours	
BURUNDI	8,5	17,0	0,0	0,0	0,0	0,0	17,0
CAMEROUN	29,0	27,0	0,0	1,0	0,0	0,0	28,0
CONGO	42,5	50,0	0,0	1,0	10,5	0,0	61,5
GABON	52,0	41,5	0,0	3,5	0,0	0,0	45,0
GUINEE-EQUATORIALE	22,5	24,5	0,0	0,0	12,0	0,0	36,5
RCA	56,3	56,0	0,0	1,0	0,0	0,0	57,0
RDC	53,5	48,0	0,0	2,0	0,0	0,0	50,0
STP	23,5	59,5	0,0	0,0	0,0	0,0	59,5
TCHAD	53,0	51,0	0,0	1,0	12,0	0,0	64,0
Institutions Régionales	41,0	44,5	0,0	1,5	0,0	0,0	46,0
Séminaires Régionaux et Cours	53,5	0,0	61,5	0,0	0,0	3,5	65,0
<b>Total général</b>	<b>435,3</b>	<b>419,0</b>	<b>61,5</b>	<b>11,0</b>	<b>34,5</b>	<b>3,5</b>	<b>529,5</b>
Pays fragiles	237,3	281,5	0,0	5,0	22,5	0,0	309,0
Pays de la CEMAC	255,3	250,0	0,0	7,5	34,5	0,0	292,0



**ANNEXE 6**

**RESSOURCES PROGRAMMEES PAR TYPE ET PAR DOMAINE  
MAI 2018 à AVRIL 2019 – ANNEE FISCALE 2019  
(En personnes semaines)**

Domaine /Type d'activité (en nombre personnes semaine)	Année fiscale 2018	Année fiscale 2019					Total général
	Réalisation	Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours	
Administration douanière	37,8	27,5	3,5	0,0	0,0	0,0	31,0
Administration fiscale	50,5	48,0	5,0	1,5	10,5	0,5	65,5
Gestion des finances publiques	97,0	90,0	18,0	1,0	24,0	0,0	133,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	23,5	47,0	5,0	2,0	0,0	3,0	57,0
Statistiques des finances publiques	60,0	45,0	10,0	2,0	0,0	0,0	57,0
Statistiques macroéconomiques	46,0	44,0	5,0	2,0	0,0	0,0	51,0
Gestion de la dette publique	59,5	54,5	5,0	2,5	0,0	0,0	62,0
Régulation et supervision bancaires	61,0	63,0	10,0	0,0	0,0	0,0	73,0
<b>Total général</b>	<b>435,3</b>	<b>419,0</b>	<b>61,5</b>	<b>11,0</b>	<b>34,5</b>	<b>3,5</b>	<b>529,5</b>



ANNEXE 6  
RESSOURCES PROGRAMMEES PAR PAYS  
MAI 2018-AVRIL 2019 - ANNEE FISCALE 2019  
(EN PERSONNES SEMAINES)

Pays / Domaine	Année fiscale 2018				Année fiscale 2019			
	Ressources utilisées				Ressources programmées			
	Conseillers		Experts court terme	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts court terme	Total Année Fiscale
	Siège	Site			Siège	Site		
<b>I- MISSION CONSEILLERS ET EXPERTS COURT TERME</b>								
<b>BURUNDI</b>	<b>3,5</b>	<b>3,0</b>	<b>2,0</b>	<b>8,5</b>	<b>4,0</b>	<b>6,0</b>	<b>7,0</b>	<b>17,0</b>
Administration douanière	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0	0,0	2,5
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	3,0	3,0	2,0	8,0	3,0	4,0	5,0	12,0
<b>CAMEROUN</b>	<b>8,0</b>	<b>9,5</b>	<b>11,5</b>	<b>29,0</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	<b>12,0</b>	<b>28,0</b>
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	1,5	4,0	2,0	7,5	0,5	2,0	0,0	2,5
Gestion des finances publiques	1,0	0,0	4,0	5,0	3,0	2,0	6,0	11,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	2,0	2,0	0,0	4,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	4,0	2,0	7,0
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de la dette publique	1,0	1,5	1,5	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>CONGO</b>	<b>12,5</b>	<b>18,0</b>	<b>12,0</b>	<b>42,5</b>	<b>15,5</b>	<b>22,0</b>	<b>24,0</b>	<b>61,5</b>
Administration douanière	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5	2,0	4,0	12,0	18,0
Gestion des finances publiques	4,0	4,0	4,0	12,0	4,0	6,0	6,0	16,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	2,0	2,0	0,0	4,0	3,0	4,0	0,0	7,0
Statistiques des finances publiques	1,0	2,0	2,0	5,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	1,0	2,0	0,0	3,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion de la dette publique	3,5	6,0	4,0	13,5	2,0	4,0	0,0	6,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>GABON</b>	<b>15,0</b>	<b>23,0</b>	<b>14,0</b>	<b>52,0</b>	<b>14,0</b>	<b>19,0</b>	<b>12,0</b>	<b>45,0</b>
Administration douanière	1,0	0,0	4,0	5,0	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	3,5	7,0	2,0	12,5	2,5	5,0	4,0	11,5
Gestion des finances publiques	3,0	4,0	0,0	7,0	3,0	4,0	0,0	7,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	2,0	2,0	0,0	4,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	1,0	2,0	2,0	5,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	3,0	6,0	0,0	9,0	3,0	2,0	2,0	7,0
Gestion de la dette publique	1,5	2,0	0,0	3,5	2,0	4,0	2,0	8,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>GUINEE-EQUATORIALE</b>	<b>6,5</b>	<b>6,0</b>	<b>10,0</b>	<b>22,5</b>	<b>6,0</b>	<b>8,0</b>	<b>19,0</b>	<b>36,5</b>
Administration douanière	1,0	0,0	4,0	5,0	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	0,5	2,0	2,0	4,5	1,0	2,0	4,0	7,0
Gestion des finances publiques	2,0	2,0	0,0	4,0	4,0	3,0	9,0	16,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	2,0	0,0	0,0	2,0	1,0	1,0	2,0	4,0
Statistiques des finances publiques	2,0	0,0	4,0	6,0	2,0	2,0	2,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>RCA</b>	<b>17,3</b>	<b>24,0</b>	<b>15,0</b>	<b>56,3</b>	<b>17,0</b>	<b>18,0</b>	<b>22,0</b>	<b>57,0</b>
Administration douanière	0,3	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	2,0	2,3
Administration fiscale	1,5	3,0	2,0	6,5	0,5	2,0	2,0	4,5
Gestion des finances publiques	5,0	5,0	5,0	15,0	4,0	6,0	6,0	16,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	2,0	2,0	0,0	4,0	3,0	2,0	4,0	9,0
Statistiques des finances publiques	2,0	3,0	2,0	7,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	3,0	6,0	0,0	9,0	3,0	4,0	4,0	11,0
Gestion de la dette publique	3,5	5,0	4,0	12,5	4,0	2,0	4,0	10,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>RDC</b>	<b>14,0</b>	<b>18,5</b>	<b>21,0</b>	<b>53,5</b>	<b>14,0</b>	<b>18,0</b>	<b>18,0</b>	<b>50,0</b>
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5
Gestion des finances publiques	1,0	2,0	4,0	7,0	3,0	4,0	4,0	11,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Statistiques des finances publiques	3,0	4,0	4,0	11,0	3,0	2,0	2,0	7,0
Statistiques macroéconomiques	2,0	2,5	2,0	6,5	1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion de la dette publique	3,0	3,0	1,0	7,0	2,0	0,0	2,0	4,0
Régulation et supervision bancaires	4,0	5,0	8,0	17,0	3,0	6,0	6,0	15,0
<b>SAO TOME-ET-PRINCIPE</b>	<b>9,5</b>	<b>7,0</b>	<b>7,0</b>	<b>23,5</b>	<b>16,5</b>	<b>19,0</b>	<b>24,0</b>	<b>59,5</b>
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	4,0	7,0
Gestion des finances publiques	2,0	2,0	0,0	4,0	3,0	1,0	4,0	8,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	2,0	0,0	3,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0
Statistiques macroéconomiques	1,0	1,0	0,0	2,0	2,0	4,0	0,0	6,0
Gestion de la dette publique	1,0	1,0	0,0	2,0	3,5	6,0	4,0	13,5
Régulation et supervision bancaires	1,0	1,0	0,0	2,0	2,5	4,0	2,0	10,5
<b>TCHAD</b>	<b>15,0</b>	<b>22,0</b>	<b>16,0</b>	<b>53,0</b>	<b>16,0</b>	<b>22,0</b>	<b>24,0</b>	<b>64,0</b>
Administration douanière	1,0	0,0	4,0	5,0	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	1,0	4,0	0,0	5,0	0,5	2,0	2,0	4,5
Gestion des finances publiques	4,0	3,0	6,0	13,0	5,0	6,0	12,0	23,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	2,0	2,0	0,0	4,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	2,0	4,0	2,0	8,0	4,0	2,0	2,0	9,0
Gestion de la dette publique	3,0	6,0	2,0	11,0	4,0	6,0	4,0	14,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>BEAC</b>	<b>1,0</b>	<b>0,0</b>	<b>1,0</b>	<b>2,0</b>	<b>1,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,5</b>	<b>1,5</b>
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de la dette publique	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,5	1,5
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>CEMAC</b>	<b>5,5</b>	<b>2,0</b>	<b>5,0</b>	<b>12,5</b>	<b>8,0</b>	<b>7,0</b>	<b>4,0</b>	<b>19,0</b>
Administration douanière	1,5	0,0	5,0	6,5	1,0	0,0	4,0	5,0
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	4,0	2,0	0,0	6,0	4,0	3,0	0,0	7,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>COBAC</b>	<b>6,5</b>	<b>11,5</b>	<b>8,5</b>	<b>26,5</b>	<b>5,5</b>	<b>12,0</b>	<b>8,0</b>	<b>25,5</b>
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	6,5	11,5	8,5	26,5	5,5	12,0	8,0	25,5
<b>Total MISSIONS (I)</b>	<b>114,3</b>	<b>144,5</b>	<b>123,0</b>	<b>381,8</b>	<b>129</b>	<b>159</b>	<b>176,5</b>	<b>464,5</b>
<b>II- SEMINAIRES REGIONAUX ET COURS</b>								
<b>Domaine</b>								
Année fiscale 2018				Année fiscale 2019				
Ressources utilisées				Ressources programmées				
Conseillers		Experts court terme	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts court terme	Total Année Fiscale	
Siège	Site			Siège	Site			
Administration douanière	0,5	1,0	2,0	0,5	1,0	2,0	3,5	
Administration fiscale	0,5	1,0	2,0	1,5	2,0	2,0	5,5	
Gestion des finances publiques	8,0	6,0	4,0	18,0	6,0	6,0	18,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	2,0	0,5	1,0	3,5	3,0	3,0	8,0	
Statistiques des finances publiques	3,0	0,0	0,0	3,0	4,0	4,0	11,0	
Statistiques macroéconomiques	2,5	1,0	2,0	5,5	2,0	1,0	2,0	
Gestion de la dette publique	2,5	1,5	0,0	4,0	2,0	4,0	5,0	
Régulation et supervision bancaires	2,0	2,5	3,0	7,5	4,0	2,0	4,0	
<b>Total SEMINAIRES REGIONAUX ET COURS (II)</b>	<b>21,0</b>	<b>15,5</b>	<b>17,0</b>	<b>53,5</b>	<b>23,0</b>	<b>19,0</b>	<b>65,0</b>	
<b>TOTAL MISSIONS ET SEMINAIRES REGIONAUX (I+II)</b>	<b>135,3</b>	<b>160,0</b>	<b>140,0</b>	<b>435,3</b>	<b>152,0</b>	<b>178,0</b>	<b>199,5</b>	<b>529,5</b>
<b>Pays fragiles<sup>1</sup></b>	<b>71,8</b>	<b>92,5</b>	<b>73,0</b>	<b>237,3</b>	<b>83,0</b>	<b>105,0</b>	<b>121,0</b>	<b>309,0</b>
<b>Pays de la CEMAC<sup>2</sup></b>	<b>74,3</b>	<b>102,5</b>	<b>78,5</b>	<b>255,3</b>	<b>80,0</b>	<b>97,0</b>	<b>115,0</b>	<b>292,0</b>

<sup>1</sup> Burundi, République du Congo, RCA, RDC, Sao Tomé et Príncipe et Tchad  
<sup>2</sup> Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, RCA et Tchad



ANNEXE 6  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS

Ordre	Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
											Prévues				Utilisées				
											Conseiller		ECT		Conseiller		ECT		
Bureau	Site		Total	Bureau	Site		Total												
1	BEAC	Gestion de la dette publique	Détachement des cadres	Cadre institutionnel de gouvernance du marché sous régional des titres publics				T2	Octobre 2018		1,0	0,0	0,0	1,0					Détachement de 4 cadres de la BEAC auprès de l'agence UEMOA Trésor
2	BURUNDI	Administration douanière	Mission STX d'assistance au renforcement des procédures d'apurement et de suivi des transits douaniers	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations douanières est modernisé	Une instruction-cadre sur le suivi et l'apurement des marchandises en transit est disponible	Les opérateurs du commerce extérieur respectent mieux leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures de suivi et d'apurement du transit douanier sont alignées aux meilleures pratiques internationales	T4	4-15 mars 2019	TBD	0,5	0,0	2,0	2,5					
3	BURUNDI	Administration fiscale	Mission LTX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	T4	11-22 février 2019	CR	0,5	2,0	0,0	2,5					
4	BURUNDI	Régulation et supervision bancaires	Révision de la réglementation prudentielle en application de la nouvelle loi bancaire de la BRB	Passer en revue les textes réglementaires existants (liste et thématiques à déterminer), afin de déterminer les besoins d'actualisation par rapport à la nouvelle loi bancaire de la BRB conformément aux normes internationales selon l'approche de supervision basée sur les risques	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de modification ou de complément des dispositions réglementaires dans le domaine considéré. (ii) Rapport de mission	Préparation avancée de la révision des règlements BRB (liste à déterminer) (à finaliser par la COBAC)	(i) Liste des suggestions de nouvelles dispositions. (ii) Recommandations du rapport de mission	T1	18-22 juin 2018	Pas de STX	1,5	1,0	0,0	2,5					Besoin prioritaire exprimé par la BRB. Suspension de la mission au Burundi par la Sécurité du FMI (pas d'autorisation de voyage) : organiser un atelier de travail délocalisé réduit à une semaine à Libreville, Gabon, plus une semaine de travail préparatoire au bureau par le LTC. Liste des textes à réviser à préciser en fonction des besoins d'assistance technique spécifiés par la BRB (en attente).
5	BURUNDI	Régulation et supervision bancaires	Double activité. 1°/ Renforcement des capacités de contrôle des risques informatiques dans les banques par la BRB. 2°/ Formation de la BRB au contrôle des services de paiement.	1°/ (i) Assurer une formation des superviseurs aux bonnes pratiques de contrôle de la sécurité des systèmes d'information. (ii) Préparer un guide méthodologique relatifs aux modalités de contrôle sur place en ce domaine. 2°/ Former les superviseurs à l'application de la nouvelle circulaire de la BRB 001/17 sur les services de paiement.	(i) Supports des présentations. (ii) Aide-mémoire détaillé avec les éléments d'un guide méthodologique. (iii) Rapport de mission	(i) Renforcement des capacités dans les domaines considérés. (ii) Structuration et formalisation des modes opératoires des contrôles informatiques (à finaliser par la BRB)	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission	T2	24 septembre - 05 octobre 2018	STX ANDRIES, Marc	1,0	2,0	3,0	6,0					Demande expresse de la BRB. Suspension des missions au Burundi par la Sécurité du FMI (pas d'autorisation de voyage) : organiser un atelier de travail délocalisé de deux semaines à Libreville, Gabon. Prévoir en outre 4 jours de travail à domicile du STX pour rédiger l'aide-mémoire méthodologique sur les contrôles informatiques.
6	BURUNDI	Régulation et supervision bancaires	Mise en œuvre de l'IFRS 9 par les banques	(i) Former les superviseurs de la BRB aux principaux changements induits par l'IFRS 9 en matière de comptabilisation et de provisionnement des créances non performantes. (ii) Proposer des orientations opérationnelles pour la mise en œuvre de l'IFRS 9 par les banques (lignes directrices à finaliser par la BRB).	Support de formation Aide-mémoire Rapport de mission	Renforcement des capacités de la BRB pour engager un plan d'action visant à mettre en œuvre les évolutions induites par l'IFRS 9	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission	T3	07-11 janvier 2019	STX à déterminer	0,5	1,0	2,0	3,5					Besoin exprimé par la BRB avec une priorité élevée. Prévoir prioritairement l'organisation d'un atelier de travail délocalisé d'une semaine à Libreville, Gabon en raison de l'absence probable d'autorisation de se rendre sur place au Burundi par la Sécurité du FMI. Prévoir en outre une semaine de travail à domicile du STX pour rédiger l'aide-mémoire méthodologique pour la préparation des lignes directrices.
7	CAMEROUN	Administration douanière	Mission STX d'assistance au renforcement du contrôle à destination des marchandises exonérées	Les principales fonctions des administrations douanières sont renforcées	Une instruction-cadre sur le contrôle à destination des marchandises exonérées est disponible	Les contrôles a posteriori contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	T2	03 au 14 septembre 2018	Jean-Michel Mattei	0,5	0,0	2,0	2,5					
8	CAMEROUN	Administration fiscale	Mission LTX d'assistance aux activités d'enquêtes et de recherches	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des méthodes et outils de recherche et de traitement des informations sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les recueils de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales	T1	7-18 mai 2018	CR	0,5	2,0	0,0	2,5					
9	CAMEROUN	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Analyse de sensibilité macrobudgétaire	Construire des scénarios budgétaires alternatifs	Rapport de mission incluant une Taxinomie des chocs macroéconomiques et élaboration des scénarios alternatifs	Les acteurs sur les méthodes d'identification et de suivi des risques macrobudgétaires	PEFA PI14.3	T4	4-15 février 2019	A identifier	1,0	2,0	2,0	5,0					
10	CAMEROUN	Gestion des finances publiques (Budget)	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères ordonnateurs de budgets	Atténuer les risques liés à la déconcentration de la fonction d'ordonnement	Plan d'action Ministériel	Amélioration du contrôle de l'exécution du budget	PEFA PI 25	T1	07 au 18 Mai 2018	A déterminer	2,0	2,0	4,0	8,0					

Ordre	Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires		
											Prévues			Utilisées					
											Conseiller	Bureau	Site	ECT	Total	Conseiller		Bureau	Site
11	CAMEROUN	Gestion des finances publiques (Comptabilité)	Amélioration de la gestion de la trésorerie	Prévisibilité des flux de trésorerie des unités budgétaires	Plan de trésorerie et d'engagement des unités budgétaires	Prévisions fiables des PE et PT	PEFA 21-3	T1	juil-18	PICARD	1,0	0,0	2,0	3,0					
12	CAMEROUN	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en œuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001-2014 (MSFP 2001-2014)	TOFE des exercices 2012-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T1	Date: 18-29.06.2019 (2 LTX; 2 STX)	Vincent Marie	2,0	2,0	2,0	6,0					
13	CAMEROUN	Statistiques des finances publiques	Visite d'apprentissage entre pairs en République de Côte d'Ivoire	Partage d'expérience sur l'utilisation de la Balance Générale des Comptes du Trésor comme source de données aux SFPs.	Projet de manuel de procédures d'élaboration des SFPs sur base de la Balance Générale des Comptes du Trésor.	Maitre de l'Outil d'élaboration du TOFE sur base de la Balance Générale des Comptes du Trésor.	Visite de 5 cadres camerounais en République du Congo	T4	Date: 18-22.02. 2019		1,0	0,0	0,0	1,0					
14	CEMAC	Administration douanière	Mission STX d'assistance à la rédaction des textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations douanières est modernisé	Des projets de textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé sont rédigés	Les procédures douanières telle que prévue par le code de la CEMAC révisé sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé contiennent des procédures modernes et alignées aux meilleures pratiques internationales	T1	4-12 juin 2018	Alain Charlet, Christian Bremaersch	0,5	0,0	2,0	2,5					
15	CEMAC	Administration douanière	Mission STX d'assistance à la rédaction des textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations douanières est modernisé	Les textes d'application du code des douanes de la CEMAC sont validés et un plan de communication approuvé	Les procédures douanières telle que prévue par le code de la CEMAC révisé sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé contiennent des procédures modernes et largement diffusées et appliquées par les services douaniers	T2	3-12 septembre 2018	Alain Charlet, Christian Bremaersch	0,5	0,0	2,0	2,5					
16	CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaire semestriel conjoint AFRISTAT/CEMAC/AFIC sur la conjoncture et la prévision	Former sur des aspects thématiques et méthodologiques de suivi de la conjoncture et des prévisions macroéconomiques et budgétaires	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Les capacités des participants sont renforcées	Points saillants du séminaire	T3	Octobre 2018	A déterminer	1,0	1,0	0,0	2,0					Prise en charge par AFC des participants de la RDC, du Burundi et de SAO TOMÉ-ET-PRINCEPE (2 participants par pays)
17	CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaire semestriel conjoint AFRISTAT/CEMAC/AFIC sur la conjoncture et la prévision	Former sur des aspects thématiques et méthodologiques de suivi de la conjoncture et des prévisions macroéconomiques et budgétaires	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Les capacités des participants sont renforcées	Points saillants du séminaire	T4	Fevrier 2019	A déterminer	1,0	1,0	0,0	2,0					Prise en charge par AFC des participants de la RDC, du Burundi et de SAO TOMÉ-ET-PRINCEPE (2 participants par pays)
18	CEMAC	Gestion des finances publiques (Budget)	1 - Appui à l'avis de conformité de la CEMAC 2- Séminaires de renforcement des capacités organisés par la CEMAC	Harmoniser le cadre des finances publiques des pays de la CEMAC Participer aux séminaires de la CEMAC	Lettre transmettant les observations sur les projets de textes associés des propositions d'amélioration. Compte rendu des séminaires CEMAC	Disponibilité d'un cadre légal complet de gestion des finances publiques	FTC 222	T4	Tout au long de l'année (T1 à T4)		2,0	2,0	0,0	4,0					Observations des textes et participation aux séminaires de la CEMAC entre T1 et T4.
19	CEMAC	Gestion des finances publiques (Comptabilité)	Revue à distance/Atelier CEMAC	Transposition des textes de la CEMAC	Commentaires et recommandations des textes élaborés par les pays.	Mise en oeuvre des directives de la CEMAC	Nombre de directives transposées	T4	Tout au long de l'année (T1 à T4)		2,0	1,0	0,0	3,0					En fonction des demandes de la CEMAC.
20	CEMAC	Statistiques macroéconomiques	Séminaire CEMAC / CEEAC	Participation du Conseiller	Coordination		Révaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T3	25-29 mars 2019		0,5	1,0	0,0	1,5					
21	COBAC	Régulation et supervision bancaires	Mise en œuvre de la supervision sur base consolidée à la COBAC (poursuite du projet engagé en FY 2017), en attendant la convergence vers Bâle III	1/ Appui à l'élaboration de ratios prudentiels consolidés, sur la base de la réglementation existant sur base sociale. 2/ Appui à l'adaptation de la réglementation prudentielle qualitative (contrôle interne, gestion des risques, gouvernance) à la supervision consolidée.	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de dispositions réglementaires adaptées à la supervision consolidée (ou les observations sur les projets déjà préparés par la COBAC, le cas échéant). (ii) Rapport de mission	Préparation avancée de l'élaboration des compléments à apporter aux règlements COBAC relatifs aux normes prudentielles quantitatives (à finaliser par la COBAC)	(i) Liste des suggestions de nouvelles dispositions prudentielles. (ii) Recommandations du rapport de mission	T1	16-30 juillet 2018	STX FLANCHEC, Bruno	1,0	2,0	2,0	5,0					Sur la base des réunions du 22/12/2017 et du 05/02/2018 à la COBAC. En attente de confirmation officielle du SG-COBAC. Cette mission pourra déborder sur la mission suivante du même projet avec le même STX prévue en novembre 2018.
22	COBAC	Régulation et supervision bancaires	Mise à jour de la réglementation relative au contrôle interne	Réviser les projets d'instructions d'application du règlement COBAC 2016/04 relatif au contrôle interne dans les établissements de crédit et les holdings financières, concernant plus largement la gestion des risques.	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de modification ou de compléments aux dispositions des projets d'instruction préparés par la COBAC. (ii) Rapport de mission	Mise à niveau de l'ensemble des projets de textes réglementaires relatifs au contrôle interne et à la gestion des risques	(i) Liste des suggestions de modification et de compléments à apporter aux projets d'instructions. (ii) Recommandations du rapport de mission	T4	04-15 février 2019	STX NORMAND, Jean-Charles	1,0	2,0	2,0	5,0					Nouvelle demande expresse de la COBAC. Sur la base des réunions du 22/12/2017 et du 05/02/2018 à la COBAC. En attente de confirmation officielle du SG-COBAC.

Ordre	Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
											Prévues				Utilisées				
											Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site																
23	COBAC	Régulation et supervision bancaires	Appui au renforcement des capacités pour la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques à la COBAC	(i) Revue des modes opératoires du contrôle sur pièces des banques à la COBAC (DCP) selon l'approche de supervision basée sur les risques. (ii) Revue des critères de notation du système expert SYSCO 2.	Aide-mémoire détaillé repris dans le rapport de mission.	La nouvelle Direction du Contrôle Permanent est en mesure de faire évoluer ses procédures de contrôle sur pièces selon l'approche par les risques. La DCP peut utiliser un outil de notation des banques mis à jour.	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission	T2	30 juillet - 10 août 2018	Pas de STX	1,0	2,0	0,0	3,0					Activité supplémentaire accordée à la COBAC sur sa demande pressante. Mission déjà demandée par la COBAC en FY 2018, reportée à deux reprises. Sur la base des réunions du 22/12/2017 et du 05/02/2018 à la COBAC. En attente de confirmation officielle du SG-COBAC.
24	COBAC	Régulation et supervision bancaires	Renforcement des capacités de contrôle du risque opérationnel par la COBAC	(i) Passer en revue les modes opératoires du contrôle sur place du risque opérationnel (avec un focus sur le risque de fraude) en vue de les structurer et de renforcer leur efficacité. (ii) Préparer les éléments d'un guide méthodologique relatifs aux modalités de contrôle sur place en ce domaine	Aide-mémoire détaillé contenant des éléments de méthodologie du contrôle sur place (points de contrôle) du risque opérationnel	(i) Renforcement des capacités dans le domaine considéré. (ii) Structuration et formalisation des modes opératoires de la supervision du risque opérationnel (à finaliser par la COBAC)	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission	T2	15-26 octobre 2018	STX NORMAND, Jean-Charles	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission déjà demandée par la COBAC en FY 2018. Sur la base des réunions du 22/12/2017 et du 05/02/2018 à la COBAC. En attente de confirmation officielle du SG-COBAC.
25	COBAC	Régulation et supervision bancaires	Renforcement des capacités de la COBAC pour le contrôle sur pièces et sur place des groupes bancaires sur base consolidée	(i) Passer en revue les modes opératoires du contrôle sur pièces et du contrôle sur place des groupes bancaires en vue de les structurer et de renforcer leur efficacité. (ii) Apporter un appui pour la révision de l'outil SYSCO2 à cet effet. (iii) Préparer les éléments d'un guide méthodologique relatifs aux modalités de contrôle sur place sur base consolidée	Aide-mémoire détaillé contenant (i) des recommandations relatives aux modalités du contrôle sur pièces et aux aménagements à apporter à SYSCO2. (ii) des éléments de méthodologie du contrôle sur place (points de contrôle), s'agissant du contrôle consolidé des groupes bancaires	(i) Renforcement des capacités dans le domaine considéré. (ii) Structuration et formalisation des modes opératoires de la supervision consolidée des groupes bancaires (à finaliser par la COBAC)	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission	T3	05-16 novembre 2018	STX FLANCHEC, Bruno	1,0	2,0	2,0	5,0					Sur la base des réunions du 22/12/2017 et du 05/02/2018 à la COBAC. En attente de confirmation du SG-COBAC.
26	COBAC	Régulation et supervision bancaires	Renforcer les capacités d'analyse des difficultés des établissements de microfinance par la COBAC	Passer en revue les modes opératoires du DMF pour la détection précoce des difficultés des IMF et l'analyse des plans d'actions correctives.	Aide-mémoire avec les indications des modes opératoires préconisés. Rapport de mission.	(i) Renforcement des capacités de détection précoce des difficultés des IMF et d'analyse des plans d'actions correctives. (ii) Structuration et formalisation des modes opératoires du DMF (à finaliser par la COBAC)	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission	T4	04-15 mars 2019	Pas de STX	0,5	2,0	0,0	2,5					Mission planifiée en FY 2018, reportée à la demande de la COBAC. Sur la base d'une réunion de travail du 22/12/2017 à la COBAC. En attente de confirmation du SG-COBAC.
27	CONGO	Administration douanière	Mission STX d'assistance d'appui au renforcement du bureau de la valeur en Douane	Les principales fonctions des administrations douanières sont renforcées	Un plan d'action de réorganisation du bureau de la valeur de renforcement des procédures d'évaluation de la valeur est disponible	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations	L'évaluation de la valeur en douane suivant les standards internationalement reconnus s'est améliorée	T1	14 au 25 mai 2018	Georges Claustres	0,5	0,0	2,0	2,5					
28	CONGO	Administration fiscale	Mission LTX d'appui au renforcement de la gestion des contribuables	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des outils de surveillance /suivi des contribuables à chaque échéance sont élaborés	Une plus grande proportion de contribuables respecte leurs obligations fiscales déclaratives	Le nombre de contribuables qui respectent leurs obligations déclaratives suivant les délais légaux croît progressivement	T3	janv-19	CR	0,5	2,0	0,0	2,5					
29	CONGO	Administration fiscale	Mission STX d'assistance aux activités de recouvrement des arriérés fiscaux	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des programmes détaillés de recouvrement des arriérés sont élaborés	Une plus grande proportion de contribuables respecte leurs obligations fiscales de paiement	Le nombre de contribuables qui respectent leurs obligations fiscales suivant les délais légaux croît progressivement	T1	16 - 27 juillet 2018	TBD	0,5	0,0	2,0	2,5					
30	CONGO	Administration fiscale	Mission STX d'assistance aux activités d'enquêtes et de recherches	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des méthodes et outils de recherche et de traitement des informations sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les recouvrements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales	T3	19-30 novembre 2018	TBD	0,5	0,0	2,0	2,5					
31	CONGO	Administration fiscale	Mission diagnostic avec FAD	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des méthodes et outils de recherche et de traitement des informations sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les recouvrements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales	T2	15 - 26 Octobre 2018	TBD	0,5	2,0	8,0	10,5					

Ordre	Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires		
											Prévues			Utilisées					
											Bureau	Site	ECT	Total	Bureau	Site		ECT	Total
32	CONGO	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcement des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	Examiner les modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	Rapport de mission intégrant un plan d'action pour l'appropriation et le renforcement des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	Une plus grande maîtrise de l'utilisation des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	PEFA PI 14	T2	08-19 octobre 2018	A identifier	1,0	2,0	0,0	3,0					
33	CONGO	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Participation à une mission de FAD					T4	Fevrier 2019		1,0	2,0	0,0	3,0					
34	CONGO	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Organisation de mission d'études sur le CBMT et l'articulation avec la préparation du budget annuel	renforcer les capacités des cadres	Rapports de stage	Les recommandations sont formulées pour améliorer les dispositifs des pays		T4	Fevrier 2019		1,0	0,0	0,0	1,0					Trois cadres congolais auprès de leurs homologues du Burkina-Faso
35	CONGO	Gestion de la dette publique	Atelier/Formation sur la SDMT	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays		T2	Octobre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0					
36	CONGO	Gestion de la dette publique	Renforcement du cadre institutionnel de gestion de la dette publique	Élaborer une guideline pour conduire les activités du CNDP et réorganiser les services de la Direction de la Dette Publique	Projet de guideline et projet de réorganisation de la DDP	le CNDP dispose d'un manuel de procédures / guideline de ses activités . La DDP est organisée en front-middle et back office		T1	Mai 2018		1,0	2,0	0,0	3,0					
37	CONGO	Gestion des finances publiques (Budget)	Poursuite des travaux sur le budget programme et les Projets annuels de performance	Préparer les échéances de basculement en mode programme	PAP de ministères	nouveaux ministères dotés de PAP	PEFA PI 5- P18	T1	11 au 22 Juillet 2018	Wilfried Mangala	2,0	2,0	2,0	6,0					
38	CONGO	Gestion des finances publiques (Comptabilité)	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Consolidation des soldes de trésorerie au travers du CUT	Modalités de consolidation	Centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT	PEFA 21-1	T3	Décembre 2018	LMIMOUNI	1,0	2,0	2,0	5,0					
39	CONGO	Gestion des finances publiques (Comptabilité)	Poursuite des travaux de fiabilisation des comptes de la balance	Présenter des informations financières fiables apurement des comptes d'attente	Etat de rapprochement	Apurement des comptes d'attente	PEFA 27-2	T2	Septembre 2018		1,0	2,0	2,0	5,0					
40	CONGO	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en œuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-OM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001-2014 (MSFP 2001-2014)	TOFE annuels des exercices 2013-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2013-2016	TOFEs 2013-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T2	Date: 17-28.08.2018 (2 LTX; 2 STX)	Vincent Marie	2,0	2,0	2,0	6,0					
41	CONGO	Statistiques macroéconomiques	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires et formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles	Les comptes nationaux sont formés au SCN 2008 et aux comptes nationaux provisoires		T2	9 - 20 juillet 2018		1,0	2,0	0,0	3,0					
42	CONGO	Statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux de passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Réalisation d'une année de base SCN 2008	Les nomenclatures et la liste des sources	Les comptes nationaux sont formés à l'adaptation des nomenclatures		T3	1 - 12 octobre 2018		1,0	0,0	2,0	3,0					
43	GABON	Administration douanière	Mission STX d'assistance au renforcement du contrôle à destination des marchandises exonérées	Les principales fonctions des administrations douanières sont renforcées	Une instruction-cadre sur le contrôle à destination des marchandises exonérées est disponible	Les contrôles a posteriori contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières		T1	11 au 22 juin 2018	Madeleine Hudon	0,5	0,0	2,0	2,5					
44	GABON	Administration fiscale	Visite professionnelle d'immersion pour cadres de l'administration gabonaise en Ile Maurice	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations fiscales est modernisé	L'administration gabonaise s'est appropriée des meilleures pratiques d'une agence semi-autonome.	L'organisation mise en place permet une mise en œuvre efficace des stratégies et réformes		T2	08-12 octobre 2018	CR	0,5	1,0	0,0	1,5					4 cadres douanes et 4 cadres impôts.
45	GABON	Administration fiscale	Mission STX d'assistance aux activités d'enquêtes et de recherches	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des méthodes et outils de recherche et de traitement des informations sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales		T1	09 - 20 juillet 2018	TBD	0,5	0,0	2,0	2,5					
46	GABON	Administration fiscale	Mission LTX d'assistance à la programmation/adulte des contrôles fiscaux	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales		T4	04-08 mars 2019	CR	0,5	1,0	0,0	1,5					
47	GABON	Administration fiscale	Mission LTX+STX d'assistance aux activités de recouvrement des arriérés fiscaux	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des programmes détaillés de recouvrement des arriérés sont élaborés	Le nombre de contribuables qui respectent leurs obligations fiscales de paiement		T3	3 -14 décembre 2018	TBD	0,5	2,0	2,0	4,5					

Ordre	Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires	
											Prévues				Utilisées					
											Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total		
											Bureau	Site			Bureau	Site				
48	GABON	Administration fiscale	Mission LTX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	T2	08-12 octobre 2018	CR	0,5	1,0	0,0	1,5						
49	GABON	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Approfondissement des processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques et budgétaires et Analyse de sensibilité macro-budgétaire	Construire des scénarios budgétaires alternatifs	Rapport de mission incluant une Taxinomie des chocs macroéconomiques et élaboration des scénarios alternatifs	Les acteurs sont sensibilisés sur les méthodes d'identification et de suivi des risques macro-budgétaires	PEFA PI14.3	T1	18-29 juin 2018		1,0	2,0	0,0	3,0						
50	GABON	Gestion de la dette publique	Assistance Technique sur la SDMT - Mission conjointe FMIAFC	Appui à l'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Un premier document sdmt à annexer à la Loi de Finances est produit.	T2	Octobre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0						
51	GABON	Gestion de la dette publique	Atelier conjoint AFC/SPR sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette AVD-PAM	Assister les agents à s'approprier l'utilisation de l'outil AVD-PAM. Sensibiliser les agents sur l'importance de l'AVD dans les politiques budgétaire et de gestion de la dette;	Support de formation	Les agents se sont familiarisés au processus et à l'outil AVD-PAM. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Le nombre de cadres formés	T4	Février 2019	A identifier	1,0	2,0	2,0	5,0						
52	GABON	Gestion des finances publiques (Budget)	Visite d'étude dans un pays sur le suivi des établissements publics	Améliorer la tutelle technique et financière des établissements publics	Rapports de mission	Amélioration de la tutelle financière des établissements publics	PEFA PI6	T3	Novembre 2018		1,0	0,0	0,0	1,0						
53	GABON	Gestion des finances publiques (Comptabilité)	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Consolidation des soldes de trésorerie au travers du CUT	Modalités de consolidation	Centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT	PEFA Z1-1	T3	Décembre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0						
54	GABON	Gestion des finances publiques (Comptabilité)	Amélioration des données comptables	Présenter des informations financières fiables, apurement des comptes d'attente	Etat de rapprochement	Apurement des comptes d'attente	PEFA Z7-2	T2	Septembre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0						
55	GABON	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en œuvre de la Directive TOFE (05/11 U.EAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001-2014 (MSFP 2001-2014)	TOFE annuels des exercices 2012-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T4	Date: 4-15.3.2019 LTX; 2 STX)	(2) Vincent Marie/ Andre Moukoko (ECT Apprenti, on 01 budget)	2,0	2,0	2,0	6,0						
56	GABON	Statistiques macroéconomiques	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires et formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles	Les comptes nationaux sont formés au SCN 2008 et aux comptes nationaux provisoires	Nombre de personnes formées	T2	6 - 17 aout 2018		1,0	2,0	0,0	3,0						
57	GABON	Statistiques macroéconomiques	Mise en place des indicateurs infra-annuels	Préparer le terrain pour la reprise des travaux des comptes nationaux trimestriels	IPI / IPPI; ICA, etc.	Les statisticiens d'enquête sont formés à la production de l'IPI / IPPI	Nombre de personnes formées	T4	18-29 mars 2019		1,0	0,0	2,0	3,0						
58	GABON	Statistiques macroéconomiques	Mise en place des indicateurs infra-annuels	Préparer le terrain pour la reprise des travaux des comptes nationaux trimestriels	Rapport de la visite	Acquisition de connaissances	Nombre de personnes formées	T4	4 - 15 fevr 2019		1,0	0,0	0,0	1,0					Deux cadres par pays	
59	GUINEE-EQUATORIALE	Administration douanière	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures douanières et de modernisation des services douaniers	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations douanières est modernisé	Les projets de textes de modernisation de services et des procédures douanières sont disponibles	Les procédures douanières sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les procédures douanières alignées aux meilleures pratiques internationales sont élaborées, appliquées et diffusées	T2	10-21 septembre 2018	Fanny Angelica Euran-Graham	0,5	0,0	2,0	2,5						
60	GUINEE-EQUATORIALE	Administration fiscale	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures fiscales	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations fiscales est modernisé	Les projets de textes de modernisation de procédures fiscales sont disponibles sur le site web de l'administration fiscale	Les procédures fiscales sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les procédures fiscales alignées aux meilleures pratiques internationales sont élaborées, appliquées et diffusées	T3	14- 25 janvier 2019	TBD	0,5	2,0	2,0	4,5						
61	GUINEE-EQUATORIALE	Administration fiscale	Mission STX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	T4	11-22 fevrier 2019	TBD	0,5	0,0	2,0	2,5						
62	GUINEE-EQUATORIALE	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcement de la fonction macro-budgétaire	Évaluer les besoins en assistance technique de la fonction macrobudgétaire	Rapport de mission	Programme d'actions pour le renforcement de la fonction macrobudgétaire	PEFA PI 14	T1	28 mai au 08 juin 2018	A identifier	1,0	1,0	2,0	4,0						
63	GUINEE-EQUATORIALE	Gestion des finances publiques (Budget)	Mission diagnostic avec FAD	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer	T4	Avril 2019		2,0	2,0	8,0	12,0					Mission du siège financée par AFC.	

Ordre	Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires	
											Prévues				Utilisées					
											Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total		
Bureau	Site	Bureau	Site																	
64	GUINEE-EQUATORIALE	Gestion des finances publiques (Budget)	Atelier sur le nouveau cadre harmonisé et les modalités de mise en œuvre.	Sensibiliser les différentes prenanças sur les enjeux de la mise en œuvre des dispositions du cadre harmonisé.	La documentation sur les thèmes de l'atelier	Les acteurs sensibilisés sur les défis à relever	PEFA PI-5	T3	05 au 09 Novembre 2018	A déterminer	2,0	1,0	1,0	4,0						
65	GUINEE-EQUATORIALE	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en œuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001-2014 (MSFP 2001-2014)	TOFE annuel expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration du TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	L'équipe du TOFE élabore un TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	T2	Date: 29.10-2.11.2018 (1 STX)	Luis/ Ivana (Staff on 01 budget)	1,0	0,0	1,0	2,0						
66	GUINEE-EQUATORIALE	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en œuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001-2014 (MSFP 2001-2014)	TOFE annuel expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration du TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	L'équipe du TOFE élabore un TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	T3	Date: 25.02-01.03.2019 (1STX)	Isma/ Ivana (Staff on 01 budget)	1,0	0,0	1,0	2,0						
67	GUINEE-EQUATORIALE	Statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux de passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Réalisation d'une année de base SCN 2008	Les nomenclatures et la liste des sources	Les comptes nationaux sont formés à l'adaptation des nomenclatures	Nombre de personnes formées	T4	18-29 mars 2019		1,0	2,0	0,0	3,0						
68	RCA	Administration douanière	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures et de recouvrement des recettes douanières	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations douanières est modernisé	Le projet d'instruction cadre des procédures douanières et de recouvrement des recettes est validé et diffusé	Les procédures douanières sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les procédures alignées aux meilleures pratiques internationales sont élaborées, appliquées et diffusées	T1	18-29 juin 2018	Georges Claustres	0,5	0,0	2,0	2,5						
69	RCA	Administration fiscale	Mission LTX et STX d'assistance technique au renforcement de la direction des moyennes entreprises et l'informatisation des indicateurs de performance	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	le portefeuille des moyennes entreprises accroît progressivement	L'organisation mise en place permet une mise en œuvre efficace des stratégies et réformes	l'organisation des moyennes entreprises contribue à la mobilisation des ressources fiscales	T2	10-21 septembre 2018	CR	0,5	2,0	2,0	4,5						
70	RCA	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Redynamisation des processus de cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen terme (dispositifs et modèles)	Améliorer la chaîne de production des analyses et des prévisions macroéconomiques et budgétaires	Rapport de mission incluant un projet de programme pluriannuel d'AT pour le renforcement de la fonction macro-budgétaire	Programme d'actions pour le renforcement de la fonction macrobudgétaire	PEFA PI14	T1	2-13 juillet 2018	A identifier	1,0	2,0	2,0	5,0						
71	RCA	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Organisation d'une mission d'études sur le dispositif institutionnel et technique de cadrage macroéconomique et budgétaire	Renforcer les capacités des cadres	Rapports de stage	Les recommandations sont formulées pour améliorer les dispositifs des pays	Les réformes sont approuvées et mises en place par les autorités	T1	Mai 2018		1,0	0,0	0,0	1,0						Trois cadres centrafricains auprès de leur homologues du Cameroun
72	RCA	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Elaboration d'un CBMT	Mise en place d'un dispositif technique simple d'élaboration du CBMT	Rapport de mission	Un outil d'élaboration du CBMT est conçu	PEFA PI 16	T4	25 février - 08 mars 2019	A identifier	1,0	0,0	2,0	3,0						
73	RCA	Gestion de la dette publique	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T3	Décembre 2018	IBOKLENE	1,0	0,0	2,0	3,0						
74	RCA	Gestion de la dette publique	Appui à l'élaboration du Rapport annuel de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un rapport annuel de gestion de la dette.	Rapport Annuel de la Dette	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier rapport annuel de la dette	T1	Jun 2018		1,0	2,0	0,0	3,0						
75	RCA	Gestion de la dette publique	Appui à l'élaboration d'un manuel de procédures des opérations de gestion de la dette publique	Formaliser les procédures opérationnelles applicables aux processus de création, de gestion, et d'évaluation de la dette publique.	Manuel de procédures et rapport de mission	Les autorités disposent d'un guide à l'exécution des actes d'endettement et de gestion des opérations de la dette publique.	Elaboration d'un manuel de procédures de la dette	T4	Février 2019	A identifier	2,0	0,0	2,0	4,0						
76	RCA	Gestion des finances publiques (Budget)	Mise en place des plans d'engagement	Disposer des instruments de pilotage de l'exécution du budget	Les états de plafonds des dépenses dans le système d'information	Amélioration de la prévisibilité infra annuelle de l'exécution du budget	PEFA- PI 21	T2	10 au 21 Septembre 2018	Ferdinand Yougaré	2,0	2,0	2,0	6,0						
77	RCA	Gestion des finances publiques (Comptabilité)	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Consolidation des soldes de trésorerie au travers du CUT	Modalités de consolidation	Centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT	PEFA 21-2	T1	Jun 2018	ROUMEGAS	1,0	2,0	2,0	5,0						

Ordre	Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires	
											Prévues				Utilisées					
											Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total		
											Bureau	Site			Bureau	Site				
78	RCA	Gestion des finances publiques (Comptabilité)	Amélioration des la qualité des informations comptables	Présenter des informations financières fiables, améliorer le fonctionnement du CJLT	Etats de rapprochement bancaires	Rapprochements bancaires réguliers et explication des divergences	PEFA 27-1	T1	Mai 2018	WAZOUMI	1,0	2,0	2,0	5,0						
79	RCA	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en œuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001-2014 (MSFP 2001-2014)	TOFE annuels des exercices 2012-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T3	Date: 12-23.11.2018 LTX; 2 STX) (2	Issa Sawadogo/ Satumin Jodo (ECT Apprenti, on 01 budget)	2,0	2,0	2,0	6,0						
80	RCA	Statistiques macroéconomiques	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires et formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles	Les comptes nationaux sont formés au SCN 2008 et aux comptes nationaux provisoires	Nombre de personnes formées	T3	10 - 21 dec 2018		1,0	2,0	0,0	3,0						
81	RCA	Statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux de passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Réalisation d'une année de base SCN 2008	Les nomenclatures et la liste des sources	Les comptes nationaux sont formés à l'adaptation des nomenclatures	Nombre de personnes formées	T4	4 - 15 mars 2019		2,0	2,0	2,0	6,0						
82	RDC	Administration douanière	Mission STX d'assistance au renforcement du contrôle à destination des marchandises exonérées	Les principales fonctions des administrations douanières sont renforcées	Une instruction-cadre sur le contrôle à destination des marchandises exonérées est disponible	Les contrôles a posteriori contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	T3	19 au 30 novembre 2018	Christian Bremeersch	0,5	0,0	2,0	2,5						
83	RDC	Administration fiscale	Mission LTX d'assistance à programmation/conduite des contrôles fiscaux	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	T3	19 nov- au 1er dec 2018	CR	0,5	2,0	0,0	2,5						
84	RDC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Diagnostic du modèle MCMB et identification des besoins de la fonction macro-budgétaire	Procéder à l'examen du modèle MCMB et évaluer les besoins en assistance technique de la fonction macrobudgétaire	Rapport de mission	Diagnostic des fonctionnalités du modèle MCMB et programme d'actions pour le renforcement de la fonction	PEFA P14	T1	7-18 mai 2018	Rolf Meier	1,0	2,0	2,0	5,0						
85	RDC	Gestion de la dette publique	Assistance/Formation sur la SDMT	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier draft de SDMT pays.	T2	Aout 2018	SCIPIONI	1,0	0,0	2,0	3,0						
86	RDC	Gestion de la dette publique	Détachement des cadres	Programmation et émission des titres publics sur le marché intérieur.				T1	Juillet 2018		1,0	0,0	0,0	1,0						Détachement de 4 cadres du Ministère des finances de la RDC auprès de Direction générale du Trésor du Cameroun
87	RDC	Gestion des finances publiques (Budget)	Mise en place des Projets annuels de performance et suivi des affectations à l'intérieur du budget général	Présentation exhaustive du budget en mode programme	les informations relatives aux allocations de ressources sur la base des politiques et des performances sont disponibles	Documentation budgétaire conforme à la loi relative à la loi de finances	PEFA P1-6	T1	17 au 29 Juillet 2018	Daniel Tommasi	2,0	2,0	4,0	8,0						
88	RDC	Gestion des finances publiques (Comptabilité)	Faibilisation des comptes	Présenter des informations financières fiables, apurement des comptes d'attente	Etat de rapprochement	Apurement des comptes d'attente	PEFA 27-2	T2	Octobre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0						
89	RDC	Régulation et supervision bancaires	Révision de la réglementation prudentielle qualitative de la BCC	Passer en revue les instructions de la BCC n° 18 (agrément des établissements de crédit et des dirigeants) et n° 19 (commissariat aux comptes) pour déterminer les besoins de leur mise à niveau avec les normes internationales et les bonnes pratiques de supervision	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de modification et de compléments des dispositions réglementaires dans les domaines considérés. (ii) Rapport de mission	Préparation avancée de la révision des instructions (à finaliser par la BCC)	(i) Liste des suggestions de modification ou de complément à la réglementation. (ii) Recommandations du rapport de mission	T1	28 mai - 08 juin 2018	STX BOUCHARD, Jean-François	1,0	2,0	2,0	5,0						Demande prioritaire de la BCC. En cas de suspension de la mission en RDC par la Sécurité du FMI : prévoir l'organisation d'un atelier de travail délocalisé réduit à une semaine à Libreville, Gabon, plus une semaine de travail à domicile par le STX pour finaliser les livrables.

Ordre	Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
											Prévues				Utilisées				
											Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
											Bureau	Site			Bureau	Site			
90	RDC	Régulation et supervision bancaires	Révision de la réglementation prudentielle qualitative de la BCC	Réviser la version finale des instructions de la BCC n° 17 (contrôle interne), n° 18 (agrément des établissements de crédit et des dirigeants), n° 19 (commissariat aux comptes), n° 21 (gouvernance) et n° 22 (gestion des risques), après leur modification par la BCC, avant leur publication	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de modifications à apporter aux projets d'instructions finalisés par la BCC. (ii) Rapport de mission	Finalisation de la révision externe des instructions de la BCC avant leur validation par le gouverneur de la BCC	(i) Projets d'instructions corrigés ou commentés. (ii) Recommandations du rapport de mission	T2	03-14 septembre 2018	STX BOUCHARD, Jean-François	1,0	2,0	2,0	5,0					Demande prioritaire de la BCC. En cas de suspension de la mission en RDC par la Sécurité du FMI : prévoir l'organisation d'un atelier de travail délocalisé réduit à une semaine à Libreville, Gabon, plus une semaine de travail à domicile par le STX pour finaliser les livrables.
91	RDC	Régulation et supervision bancaires	Double activité. 1°/ Elaboration d'un cadre de régulation et de supervision prudentielle des établissements de paiement et des services de paiement par la BCC (domaine RBM 1.1). 2°/ Renforcement des capacités opérationnelles de supervision des risques informatiques (domaine RBM 1.2)	Double objectif. 1°/ Passer en revue l'instruction n° 24 relative aux établissements et à l'émission de monnaie électronique afin d'élargir le champ de la régulation à l'ensemble des services de paiement, conformément aux normes internationales et aux bonnes pratiques de supervision. 2°/ Former les contrôleurs informatiques à la vérification de la sécurité des systèmes d'information (dont cybersécurité).	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de modifications à apporter aux dispositions existantes de l'instruction n° 24. (ii) Supports de formation. (iii) Rapport de mission	Préparation avancée de la révision externe de l'instruction (à finaliser par la BCC). Renforcement des capacités des nouveaux contrôleurs informatiques.	(i) Liste des suggestions de modification ou de complément. (ii) Recommandations du rapport de mission	T4	01-12 avril 2019	STX ANDRIES, Marc	1,0	2,0	2,0	5,0				Demande prioritaire de la BCC. Vu le nombre de besoins exprimés par la BCC, deux activités ont été combinées, car le même STX intervient. En cas de suspension de la mission en RDC par la Sécurité du FMI : prévoir l'organisation d'un atelier de travail délocalisé réduit à une semaine à Libreville, Gabon, à compléter par une semaine de travail à domicile pour finaliser la rédaction de l'aide-mémoire contenant les éléments de réglementation prudentielle suggérés.	
92	RDC	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise œuvre du MSFP 2001-2014	Projets des TOFE annuels des exercices 2012-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014.	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T1	Date: 16 -27.7.2018 LTx; 2 STX	2 Denis Besnard/ Cedrick Kazadi (ECT Apprenti, on 01 budget)	2,0	2,0	2,0	6,0					
93	RDC	Statistiques des finances publiques	Visite d'apprentissage entre pairs au Senegal	Partage d'expérience sur l'utilisation de la Balance Générale des Comptes du Trésor comme source de données aux SFPs.	Projet de manuel de procédures d'élaboration des SFPs sur base de la Balance Générale des Comptes du Trésor.	Maitre de l'outil d'élaboration du TOFE sur base la Balance Générale des Comptes du Trésor.	Visite de 5 cadres congolais au Tchad	T4	Date: 25-29.03. 2019		1,0	0,0	0,0	1,0					
94	RDC	Statistiques macroéconomiques	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires et formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles	Les comptables nationaux sont formés au SCN 2008 et aux comptes nationaux provisoires	Nombre de personnes formées	T1	23 juillet - 3 aout 2018		1,0	2,0	0,0	3,0					
95	REGIONAL	Administration douanière	Séminaire régional sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Les principales fonctions des administrations douanières sont renforcées	Une instruction-cadre sur la programmation et l'exécution des contrôles a posteriori est disponible	Les contrôles douaniers contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières	Le nombre de contrôle douanier a posteriori augmente progressivement	T3	05 au 10 novembre 2018	TBD	0,5	1,0	2,0	3,5					
96	REGIONAL	Administration fiscale	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière de gestion macroéconomique	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T4	Mars 2019	CR	0,0	1,0	0,0	1,0					
97	REGIONAL	Administration fiscale	Séminaire interrégional conjoint AFC/ AFW 1/ ISORA	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations fiscales est modernisé	Le taux de completion de la plate-forme ISORA est de 100% pour les pays membres	Les capacités de réforme augmentent a cause d'une vraie stratégie de réforme et d'un cadre stratégique de gestion adopté et institutionnalisé	Les indicateurs clés de performance sont établis, régulièrement rapportés et contrôlés	T1	18-22 juin 2018	CR	0,5	1,0	0,0	1,5					
98	REGIONAL	Administration fiscale	Séminaire sur le renforcement de la collaboration douanes/impôts	Les principales fonctions des administrations douanières sont renforcées. Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées.	Des programmes de contrôles a posteriori basés sur les principaux risques fiscaux sont élaborés. Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques douaniers sont élaborés.	Les contrôles douaniers contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières. Les contrôles douaniers contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières.	Le nombre de contrôle douanier a posteriori augmente progressivement. Le nombre de contrôle douanier a posteriori augmente progressivement.	T3	14-19 janvier 2019	TBD	0,5	1,0	2,0	3,5					
99	REGIONAL	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cours régional sur l'analyse et la prévision budgétaire (APB)	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière d'analyse et de prévision budgétaire	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T4	Avril 2019		1,0	2,0	0,0	3,0					Cours ICD - Dates à confirmer avec ATI

Ordre	Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
											Prévues				Utilisées				
											Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site																
100	REGIONAL	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaire sur les risques macro-budgétaires	Former à l'analyse des sensibilités macro-budgétaires et à la construction des scénarios alternatifs	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Les capacités des participants sont renforcées	Taux de satisfaction des participants supérieur a 85% (cf rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2018-19 (CMR, GAB)	T1	23-27 juillet 2018	A identifier	2,0	1,0	2,0	5,0					
101	REGIONAL	Gestion de la dette publique	Séminaire régional sur l'élaboration du plan de financement	Appui à d'élaboration du plan de financement annuel issu de la stratégie de la dette à moyen terme.	Support de formation	Les agents se sont formés sur les bonnes pratiques en termes d'élaboration du plan annuel de financement	Un draft de Plan de financement est produit	T1	Juillet 2018	SCIPIONI	2,0	1,0	1,0	4,0					
102	REGIONAL	Gestion de la dette publique	Séminaire Régional conjoint AFCSPR sur la viabilité et gestion de la dette dans les pays à faible revenu (AVD-PFR)	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière de viabilité et gestion de la dette dans les pays à faible revenu.	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T1	Mai 21-25, 2018		0,0	1,0	0,0	1,0					
103	REGIONAL	Gestion des finances publiques (Budget)	Séminaire conjoint avec AFW1 sur la gestion des investissements publics	Sensibiliser les acteurs des investissements publics sur les instruments de programmation et de suivi des investissements publics (AE/CP selection des projets )	Documentation du séminaire	Programmation et planification des investissements plus crédibles	PEFA PI 11 . 3	T3	28 Janvier au 02 février 2019	A déterminer	1,0	1,0	1,0	3,0					
104	REGIONAL	Gestion des finances publiques (Budget)	Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : Budgetisation axée sur les inégalités ( Genre)	Favoriser les Echanges sur l'Etat des lieux et les Meilleures Pratiques	Identification des déterminants de la budgétisation axée sur le genre.	Sensibilisation sur pré requis et les accompagnements aux services	Rapport général du séminaire	T4	5 au 10 Février 2019	A déterminer	1,0	1,0	1,0	3,0					
105	REGIONAL	Gestion des finances publiques (Comptabilité)	Séminaire sur l'optimisation du compte unique du trésor	Intégrité des données financières	Le CUT compte unique du trésor, instrument de consolidation des soldes de trésorerie	Les actions à entreprendre pour optimiser le CUT		T3	Décembre 2018		1,0	1,0	1,0	3,0					
106	REGIONAL	Gestion des finances publiques (Budget)	Séminaire sur le contrôle interne et la comptabilité matière	Sensibiliser les participants sur la mise en place du contrôle interne au niveau central et sectoriel	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs en charge du suivi budgétaire et comptable et de la dette	Rapport Général du séminaire	T2	15 au 20 Octobre 2018	A déterminer	1,0	1,0	1,0	3,0					
107	REGIONAL	Régulation et supervision bancaires	Séminaire régional sur la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques (SREP)	Présenter le cadre de référence de la supervision basée sur les risques et les orientations préconisées pour la mise en œuvre d'une démarche de contrôle efficace	(i) Supports des présentations. (ii) Rapport de mission	(i) Renforcement des capacités dans les domaines considérés. (ii) Définition de recommandations afin d'améliorer le cadre de régulation et de supervision des autorités	(i) Evaluations du séminaire par les participants. (ii) "Feuille de route" communiquée aux participants	T1	02-06 juillet 2018	STX NORMAND, Jean-Charles	2,0	1,0	2,0	5,0					Prévoir 4 jours de préparation pour le STX en raison du temps nécessaire pour réaliser les PPT, sur la base : 1 jour de présentation = 1 jour de préparation.
108	REGIONAL	Régulation et supervision bancaires	Séminaire régional sur la gouvernance des banques et la transparence financière	Présenter les normes internationales, les bonnes pratiques de supervision et la méthodologie de contrôle dans les domaines de (i) la gouvernance d'entreprise dans les banques et de (ii) la transparence financière (pilier 3 de Bâle II)	(i) Supports des présentations. (ii) Rapport de mission	(i) Renforcement des capacités dans les domaines considérés. (ii) Définition de recommandations afin d'améliorer le cadre de régulation et de supervision des autorités	(i) Evaluations du séminaire par les participants. (ii) "Feuille de route" communiquée aux participants	T3	21-25 janvier 2019	STX à déterminer	2,0	1,0	2,0	5,0					Prévoir 4 jours de préparation pour le STX en raison du temps nécessaire pour réaliser les PPT, sur la base : 1 jour de présentation = 1 jour de préparation.
109	REGIONAL	Statistiques des finances publiques	Séminaire régional	Partage d'expériences, des défis et voies de sortie dans le processus d'adoption de la méthodologie du MSFP 2001-2014	Nouvelles versions des plans d'actions d'adoption de la méthodologie du MSFP 2001-2014	Mise à jour des Plans d'actions d'adoption de la méthodologie du MSFP 2001-2014	Nouvelles versions des plans d'actions d'adoption de la méthodologie du MSFP 2001-2014, transmis à la CEMAC et/ou à AFRITAC et STA	T4	Date: 22-26.04.2019 (1 LTX; 2 STX)	Zarco Isma/ Vincent Marie/Ivana (Staff on 01 budget)	2,0	1,0	2,0	5,0					
110	REGIONAL	Statistiques des finances publiques	Séminaire régional multidisciplinaire	Atelier de formation sur la méthodologie du Manuel des Statistiques de la Dette du Secteur Public 2011 MDSP 2011	Projets de tables de correspondance entre les classifications des comptes de la dette publique et ceux du MDSP 2011	Tavaux d'élaboration des tables de correspondance entre les classifications des comptes de la dette publique et ceux du MDSP 2011	Outil de compilation des des Statistiques de la Dette du Secteur Public	T3	Date: 22-26.10.2018 (1LTX; 1 STX)	Philippe Samborski/Zarco Isma/ Ivana (Staff on 01 budget)	2,0	1,0	2,0	5,0					
111	REGIONAL	Statistiques macroéconomiques	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	Renforcer les capacités et coordonner l'assistance technique	Programme coordonné d'assistance technique	Echanges d'information sur les programmes des uns et des autres	Nombre de participants	T2	15 - 19 oct 2018		0,5	1,0	0,0	1,5					
112	REGIONAL	Statistiques macroéconomiques	Séminaire formation au SCN 2008 ou aux comptes nationaux trimestriels	Renforcer la capacité des comptables nationaux à élaborer les comptes nationaux.		La compréhension du système de comptabilité nationale par les cadres nationaux est renforcée	Nombre de participants	T4	18 - 22 fevr 2019		2,0	1,0	2,0	5,0					

Ordre	Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
											Prévues				Utilisées				
											Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
											Bureau	Site			Bureau	Site			
113	SAO TOME-ET-PRINCIPE	Administration douanière	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures douanières et de modernisation des services douaniers	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations douanières est modernisé	Les projets de textes de modernisation de l'organisation des services et des procédures douanières sont disponibles	Les procédures douanières sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les procédures douanières alignées aux meilleures pratiques internationales sont élaborées, appliquées et diffusées	T3	12 au 24 novembre 2018	Marco Antonio Borges de Siqueira	0,5	0,0	2,0	2,5					
114	SAO TOME-ET-PRINCIPE	Administration fiscale	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures fiscales	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations fiscales est modernisé	Les projets de textes de modernisation des procédures fiscales sont disponibles sur le site web de l'administration fiscale	Les procédures fiscales sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les procédures fiscales alignées aux meilleures pratiques internationales sont élaborées, appliquées et diffusées	T2	6-17 aout 2018	TBD	0,5	0,0	2,0	2,5					
115	SAO TOME-ET-PRINCIPE	Administration fiscale	Mission LTX et STX d'assistance à la mise en place de la segmentation des entreprises	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations fiscales est modernisé	Les projets de textes portant création de la DGE et du CIME sont adoptés	L'organisation mise en place permet une mise en oeuvre efficace des stratégies et réformes	Les structures de gestion des contribuables par segment sont mises en place	T3	3-14 novembre 2018	TBD	0,5	2,0	2,0	4,5					
116	SAO TOME-ET-PRINCIPE	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcement de la fonction macro-budgétaire	évaluer les besoins en assistance technique de la fonction macrobudgétaire	Rapport de mission	Programme d'actions pour le renforcement de la fonction macrobudgétaire	PEFA P14	T2	3-14 septembre 2018	A identifier	1,0	1,0	2,0	4,0					
117	SAO TOME-ET-PRINCIPE	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcement du suivi de la conjoncture et élaboration d'un modèle simple de prévision macroéconomique	Elaborer des indicateurs de haute fréquence et former à l'utilisation d'un modèle quasi-comptable intégré et cohérent	Rapport de mission et un outil simple de projection des 4 comptes macroéconomiques	Des indicateurs de hautes fréquences ainsi qu'une maquette simple de projections macroéconomiques sont élaborés	PEFA P14	T3	14-25 janvier 2019	A identifier	1,0	0,0	2,0	3,0					
118	SAO TOME-ET-PRINCIPE	Gestion de la dette publique	Formation de base sur la gestion du portefeuille de la dette publique	Former le personnel sur les différentes opérations de gestion de la dette liées aux activités du front, middle et back office.	Support de formation	Les agents sont mieux outillés pour gérer la dette et mener une analyse financière du portefeuille de la dette.	Le nombre de cadres formés	T1	Mai 2018	IBOKLENE	1,0	2,0	2,0	5,0					Prévoir la prise en charge par AFC de la logistique pour l'atelier pays
119	SAO TOME-ET-PRINCIPE	Gestion de la dette publique	Appui au développement du marché des titres publics	Appuyer les autorités à renforcer le cadre de gouvernance du marché des titres publics, pour une meilleure efficacité des activités et former les cadres sur le processus de programmation et d'émission des titres	Support de formation et Rapport de mission	les réformes sont identifiées et les agents se sont familiarisés au processus de programmation et d'émission des titres publics	Un plan d'action est élaboré	T2	Aout 2018	Steylaers	1,5	2,0	2,0	5,5					Prévoir la prise en charge par AFC de la logistique pour l'atelier pays
120	SAO TOME-ET-PRINCIPE	Gestion de la dette publique	Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	Appuyer les autorités à moderniser le cadre juridique et institutionnel de la dette pour le rendre conforme aux meilleures pratiques internationales	Rapport de mission incluant le projet de textes des réformes	Le plan d'action identifié est mis en application et les textes des réformes sont élaborés.	les réformes sont approuvées et mises en place par les autorités	T4	Février 2019		1,0	2,0	0,0	3,0					
121	SAO TOME-ET-PRINCIPE	Gestion des finances publiques (Budget)	Mise en place des plans d'engagement des dépenses	Disposer d'un instrument de pilotage de l'exécution du budget	Les états de plafonds des dépenses dans le système d'information	Amélioration du contrôle de l'exécution du budget	PEFA -PI-21	T2	06 au 17 Aout 2018	A déterminer	2,0	1,0	2,0	5,0					
122	SAO TOME-ET-PRINCIPE	Gestion des finances publiques (Comptabilité)	Amélioration de la gestion de la trésorerie	Previsibilité des flux de trésorerie	Plan de trésorerie et d'engagement actualisés	Prévisions fiables des PE et PT	PEFA 21-2	T1	Mai 2018	A définir avec FAD	1,0	0,0	2,0	3,0					
123	SAO TOME-ET-PRINCIPE	Régulation et supervision bancaires	Révision de la réglementation prudentielle qualitative de la BCSTP	Passer en revue les textes réglementaires existants relatifs au contrôle interne (y compris la conformité, l'audit interne et la gouvernance) et à la gestion des risques, afin de déterminer les besoins de mise à niveau par rapport aux normes internationales et aux bonnes pratiques	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de modification et de complément des dispositions réglementaires existantes dans les domaines considérés. (ii) Rapport de mission	Préparation avancée de la révision des instructions (à finaliser par la BCSTP)	(i) Liste des suggestions de modification ou complément de la réglementation existante. (ii) Recommandations du rapport de mission	T1	07-18 mai 2018	STX à déterminer (lusophone), à la demande du HQ	1,5	2,0	2,0	5,5					Besoin prioritaire de la BCSTP (vu en mission de décembre 2017). Documents de travail à faire traduire du portugais en français avant la mission ; budget AFRITAC à prévoir. Exigence de AFRSTP et de MCMFR de recruter un STX lusophone.
124	SAO TOME-ET-PRINCIPE	Régulation et supervision bancaires	Renforcement des outils de contrôle permanent de la BCSTP pour la supervision basée sur les risques	Elaborer un instrument de notation des banques en fonction de leur profil de risque, selon une démarche de type CAMELS/ORAP.	Aide-mémoire détaillé des éléments utiles à l'établissement de l'instrument (typologie des risques, critères d'analyse, mode opératoire,...)	Structuration des modes opératoires de la notation des banques selon l'approche de supervision basée sur les risques (à finaliser par la BCSTP).	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission	T3	03-14 décembre 2018	STX à déterminer (lusophone), à la demande du HQ	1,0	2,0	2,0	5,0					Besoin exprimé par la BCSTP (mission de décembre 2017). La documentation utile de la BCSTP devra préalablement être traduite du portugais en français ; budget AFRITAC à prévoir. Exigence de AFRSTP et de MCMFR de recruter un STX lusophone.

Ordre	Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
											Prévues				Utilisées				
											Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site																
125	SAO TOME-ET-PRINCIPE	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise œuvre du MSFP 2001-2014	TOFE annuel expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration du TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	L'équipe du TOFE élabore un TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	T2	Date: 03-07.09.2018 (1 LTX ; 1 STX)	Sergio Branco	1,0	1,0	1,0	3,0					
126	SAO TOME-ET-PRINCIPE	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise œuvre du MSFP 2001-2014	TOFE annuel expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration du TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	L'équipe du TOFE élabore un TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	T4	Date: 04-08.02.2019 (1 STX)	Sergio Branco	1,0	0,0	1,0	2,0					
127	SAO TOME-ET-PRINCIPE	Statistiques macroéconomiques	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires et formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles	Les comptes nationaux sont formés au SCN 2008	Nombre de personnes formées	T1	18 - 29 juin 2018		1,0	2,0	0,0	3,0					
128	SAO TOME-ET-PRINCIPE	Statistiques macroéconomiques	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires et formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles (suite)	Les comptes nationaux sont formés au SCN 2008	Nombre de personnes formées	T2	1 - 12 oct 2018		1,0	2,0	0,0	3,0					
129	TCHAD	Administration douanière	Mission STX d'assistance d'appui au renforcement du bureau de la valeur en Douane	Les principales fonctions des administrations douanières sont renforcées	Un plan d'action de réorganisation du bureau de la valeur et de renforcement des procédures d'évaluation de la valeur est disponible	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations	L'évaluation de la valeur en douane suivant les standards internationalement reconnus s'est améliorée	T2	08 au 19 octobre 2018	Ahmed Boill	0,5	0,0	2,0	2,5					
130	TCHAD	Administration fiscale	Mission LTX+STX d'assistance à la programmation conduite des contrôles fiscaux	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	T2	3-15 septembre 2018	CR	0,5	2,0	2,0	4,5					
131	TCHAD	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcement des fonctionnalités des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	Examiner les modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	Rapport de mission intégrant un plan d'action pour l'appropriation et le renforcement des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	Une plus grande maîtrise de l'utilisation des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	PEFA PI14	T2	17-28 septembre 2018	Meier	1,0	2,0	2,0	5,0					
132	TCHAD	Gestion de la dette publique	Assistance Technique sur la SDMT - Mission conjointe FMI/BM/AFC	Appui à l'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Un premier document s'ajoute à annexer à la Loi de Finances est produit.	T2	sept-18		1,5	2,0	0,0	3,5					
133	TCHAD	Gestion de la dette publique	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette AVD-PFR révisé	Assister les agents à s'approprier l'utilisation de l'outil AVD-PFR révisé. Sensibiliser les agents sur l'importance de l'AVD dans les politiques budgétaire et de gestion de la dette;	Support de formation	Les agents se sont familiarisés au processus et à l'outil AVD-PFR. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Le nombre de cadres formés	T3	Janvier 2019	A identifier	1,0	2,0	2,0	5,0					
134	TCHAD	Gestion de la dette publique	AT sur l'identification des préalables pour l'émission des SUKUK	Assister les autorités à identifier les préalables réglementaires, institutionnels et techniques pour l'émission des SUKUK. Former le personnel sur la structuration et la gestion de ces émissions.	Rapport de mission et support de formation.	Les préalables sont identifiés, un plan d'action est élaboré et les agents se sont familiarisés au processus d'émission des SUKUK;	Un plan d'action est élaboré	T4	Mars 2019	A identifier	1,5	2,0	2,0	5,5					
135	TCHAD	Gestion des finances publiques (Budget)	Mission diagnostic avec FAD	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer	T3	Janvier 2019		2,0	2,0	8,0	12,0					Mission du siège financée par AFC.
136	TCHAD	Gestion des finances publiques (Budget)	Poursuite des travaux de mise à jour de la nouvelle nomenclature	Adapter le volet exécutif du budget dans le circuit intégré de la dépense	Amélioration de la compréhension du document budgétaire	Présentation des opérations budgétaires dans la nouvelle NBE	PEFA - PI 5	T1	22 mai au 05 Juin 2018	Ferdinand Yougaré	2,0	2,0	2,0	6,0					
137	TCHAD	Gestion des finances publiques (Comptabilité)	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Consolidation des soldes de trésorerie au travers du CUT	Modalités de consolidation	Centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT	PEFA 21-1	T3	novembre 2018	ROUMEGAS	1,0	2,0	2,0	5,0					

Ordre	Zone d'intervention	Domaine	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires	
											Prévues				Utilisées					
											Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total		
											Bureau	Site			Bureau	Site				
138	TCHAD	Statistiques des finances publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en œuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-OM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001-2014 (MSFP 2001-2014)	TOFE annuels des exercices 2012-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T4	Date: 18-29.03.2019 LTX; 2 STX) (2	Denis Besnard ou Anne MulKay	2,0	2,0	2,0	6,0						
139	TCHAD	Statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux de passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Réalisation d'une année de base SCN 2008	Tables de chargement des sources traitées et les comptes des APU et des banques et assurances	Les comptes nationaux sont formés au traitement des sources	Nombre de personnes formées	T3	7 - 18 jan 2019		1,0	2,0	2,0	5,0						
140	TCHAD	Statistiques macroéconomiques	Mise en place des indicateurs infra-annuels	Initiation aux comptes nationaux trimestriels	Maquette	Les comptes nationaux sont formés à la méthode retenue	Nombre de personnes formées	T2	17 - 28 sept 2018		1,0	2,0	0,0	3,0						
141	TCHAD	Statistiques macroéconomiques	Mise en place des indicateurs infra-annuels	Préparer le terrain pour la mise en œuvre des comptes nationaux trimestriels	IPI / IPPI; ICA; etc.	Acquisition de connaissances	Nombre de personnes formées	T4	4 - 15 fevr 2019		1,0	0,0	0,0	1,0						Deux cadres par pays

**ANNEXE 6**  
**RESSOURCES PROGRAMMEES PAR DOMAINE**  
**MAI 2018-AVRIL 2019 - ANNEE FISCALE 2019**  
**(EN PERSONNES SEMAINES)**

Domaine / Pays	Année fiscale 2018				Année fiscale 2019			
	Ressources utilisées				Ressources programmées			
	Conseillers		Experts court terme	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts court terme	Total Année Fiscale
	Siège	Site			Siège	Site		
<b>I- MISSION CONSEILLERS ET EXPERTS COURT TERME</b>								
<b>Administration douanière</b>	<b>7,3</b>	<b>0,0</b>	<b>27,0</b>	<b>34,3</b>	<b>5,5</b>	<b>0,0</b>	<b>22,0</b>	<b>27,5</b>
BURUNDI	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	2,0	2,5
CAMEROUN	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
CONGO	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
GABON	1,0	0,0	4,0	5,0	0,5	0,0	2,0	2,5
GUINEE-EQUATORIALE	1,0	0,0	4,0	5,0	0,5	0,0	2,0	2,5
RCA	0,3	0,0	2,0	2,3	0,2	0,0	2,0	2,5
RDC	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
SAO TOME-ET-PRINCIPE	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
TCHAD	1,0	0,0	4,0	5,0	0,5	0,0	2,0	2,5
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	1,5	0,0	5,0	6,5	1,0	0,0	4,0	5,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Administration fiscale</b>	<b>11,0</b>	<b>26,0</b>	<b>10,0</b>	<b>47,0</b>	<b>9,0</b>	<b>23,0</b>	<b>28,0</b>	<b>60,0</b>
BURUNDI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0	0,0	2,5
CAMEROUN	1,5	4,0	2,0	7,5	0,5	2,0	0,0	2,5
CONGO	0,5	2,0	0,0	2,5	2,0	4,0	12,0	18,0
GABON	3,5	7,0	2,0	12,5	2,5	5,0	4,0	11,5
GUINEE-EQUATORIALE	0,5	2,0	2,0	4,5	1,0	2,0	4,0	7,0
RCA	1,5	3,0	2,0	6,5	0,5	2,0	2,0	4,5
RDC	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5
SAO TOME-ET-PRINCIPE	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	4,0	7,0
TCHAD	1,0	1,0	1,0	3,0	0,5	2,0	2,0	4,5
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Gestion des finances publiques</b>	<b>26,0</b>	<b>24,0</b>	<b>29,0</b>	<b>79,0</b>	<b>33,0</b>	<b>35,0</b>	<b>47,0</b>	<b>115,0</b>
BURUNDI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CAMEROUN	1,0	0,0	4,0	5,0	3,0	2,0	6,0	11,0
CONGO	4,0	4,0	4,0	12,0	4,0	6,0	6,0	16,0
GABON	3,0	4,0	6,0	13,0	3,0	4,0	0,0	7,0
GUINEE-EQUATORIALE	2,0	2,0	4,0	4,0	3,0	0,0	0,0	16,0
RCA	5,0	5,0	5,0	15,0	4,0	6,0	8,0	16,0
RDC	1,0	2,0	4,0	7,0	3,0	4,0	4,0	11,0
SAO TOME-ET-PRINCIPE	2,0	2,0	0,0	4,0	3,0	1,0	4,0	8,0
TCHAD	4,0	3,0	6,0	13,0	5,0	6,0	12,0	23,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	4,0	2,0	0,0	6,0	4,0	3,0	0,0	7,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>10,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>20,0</b>	<b>15,0</b>	<b>16,0</b>	<b>16,0</b>	<b>40,0</b>
BURUNDI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CAMEROUN	2,0	2,0	0,0	4,0	1,0	2,0	2,0	5,0
CONGO	2,0	2,0	0,0	4,0	3,0	4,0	0,0	7,0
GABON	2,0	2,0	0,0	4,0	1,0	2,0	0,0	3,0
GUINEE-EQUATORIALE	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	2,0	4,0
RCA	2,0	2,0	0,0	4,0	3,0	2,0	4,0	9,0
RDC	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	2,0	5,0
SAO TOME-ET-PRINCIPE	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	1,0	4,0	7,0
TCHAD	2,0	2,0	0,0	4,0	1,0	2,0	2,0	5,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	4,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Statistiques des finances publiques</b>	<b>15,0</b>	<b>16,0</b>	<b>21,0</b>	<b>52,0</b>	<b>18,0</b>	<b>13,0</b>	<b>16,0</b>	<b>47,0</b>
BURUNDI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CAMEROUN	2,0	2,0	2,0	6,0	3,0	2,0	2,0	7,0
CONGO	1,0	2,0	2,0	5,0	2,0	2,0	2,0	6,0
GABON	1,0	2,0	2,0	5,0	2,0	2,0	2,0	6,0
GUINEE-EQUATORIALE	2,0	0,0	4,0	6,0	2,0	0,0	2,0	4,0
RCA	2,0	3,0	2,0	7,0	2,0	2,0	2,0	6,0
RDC	3,0	4,0	4,0	11,0	3,0	2,0	2,0	7,0
SAO TOME-ET-PRINCIPE	2,0	0,0	3,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0
TCHAD	2,0	3,0	2,0	7,0	2,0	2,0	2,0	6,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Statistiques macroéconomiques</b>	<b>13,0</b>	<b>23,5</b>	<b>4,0</b>	<b>40,5</b>	<b>16,0</b>	<b>22,0</b>	<b>8,0</b>	<b>46,0</b>
BURUNDI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CAMEROUN	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CONGO	1,0	2,0	0,0	3,0	2,0	2,0	2,0	6,0
GABON	3,0	6,0	0,0	9,0	3,0	2,0	2,0	7,0
GUINEE-EQUATORIALE	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
RCA	3,0	6,0	0,0	9,0	3,0	4,0	2,0	9,0
RDC	2,0	2,5	2,0	6,5	1,0	2,0	0,0	3,0
SAO TOME-ET-PRINCIPE	1,0	1,0	0,0	2,0	2,0	4,0	0,0	6,0
TCHAD	2,0	4,0	2,0	8,0	3,0	4,0	2,0	9,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Gestion de la dette publique</b>	<b>17,5</b>	<b>24,5</b>	<b>13,5</b>	<b>55,5</b>	<b>18,5</b>	<b>22,0</b>	<b>16,5</b>	<b>57,0</b>
BURUNDI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CAMEROUN	1,0	1,5	1,5	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CONGO	3,5	6,0	4,0	13,5	2,0	4,0	0,0	6,0
GABON	1,5	2,0	0,0	3,5	2,0	4,0	2,0	8,0
GUINEE-EQUATORIALE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
RCA	3,5	5,0	4,0	12,5	4,0	2,0	4,0	10,0
RDC	3,0	3,0	1,0	7,0	2,0	0,0	2,0	4,0
SAO TOME-ET-PRINCIPE	1,0	1,0	2,0	4,0	3,5	6,0	4,0	13,5
TCHAD	3,0	6,0	2,0	11,0	4,0	6,0	4,0	14,0
BEAC	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,5	1,5
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Régulation et supervision bancaires</b>	<b>14,5</b>	<b>20,5</b>	<b>18,5</b>	<b>53,5</b>	<b>14,0</b>	<b>26,0</b>	<b>23,0</b>	<b>63,0</b>
BURUNDI	3,0	3,0	2,0	8,0	3,0	4,0	5,0	12,0
CAMEROUN	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CONGO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
GABON	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
GUINEE-EQUATORIALE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
RCA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
RDC	4,0	5,0	8,0	17,0	3,0	6,0	6,0	15,0
SAO TOME-ET-PRINCIPE	1,0	1,0	0,0	2,0	2,5	4,0	4,0	10,5
TCHAD	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total MISSIONS (I)</b>	<b>114,3</b>	<b>144,5</b>	<b>123,0</b>	<b>381,8</b>	<b>129,0</b>	<b>129,0</b>	<b>176,5</b>	<b>464,5</b>
Domaine	Année fiscale 2018				Année fiscale 2019			
	Ressources utilisées				Ressources programmées			
	Conseillers		Experts court terme	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts court terme	Total Année Fiscale
	Siège	Site			Siège	Site		
<b>II- SEMINAIRES REGIONAUX ET COURS</b>								
Administration douanière	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5
Administration fiscale	0,5	1,0	2,0	3,5	1,5	2,0	2,0	5,5
Gestion des finances publiques	8,0	6,0	4,0	18,0	6,0	6,0	6,0	18,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	2,0	0,5	1,0	3,5	3,0	3,0	2,0	8,0
Statistiques des finances publiques	3,0	2,0	3,0	8,0	4,0	2,0	4,0	10,0
Statistiques macroéconomiques	2,5	1,0	2,0	5,5	2,0	1,0	2,0	5,0
Gestion de la dette publique	2,5	1,5	0,0	4,0	2,0	2,0	1,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	2,0	2,5	3,0	7,5	4,0	2,0	4,0	10,0
<b>Total SEMINAIRES REGIONAUX ET COURS (II)</b>	<b>21,0</b>	<b>15,5</b>	<b>17,0</b>	<b>53,5</b>	<b>23,0</b>	<b>19,0</b>	<b>23,0</b>	<b>65,0</b>
<b>TOTAL MISSIONS ET SEMINAIRES REGIONAUX (I+II)</b>	<b>135,3</b>	<b>160,0</b>	<b>140,0</b>	<b>435,3</b>	<b>152,0</b>	<b>148,0</b>	<b>199,5</b>	<b>529,5</b>



ANNEXE 6  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires			
									Prévues			Utilisées						
									Bureau	Site	ECT	Total	Bureau	Site		ECT	Total	
<b>AFRITAC Centre - Administration douanière - Programme de travail du 01 mai 2018 au 30 avril 2019</b>																		
<b>Objectif 1 : Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières</b>																		
<b>Résultats attendus : Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières est modernisé</b>																		
CEMAC	Mission STX d'assistance à la rédaction des textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations douanières est modernisé	Des projets de textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé sont rédigés	Les procédures douanières telle que prévue par le code des douanes de la CEMAC révisé sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé contiennent des procédures modernes et alignées aux meilleures pratiques internationales	T1	4-12 juin 2018	Alain Charlet, Christian Bremeersch	0,5	0,0	2,0	2,5						
CEMAC	Mission STX d'assistance à la rédaction des textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations douanières est modernisé	Les textes d'application du code des douanes de la CEMAC sont validés et un plan de communication approuvé	Les procédures douanières telle que prévue par le code des douanes de la CEMAC révisé sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé contiennent des procédures modernes et largement diffusées et appliquées par les services douaniers	T2	3-12 septembre 2018	Alain Charlet, Christian Bremeersch	0,5	0,0	2,0	2,5						
GUINEE-EQUATORIALE	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures douanières et de modernisation des services douaniers	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations douanières est modernisé	Les projets de textes d'organisation de services et des procédures douanières sont disponibles	Les procédures douanières sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les procédures douanières alignées aux meilleures pratiques internationales sont élaborées, appliquées et diffusées	T2	10-21 septembre 2018	Fanny Angelica Euran-Graham	0,5	0,0	2,0	2,5						
RCA	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures et de recouvrement des recettes douanières	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations douanières est modernisé	Le projet d'instruction-cadre des procédures douanières et de recouvrement des recettes est validé et diffusé	Les procédures douanières sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les procédures douanières alignées aux meilleures pratiques internationales sont élaborées, appliquées et diffusées	T1	18-29 juin 2018	Georges Claustres	0,5	0,0	2,0	2,5						
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures douanières et de modernisation des services douaniers	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations douanières est modernisé	Les projets de textes de modernisation de services et des procédures douanières sont disponibles	Les procédures douanières sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les procédures douanières alignées aux meilleures pratiques internationales sont élaborées, appliquées et diffusées	T3	12 au 24 novembre 2018	Marco Antonio Borges de Siqueira	0,5	0,0	2,0	2,5						
<b>Objectif 3 : Renforcement des principales fonctions des administrations douanières</b>																		
<b>Résultats attendus : Les principales fonctions des administrations douanières sont renforcées</b>																		
REGIONAL	Séminaire régional sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Les principales fonctions des administrations douanières sont renforcées	Une instruction-cadre sur la programmation et l'exécution des contrôles a posteriori est disponible	Les contrôles douaniers contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières	Le nombre de contrôle douanier a posteriori augmente progressivement	T3	05 au 10 novembre 2018	TBD	0,5	1,0	2,0	3,5						
BURUNDI	Mission STX d'assistance au renforcement des procédures d'apurement et de suivi des transits douaniers	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations douanières est modernisé	Une instruction-cadre sur le suivi et l'apurement des marchandises en transit est disponible	Les opérateurs du commerce extérieur respectent mieux leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures de suivi et d'apurement du transit douanier sont alignées aux meilleures pratiques internationales	T4	4- 15 mars 2019	TBD	0,5	0,0	2,0	2,5						
CAMEROUN	Mission STX d'assistance au renforcement du contrôle à destination des marchandises exonérées	Les principales fonctions des administrations douanières sont renforcées	Une instruction-cadre sur le contrôle à destination des marchandises exonérées est disponible	Les contrôles a posteriori contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	T1	07 au 18 mai 2018	Jean-Michel Mattei	0,5	0,0	2,0	2,5						
CONGO	Mission STX d'assistance d'appui au renforcement du bureau de la valeur en Douane	Les principales fonctions des administrations douanières sont renforcées	Un plan d'action de réorganisation du bureau de la valeur et de renforcement des procédures d'évaluation de la valeur est disponible	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations	L'évaluation de la valeur en douane suivant les standards internationalement reconnus s'est améliorée	T1	14 au 25 mai 2018	Georges Claustres	0,5	0,0	2,0	2,5						
GABON	Mission STX d'assistance au renforcement du contrôle à destination des marchandises exonérées	Les principales fonctions des administrations douanières sont renforcées	Une instruction-cadre sur le contrôle à destination des marchandises exonérées est disponible	Les contrôles a posteriori contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	T1	11 au 22 juin 2018	Madeleine Hudon	0,5	0,0	2,0	2,5						
RDC	Mission STX d'assistance au renforcement du contrôle à destination des marchandises exonérées	Les principales fonctions des administrations douanières sont renforcées	Une instruction-cadre sur le contrôle à destination des marchandises exonérées est disponible	Les contrôles a posteriori contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	T1	09 au 20 Juillet 2018	Christian Bremeersch	0,5	0,0	2,0	2,5						
TCHAD	Mission STX d'assistance d'appui au renforcement du bureau de la valeur en Douane	Les principales fonctions des administrations douanières sont renforcées	Un plan d'action de réorganisation du bureau de la valeur et de renforcement des procédures d'évaluation de la valeur est disponible	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations	L'évaluation de la valeur en douane suivant les standards internationalement reconnus s'est améliorée	T2	08 au 19 octobre 2018	Ahmed Boill	0,5	0,0	2,0	2,5						

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires
									Prévues			Utilisées			
									Conseiller		ECT	Conseiller		ECT	
Bureau	Site		Bureau	Site											
<b>AFRITAC Centre - Administration fiscale - Programme de travail du 01 mai 2018 au 30 avril 2019</b>															
<b>Objectif 3 : Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales</b>															
<b>Résultats attendus : Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales est modernisé</b>															
REGIONAL	Séminaire interrégional conjoint AFC/ AFW1/ ISORA	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations fiscales est modernisé	Le taux de completion de la plate-forme ISORA est de 100% pour les pays membres	Les capacités de réforme augmentent a cause d'une vraie stratégie de réforme et d'un cadre stratégique de gestion adopté et institutionnalisé	Les indicateurs clés de performance sont établis, régulièrement rapportés et contrôlés	T1	18-22 juin 2018	CR	0,5	1,0	0,0	1,5			
REGIONAL	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière de gestion macroéconomique	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T4	Mars 2019	CR	0,5	0,0	0,0	0,5			
GABON	Visite professionnelle d'immersion pour cadres de l'administration gabonaise en Ile Maurice	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations fiscales est modernisé	L'administration gabonaise s'est appropriée des meilleures pratiques d'une agence semi-autonome.	L'organisation mise en place permet une mise en oeuvre efficace des stratégies et réformes	L'administration fiscale et douanière gabonaise est plus efficace.	T2	08-12 octobre 2018	CR	0,5	1,0	0,0	1,5			4 cadres douanes et 4 cadres impôts.
GUINEE-EQUATORIALE	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures fiscales	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations fiscales est modernisé	Les projets de textes de modernisation des procédures fiscales sont disponibles sur le site web de l'administration fiscale	Les procédures fiscales sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les procédures fiscales alignées aux meilleures pratiques internationales sont élaborées, appliquées et diffusées	T3	14- 25 janvier 2019	TBD	0,5	2,0	2,0	4,5			
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures fiscales	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations fiscales est modernisé	Les projets de textes de modernisation des procédures fiscales sont disponibles sur le site web de l'administration fiscale	Les procédures fiscales sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les procédures fiscales alignées aux meilleures pratiques internationales sont élaborées, appliquées et diffusées	T2	6-17 aout 2018	TBD	0,5	0,0	2,0	2,5			
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Mission LTX et STX d'assistance à la mise en place de la segmentation des entreprises	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations fiscales est modernisé	Les projets de textes portant création de la DGE et du CIME sont adoptés	L'organisation mise en place permet une mise en oeuvre efficace des stratégies et réformes	Les structures de gestion des contribuables par segment sont mises en place	T3	3-14 novembre 2018	TBD	0,5	2,0	2,0	4,5			
<b>Objectif 4 : Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales</b>															
<b>Résultats attendus : Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées</b>															
REGIONAL	Séminaire sur le renforcement de la collaboration douanes/impôts	Les principales fonctions des administrations douanières sont renforcées	Des programmes de contrôles a posteriori basés sur les principaux risques fiscaux sont élaborés	Les contrôles douaniers contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières	Le nombre de contrôle douanier a posteriori augmente progressivement	T3	14-19 janvier 2019	TBD	0,5	1,0	2,0	3,5			
		Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques douaniers sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des regles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales										
BURUNDI	Mission LTX d'assistance à la programmation/controle des contrôles fiscaux	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des regles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	T4	11-22 fevrier 2019	CR	0,5	2,0	0,0	2,5			
CAMEROUN	Mission LTX d'assistance aux activités d'enquetes et de recherches	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des méthodes et outils de recherche et de traitement des informations sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des regles fiscales	Les recouvrements de données sont utilisés pour controles l'exactitude des déclarations fiscales	T1	7- 18 mai 2018	CR	0,5	2,0	0,0	2,5			
CONGO	Mission LTX d'appui au renforcement de la gestion des contribuables	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des outils de surveillance /suivi des contribuables à chaque échéance sont élaborés	Une plus grande proportion de contribuables respecte leurs obligations fiscales déclaratives	Le nombre de contribuables qui respectent leurs obligations dclaratives suivant les delais legaux croit progressivement	T3	janv-19	CR	0,5	2,0	0,0	2,5			
CONGO	Mission STX d'assistance aux activités de recouvrement des arriérés fiscaux	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des programmes détaillés de recouvrement des arriérés sont élaborés	Une plus grande proportion de contribuables respecte leurs obligations fiscales de paiement	Le nombre de contribuables qui respectent leurs obligations fiscales suivant les délais légaux croit progressivement	T1	16 - 27 juillet 2018	TBD	0,5	0,0	2,0	2,5			
CONGO	Mission STX d'assistance aux activités d'enquetes et de recherches	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des méthodes et outils de recherche et de traitement des informations sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des regles fiscales	Les recouvrements de données sont utilisés pour cptrôler l'exactitude des déclarations fiscales	T3	19-30 novembre 2018	TBD	0,5	0,0	2,0	2,5			

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
<b>AFRITAC Centre - Administration fiscale - Programme de travail du 01 mai 2018 au 30 avril 2019</b>																	
CONGO	Mission diagnostic avec FAD	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des méthodes et outils de recherche et de traitement des informations sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les recouvrements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales	T2	15 - 26 Octobre 2018	TBD	0,5	2,0	8,0	10,5					Mission du siège financée par AFC.
GABON	Mission STX d'assistance aux activités d'enquêtes et de recherches	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des méthodes et outils de recherche et de traitement des informations sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les recouvrements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales	T1	09 - 20 juillet 2018	TBD	0,5	0,0	2,0	2,5					
GABON	Mission LTX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	T4	04-08 mars 2019	CR	0,5	1,0	0,0	1,5					
GABON	Mission LTX+STX d'assistance aux activités de recouvrement des arriérés fiscaux	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des programmes détaillés de recouvrement des arriérés sont élaborés	Une plus grande proportion de contribuables respecte leurs obligations fiscales de paiement	Le nombre de contribuables qui respectent leurs obligations fiscales suivant les délais légaux croît progressivement	T3	3 -14 décembre 2018	TBD	0,5	2,0	2,0	4,5					
GABON	Mission LTX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	T2	08-12 octobre 2018	CR	0,5	1,0	0,0	1,5					
GUINEE-EQUATORIALE	Mission STX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	T4	11-22 février 2019	TBD	0,5	0,0	2,0	2,5					
RCA	Mission LTX et STX d'assistance technique au renforcement de la direction des moyennes entreprises et l'informatisation des indicateurs de performance	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	le portefeuille des moyennes entreprises accroît progressivement	L'organisation mise en place permet une mise en œuvre efficace des stratégies et réformes	l'organisation des moyennes entreprises contribue à la mobilisation des ressources fiscales	T2	10-21 septembre 2018	CR	0,5	2,0	2,0	4,5					
RDC	Mission LTX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	T1	09 au 20 juillet 2018	CR	0,5	2,0	0,0	2,5					
TCHAD	Mission LTX+STX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	T2	3-15 septembre 2018	CR	0,5	2,0	2,0	4,5					
									<b>10,5</b>	<b>25,0</b>	<b>30,0</b>	<b>65,5</b>					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
<b>AFRITAC Centre - Gestion des finances publiques (Volet : Budget) - Programme de travail du 01 mai 2018 au 30 avril 2019</b>																	
<b>Objectif 1 : Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques</b>																	
CEMAC	1 - Appui à l'avis de conformité de la CEMAC 2- Séminaires de renforcement des capacités organisés par la CEMAC	Harmoniser le cadre des finances publiques des pays de la CEMAC Participer aux séminaires de la CEMAC	Lettre transmettant les observations sur les projets de textes assortis des propositions d'amélioration. Compte rendu des séminaires CEMAC.	Disponibilité d'un cadre légal complet de gestion des finances publiques	FTC 222	T4	Tout au long de l'année à T4)		2,0	2,0	0,0	4,0					Observations des textes et participation aux séminaires de la CEMAC entre T1 et T4.
<b>Séminaires régionaux</b>																	
INTER-REGIONAL	Séminaire conjoint avec AFW1 sur la gestion des investissements publics	Sensibiliser les acteurs des investissements publics sur les instruments de programmation et de suivi des investissements publics (AE/CP selection des projets )	Documentation du séminaire	Programmation et planification des investissements plus crédibles	PEFA PI 11 . 3	T3	26 au 30 novembre 2018	A déterminer	1,0	1,0	1,0	3,0					
REGIONAL	Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : Budgétisation axée sur les inégalités ( Genre)	Favoriser les Echanges sur l'Etat des lieux et les Meilleures Pratiques	Identification des déterminants de la budgétisation axée sur le genre.	Sensibilisation sur pré requis et les accompagnements aux services	Rapport général du séminaire	T4	5 au 10 Février 2019	A déterminer	1,0	1,0	1,0	3,0					
REGIONAL	Séminaire sur le contrôle interne et la comptabilité-matière	Sensibiliser les participants sur la mise en place du contrôle interne au niveau central et sectoriel	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs en charge du suivi budgétaire et comptable, et de la dette	Rapport général du séminaire	T3	15 au 20 Octobre 2018	A déterminer	1,0	1,0	1,0	3,0					
<b>Visites d'immersion professionnelle des cadres</b>																	
GABON	Visite d'étude dans un pays sur le suivi des établissements publics	Améliorer la tutelle technique et financière des établissements publics	Rapports de mission	Amélioration de la tutelle financière des Etablissements publics	PEFA PI.6	T3	Novembre 2018		1,0	0,0	0,0	1,0					Propositions FAD : Sénégal et Côte d'Ivoire
<b>Assistance technique</b>																	
<b>Objectif 2 : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques</b>																	
CONGO	Poursuite des travaux sur le budget programme et les Projets annuels de performance	Préparer les échéances de basculement en mode programme	PAP de ministères	nouveaux Ministères dotés de PAP	PEFA PI 5- PI8	T1	11 au 22 Juillet 2018	Wilfried Mangala	2,0	2,0	2,0	6,0					
GUINEE-EQUATORIALE	Mission diagnostic avec FAD	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer	T4	Avril 2019		2,0	2,0	8,0	12,0					Mission du siège financée par AFC.
GUINEE-EQUATORIALE	Atelier sur le nouveau cadre harmonisé et les modalités de mise en œuvre.	Sensibiliser les différentes prenantes sur les enjeux de la mise en œuvre des dispositions du cadre harmonisé	La documentation sur les thèmes de l'atelier	Les acteurs sensibilisés sur les défis à relever	PEFA PI-5	T3	05 au 09 Novembre 2018	A déterminer	2,0	1,0	1,0	4,0					
RDC	Mise en place des Projets annuels de performance et suivi des affectations à l'intérieur du budget général	Présentation exhaustive du budget en mode programme	les informations relatives aux allocations de ressources sur la base des politiques et des performances sont disponibles	Documentation budgétaire conforme à la loi relative à la loi de finances	PEFA PI-8	T1	17 au 29 Juillet 2018	Daniel Tommasi	2,0	2,0	4,0	8,0					
TCHAD	Mission diagnostic avec FAD	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer	T3	Janvier 2019		2,0	2,0	8,0	12,0					Mission du siège financée par AFC.
TCHAD	Poursuite des travaux de mise place de la nouvelle nomenclature	Adapter le volet execution du budget dans le circuit intégré de la dépense	Amélioration de la compréhension du document budgétaire	Présentation des opérations budgétaires dans la nouvelle NBE	PEFA - PI 5	T1	22 Mai au 05 Juin 2018	Ferdinand Yougaré	2,0	2,0	2,0	6,0					
<b>Objectif 3 : Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle</b>																	
CAMEROUN	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères ordonnateurs de budgets	Atténuer les risques liés à la déconcentration de la fonction d'ordonnement	Plan d'action Ministériel	Amélioration du contrôle de l'exécution du budget	PEFA PI 25	T1	07 au 18 Mai 2018	A déterminer	2,0	2,0	4,0	8,0					
RCA	Mise en place des plans d'engagement	Disposer des instruments de pilotage de l'exécution du budget	Les états de plafonds des dépenses dans le système d'information	Amélioration de la prévisibilité infra annuelle de l'exécution du budget	PEFA- PI 21	T2	10 au 21 Septembre 2018	Ferdinand Yougaré	2,0	2,0	2,0	6,0					
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Mise en place des plans d'engagement des dépenses	Disposer d'un instrument de pilotage de l'exécution du budget	Les états de plafonds des dépenses dans le système d'information	Amélioration du contrôle de l'exécution du budget	PEFA -PI-21	T2	06 au 17 Aout 2018	A déterminer	2,0	1,0	2,0	5,0					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires		
									Prévues			Utilisées					
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller			ECT	Total
Bureau	Site			Bureau	Site												
<b>AFRITAC Centre - Gestion des finances publiques (Volet : Comptabilité) - Programme de travail du 01 mai 2018 au 30 avril 2019</b>																	
<b>Objectif 1 : Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques</b>																	
<b>Résultats attendus : Mise en oeuvre du cadre harmonisé des finances publiques</b>																	
CEMAC	Revue à distance/Atelier CEMAC	Transposition des textes de la CEMAC	Commentaires et recommandations des textes élaborés par les pays	Mise en oeuvre des directives de la CEMAC	Nombre de directives transposées	T4	Tout au long de l'année (T1 à T4)		2,0	1,0	0,0	3,0					En fonction des demandes de la CEMAC.
<b>Séminaires régionaux</b>																	
INTER-REGIONAL	Séminaire conjoint avec AFW1 sur la gestion des investissements publics	Sensibiliser les acteurs des investissements publics sur les instruments de programmation et de suivi des investissements publics	Documentation du séminaire	Partage des expériences	Rapport Général du séminaire	T3	26 au 30 novembre 2018	A déterminer	1,0	1,0	1,0	3,0					
REGIONAL	Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : Budgétisation axée sur le Genre	Favoriser les Echanges sur l'Etat des lieux et les Meilleures Pratiques	Identification des déterminants de la budgétisation axée sur le genre.	Sensibilisation sur pré requis et les accompagnements aux services	Rapport général du séminaire	T4	5 au 10 Février 2019	A déterminer	1,0	1,0	1,0	3,0					
REGIONAL	Séminaire sur l'optimisation du compte unique du trésor	Intégrité des données financières	Le CUT compte unique du trésor - instrument de consolidation des soldes de trésorerie	Les actions à entreprendre pour optimiser le CUT		T3	Décembre 2018		1,0	1,0	1,0	3,0					
<b>Assistance technique</b>																	
<b>Objectif 4 : Améliorer la couverture et la qualité des données financières</b>																	
<b>Résultats attendus : Amélioration de la qualité et de l'intégrité des données financières</b>																	
CONGO	Poursuite des travaux de fiabilisation des comptes de la balance	Présenter des informations financières fiables, apurement des comptes d'attente	Etat de rapprochement	Apurement des comptes d'attente	PEFA 27-2	T2	Septembre 2018		1,0	2,0	2,0	5,0					
GABON	Amélioration des la qualite des informations comptables	Présenter des informations financières fiables, apurement des comptes d'attente	Etat de rapprochement	Apurement des comptes d'attente	PEFA 27-2	T2	Septembre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0					
RCA	Amélioration des la qualite des informations comptables	Présenter des informations financières fiables , améliorer le fonctionnement du CUT.	Etats de rapprochement bancaires	Rapprochements bancaires reguliers et explication des divergences	PEFA 27-1	T3	Janvier 2019	WAZOUMI	1,0	2,0	2,0	5,0					
RDC	Fiabilisation des comptes	Présenter des informations financières fiables, apurement des comptes d'attente.	Etat de rapprochement	Apurement des comptes d'attente	PEFA 27-2	T2	Octobre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0					
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Amélioration de la qualité et de la fiabilité des informations financières	Présenter des informations financières fiables , améliorer le fonctionnement du CUT.	Etats de rapprochement bancaires	Rapprochements bancaires reguliers et explication des divergences	PEFA 27-1	T3	Janvier 2019	A définir avec FAD	1,0	0,0	2,0	3,0					
<b>Objectif 5 : Améliorer la gestion des actifs et des passifs</b>																	
<b>Résultats attendus : Meilleure gestion des actifs et des passifs</b>																	
CAMEROUN	Amélioration de la gestion de la trésorerie	Previsibilité des flux de trésorerie des unités budgétaires	Plan de trésorerie et d'engagement des unités budgétaires	Prévisions fiables des PE et PT	PEFA 21-2	T3	Janvier 2019	PICARD	1,0	0,0	2,0	3,0					
CONGO	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Consolidation des soldes de trésorerie au travers du CUT	Modalités de consolidation	Centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT	PEFA 21-1	T3	Décembre 2018	LMIMOUNI	1,0	2,0	2,0	5,0					
GABON	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Consolidation des soldes de trésorerie au travers du CUT	Modalités de consolidation	Centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT	PEFA 21-1	T3	Décembre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0					
RCA	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Consolidation des soldes de trésorerie au travers du CUT	Modalités de consolidation	Centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT	PEFA 21-2	T2	Octobre 2018	ROUMEGAS	1,0	2,0	2,0	5,0					
TCHAD	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Consolidation des soldes de trésorerie au travers du CUT	Modalités de consolidation	Centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT	PEFA 21-1	T3	nov-18	ROUMEGAS	1,0	2,0	2,0	5,0					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
<b>AFRITAC Centre - Analyse et prévisions macrobudgétaires - Programme de travail du 01 mai 2018 au 30 avril 2019</b>																	
<b>Objectif 2 : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques</b>																	
<b>Résultats attendus 2.1 : Le cadre macro-budgétaire à moyen terme qui guide la préparation du budget est plus crédible</b>																	
REGIONAL	Cours régional sur l'analyse et la prévision budgétaire (AFB)	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière d'analyse et de prévision budgétaire	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T4	Avril 2019		1,0	2,0	0,0	3,0			Cours ICD - Dates à confirmer avec ATI		
CEMAC	Séminaire semestriel conjoint AFRISTAT/CEMAC/AFIC sur la conjoncture et la prévision	Former sur des aspects thématiques et méthodologiques de suivi de la conjoncture et des prévisions macroéconomiques et budgétaires	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Les capacités des participants sont renforcées	Points saillants du séminaire	T3	oct-18	A déterminer	1,0	1,0	0,0	2,0			Prise en charge par AFC des participants de la RDC, du Burundi et de SAO TOME-ET-PRINCIPE (2 participants par pays)		
CEMAC	Séminaire semestriel conjoint AFRISTAT/CEMAC/AFIC sur la conjoncture et la prévision	Former sur des aspects thématiques et méthodologiques de suivi de la conjoncture et des prévisions macroéconomiques et budgétaires	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Les capacités des participants sont renforcées	Points saillants du séminaire	T4	mars-19	A déterminer	1,0	1,0	0,0	2,0			Prise en charge par AFC des participants de la RDC, du Burundi et de SAO TOME-ET-PRINCIPE (2 participants par pays)		
CONGO	Renforcement des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	Examiner les modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	Rapport de mission intégrant un plan d'action pour l'appropriation et le renforcement des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	Une plus grande maîtrise de l'utilisation des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	PEFA PI 14	T2	08-19 octobre 2018	A identifier	1,0	2,0	0,0	3,0					
GUINEE-EQUATORIALE	Renforcement de la fonction macro-budgétaire	évaluer les besoins en assistance technique de la fonction macrobudgétaire	Rapport de mission	Programme d'actions pour le renforcement de la fonction macrobudgétaire	PEFA PI 14	T1	28 mai au 08 juin 2018	A identifier	1,0	1,0	2,0	4,0					
RCA	Redynamisation des processus de cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen terme (dispositifs et modèles)	Améliorer la chaîne de production des analyses et des prévisions macroéconomiques et budgétaires	Rapport de mission incluant un projet de programme pluriannuel d'AT pour le renforcement de la fonction macro-budgétaire	Programme d'actions pour le renforcement de la fonction macrobudgétaire	PEFA PI14	T1	2-13 juillet 2018	A identifier	1,0	2,0	2,0	5,0					
RCA	Organisation d'une mission d'études sur le dispositif institutionnel et technique de cadrage macroéconomique et budgétaire	Renforcer les capacités des cadres	Rapports de stage	Les recommandations sont formulées pour améliorer les dispositifs des pays	Les réformes sont approuvées et mises en place par les autorités	T1	Mai 2018		1,0	0,0	0,0	1,0			Trois cadres centrafricains auprès de leur homologues du Cameroun		
RDC	Diagnostic du modèle MCMB et identification des besoins de la fonction macro-budgétaire	Procéder à l'examen du modèle MCMB et évaluer les besoins en assistance technique de la fonction macrobudgétaire	Rapport de mission	Diagnostic des fonctionnalités du modèle MCMB et programme d'actions pour le renforcement de la fonction macrobudgétaire	PEFA PI14	T1	18-29 juin 2018	Rolf Meier	1,0	2,0	2,0	5,0					
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Renforcement de la fonction macro-budgétaire	évaluer les besoins en assistance technique de la fonction macrobudgétaire	Rapport de mission	Programme d'actions pour le renforcement de la fonction macrobudgétaire	PEFA PI14	T2	3-14 septembre 2018	A identifier	1,0	1,0	2,0	4,0					
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Renforcement du suivi de la conjoncture et élaboration d'un modèle simple de prévision macroéconomique	Elaborer des indicateurs de haute fréquence et former à l'utilisation d'un modèle quasi-comptable intégré et cohérent	Rapport de mission et un outil simple de projection des 4 comptes macroéconomiques	Des indicateurs de hautes fréquences ainsi qu'une maquette simple de projections macroéconomiques sont élaborés	PEFA PI14	T3	14-25 janvier 2019	A identifier	1,0	0,0	2,0	3,0					
TCHAD	Renforcement des fonctionnalités des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	Examiner les modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	Rapport de mission intégrant un plan d'action pour l'appropriation et le renforcement des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	Une plus grande maîtrise de l'utilisation des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	PEFA PI14	T2	08-19 octobre 2018	Meier	1,0	2,0	2,0	5,0					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
<b>AFRITAC Centre - Analyse et prévisions macrobudgétaires - Programme de travail du 01 mai 2018 au 30 avril 2019</b>																	
<b>Résultats attendus 2.2 :</b>																	
<b>Le cadre macro-budgétaire à moyen terme qui est intégré dans le processus budgétaire annuel est plus crédible</b>																	
CONGO	Participation à une mission de FAD					T3	nov-18		1,0	2,0	0,0	3,0					
CONGO	Organisation de mission d'études sur le CBMT et l'articulation avec la préparation du budget annuel	renforcer les capacités des cadres	Rapports de stage	Les recommandations sont formulées pour améliorer les dispositifs des pays	Les réformes sont approuvées et mises en place par les autorités	T4	févr-19		1,0	0,0	0,0	1,0			Trois cadres congolais auprès de leurs homologues du Burkina-Faso		
RCA	Elaboration d'un CBMT	Mise en place d'un dispositif technique simple d'élaboration du CBMT	Rapport de mission	Un outil d'élaboration du CBMT est conçu	PEFA PI 16	T4	25 février - 08 mars 2019	A identifier	1,0	0,0	2,0	3,0					
<b>Objectif 6 : Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires</b>																	
<b>Résultats attendus 6.1 : Analyse et présentation des risques macroéconomiques et budgétaires sont renforcées</b>																	
REGIONAL	Séminaire sur les risques macro-budgétaires	Former à l'analyse des sensibilités macro-budgétaires et à la construction des scénarios alternatifs	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Les capacités des participants sont renforcées	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2018-19 (CMR, GAB)	T2	24-28 septembre 2018	A identifier	2,0	1,0	2,0	5,0					
CAMEROUN	Analyse de sensibilité macro-budgétaire	Construire des scénarios budgétaires alternatifs	Rapport de mission incluant une Taxinomie des chocs macroéconomiques et élaboration des scénarios alternatifs	Les acteurs sont sensibilisés sur les méthodes d'identification et de suivi des risques macro-budgétaires	PEFA P14.3	T4	4-15 février 2019	A identifier	1,0	2,0	2,0	5,0					
GABON	Approfondissement des processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques et budgétaires et Analyse de sensibilité macro-budgétaire	Construire des scénarios budgétaires alternatifs	Rapport de mission incluant une Taxinomie des chocs macroéconomiques et élaboration des scénarios alternatifs	Les acteurs sont sensibilisés sur les méthodes d'identification et de suivi des risques macro-budgétaires	PEFA P14.3	T3	07-18 Janvier 2019		1,0	2,0	0,0	3,0					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires
									Prévues			Utilisées			
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		
Bureau	Site	Bureau	Site												
<b>AFRITAC Centre - Statistiques des finances publiques - Programme de travail du 01 mai 2018 au 30 avril 2019</b>															
<b>Objectif 1 : Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision</b>															
<b>Objectif 2 : Appuyer les pays de l'AFIC à l'amélioration de la transparence des statistiques financières, en participant au Système Général de Diffusion des Données du FMI (e-GDDS en Anglais).</b>															
<b>Résultats attendus :</b>															
Amélioration de la capacité du personnel grâce à la formation, en particulier sur l'élaboration de données de source, les méthodes de compilation et de diffusion des statistiques des finances publiques ;															
Les données sont compilées à l'aide de techniques statistiques appropriées, y compris le traitement des données-source et/ou l'examen et la validation des données auxiliaires et les statistiques qui en résultent (DOAF 3.3 et/ou 3.4) ;															
Une nouvelle série des statistiques est élaborée et diffusée en interne et / ou au grand public.															
<b>Séminaires régionaux</b>															
REGIONAL	Séminaire régional	Partage d'expériences, des défis et voies de sortie dans le processus d'adoption de la méthodologie du MSFP 2001-2014	Nouvelles versions des plans d'actions d'adoption de la méthodologie du MSFP 2001-2014	Mise à jour des Plans d'actions d'adoption de la méthodologie du MSFP 2001-2014, transmis à la CEMAC et/ou à AFRITAC et STA	Nouvelles versions des plans d'actions d'adoption de la méthodologie du MSFP 2001-2014, transmis à la CEMAC et/ou à AFRITAC et STA	T4	Date: 22-26.04.2019 (1 LTX; 2 STX)	Zarco Isma/ Vincent Marie/Ivana (Staff on 01 budget)	2,0	1,0	2,0	5,0			
REGIONAL	Séminaire régional multidisciplinaire	Atelier de formation sur la méthodologie du Manuel des Statistiques de la Dette du Secteur Public 2011- MDSP 2011	Projets de tables de correspondance entre les classifications des comptes de la dette publique et ceux du MDSP 2011	Tavaux d'élaboration des tables de correspondance entre les classifications des comptes de la dette publique et ceux du MDSP 2011	Outil de compilation des Statistiques de la Dette du Secteur Public	T3	Date: 22-26.10.2018 (1LTX; 1 STX)	Philippe Samborski/Zarco Isma/ Ivana (Staff on 01 budget)	2,0	1,0	2,0	5,0			
<b>Assistance technique</b>															
CAMEROUN	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en œuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM 22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001-2014 (MSFP 2001-2014)	TOFE des exercices 2012-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T1	Date: 18-29.06.2018 (2 LTX; 2 STX)	Vincent Marie	2,0	2,0	2,0	6,0			
CONGO	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en œuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM 22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001-2014 (MSFP 2001-2014)	TOFE annuels des exercices 2013-2016 (Sous-secteurs Administration Centrale Budgétaire, Extrabudgétaire et Sécurité Soc.) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2013-2016	TOFEs 2013-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T2	Date: 17-28.08.2018 (2 LTX; 2 STX)	Vincent Marie	2,0	2,0	2,0	6,0			
GABON	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en œuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM 22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001-2014 (MSFP 2001-2014)	TOFE annuels des exercices 2013-2016 (Sous-secteurs Administration Centrale Budgétaire, Extrabudgétaire et Sécurité Soc.) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T4	Date: 4-15.3.2019 (2 LTX; 2 STX)	Vincent Marie/ Andre Moukoko (ECT Apprenti, on 01 budget)	2,0	2,0	2,0	6,0			
GUINEE-EQUATORIALE	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en œuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM 22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001-2014 (MSFP 2001-2014)	TOFE annuel expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration du TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	L'équipe du TOFE élabore un TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	T2	Date: 29.10-2.11.2018 (1 STX)	Luis/ Ivana (Staff on 01 budget)	1,0	0,0	1,0	2,0			
GUINEE-EQUATORIALE	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en œuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM 22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001-2014 (MSFP 2001-2014)	TOFE annuel expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration du TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	L'équipe du TOFE élabore un TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	T3	Date: 25.02-01.03.2019 (1STX)	Isma/ Ivana (Staff on 01 budget)	1,0	0,0	1,0	2,0			
RCA	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en œuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM 22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001-2014 (MSFP 2001-2014)	TOFE annuels des exercices 2012-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T3	Date: 12-23.11.2018 (2 LTX; 2 STX)	Issa Sawadogo/ Saturnin Ipedo (ECT Apprenti, on 01 budget)	2,0	2,0	2,0	6,0			
RDC	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise œuvre du MSFP 2001-2014	Projets des TOFE annuels des exercices 2012-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T1	Date: 16 -27.7.2018 (2 LTX; 2 STX)	Denis Besnard/ Cedrick Kazadi (ECT Apprenti, on 01 budget)	2,0	2,0	2,0	6,0			

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires		
									Prévues			Utilisées					
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller			ECT	Total
Bureau	Site	Bureau	Site														
<b>AFRITAC Centre - Statistiques des finances publiques - Programme de travail du 01 mai 2018 au 30 avril 2019</b>																	
<b>Objectif 1 : Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision</b>																	
<b>Objectif 2 : Appuyer les pays de l'AFIC à l'amélioration de la transparence des statistiques financières, en participant au Système Général de Diffusion des Données du FMI (e-GDDS en Anglais).</b>																	
Amélioration de la capacité du personnel grâce à la formation, en particulier sur l'élaboration de données de source, les méthodes de compilation et de diffusion des statistiques des finances publiques ;																	
Les données sont compilées à l'aide de techniques statistiques appropriées, y compris le traitement des données-source et/ou l'examen et la validation des données auxiliaires et les statistiques qui en résultent (DOAF 3.3 et/ou 3.4) ;																	
Une nouvelle série des statistiques est élaborée et diffusée en interne et / ou au grand public.																	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise œuvre du MSFP 2001-2014	TOFE annuel expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration du TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	L'équipe du TOFE élabore un TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	T2	Date: 03-07.09.2018 (1 LTX ; 1 STX)	Sergio Branco	1,0	1,0	1,0	3,0					
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise œuvre du MSFP 2001-2014	TOFE annuel expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration du TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	L'équipe du TOFE élabore un TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	T4	Date: 04-08.02.2019 (1 STX)	Sergio Branco	1,0	0,0	1,0	2,0					
TCHAD	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en œuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM 22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001-2014 (MSFP 2001-2014)	TOFE annuels des exercices 2012-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T4	Date: 18-29.03.2019 (2 LTX; 2 STX)	Denis Besnard ou Anne Mulkay	2,0	2,0	2,0	6,0					
<b>Visites d'immersion professionnelle des cadres</b>																	
CAMEROUN	Visite d'apprentissage entre pairs en République de Côte d'Ivoire	Partage d'expérience sur l'utilisation de la Balance Générale des Comptes du Trésor comme source de données aux SFPs.	Projet de manuel de procédures d'élaboration des SFPs sur base de la Balance Générale des Comptes du Trésor.	Maitre de l'Outil d'élaboration du TOFE sur base la Balance Générale des Comptes du Trésor.	Visite de 5 cadres camerounais en République du Congo	T4	Date: 11-15.02. 2019		1,0	0,0	0,0	1,0					
RDC	Visite d'apprentissage entre pairs au Sénégal	Partage d'expérience sur l'utilisation de la Balance Générale des Comptes du Trésor comme source de données aux SFPs.	Projet de manuel de procédures d'élaboration des SFPs sur base de la Balance Générale des Comptes du Trésor.	Maitre de l'Outil d'élaboration du TOFE sur base la Balance Générale des Comptes du Trésor.	Visite de 5 cadres congolais au Tchad	T4	Date: 25-29.03. 2019		1,0	0,0	0,0	1,0					

Zone d'intervention	Mode opératoire	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires
										Prévues			Utilisées			
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		
Bureau	Site	Bureau	Site													
<b>AFRITAC Centre - Statistiques macroéconomiques - Programme de travail du 01 mai 2018 au 30 avril 2019</b>																
<b>Objectif : Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision</b>																
CONGO	AT	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires et formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles	Les comptes nationaux provisoires	Nombre de personnes formées	T1	9 - 20 juillet 2018		1,0	2,0	0,0	3,0		Comptes annuels	
CONGO	AT	Appui aux travaux de passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Réalisation d'une année de base SCN 2008	Les nomenclatures et la liste des sources	Les comptes nationaux sont formés à l'adaptation des nomenclatures	Nombre de personnes formées	T3	05 au 16 novembre 2018		1,0	0,0	2,0	3,0		Comptes annuels	
GABON	AT	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires et formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles	Les comptes nationaux provisoires	Nombre de personnes formées	T2	6 - 17 août 2018		1,0	2,0	0,0	3,0		Comptes annuels	
GUINEE-EQUATORIALE	AT	Appui aux travaux de passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Réalisation d'une année de base SCN 2008	Les nomenclatures et la liste des sources	Les comptes nationaux sont formés à l'adaptation des nomenclatures	Nombre de personnes formées	T4	18-29 mars 2019		1,0	2,0	0,0	3,0		Comptes annuels	
RCA	AT	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires et formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles	Les comptes nationaux provisoires	Nombre de personnes formées	T3	10 - 21 dec 2018		1,0	2,0	0,0	3,0		Comptes annuels	
RCA	AT	Appui aux travaux de passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Réalisation d'une année de base SCN 2008	Les nomenclatures et la liste des sources	Les comptes nationaux sont formés à l'adaptation des nomenclatures	Nombre de personnes formées	T4	4 - 15 mars 2019		2,0	2,0	2,0	6,0		Comptes annuels	
RDC	AT	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires et formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles	Les comptes nationaux provisoires	Nombre de personnes formées	T1	23 juillet - 3 août 2018		1,0	2,0	0,0	3,0		Comptes annuels	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	AT	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires et formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles	Les comptes nationaux sont formés au SCN 2008	Nombre de personnes formées	T1	18 - 29 juin 2018		1,0	2,0	0,0	3,0		Comptes annuels	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	AT	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires et formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles (suite)	Les comptes nationaux sont formés au SCN 2008	Nombre de personnes formées	T3	12 au 23 novembre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0		Comptes annuels	
TCHAD	AT	Appui aux travaux de passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Réalisation d'une année de base SCN 2008	Tables de chargement des sources traitées et les comptes des APU et des banques et assurances	Les comptes nationaux sont formés au traitement des sources	Nombre de personnes formées	T3	7 - 18 jan 2019		1,0	2,0	2,0	5,0		Comptes annuels	
GABON	AT	Mise en place des indicateurs infra-annuels	Préparer le terrain pour la reprise des travaux des comptes nationaux trimestriels	IPPI / IPPPI; ICA; etc.	Les statisticiens d'enquête sont formés à la production de l'IPPI / IPPPI	Nombre de personnes formées	T4	18-29 mars 2019		1,0	0,0	2,0	3,0		Comptes trimestriels	
TCHAD	AT	Mise en place des indicateurs infra-annuels	Initiation aux comptes nationaux trimestriels	Maquette	Les comptes nationaux sont formés à la méthode retenue	Nombre de personnes formées	T2	17 - 28 sept 2018		1,0	2,0	0,0	3,0		Comptes trimestriels	
AFRISTAT	AT	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	Renforcer les capacités et coordonner l'assistance technique	Programme coordonné d'assistance technique	Echanges d'information sur les programmes des uns et des autres	Évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T2	15 - 19 oct 2018		0,5	1,0	0,0	1,5		Formation et séminaire	
REGIONAL	SEM	Séminaire formation au SCN 2008 ou aux comptes nationaux trimestriels	Renforcer la capacité des comptables nationaux à élaborer les comptes nationaux.		La compréhension du système de comptabilité nationale par les cadres nationaux est renforcée	Évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T4	18 - 22 fevr 2019		2,0	1,0	2,0	5,0		Formation et séminaire	
CEMAC	AT	Séminaire CEMAC / CEEAC	Participation du Conseiller	Coordination		Évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T3	25-29 mars 2019		0,5	1,0	0,0	1,5		Formation et séminaire	
<b>Visites d'immersion professionnelle des cadres</b>																
GABON	VP	Mise en place des indicateurs infra-annuels	Préparer le terrain pour la reprise des travaux des comptes nationaux trimestriels	Rapport de la visite	Acquisition de connaissances	Nombre de personnes formées	T4	4 - 15 fevr 2019		1,0	0,0	0,0	1,0		Deux cadres par pays	
TCHAD	VP	Mise en place des indicateurs infra-annuels	Préparer le terrain pour la mise en oeuvre des comptes nationaux trimestriels	IPPI / IPPPI; ICA; etc.	Acquisition de connaissances	Nombre de personnes formées	T4	15 au 26 avril 2019		1,0	0,0	0,0	1,0		Deux cadres par pays	

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
<b>AFRITAC Centre - Gestion de la dette publique - Programme de travail du 01 mai 2018 au 30 avril 2019</b>																	
<b>Objectif 1 : Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT)</b>																	
<b>Résultats attendus 1 : (i) Renforcer les capacités sur le cadre et l'outil quantitatif SDMT; et (ii) Produire une SDMT.</b>																	
REGIONAL	Appui à l'élaboration du plan de financement	Appui à l'élaboration du plan de financement annuel issu de la stratégie de la dette à moyen terme.	Support de formation	Les agents se sont formés sur les bonnes pratiques en termes d'élaboration du plan annuel de financement	Un draft de Plan de financement est produit	T1	Juillet 2018	SCIPIONI	2,0	1,0	1,0	4,0					
CONGO	Atelier/Formation sur la SDMT	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier draft de SDMT pays.	T2	Septembre-Octobre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0					
GABON	Assistance Technique sur la SDMT - Mission conjointe FMI/AFC	Appui à l'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Un premier document sdmt à annexer à la Loi de Finances est produit.	T2	Octobre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0					
RCA	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T3	Décembre 2018	IBOKLENE	1,0	0,0	2,0	3,0					
RDC	Assistance/Formation sur la SDMT	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier draft de SDMT pays.	T2	Aout 2018	SCIPIONI	1,0	0,0	2,0	3,0					
TCHAD	Assistance Technique sur la SDMT - Mission conjointe FMI/BM/AFC	Appui à l'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Un premier document sdmt à annexer à la Loi de Finances est produit.	T2	sept-18		1,5	2,0	0,0	3,5					
<b>Objectif 2 : Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette</b>																	
<b>Résultats attendus 2 : (i) Renforcer les capacités du personnel de la dette en matière d'analyse des risques; et (ii) Mettre en place un cadre efficace d'analyse des risques; et (iii) Effectuer un reporting régulier sur la gestion de la dette</b>																	
RCA	Appui à l'élaboration du Rapport annuel de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un rapport annuel de gestion de la dette.	Rapport Annuel de la Dette	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier rapport annuel de la dette	T1	Juin 2018		1,0	2,0	0,0	3,0					
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Formation de base sur la gestion du portefeuille de la dette publique	Former le personnel sur les différentes opérations de gestion de la dette liées aux activités du front, middle et back office.	Support de formation	Les agents sont mieux outillés pour gérer la dette et mener une analyse financière du portefeuille de la dette.	Le nombre de cadres formés	T1	Mai 2018	IBOKLENE	1,0	2,0	2,0	5,0					Prévoir la prise en charge par AFC de la logistique pour l'atelier pays
<b>Objectif 3 : Renforcer les capacités en termes d'Analyse de Viabilité de la Dette</b>																	
<b>Résultats attendus 3 : (i) Renforcer les capacités du personnel de la dette sur l'AVD; (ii) Mettre en place un cadre efficace d'AVD; et (iii) Réaliser des AVD de manière autonome.</b>																	
REGIONAL	Séminaire Régional conjoint AFC/SPR sur la viabilité et gestion de la dette dans les pays à faible revenu (AVD-PFR)	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière de viabilité et gestion de la dette dans les pays à faible revenu	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T1	Mai 21-25, 2018		0,0	1,0	0,0	1,0					Séminaire financé par le siège.

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
<b>AFRITAC Centre - Gestion de la dette publique - Programme de travail du 01 mai 2018 au 30 avril 2019</b>																	
GABON	Atelier conjoint AFC/SPR sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette AVD-PAM	Assister les agents à s'approprier l'utilisation de l'outil AVD-PAM. Sensibiliser les agents sur l'importance de l'AVD dans les politiques budgétaire et de gestion de la dette;	Support de formation	Les agents se sont familiarisés au processus et à l'outil AVD-PAM. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Le nombre de cadres formés	T4	Février 2019	A identifier	1,0	2,0	2,0	5,0					
TCHAD	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette AVD-PFR révisé	Assister les agents à s'approprier l'utilisation de l'outil AVD-PFR révisé. Sensibiliser les agents sur l'importance de l'AVD dans les politiques budgétaire et de gestion de la dette;	Support de formation	Les agents se sont familiarisés au processus et à l'outil AVD-PFR. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Le nombre de cadres formés	T3	Janvier 2019	A identifier	1,0	2,0	2,0	5,0					
<b>Objectif 4 :</b>		<b>Développer le marché domestique de la dette intérieure</b>															
<b>Résultats attendus 4 :</b>		<b>(i) Développer les marchés primaire et secondaire; (ii) Elargir la base des investisseurs; et (iii) Diversifier les instruments et allonger les maturités.</b>															
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Appui au développement du marché des titres publics	Appuyer les autorités à renforcer le cadre de gouvernance du marché des titres publics, pour une meilleure efficacité des activités et former les cadres sur le processus de programmation et d'émission des titres publics.	Support de formation et Rapport de mission	Les réformes sont identifiées et les agents se sont familiarisés au processus de programmation et d'émission des titres publics	Un plan d'action est élaboré	T2	Aout 2018	Steylaers	1,5	2,0	2,0	5,5					Prévoir la prise en charge par AFC de la logistique pour l'atelier pays
<b>Objectif 5 :</b>		<b>Accompagner les pays dans le développement du marché des Sukuk</b>															
<b>Résultats attendus 5 :</b>		<b>(i) Elaborer une feuille de route conduisant à l'émission des Sukuk; et (ii) Développer le cadre juridique et institutionnel pour l'émission des Sukuk.</b>															
TCHAD	AT sur l'identification des préalables pour l'émission des SUKUK	Assister les autorités à identifier les préalables réglementaires, institutionnels et techniques pour l'émission des SUKUK. Former le personnel sur la structuration et la gestion de ces émissions.	Rapport de mission et support de formation;	Les préalables sont identifiés, un plan d'action est élaboré et les agents se sont familiarisés au processus d'émission des SUKUK;	Un plan d'action est élaboré	T4	Mars 2019	A identifier	1,5	2,0	2,0	5,5					
<b>Objectif 6 :</b>		<b>Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette</b>															
<b>Résultats attendus 6 :</b>		<b>Réviser et améliorer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette selon les meilleures pratiques recommandées.</b>															
CONGO	Renforcement du cadre institutionnel de gestion de la dette publique	Elaborer une guideline pour conduire les activités du CNDP et réorganiser les services de la Direction de la Dette Publique	Projet de guideline et projet de réorganisation de la DDP	le CNDP dispose d'un manuel de procédures / guideline de ses activités. La DDP est organisée en front-middle et back office	Projet de guideline + projet organigramme DDP	T1	Mai 2018		1,0	2,0	0,0	3,0					
RCA	Appui à l'élaboration d'un manuel de procédures des opérations de gestion de la dette publique	Formaliser les procédures opérationnelles applicables aux processus de création, de gestion, et d'évaluation de la dette publique.	Manuel de procédures et rapport de mission	Les autorités disposent d'un guide à l'exécution des actes d'endettement et de gestion des opérations de la dette publique.	Elaboration d'un manuel de procédures de la dette	T4	Février 2019	A identifier	2,0	0,0	2,0	4,0					
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	Appuyer les autorités à moderniser le cadre juridique et institutionnel de la dette pour le rendre conforme aux meilleures pratiques internationales.	Rapport de mission incluant le projet de textes des réformes	Le plan d'action identifié est mis en application et les textes des réformes sont élaborés.	les réformes sont approuvées et mises en place par les autorités	T4	Février 2019		1,0	2,0	0,0	3,0					
<b>Visites d'immersion professionnelle des cadres :</b>																	
BEAC	Détachement des cadres	Cadre institutionnel de gouvernance du marché sous régional des titres publics				T2	oct-18		1,0	0,0	0,0	1,0					Détachement de 4 cadres de la BEAC auprès de l'agence UEMOA Trésor
RDC	Détachement des cadres	Programmation et émission des titres publics sur le marché intérieur.				T1	juil-18		1,0	0,0	0,0	1,0					Détachement de 4 cadres du Ministère des finances de la RDC auprès de Direction générale du Trésor du Cameroun

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires
									Prévues			Utilisées			
									Conseiller	ECT	Total	Conseiller	ECT	Total	
Bureau	Site		Bureau	Site											
<b>AFRITAC Centre - Régulation et supervision bancaires - Programme de travail du 01 mai 2018 au 30 avril 2019</b>															
<b>Objectif 1 : CADRE REGLEMENTAIRE ET PRUDENTIEL</b>															
<b>Résultats attendus : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales</b>															
BURUNDI	Révision de la réglementation prudentielle en application de la nouvelle loi bancaire de la BRB	Passer en revue les textes réglementaires existants (liste et thématiques à déterminer), afin de déterminer les besoins d'actualisation par rapport à la nouvelle loi bancaire de la BRB conformément aux normes internationales selon l'approche de supervision basée sur les risques	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de modification ou de complément des dispositions réglementaires dans le domaine considéré. (ii) Rapport de mission	Préparation avancée de la révision des règlements BRB (liste à déterminer) (à finaliser par la COBAC)	(i) Liste des suggestions de nouvelles dispositions. (ii) Recommandations du rapport de mission	T1	18-22 juin 2018	Pas de STX	1,5	1,0	0,0	2,5			Besoin prioritaire exprimé par la BRB. Suspension de la mission au Burundi par la Sécurité du FMI (pas d'autorisation de voyage) : <b>organiser un atelier de travail délocalisé réduit à une semaine à Libreville, Gabon, plus une semaine de travail préparatoire au bureau par le LTE.</b> Liste des textes à réviser à préciser en fonction des besoins d'assistance technique spécifiés par la BRB (en attente).
COBAC	Mise en œuvre de la supervision sur base consolidée à la COBAC (poursuite du projet engagé en FY 2017), en attendant la convergence vers Bâle III/IV	17) Appui à l'élaboration de ratios prudentiels consolidés, sur la base de la réglementation existant sur base sociale. 21) Appui à l'adaptation de la réglementation prudentielle qualitative (contrôle interne, gestion des risques, gouvernance) à la supervision consolidée.	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de modification ou de complément des dispositions des projets d'instruction préparés par la COBAC. (ii) Rapport de mission	Préparation avancée de l'élaboration des compléments à apporter aux règlements COBAC relatif aux normes prudentielles quantitatives (à finaliser par la COBAC)	(i) Liste des suggestions de nouvelles dispositions prudentielles. (ii) Recommandations du rapport de mission	T1	16-30 juillet 2018	STX FLANCHEC, Bruno	1,0	2,0	2,0	5,0			Sur la base des réunions du 22/12/2017 et du 05/02/2018 à la COBAC. <b>En attente de confirmation officielle du SG-COBAC.</b> Cette mission pourra déborder sur la mission suivante du même projet avec le même STX prévue en novembre 2018.
COBAC	Mise à jour de la réglementation relative au contrôle interne	Réviser les projets d'instructions d'application du règlement COBAC 2018/04 relatif au contrôle interne dans les établissements de crédit et les holdings financières, concernant plus largement la gestion des risques.	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de modification ou de complément des dispositions des projets d'instruction préparés par la COBAC. (ii) Rapport de mission	Mise à niveau de l'ensemble des projets de textes réglementaires relatifs au contrôle interne et à la gestion des risques	(i) Liste des suggestions de modification et de compléments à apporter aux projets d'instructions. (ii) Recommandations du rapport de mission	T4	04-15 février 2019	STX NORMAND, Jean-Charles	1,0	2,0	2,0	5,0			Nouvelle demande expresse de la COBAC. Sur la base des réunions du 22/12/2017 et du 05/02/2018 à la COBAC. <b>En attente de confirmation officielle du SG-COBAC.</b>
RDC	Révision de la réglementation prudentielle qualitative de la BCC	Passer en revue les instructions de la BCC n° 18 (agrément des établissements de crédit et des dirigeants) et n° 19 (commissariat aux comptes) pour déterminer les besoins de leur mise à niveau avec les normes internationales et les bonnes pratiques de supervision	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de modification et de complément des dispositions réglementaires dans les domaines considérés. (ii) Rapport de mission	Préparation avancée de la révision des instructions (à finaliser par la BCC)	(i) Liste des suggestions de modification ou de complément à la réglementation. (ii) Recommandations du rapport de mission	T1	28 mai - 08 juin 2018	STX BOUCHARD, Jean-François	1,0	2,0	2,0	5,0			Demande prioritaire de la BCC. <b>En cas de suspension de la mission en RDC par la Sécurité du FMI : prévoir l'organisation d'un atelier de travail délocalisé réduit à une semaine à Libreville, Gabon, plus une semaine de travail à domicile par le STX pour finaliser les livrables.</b>
RDC	Révision de la réglementation prudentielle qualitative de la BCC	Réviser la version finale des instructions de la BCC n° 17 (contrôle interne), n° 18 (agrément des établissements de crédit et des dirigeants), n° 19 (commissariat aux comptes), n° 21 (gouvernance) et n° 22 (gestion des risques), après leur modification par la BCC, avant leur publication	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de modifications à apporter aux projets d'instructions finalisés par la BCC. (ii) Rapport de mission	Finalisation de la révision externe des instructions de la BCC avant leur validation par le gouverneur de la BCC	(i) Projets d'instructions corrigés ou commentés. (ii) Recommandations du rapport de mission	T2	03-14 septembre 2018	STX BOUCHARD, Jean-François	1,0	2,0	2,0	5,0			Demande prioritaire de la BCC. <b>En cas de suspension de la mission en RDC par la Sécurité du FMI : prévoir l'organisation d'un atelier de travail délocalisé réduit à une semaine à Libreville, Gabon, plus une semaine de travail à domicile par le STX pour finaliser les livrables.</b>

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires
									Prévues			Utilisées			
									Conseiller	ECT	Total	Conseiller	ECT	Total	
Bureau	Site		Bureau	Site											
<b>AFRITAC Centre - Régulation et supervision bancaires - Programme de travail du 01 mai 2018 au 30 avril 2019</b>															
RDC	Double activité. 17' Elaboration d'un cadre de régulation et de supervision prudentielle des établissements de paiement et des services de paiement par la BCC (domaine RBM 1.1). 27' Renforcement des capacités opérationnelles de supervision des risques informatiques (domaine RBM 1.2)	Double objectif. 17' Passer en revue l'instruction n° 24 relative aux établissements et à l'émission de monnaie électronique afin d'élargir le champ de la régulation à l'ensemble des services de paiement, conformément aux normes internationales et aux bonnes pratiques de supervision. 27' Former les contrôleurs informatiques à la vérification de la sécurité des systèmes d'information (dont cybersécurité).	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de modifications à apporter aux dispositions existantes de l'instruction n° 24. (ii) Supports de formation. (iii) Rapport de mission	Préparation avancée de la révision de l'instruction (à finaliser par la BCC). Renforcement des capacités des nouveaux contrôleurs informatiques.	(i) Liste des suggestions de modification ou de complément. (ii) Recommandations du rapport de mission	T4	01-12 avril 2019	STX ANDRIES, Marc	1,0	2,0	2,0	5,0			Demande prioritaire de la BCC. Vu le nombre de besoins exprimés par la BCC, deux activités ont été combinées, car le même STX intervient. En cas de suspension de la mission en RDC par la Sécurité du FMI : prévoir l'organisation d'un atelier de travail délocalisé réduit à une semaine à Libreville, Gabon, à compléter par une semaine de travail à domicile pour finaliser la rédaction de l'aide-mémoire contenant les éléments de réglementation prudentielle suggérés.
SAO TOME-ET-PRINCE	Révision de la réglementation prudentielle qualitative de la BCSTP	Passer en revue les textes réglementaires existants relatifs au contrôle interne (y compris la conformité, l'audit interne et la gouvernance) et à la gestion des risques, afin de déterminer les besoins de mise à niveau par rapport aux normes internationales et aux bonnes pratiques	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de modification et de complément des dispositions réglementaires existantes dans les domaines considérés. (ii) Rapport de mission	Préparation avancée de la révision des instructions (à finaliser par la BCSTP)	(i) Liste des suggestions de modification ou de complément de la réglementation existante. (ii) Recommandations du rapport de mission	T1	07-18 mai 2018	STX à déterminer (Iusophone), à la demande du HQ	1,5	2,0	2,0	5,5			Besoin prioritaire de la BCSTP (vu en mission de décembre 2017). Documents de travail à faire traduire du portugais en français avant la mission : budget AFRITAC à prévoir. Exigence de AFRSTP et de MCMFR de recruter un STX Iusophone.
<b>Objectif 2 : MISE EN ŒUVRE DE LA SUPERVISION BASEE SUR LES RISQUES</b>															
<b>Résultats attendus : Mieux utiliser les ressources dédiées à la supervision afin de contrôler plus efficacement les risques inhérents au système bancaire</b>															
REGIONAL	Séminaire régional sur la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques (SREP)	Présenter le cadre de référence de la supervision basée sur les risques et les orientations préconisées pour la mise en œuvre d'une démarche de contrôle efficace	(i) Supports des présentations. (ii) Rapport de mission	(i) Renforcement des capacités dans les domaines considérés. (ii) Définition de recommandations afin d'améliorer le cadre de régulation et de supervision des autorités	(i) Evaluations du séminaire par les participants. (ii) "Feuille de route" communiquée aux participants	T1	02-06 juillet 2018	STX NORMAND, Jean-Charles	2,0	1,0	2,0	5,0			Prévoir 4 jours de préparation pour le STX en raison du temps nécessaire pour réaliser les PPT, sur la base : 1 jour de présentation = 1 jour de préparation.
REGIONAL	Séminaire régional sur la gouvernance des banques et la transparence financière	Présenter les normes internationales, les bonnes pratiques de supervision et la méthodologie de contrôle dans les domaines de (i) la gouvernance d'entreprise dans les banques et de (ii) la transparence financière (pilier 3 de Bâle II)	(i) Supports des présentations. (ii) Rapport de mission	(i) Renforcement des capacités dans les domaines considérés. (ii) Définition de recommandations afin d'améliorer le cadre de régulation et de supervision des autorités	(i) Evaluations du séminaire par les participants. (ii) "Feuille de route" communiquée aux participants	T3	21-25 janvier 2019	STX à déterminer	2,0	1,0	2,0	5,0			Prévoir 4 jours de préparation pour le STX en raison du temps nécessaire pour réaliser les PPT, sur la base : 1 jour de présentation = 1 jour de préparation.
BURUNDI	Double activité. 17' Renforcement des capacités de contrôle des risques informatiques dans les banques par la BRB. 27' Formation de la BRB au contrôle des services de paiement.	17' (i) Assurer une formation des superviseurs aux bonnes pratiques de contrôle de la sécurité des systèmes d'information. (ii) Préparer un guide méthodologique relatifs aux modalités de contrôle sur place en ce domaine. 27' Former les superviseurs à l'application de la nouvelle circulaire de la BRB 001/17 sur les services de paiement.	(i) Supports des présentations. (ii) Aide-mémoire détaillé avec les éléments d'un guide méthodologique. (iii) Rapport de mission	(i) Renforcement des capacités dans les domaines considérés. (ii) Structuration et formalisation des modes opératoires des contrôles informatiques (à finaliser par la BRB)	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission	T2	24 septembre - 05 octobre 2018	STX ANDRIES, Marc	1,0	2,0	3,0	6,0			Demande expresse de la BRB. Suspension des missions au Burundi par la Sécurité du FMI (pas d'autorisation de voyage) : organiser un atelier de travail délocalisé de deux semaines à Libreville, Gabon. Prévoir en outre 4 jours de travail à domicile du STX pour rédiger l'aide-mémoire méthodologique sur les contrôles informatiques.
COBAC	Appui au renforcement des capacités pour la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques à la COBAC	(i) Revue des modes opératoires du contrôle sur pièces des banques à la COBAC (DCP) selon l'approche de supervision basée sur les risques. (ii) Revue des critères de notation du système expert SYSCO 2.	Aide-mémoire détaillé repris dans le rapport de mission.	La nouvelle Direction du Contrôle Permanent est en mesure de faire évoluer ses procédures de contrôle sur pièces selon l'approche par les risques. La DCP peut utiliser un outil de notation des banques mis à jour.	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission	T2	30 juillet - 10 août 2018	Pas de STX	1,0	2,0	0,0	3,0			Activité supplémentaire accordée à la COBAC sur sa demande pressante. Mission déjà demandée par la COBAC en FY 2018, reportée à deux reprises. Sur la base des réunions du 22/12/2017 et du 05/02/2018 à la COBAC. En attente de confirmation officielle du SG-COBAC.

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires
									Prévues			Utilisées			
									Conseiller		Total	Conseiller		Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
<b>AFRITAC Centre - Régulation et supervision bancaires - Programme de travail du 01 mai 2018 au 30 avril 2019</b>															
COBAC	Renforcement des capacités de contrôle du risque opérationnel par la COBAC	(i) Passer en revue les modes opératoires du contrôle sur place du risque opérationnel (avec un focus sur le risque de fraude) en vue de les structurer et de renforcer leur efficacité. (ii) Préparer les éléments d'un guide méthodologique relatifs aux modalités de contrôle sur place en ce domaine	Aide-mémoire détaillé contenant des éléments de méthodologie du contrôle sur place (points de contrôle) du risque opérationnel	(i) Renforcement des capacités dans le domaine considéré. (ii) Structuration et formalisation des modes opératoires de la supervision du risque opérationnel (à finaliser par la COBAC)	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission	T2	15-26 octobre 2018	STX NORMAND, Jean-Charles	1,0	2,0	2,0	5,0		Mission déjà demandée par la COBAC en FY 2018. Sur la base des réunions du 22/12/2017 et du 05/02/2018 à la COBAC. En attente de confirmation officielle du SG-COBAC.	
COBAC	Renforcement des capacités de la COBAC pour le contrôle sur pièces et sur place des groupes bancaires sur base consolidée	(i) Passer en revue les modes opératoires du contrôle sur pièces et sur place des groupes bancaires en vue de les structurer et de renforcer leur efficacité. (ii) Apporter un appui pour la révision de l'outil SYSCOZ à cet effet. (iii) Préparer les éléments d'un guide méthodologique relatifs aux modalités de contrôle sur place sur base consolidée	Aide-mémoire détaillé contenant (i) des recommandations relatives aux modalités de contrôle sur pièces et aux aménagements à apporter à SYSCOZ ; (ii) des éléments de méthodologie du contrôle sur place (points de contrôle), s'agissant du contrôle consolidé des groupes bancaires	(i) Renforcement des capacités dans le domaine considéré. (ii) Structuration et formalisation des modes opératoires de la supervision consolidée des groupes bancaires (à finaliser par la COBAC)	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission	T3	05-16 novembre 2018	STX FLANCHEC, Bruno	1,0	2,0	2,0	5,0		Sur la base des réunions du 22/12/2017 et du 05/02/2018 à la COBAC. En attente de confirmation du SG-COBAC.	
COBAC	Renforcer les capacités d'analyse des difficultés des établissements de microfinance par la COBAC	Passer en revue les modes opératoires du DMF pour la détection précoce des difficultés des IMF et l'analyse des plans d'actions correctives.	Aide-mémoire avec les indications des modes opératoires préconisés. Rapport de mission.	(i) Renforcement des capacités de détection précoce des difficultés des IMF et d'analyse des plans d'actions correctives. (ii) Structuration et formalisation des modes opératoires du DMF (à finaliser par la COBAC)	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission	T4	04-15 mars 2019	Pas de STX	0,5	2,0	0,0	2,5		Mission planifiée en FY 2018, reportée à la demande de la COBAC. Sur la base d'une réunion de travail du 22/12/2017 à la COBAC. En attente de confirmation du SG-COBAC.	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Renforcement des outils de contrôle permanent de la BCSTP pour la supervision basée sur les risques	Elaborer un instrument de notation des banques en fonction de leur profil de risque, selon une démarche de type CAMELS/ORAP.	Aide-mémoire détaillé des éléments utiles à l'évaluation de l'instrument (typologie des risques, critères d'analyse, mode opératoire,...)	Structuration des modes opératoires de la notation des banques selon l'approche de supervision basée sur les risques (à finaliser par la BCSTP).	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission	T3	03-14 décembre 2018	STX à déterminer (Iusophone), à la demande du HQ	1,0	2,0	2,0	5,0		Besoin exprimé par la BCSTP (mission de décembre 2017). La documentation utile de la BCSTP devra préalablement être traduite du portugais en français ; budget AFRITAC à prévoir. Exigence de AFRSTP et de MCMFR de recruter un STX Iusophone.	
<b>Objectif 4 : CADRE COMPTABLE EN NORMES IFRS RELATIF AUX CREANCES NON PERFORMANTES</b>															
<b>Résultats attendus : Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS relatives au provisionnement</b>															
BURUNDI	Mise en œuvre de l'IFRS 9 par les banques	(i) Former les superviseurs de la BRB aux principaux changements induits par l'IFRS 9 en matière de comptabilisation et de provisionnement des créances non performantes. (ii) Proposer des orientations opérationnelles pour la mise en œuvre de l'IFRS 9 par les banques (lignes directrices à finaliser par la BRB).	Support de formation. Aide-mémoire. Rapport de mission	Renforcement des capacités de la BRB pour engager un plan d'action visant à mettre en œuvre les évolutions induites par l'IFRS 9	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission	T3	07-11 janvier 2019	STX à déterminer	0,5	1,0	2,0	3,5		Besoin exprimé par la BRB avec une priorité élevée. Prévoir prioritairement l'organisation d'un atelier de travail délocalisé d'une semaine à Libreville, Gabon en raison de l'absence probable d'autorisation de se rendre sur place au Burundi par la Sécurité du FMI. Prévoir en outre une semaine de travail à domicile du STX pour rédiger l'aide-mémoire méthodologique pour la préparation des lignes directrices.	



**Annexe 6**  
**Programme de travail**  
**ANNEE FISCALE 2019**  
**(Mai 2018 à Avril 2019)**

**Sommaire**

I. Administration des revenus .....	2
II. Gestion des finances publiques .....	4
III. Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires .....	11
IV. Statistiques des finances publiques.....	15
V. Statistiques macroéconomiques .....	21
VI. Gestion de la dette publique.....	24
VII. Régulation et supervision bancaires .....	28

## I. ADMINISTRATION DES REVENUS

### A. Les objectifs de l'assistance technique

1. Le programme de travail pour l'année fiscale 2019, en matière d'administration des revenus est articulé autour des trois objectifs prévus dans le cadre logique de la 3<sup>ème</sup> phase du cycle de financement d'AFRITAC Centre, dont :

- **Objectif 1** : Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de la gouvernance des administrations des revenus ;
- **Objectif 2** : Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales ;
- **Objectif 3** : Renforcement des principales fonctions des administrations douanières.

### B. Programme de travail de mai 2018 à avril 2019

#### Sur le plan régional,

2. Le Centre continuera à assister la Commission de la CEMAC pour la rédaction des textes d'application du Code CEMAC révisé et appuiera la modernisation des procédures fiscales et douanières. En outre, deux séminaires régionaux sont envisagés pour l'année fiscale 2019. L'un ayant pour thème « Le renforcement de la collaboration douanes/impôts » s'adressant aux administrations fiscales et le second sur « Le renforcement du contrôle douanier à posteriori » concernant les administrations douanières.

#### Sur le plan des activités par pays,

3. S'agissant des activités-pays, la mise en œuvre des projets pluriannuels programmés par groupe de pays vise le renforcement des principales fonctions des administrations douanières et le renforcement des fonctions des administrations fiscales. Les activités programmées sont articulées de la manière suivante :

- Assistance à la modernisation des procédures de dédouanement des marchandises en *Guinée-équatoriale, RCA, et Sao Tomé-et-Principe* ;
- Assistance aux programmes de suivi et contrôle à destination des biens exonérés et appui au renforcement du bureau de la valeur en douanes au *Cameroun, Congo, Gabon, RCA, RDC et Tchad* ;
- Assistance au renforcement du contrôle à posteriori et appui à la maîtrise des procédures d'évaluation des marchandises au *Cameroun, Congo, Gabon, RCA et Tchad* ;
- Assistance au renforcement du concept de segmentation fiscale et des procédures fiscales au *Cameroun, Congo, RCA, RDC et Tchad* ;

- Assistance à la programmation et la conduite des travaux des contrôles fiscaux, élargissement des fichiers et de recouvrement des arriérés fiscaux : **Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, RDC, Tchad et Sao Tomé-et-Principe** ;
- Assistance à la modernisation de procédures fiscales en **Guinée équatoriale, RCA et Sao Tome-et-Principe**.

**Tableau 1 : Synthèse du programme de travail 2019 :  
Administration des revenus**

Pays / Institution	Mode Opérateur	Activités	Situation au 30 avril 2018	Résultats attendus au 30 avril 2019	Risques
<b>Objectif 1 : Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de la gouvernance des administrations des revenus</b>					
<b>CEMAC et autres pays membres</b>	Programme pluriannuel	Assistance à la rédaction et à la vulgarisation des textes d'application du nouveau Code des douanes CEMAC	Les procédures douanières ne sont pas alignées au code régional CEMAC révisé et aux meilleures pratiques internationales	Les textes d'application du code régional révisé sont rédigés	Soutien politique pour adopter le nouveau code régional et les textes d'application
<b>Objectif 3 : Renforcement des principales fonctions des administrations douanières</b>					
<b>Tous les pays membres</b>	Séminaire régional	Séminaire sur le renforcement du contrôle a posteriori	Les techniques et les procédures du contrôle a posteriori ne sont pas maîtrisées par les cadres de la douane	Un guide de contrôle a posteriori est rédigé et une cartographie des modules informatiques est rédigée	Appui des autorités politiques
<b>Burundi, RCA, Tchad, Cameroun, Gabon, RDC</b>	Programme pluriannuel	Missions d'assistance au suivi et l'apurement des marchandises en transit		Des notes d'instruction cadre sur les procédures de transit et de dédouanement et des marchandises rédigées	Appropriation des réformes par les cadres ; Volonté politique des pays
<b>Cameroun, Congo, Gabon, RCA et Tchad</b>	Programme pluriannuel	Missions d'assistance à la programmation des contrôles/ suivi des marchandises exonérées	Les contrôles a posteriori des marchandises exonérées ne sont maîtrisés	Le nombre d'entreprises faisant l'objet de contrôle a posteriori augmente progressivement	Appui des autorités politiques et appropriation des réformes par les acteurs
<b>Tchad, Congo</b>	Programme pluriannuel	Mission d'assistance au renforcement des bureaux de la valeur en douane	Les services douaniers ne maîtrisent pas les bonnes pratiques en matière d'évaluation des marchandises et le bureau de la valeur n'est pas performant	Un plan d'action de réorganisation du bureau de la valeur et du renforcement de la procédure d'évaluation de la valeur est disponible	

Pays / Institution	Mode Opérateur	Activités	Situation au 30 avril 2018	Résultats attendus au 30 avril 2019	Risques
<b>Objectif 1 : Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de la gouvernance des administrations des revenus</b>					
<b>Sao Tome-et-Principe et Tchad</b>	Programme pluriannuel	Appui à la mise en place du département des grandes entreprises (STP) et modernisation des procédures fiscales	L'organisation des services n ; est pas efficace et efficiente	Des monographies de contrôle sur la base des informations douanières et fiscales sont élaborées	Appropriation des réformes par les acteurs
<b>RCA, Sao Tome et Principe, Guinée Equatoriales</b>	Activités ponctuelles	Appui à la modernisation des procédures de déclaration et de paiement	Les procédures fiscales ne facilitent pas l'accomplissement des obligations déclaratives et de paiement	Des procédures modernes et simplifiées sont disponibles pour être appliquées et diffusées	
<b>Objectif 2 : Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales</b>					
<b>Tous les pays membres</b>	Séminaire régional	Renforcement de la collaboration douanes/impôts	La collaboration douanes – impôts pour lutter contre la fraude n'est pas opérationnelle	Une Cartographie des risques fiscaux et douaniers est élaborée	Appui des autorités politiques
<b>Cameroun, Centrafrique, Congo, Guinée-Equatoriale, RCA, RD Congo et Tchad</b>	Programme pluriannuel	Appui à la programmation et conduite des contrôles fiscaux, renforcement des actions d'enquêtes fiscales	Les services d'enquêtes ne contribuent pas efficacement aux actions d'élargissement de l'assiette fiscale	Les contrôles fiscaux participent au respect des obligations déclaratives et de paiement	-

## II. GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

### A. Les objectifs de l'assistance technique

4. L'assistance technique d'AFC dans le domaine de la gestion des finances publiques va se poursuivre dans la dynamique de la mise en œuvre des dispositions du cadre harmonisé des finances publiques pour les pays de la CEMAC. Cette dynamique découle de la perspective de la transposition effective des six (6) directives du cadre harmonisé au 31/12/2017 délai retenu par la CEMAC. Le défi majeur restera l'application des dispositions légales règlementaires du régime financier.

5. L'assistance technique couvrira les différents aspects de la gouvernance financière publique : le cadre institutionnel, les procédures, les instruments et outils, l'exhaustivité du budget de l'Etat. Sur ce point une attention particulière sera la production et l'exploitation

optimale des documents obligatoires aux différentes phases du processus budgétaire et comptable. Le résultat principal attendu de la réalisation des objectifs sus indiqués est l'application optimale du nouveau cadre de gestion des finances publiques dans les pays.

Dans cette dynamique, les objectifs de l'assistance technique se résument comme suit :

**Objectif 1** : Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques ;

**Objectif 2** : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques ;

**Objectif 3** : Améliorer l'exécution budgétaire et le contrôle ;

**Objectif 4** : Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers ;

**Objectif 5** : Améliorer la gestion des actifs et des passifs.

## **B. Programme de travail de mai 2018 à avril 2019**

### **Sur le plan régional,**

6. Les efforts d'assistance technique s'inscriront dans la mise en œuvre des nouveaux objectifs identifiés lors de l'élaboration du programme de la 3<sup>ème</sup> phase. Cette dernière sera sans doute focalisée sur la mise en œuvre des dispositions contenues dans les nouvelles lois organiques relatives aux lois de finances. Un défi majeur dans la zone consiste à renforcer les capacités à produire des données financières fiables et dans la nécessaire optimisation de la gestion de la trésorerie.

Au titre des séminaires régionaux, le Centre organisera trois séminaires dont les thèmes sont les suivants :

- Le contrôle interne avec un focus sur la tenue de la comptabilité matière ;
- L'intégrité des données financières : Le Compte Unique du Trésor (CUT) ;
- La programmation, l'exécution et le suivi des investissements publics (conjoint avec AFRITAC Ouest 1).

7. Dans le cadre de la 8<sup>ème</sup> édition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des Etats Membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC), il est retenu de sensibiliser les membres du forum sur la budgétisation axée sur les inégalités avec un accent sur la pauvreté et le genre.

### ***CEMAC***

8. La collaboration avec la CEMAC se poursuivra dans cette 3<sup>ème</sup> phase dans la mise en œuvre du nouveau cadre harmonisé de gestion des finances publiques. AFC participera d'une part aux missions de revue auxquelles elle sera associée par les autorités de la CEMAC lors des visites dans les pays membres et d'autre part les séminaires régionaux de renforcement de capacités. De même AFC invitera la CEMAC aux séminaires régionaux programmés.

## **Sur le plan des activités par pays**

### ***République du Cameroun***

9. L'appui de AFC s'inscrit dans la mise en œuvre des dispositions relatives au contrôle interne en ligne avec les dispositions de la directive et de la loi organique. Le ministère de l'éducation est retenu pour la mise en place de la démarche du contrôle interne. Cette assistance est envisagée en collaboration avec la direction du contrôle budgétaire de la Direction générale du Budget. La planification, le suivi et la gestion efficace des flux de trésorerie passe par l'établissement de prévisions fiables des entrées et sorties de fond et leur rattachement aux plans d'exécution et d'engagement des différentes unités budgétaires. L'assistance technique se focalisera sur les prévisions et le suivi de la trésorerie et l'apurement des opérations anciennes.

### ***République Centrafricaine***

10. Le gouvernement de la RCA a adopté un programme pour l'amélioration de la gestion des finances publiques. AFC s'est inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme particulièrement sur le volet pilotage de l'exécution du budget. Il s'agit de mettre en place les instruments pour rendre plus prévisible l'exécution du budget pour l'ensemble des acteurs de la chaîne de la dépense. L'appui portera sur (i) la mise en place dans le système d'information des états y afférents et (ii) les mécanismes de régulation et la préparation du plan d'engagement à l'élaboration du budget de l'Etat.

11. La faiblesse des capacités du pays incite l'assistance technique à intervenir dans la consolidation des soldes de trésorerie au travers du CUT et en optimisant son fonctionnement.

### ***République du Congo***

12. Les efforts vont se poursuivre dans la dynamique de la mise en œuvre des projets annuels de performance tout en traitant parallèlement des questions liées à l'exhaustivité du budget. Un appui pour la consolidation des maquettes et la détermination des coûts des programmes est envisagé. Cet appui permettra d'accompagner au besoin le Congo dans la production des premières annexes au projet de loi de finances relatives aux projets annuels de performance.

13. La non production et /ou la mauvaise qualité des documents comptables nécessite un retour aux fondamentaux et recentre l'activité sur la production de documents sincères et consolidés, l'apurement des comptes provisoires et d'attente générateur de comportement non conforme aux bonnes pratiques

### ***République Gabonaise***

14. Les efforts d'assistance sur les projets antérieurs seront poursuivis notamment en ce qui concerne le suivi des établissements publics, l'opérationnalisation des tutelles techniques et financières et l'amélioration de l'exhaustivité du budget. Dans ce cadre une visite d'étude des cadres du Ministère en charge du Budget est envisagée dans un pays avancé dans l'exercice de la tutelle financière des établissements publics.

15. En synergie et complément de la mise sous-programme du Gabon, l'assistance technique mettra l'accent d'une part, sur la consolidation des soldes de trésorerie, d'autre part sur

l'apurement des comptes d'attente, générateur d'arrières. Le défaut d'apurement ouvre la possibilité a des comportements dérogatoires et peut être générateur d'arrières de paiement.

### ***République de Guinée équatoriale***

16. L'assistance technique interviendra dans la dynamique de la transposition des directives de la CEMAC à travers un atelier sur le nouveau cadre harmonisé et les principales innovations de la documentation budgétaire et comptable. A la demande des autorités un atelier spécifique sera organisé sur l'élaboration des plans de passation des marches, des plans d'engagement et de leur articulation avec les plans de trésorerie

### ***République Démocratique du Congo***

17. L'appui d'AFC se poursuit dans l'accompagnement des autorités dans la mise en place de la Budgétisation par programme. Un programme de réalisation des projets annuels de performances a été préparé par les autorités. AFRITAC centre interviendra dans le cadre de la revue qualité tout en appuyant sur l'amélioration de l'exhaustivité du Budget.

18. Afritac Centre axera son assistance dans la production de documents comptables (arrêtés comptables, balances mensuelles et annuelles et plan d'apurement des comptes d'attente) fiables et réguliers.

### ***République Démocratique de Sao Tomé-et-Principe :***

19. Faisant suite aux conclusions de la mission exploratoire, AFC interviendra sur le pilotage de l'exécution du budget. La prévisibilité dans l'exécution du budget reste une préoccupation des acteurs de la chaine de la dépense. L'appui sera focalisé sur la mise en place des instruments pour assurer une meilleure prévisibilité de l'exécution du budget en cours d'année.

20. Le renforcement des capacités visant à améliorer le fonctionnement du CUT passe par l'élaboration d'un état des lieux des différents comptes ouverts dans les banques commerciales par les unités administratives

### ***République du Tchad***

21. La mise en place de la nouvelle nomenclature budgétaire sera au cœur de l'assistance technique après la mise en place dans le système d'information du volet élaboration du budget. La mise en place du volet exécution et l'interfaçage avec les autres applications de la gestion budgétaire est envisagée dans le cadre d'un effort conjoint (Tchad et AFC). La faiblesse de la qualité des documents comptables produits incitent à reprendre les fondamentaux : arrêtés des comptes et production de balances mensuelles et consolidées. Le nombre très important des comptes ouverts dans les banques commerciales et le non suivi de leurs opérations ne permet pas d'avoir des données financières fiables. L'inventaire de ces comptes est un préalable à une bonne gestion et au suivi des soldes de trésorerie

**Tableau 3 : Synthèse du programme de travail 2019 :  
Gestion des finances publiques - Volet budget**

<b>Pays / Institution</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Activités</b>	<b>Situation au 30 avril 2018</b>	<b>Résultats attendus au 30 avril 2019</b>	<b>Pré-requis/ Risques</b>
<b>Objectif 1 : Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques</b>					
<b>CEMAC</b>	Délivrance de l'avis de conformité sur les projets de textes des Etats  Participations aux activités de renforcement des capacités de la CEMAC	Elaboration de la note d'avis  Suivi des transpositions  Séminaire renforcement des capacités  Réunion des experts nationaux	33% des textes transposés	Amélioration du niveau des transpositions	Engagement des Etats de la CEMAC  Disponibilité dans les délais du programme de mission  Lenteur dans la transposition des directives dans les l'ordre juridique interne.  Non prise en comptes des avis de la CEMAC
<b>Séminaire Inter-régional</b>	Séminaire	Programmation, exécution et suivi des investissements	Faiblesse capacité de la gestion des investissements	Amélioration de la qualité des investissements	Engagement politique dans la mise en œuvre des reformes
<b>Séminaire régional</b>	Séminaire	Contrôle interne et comptabilité matière	Faiblesse du contrôle des dépenses hors salaires	Amélioration du contrôle du patrimoine	Engagement politique
<b>FOHBAC</b>	Séminaire	Budgétisation axée sur les inégalités (pauvreté et genre)	Faiblesse traçabilité des inégalités dans le budget	Meilleure traçabilité des politiques pro pauvres	Engagement politique
<b>Objectif 2 : Assurer une meilleure préparation du budget pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques</b>					
<b>Gabon</b>	Visite professionnelle	Visite professionnelle sur la tutelle financière des établissements publics	Imprégnation de l'expérience du pays d'accueil sur la tutelle financière des établissements publics	Meilleure compréhension de l'exercice de la tutelle financière des établissements publics	Engagement des autorités

<b>Pays / Institution</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Activités</b>	<b>Situation au 30 avril 2018</b>	<b>Résultats attendus au 30 avril 2019</b>	<b>Pré-requis/ Risques</b>
<b>Objectif 2 : Assurer une meilleure préparation du budget pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques</b>					
<b>Congo</b>	Mission Ponctuelle	✓ Appui à l'élaboration des annexes de PAP à la loi de finances	✓ Réalisation de 17 PAP	Amélioration de la qualité des projets annuels de performance réalisés	Engagement politique
<b>Guinée Equatoriale</b>	Atelier sur les innovations du cadre harmonisé et la documentation budgétaire	Organisation d'un atelier avec les parties prenantes	Nouveau cadre harmonisé pas encore mis en place	Sensibilisation des acteurs sur les innovations du nouveau cadre harmonisé et les modalités de mise en œuvre	Engagement politique
<b>RDC</b>	Mission Ponctuelle	Suivi de la mise en œuvre des PAP	Réalisation de 13 PAP	Préparation des PAP restants par la DPSB et contrôle qualité de AFC	Engagement politique
<b>Tchad</b>	Mission Ponctuelle	Structuration de la base de données informatique pour mettre en place la nouvelle nomenclature budgétaire	Mise en place du volet Elaboration	Mise en place du volet exécution	Engagement politique
<b>Objectif 3 : Améliorer l'exécution budgétaire et le contrôle</b>					
<b>Cameroun</b>	Mission ponctuelle	Mise en place du contrôle interne	Faiblesse du mécanisme existant	Disponibilité d'une stratégie de mise en place du contrôle interne	Engagement des autorités
<b>RCA</b>	Mission Ponctuelle	Amélioration de la prévisibilité infra annuelle de l'exécution du budget	Faible prévisibilité dans l'exécution du budget	Mise en place des plans d'engagement	Engagement des autorités
<b>Sao Tomé-et-Principe</b>	Mission Ponctuelle	Mise en place des plans d'engagement	Aucun instrument disponible	Disponibilité des formats de présentation des plans d'engagement	Engagement des autorités

**Tableau 4 : Synthèse du programme de travail 2019 :  
Gestion des finances publiques - Volet comptabilité**

Pays / Institution	Mode opératoire	Activités	Situation au 30 avril 2018	Résultats attendus au 30 avril 2019	Pré-requis/ Risques
<b>Objectif 1 : Renforcer le cadre institutionnel et légal de la gestion des finances publiques</b>					
CEMAC	Revue à distance	Appui à la transposition des directives, Commentaires et recommandations	Les textes transposés sont conformes aux directives	Les textes sont mis en application	Transmission des projets de texte à AFC Disponibilité d'un plan d'action de la Commission
Régional	Séminaire	Fonctionnement du CUT	Périmètre restreint du CUT dans les pays de la Zone		
Guinée équatoriale	Atelier	Elaboration d'un PT, PE et PPM	Le plan de trésorerie et les plans d'engagement des unités budgétaires ne sont pas corrélés	Prévisions fiabilisées des PT et PE des unités budgétaires	
<b>Objectif 4 : Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers</b>					
STP	Mission	Production d'une documentation comptable fiable et exhaustive	De nombreux comptes sont ouverts dans les banques commerciales	Fermeture des comptes inactifs	Engagements des autorités
RCA	Mission	Intégrité des informations financières	La liste des comptes ouverts dans les banques commerciales est en cours d'instruction	Les comptes inactifs sont fermes et le CUT fait l'objet de rapprochement réguliers	Situation politique
Congo	Mission	Produire les documents comptables fiables et réguliers	Les documents comptables ne sont pas produits	Produire des balances mensuelles avec des comptes d'attente explicites	Engagements des autorités
Gabon	Mission	Fiabilisation de la comptabilité générale	Apurement des comptes d'attente	Etat de rapprochement mensuel	Engagements des autorités
RDC	Mission	Amélioration de la documentation comptable	Les balances mensuelles ne sont pas produites	Produire des balances mensuellement	Situation sécuritaire
<b>Objectif 5 : Améliorer la gestion des actifs et des passifs</b>					
Congo	Mission	Améliorer la centralisation bancaire pour une meilleure lecture du plan de trésorerie	Les rapprochements et la centralisation ne sont pas efficaces	Une centralisation quotidienne des soldes de trésorerie permet une plus grande visibilité et efficacité du plan de trésorerie	Engagements des autorités

Pays / Institution	Mode opératoire	Activités	Situation au 30 avril 2018	Résultats attendus au 30 avril 2019	Pré-requis/ Risques
<b>Objectif 5 : Améliorer la gestion des actifs et des passifs</b>					
<b>RCA</b>	Mission	Améliorer la consolidation des soldes de trésorerie pour une meilleure gestion	Les modalités de centralisation des soldes sont à perfectionner	La Situation financière est produite quotidiennement	Situation politique
<b>Cameroun</b>	Mission	Améliorer la prévisibilité des flux de trésorerie des unités budgétaires	Plan de trésorerie déconnecté des PE et PPM	Prévisions et synergie ente le PT, PE et PPM	Mise en œuvre des recommandations
<b>Tchad</b>	Mission	Améliorer la consolidation des soldes de trésorerie pour une meilleure gestion	Les modalités de consolidation des soldes de trésorerie sont à revoir	Situation financière fiable et exhaustive	Situation politique
<b>Gabon</b>	Mission	Amélioration du fonctionnement du CUT	Les modalités de consolidation des soldes de trésorerie sont à étudier	La centralisation et la consolidation des soldes de trésorerie se fait au travers du CUT	Engagement des autorités

### III. ANALYSE ET PREVISIONS MACROECONOMIQUES ET BUDGETAIRES

#### A. Les objectifs de l'assistance technique

22. L'assistance technique dans le domaine de l'analyse et des prévisions macroéconomiques et budgétaires est inscrite dans le renforcement de la gestion des finances publiques en amont. Elle contribue au renforcement des dispositifs institutionnels et techniques d'élaboration et de suivi des politiques macroéconomiques et budgétaires. Au niveau institutionnel, il s'agit d'établir ou de redynamiser les Comités de cadrage macroéconomique et budgétaire. Au plan technique, il convient de renforcer les cadrages macroéconomiques et budgétaires à moyen terme, à travers la promotion des dispositifs intégrés et cohérents, l'appropriation et l'approfondissement des instruments de prévision macroéconomique et budgétaire, la réduction/justification des écarts entre les prévisions et les réalisations des agrégats macroéconomiques et la conduite des analyses de sensibilité.

23. Cette assistance technique s'articulera autour des objectifs retenus dans le document programme pour le troisième cycle de financement de AFC et le catalogue de gestion axé sur les résultats mis en œuvre par le FMI qui sont les suivants :

- **Objectif 1** : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques ;
- **Objectif 2** : Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires

24. Au cours de cette année fiscale, un accent particulier sera mis sur l'identification des besoins en assistance technique pour le renforcement de la fonction macro-budgétaire, le diagnostic des fonctionnalités des modèles de cadrages macroéconomiques et budgétaires et l'élaboration des plans d'actions pour leur amélioration à terme.

## B. Programme de travail de mai 2018 à avril 2019

### Sur le plan régional,

25. Le programme d'activité de l'année fiscale 2019 comprendra un séminaire sur le thème : « Les risques macro-budgétaires ».
26. S'agissant du renforcement de capacités en gestion macroéconomique et budgétaire, AFRITAC du Centre organisera un cours régional en collaboration avec l'Institut de Développement des capacités du FMI (ICD) sur le thème « analyse de la politique budgétaire ».
27. Dans le cadre de l'identification et de partage de bonnes pratiques régionales et internationales dans le domaine, AFRITAC du Centre organisera deux stages d'imprégnation /d'immersion au bénéfice des fonctionnaires de ses pays membres ; le premier sur « les dispositifs institutionnels et techniques de cadrage macroéconomique et budgétaire » et le second sur « le CBMT et l'articulation avec la préparation du budget annuel » Ces stages permettront aux participants de s'inspirer des outils et dispositifs élaborés par les pairs.
28. Enfin, le Centre participera à des séminaires régionaux semestriels sur la conjoncture et la prévision des pays de l'Afrique Centrale organisés conjointement avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC.

### Sur le plan des activités par pays,

#### *République du Cameroun*

29. En ligne avec les recommandations de la récente évaluation PEFA (2017), l'appui de AFC s'inscrit dans le développement des dispositifs d'analyse de sensibilité macro-budgétaire. Elle permettra de sensibiliser les acteurs de la chaîne de production de l'information macroéconomique et budgétaire sur les méthodes d'identification et de suivi des risques macro-budgétaires.

#### *République Centrafricaine*

30. L'assistance technique de AFC sera axée sur la redynamisation des processus de cadrage macroéconomique et budgétaire. Un effort particulier sera mis dans la constitution d'un noyau dur de cadres en charge de ces activités. Les missions qui seront conduites permettront d'élaborer un projet de programme pluriannuel d'assistance technique pour le renforcement de la fonction macro-budgétaire.

#### *République du Congo*

31. La mission menée par AFC en 2016 avait noté une faible appropriation par les cadres des instruments utilisés pour l'élaboration des cadrages macroéconomiques et budgétaires. L'appui du Centre au cours de cette année fiscale sera une contribution pour y remédier et surtout redynamiser le Comité permanent de cadrage macroéconomique et budgétaire (CPCMB). Elle s'appesantira sur le renforcement des modèles de cadrages macroéconomiques et budgétaires disponibles.

***République Gabonaise***

32. L'assistance technique de AFC s'articulera autour du renforcement de l'organisation et du fonctionnement du Comité de cadrage macroéconomique et budgétaire et la production des analyses de politique économique, et plus spécifiquement des analyses de sensibilité macro-budgétaire.

***République de Guinée équatoriale :***

33. Une mission exploratoire du Centre sera organisée pour identifier les besoins de renforcement des capacités des acteurs de la fonction macro-budgétaire et proposera un plan d'actions pluriannuels pour y répondre.

***République Démocratique du Congo***

34. L'appui d'AFC sera axé sur le diagnostic du modèle de cadrage macroéconomique et budgétaire (MCMB) et l'identification des besoins de renforcement de la fonction macro-budgétaire. Un accent particulier sera mis sur le renforcement de la coordination et de la collaboration interinstitutionnelle de toute la chaîne de production de l'information économique, financière et budgétaire (Ministères en charge de l'économie, des finances, du budget, du plan et la Banque Centrale du Congo) et la redynamisation du Comité permanent de cadrage macroéconomique.

***République Démocratique de Sao Tomé-et-Principe***

35. Une mission exploratoire du Centre sera organisée pour identifier les besoins de renforcement des capacités des acteurs de la fonction macro-budgétaire et proposera un plan d'actions pluriannuel pour y répondre. En outre, en réponse à une requête de la Banque Centrale, le Centre organisera une formation sur un modèle de prévision macroéconomique simple, intégré type programmation financière. Cette formation serait étendue aux cadres des ministères en charges de l'économie, du budget, des finances et du plan, et de l'institut national de la statistique et de la Banque Centrale. Au cours de cette activité, les modalités de renforcement du suivi de la conjoncture, notamment l'élaboration et le suivi de quelques indicateurs de haute fréquence pour des secteurs du tourisme, et de la construction, seront abordées.

***République du Tchad***

36. L'appui d'AFC sera axé sur le renforcement des fonctionnalités du modèle de prévision macroéconomique et son utilisation pour l'élaboration des cadres budgétaires à moyen terme.

**Tableau 2 : Synthèse du programme de travail 2019 :  
Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires**

<b>Pays / Institution</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Activités</b>	<b>Situation au 30 avril 2018</b>	<b>Résultats attendus au 30 avril 2019</b>	<b>Pré-requis/ Risques</b>
<b>Objectif 1 : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques</b>					
<b>Centrafrique</b>	Mission Ponctuelle	Redynamisation des processus de cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen terme (dispositifs et modèles)	Dispositifs inefficients	Programme pluriannuel d'AT pour le renforcement de la fonction macro-budgétaire	Faible capacité des cadres / Engagement des autorités
<b>Centrafrique</b>	Mission Ponctuelle	Elaboration d'un CBMT	Dispositifs inefficients	Disponibilité d'un dispositif technique d'élaboration des CDMT	Faible capacité des cadres
<b>Congo</b>	Mission Ponctuelle	Renforcement des modèles de cadrages macroéconomiques et budgétaires	Modèle MAC-CON non maîtrisé	Utilisation du MAC-CON pour les travaux de cadrages macroéconomiques et budgétaires	Faible capacité des cadres
<b>RDC</b>	Mission Ponctuelle	Diagnostic du modèle MCMB et identification des besoins de la fonction macro-budgétaire	Modèle MCMB non maîtrisé	Utilisation du MCMB pour les travaux de cadrages macroéconomiques et budgétaires	Faible capacité des cadres
<b>Guinée équatoriale</b>	Mission Ponctuelle	Renforcement de la fonction macro - budgétaire	Dispositifs inefficients	Programme pluriannuel d'AT pour le renforcement de la fonction macro-budgétaire	Faible capacité des cadres / Engagement des autorités
<b>Sao Tome et Principes</b>	Mission Ponctuelle	Renforcement de la fonction macro - budgétaire	Dispositifs inefficients	Programme pluriannuel d'AT pour le renforcement de la fonction macro-budgétaire	Faible capacité des cadres / Engagement des autorités
<b>Sao Tome et Principes</b>	Mission Ponctuelle	Renforcement du suivi de la conjoncture et élaboration d'une maquette simple de projection macroéconomique	Indisponibilité d'indicateurs de haute fréquence et de modèle de prévision	Suivi de quelques IHF et disponibilité d'une maquette de prévision macroéconomique et budgétaire	Faible capacité
<b>Tchad</b>	Mission Ponctuelle	Renforcement des fonctionnalités des modèles de cadrages macroéconomiques et budgétaires	Modèle SIGNET incomplet	Utilisation du modèle SIGNET révisé pour les travaux de cadrages macroéconomiques et budgétaires	Engagement des autorités

Pays / Institution	Mode opératoire	Activités	Situation au 30 avril 2018	Résultats attendus au 30 avril 2019	Pré-requis/ Risques
<b>Objectif 2 : Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires</b>					
<b>Gabon</b>	Mission ponctuelle	Approfondissement des processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques et budgétaires et Analyse de sensibilité macro-budgétaire	Dispositif à mettre en place (PEFA2016)	Mise en place d'une taxinomie des chocs macro-budgétaire et élaboration des scénarios budgétaires alternatifs	Engagement des autorités et des services techniques
<b>Cameroun</b>	Mission ponctuelle	Analyse de sensibilité macro-budgétaire	Dispositif à mettre en place (PEFA2017)	Mise en place d'une taxinomie des chocs macro-budgétaire et élaboration des scénarios budgétaires alternatifs	Engagement des autorités et des services techniques

#### IV. STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

##### A. Les objectifs de l'assistance technique

37. L'assistance technique porte sur la méthodologie du Tableau des opérations financières de l'État (TOFE) conformément au *Manuel de statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)* et à la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE (la directive « TOFE »), et sur la production des tableaux du cadre d'analyse minimum. La production des SFP répond à deux (2) exigences : (i) Arrimer la production des SFP aux orientations sous-régionales afin de garantir la comparabilité des données et de faciliter la surveillance multilatérale, et (ii) Intégrer, dans la démarche de production des SFP, les normes de diffusion des statistiques du FMI, à savoir, le Système Général de Diffusion des Données du FMI (e-GDDS en Anglais), voire même la norme la plus exigeante (la Norme Spéciale de Diffusion de Données (NSDD) par la mise en place d'un dispositif soutenu conforme aux normes et bonnes pratiques internationales. Ce dispositif doit garantir l'exhaustivité du champ institutionnel des SFP, la méthodologie de travail, la périodicité et le délai de diffusion des données des finances publiques dans le but de faciliter la souscription des pays à cette norme le moment venu. A cet égard, les objectifs suivants sont formulés :

- **Objectif 1** : Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision ;
- **Objectif 2** : Améliorer la transparence des statistiques financières pour la prise de décision grâce à une diffusion renforcée via les initiatives de normalisation des données du Fonds.

##### B. Programme de travail de mai 2018 à avril 2019

###### Sur le plan régional,

38. Deux (2) séminaires régionaux sont prévus, d'une part sur les statistiques des finances publiques et l'autre sur les statistiques de la dette publique, selon la nouvelle méthodologie du

*MSFP 2001/2014*, et d'autre part, sur les principes du *Manuel des Statistiques de la Dette du Secteur Public 2011 (MSDSP 2011)*, conjointement avec le domaine de la dette publique d'AFC. Plus spécifiquement, les séminaires régionaux viseront :

1. Au renforcement des capacités des cadres des pays sur les méthodes et procédures d'identification, de la collecte et du retraitement des données-source aux SFP ;
2. A la formation sur l'Outil Excel d'élaboration automatisée des SFP et de la dette publique, notamment l'Assistant à la Classification du FMI;
3. Aux échanges entre cadres des différents pays sur les défis, les expériences et les meilleures pratiques à l'élaboration du TOFE.

39. Le résultat attendu est « L'amélioration de la capacité du personnel grâce à la formation, en particulier sur l'élaboration de données de source, les méthodes de compilation et de diffusion des statistiques des finances publiques ».

#### **Sur le plan des activités par pays,**

40. L'assistance technique se focalisera généralement sur l'appui sur place au retraitement des données de base aux SFP et à l'élaboration des statistiques financières conformément à la méthodologie du *MSFP 2001/2014*, ainsi celle du *MSDSP 2011*. Plus spécifiquement, les résultats attendus par groupe de pays sont les suivants :

#### ***Cameroun, RCA, Congo, Gabon et Tchad***

- Amélioration de la capacité du personnel grâce à la formation, en particulier sur l'élaboration de données de source, les méthodes de compilation et de diffusion des statistiques des finances publiques ;
- Les données sont compilées à l'aide de techniques statistiques appropriées, y compris le traitement des données-source et/ou l'examen et la validation des données auxiliaires et les statistiques qui en résultent (DQAF 3.3 et/ou 3.4) ;
- Une nouvelle série des statistiques est élaborée et diffusée en interne et / ou au grand public.

#### ***RDC, Guinée équatoriale et Sao-tomé et Principe***

- Le cadre juridique et institutionnel est propice à la compilation des statistiques financières ; la pertinence et l'utilité pratique des statistiques financières existantes sont bien suivies ; les modalités de gestion sont en place pour contrôler la qualité des statistiques financières ; Et l'intégrité institutionnelle, la transparence et les pratiques éthiques répondent aux normes statistiques ;

- Amélioration de la capacité du personnel grâce à la formation, en particulier sur l'élaboration de données de source, les méthodes de compilation et de diffusion des statistiques des finances publiques ;
- Les données sont compilées à l'aide de techniques statistiques appropriées, y compris le traitement des données-source et/ou l'examen et la validation des données auxiliaires et les statistiques qui en résultent (DQAF 3.3 et/ou 3.4).

Les activités à mener par pays sont les suivantes :

### ***République du Cameroun***

41. La dernière mission au Cameroun a pu établir une série des statistiques financières mensuelles (TOFE) expérimentales de l'administration centrale budgétaire des exercices 2015 et 2016, en reclassant les Tableaux M (du TABBORD) du TOFE base caisse selon le format du *MSFP 2014*.

42. La prochaine mission de 2018/19 s'attèlera sur la finalisation des TOFE des années antérieures (2012-2014), leur diffusion en interne, au grand public, ainsi que leur transmission au FMI pour publication dans le GFSY et IFS. En plus, elle introduira la procédure d'exploitation de la Balance Générale des Comptes du Trésor comme sources de données en vue de l'élaboration du TOFE de l'administration centrale budgétaire.

### ***République Centrafricaine***

43. La mission en RCA a appuyé les cadres à l'élaboration du TOFE annuel expérimental format *MSFP 2014* de l'administration centrale budgétaire sur base des Balances Générales des Comptes du Trésor des exercices 2014 et 2015. Le TOFE expérimental de 2014 a été transmis au Département des Statistiques du FMI pour avis de conformité au *MSFP 2014*.

44. La mission de 2018/19 aura comme but d'assister les autorités centrafricaines à l'établissement des TOFE annuels de l'administration centrale budgétaire des années restantes (2012, 2013, 2016, 2017) en fonction des commentaires du Département des Statistiques du FMI au TOFE expérimental, leur diffusion en interne, au grand public, ainsi que leur transmission au FMI publication dans l'annuaire du GFSY et IFS.

### ***République du Congo***

45. La dernière mission a introduit la procédure d'exploitation de la Balance Générale des Comptes comme source de données aux SFP, notamment en élaborant une table de passage entre la NBE/PCE. Ceci, par rapport à l'ancienne méthode de retraitement du contenu du Compte Administratif pour en déduire des statistiques financières. Aussi, la mission a appuyé l'équipe congolaise à la production des TOFE nouveau format des exercices restants, sur base des TOFE historiques de 2013 à 2016, ce qui a permis la République du Congo de rattraper tout le retard qu'elle accusait dans la publication de ses statistiques dans l'annuaire du FMI.

46. En 2018/19, il s'agira donc de produire une série des TOFE, tant mensuelles, trimestrielles qu'annuelles des sous-secteurs Administration Centrale Budgétaire, Extrabudgétaire et Sécurité Sociale, basées sur la BCG, et de les diffuser en interne, au grand public ainsi que de les transmettre au FMI pour publication régulière dans l'annuaire.

### ***République Gabonaise***

47. Une mission au Gabon avait appuyé les cadres à la production d'un TOFE expérimental format *MSFP 2014* sur base de la BGCT de l'exercice 2016.

48. En 2018/19, il s'agira d'étendre la même procédure sur l'exercice 2017 et en continu, permettant ainsi le Gabon de produire des statistiques infra-annuelles sous le nouveau format, couvrant les sous-secteurs Administration Centrale Budgétaire, Extrabudgétaire et Sécurité Sociale.

### ***République du Tchad***

49. L'appui aux cadres tchadiens a permis de produire le tout premier TOFE base *MSFP 2014* en se servant des données de la BGCT de l'exercice 2014.

50. En 2018/19, l'objectif est de produire une série des SFP de 2012-2017, et de les diffuser en interne, au grand public ainsi de les transmettre au FMI pour publication dans l'annuaire du GFSY et IFS.

### ***République Démocratique du Congo***

51. Au cours des missions passées, l'assistance technique a produit un avant-projet d'un arrêté ministériel en vue d'établir un cadre juridique régissant la production des SFP. Aussi, une table de passage entre les codes et comptes du pays (NBE/PCE) et ceux du *MSFP 2014* a été créée.

52. La mission de 2018/19 aura donc à assister les cadres congolais à l'examen et au retraitement des données de la BCGT en vue de la confection des SFP selon la méthodologie du *MSFP 2014*.

### ***République de Guinée équatoriale***

53. La première mission en Guinée équatoriale avait comme objectif d'établir un état des lieux des SFP, et a été suivie d'un atelier de formation sur les principes fondamentaux de la nouvelle méthodologie du *MSFP 2014*.

54. La prochaine étape consistera donc à l'appui aux autorités sur la création d'une structure en charge du TOFE en Guinée, ainsi qu'à l'accompagnement de ses membres dans leurs nouvelles fonctions d'élaboration du TOFE format *MSFP 2014*.

### Sao Tomé-et-Principe

55. La mission sur les SFP à Sao Tomé durant 2017/18 était une mission de prise de contact et d'établissement de l'état des lieux des SFP dans le pays pour préparer un programme d'assistance technique approprié.

56. La priorité pour l'exercice 2018/19 sera donc d'assister les cadres du TOFE sur les prérequis d'un cadre légal et institutionnel propice à la compilation des SFP.

**Tableau 8 : Synthèse du programme de travail 2019**  
**Statistiques des Finances Publiques**

Pays/ Institution	Mode Opérateur	Activités	Situation au 30 Avril 2018	Résultats attendus au 30 Avril 2019	Prérequis/ Risques
<p><b>Objectif 1.</b> Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision</p> <p><b>Objectif 2.</b> Améliorer la transparence des statistiques financières pour la prise de décision grâce à une diffusion renforcée via les initiatives de normalisation des données du Fonds.</p>					
Pays de l'espace CEMAC	Missions dans les pays	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Appui à la rédaction des documents sur le cadre réglementaire selon la Directive de la CEMAC</li> <li>✓ Appui sur l'élaboration du TOFE expérimental format Directive TOFE</li> <li>✓ Appui à la rédaction des manuels de procédures du TOFE</li> <li>✓ Formation sur place dans les pays sur les principes contenus dans les guides didactiques et le <i>MSFP 2014</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 4 des 6 pays de la CEMAC ont un cadre réglementaire assez solide pour régir l'élaboration des SFP</li> <li>✓ Aucun pays CEMAC ne dispose de manuel de procédures du TOFE</li> <li>✓ Sauf la République du Congo qui produit et transmet au FMI son TOFE format <i>MSFP 2014</i>, le reste des pays CEMAC n'ont produit qu'un TOFE expérimental base <i>MSFP 1986 (base caisse)</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Tous les pays ont un cadre réglementaire des SFP</li> <li>✓ Tous les 6 disposent des manuels de procédures du TOFE</li> <li>✓ Au moins 5 des 6 pays produisent et transmettent au FMI son TOFE format <i>MSFP 2014</i></li> </ul>	<p>Transposition de la Directive du TOFE aux lois nationales ;</p> <p>Faible volonté politique ;</p> <p>Cadres peu intéressés au basculement vers le nouveau TOFE.</p>

Pays/ Institution	Mode Opérateur	Activités	Situation au 30 Avril 2018	Résultats attendus au 30 Avril 2019	Prérequis/ Risques
<b>RDC, Sao Tomé et Principe</b>	Missions dans les pays	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Appui l'identification, la collecte et le retraitement des données-source des SFP selon la méthodologie du <i>MSFP 2014</i> à l'élaboration du TOFE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Tous les pays produisent encore un TOFE base <i>MSFP 1986 (base caisse)</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Tous les pays ont un cadre réglementaire des SFP</li> <li>✓ Aux moins 2 pays sur 3 disposent des manuels de procédures du TOFE</li> <li>✓ Au moins 2 pays produisent et transmettent au FMI son TOFE format <i>MSFP 2014</i></li> </ul>	<p>Situation sécuritaire précaire</p> <p>Faible volonté politique ;</p> <p>Cadres peu intéressés au basculement vers le nouveau TOFE</p>
<b>Tous les pays membres AFC</b>	Séminaire régional	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Formation sur les principes et méthodologie du <i>MSFP 2014</i> en matière de l'identification, la collecte, le retraitement des données-source des SFP, et l'élaboration des SFP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les cadres des pays sont formés principes fondamentaux du <i>MSFP 2014 (Sectorisation ; règles de comptabilisation et cadre analytique du MSFP 2014)</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les cadres de pays sont à même d'identifier et de retraiter les données-source des administrations publiques, ainsi que d'élaborer un TOFE format <i>MSFP 2014</i>.</li> </ul>	<p>Collaboration des administrations publiques pourvoyeuses de données-source ;</p> <p>Implication de la hiérarchie politique.</p>
<b>République du Congo ; Gabon</b>	Missions dans les pays	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Appui aux pays à l'élaboration des feuilles de route pour la participation au GDSS</li> <li>✓ Appui aux pays sur le remplissage des quatre catégories des métadonnées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les métadonnées des pays ne sont pas actualisées ; et il n'existe pas de plan d'actions pour la participation au GDSS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les pays-membres commencent à participer au e-GDSS (ou mettent à jour les métadonnées GDSS) ;</li> <li>✓ Les pays-membres prennent toutes les mesures nécessaires pour souscrire à la Stratégie Nationale de Diffusion des Données (NSDD en Anglais).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les données de base elles-mêmes des métadonnées (donc les SFP) doivent être d'une qualité publiable</li> </ul>
<b>RDC</b>	Visite des cadres dans d'autres pays	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Visite d'apprentissage entre pairs au Tchad</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le TOFE en RDC est toujours produit sur base de l'Etat d'exécution budgétaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les cadres congolais sont à même d'exploiter d'eux-mêmes la Balance Générale des Comptes du Trésor aux fins de la production des statistiques des finances publiques sous le nouveau format du <i>MSFP 2001/2014</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'aval des autorités hôtes pour des visites entre pairs</li> <li>✓ La coopération des autorités hôtes à partager les données de base avec des collègues d'autres pays</li> </ul>

Pays/ Institution	Mode Opérateur	Activités	Situation au 30 Avril 2018	Résultats attendus au 30 Avril 2019	Prérequis/ Risques
<b>Cameroun</b>	Visite des cadres dans d'autres pays	✓ Visite d'apprentissage entre pairs en République du Congo	✓ Le TOFE au Cameroun est toujours produit sur une base caisse sous le format <i>du MSFP</i> <i>1986</i> .	✓ Les cadres camerounais sont à même de collecter et de produire les données de base nécessaires à la confection des statistiques des finances publiques sous le nouveau format <i>du MSFP</i> <i>2001/2014</i>	✓ L'aval des autorités hôtes pour des visites entre pairs ✓ La coopération des autorités hôtes à partager les données de base avec des collègues d'autres pays

## V. STATISTIQUES MACROECONOMIQUES

### A. Les objectifs de l'assistance technique

57. Les objectifs en matière de statistiques macroéconomiques n'ont pas changé : Il s'agit au cours de ce troisième cycle d'exercices, de renforcer les capacités en matière de compilation et de diffusion des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision. Il en résultera que ces statistiques seront élaborées selon les standards internationaux ce qui suppose l'existence d'une capacité tant en ressources humaines qu'en données de base soutenant leur élaboration. Une déclinaison annuelle 2018-2019 de ce programme est présentée ci-dessous de façon plus détaillée.

58. Pour l'année fiscale 2019, les missions d'assistance technique en la matière sont structurées selon l'objectif stratégique suivant du cadre logique d'AFRITAC Centre :

- **Objectif** : Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision ;

### B. Programme de travail de mai 2018 à avril 2019

#### Sur le plan régional,

59. Le programme d'activité de l'année fiscale 2019 comprendra un séminaire de comptabilité nationale. Le thème provisoire à développer est : « Formation au SCN 2008 ou formation à la méthode des comptes nationaux trimestriels ».

## **Sur le plan des activités par pays,**

### ***République du Cameroun***

60. Le Cameroun aura besoin d'une mission sur l'Indice de Production Industrielle en association avec l'Indice des Prix de Production Industrielle (IPI/IPPI) pour l'affinement des travaux des comptes nationaux trimestriels.

### ***République Centrafricaine***

61. Il s'agit de s'assurer que les séries actuelles des comptes nationaux annuels selon le SCN 1993 sont à jour et publiées. Une mission pour la série SCN 1993 sera retenue et une deuxième mission pour les travaux préparatoires au changement d'année de base et de passage au SCN 2008, essentiellement sur les travaux de mise à jour des nomenclatures et d'identification des sources nécessaires sera réalisée.

### ***République du Congo***

62. Une mission sera nécessaire pour consolider les acquis en matière des comptes nationaux provisoires et leur publication régulière. Une autre mission sera consacrée aux travaux préparatoires de changement d'année de base et de passage au SCN 2008 et consistera en la révision des nomenclatures, notamment d'activité et des produits et l'identification des sources à utiliser.

### ***République Gabonaise***

63. Il s'agit de s'assurer que les séries actuelles des comptes nationaux annuels selon le SCN 1993 sont à jour et publiées. Une mission pour la série SCN 1993 sera retenue, une deuxième mission au besoin pour les travaux préparatoires au changement d'année de base et de passage au SCN 2008. Il s'agira essentiellement des travaux de mise à jour des nomenclatures et d'identification des sources nécessaires et si possible une troisième mission pour relancer les activités des comptes nationaux trimestriels ou pour la poursuite de mise en place des IPI/IPPI. Enfin, des cadres gabonais (au moins deux) rencontreront leurs collègues du Cameroun au cours d'une visite d'immersion professionnelle pour le partage d'expérience en matière de comptes nationaux trimestriels.

### ***République de Guinée équatoriale :***

64. Une mission sera consacrée aux travaux préparatoires de changement d'année de base et de passage au *SCN 2008* et consistera en la révision des nomenclatures, notamment d'activité et des produits et l'identification des sources à utiliser ou à tout le moins au renforcement des capacités de l'équipe des comptables nationaux en place.

### ***République Démocratique du Congo***

65. La République Démocratique du Congo qui bénéficie par ailleurs de financement de la Commission de l'Union Africaine (CUA) pour les comptes nationaux par son Programme Panafricain de Statistique (PAS), pourra réaliser deux missions avec l'AFC : une mission sera nécessaire pour consolider les acquis en matière des comptes nationaux provisoires et leur

publication régulière. Une autre mission sera consacrée aux travaux de changement d'année de base et de passage au SCN 2008 et consistera en la compilation des comptes de la nouvelle année de base qui sera retenue.

### ***République Démocratique de Sao Tomé-et-Principe***

66. Il s'agit de s'assurer que la série actuelle des comptes nationaux selon le SCN 1993 est à jour et régulièrement publiée. Deux missions pour la série SCN 1993 seront retenues et permettront une révision de la série avec l'introduction de l'approche du PIB par la dépense au moyen de l'outil simplifié d'élaboration des comptes nationaux. Une troisième mission si possible sera consacrée aux travaux préparatoires au changement d'année de base et de passage au SCN 2008.

### ***République du Tchad***

67. Une mission sera consacrée aux travaux de changement d'année de base et passage au SCN 2008 et consistera en la collecte et traitement des sources en particulier pour les comptes des administrations publiques et des banques et assurance et une deuxième mission sera consacrée à l'initiation aux comptes nationaux trimestriels. Enfin, si possible il sera donné l'occasion à des tchadiens (au moins deux) de rencontrer et partager leur expérience avec leurs collègues du Burkina-Faso au cours d'une visite d'immersion professionnelle sur les comptes nationaux trimestriels au Burkina-Faso.

**Tableau 7 : Synthèse du programme de travail 2019 :  
Statistiques macroéconomiques**

<b>Pays / Institution</b>	<b>Mode opératoire</b>	<b>Activités</b>	<b>Situation au 30 avril 2018</b>	<b>Résultats attendus au 30 avril 2019</b>	<b>Prérequis/ Risques</b>
<b>Objectif 1 : Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision</b>					
Tous les pays membres	Missions dans les pays	Appui aux travaux de changement d'année de base et du passage au <i>SCN 2008</i>	Tous les pays membres disposent d'années de base vieilles d'au moins 12 ans et un seul est passé au <i>SCN 2008</i> .	Le changement d'année de base est en cours dans la plupart des pays membres.	Disponibilité à temps des données de base et des comptes nationaux
Centrafrique, Congo, Gabon, Sao Tome et Principe	Missions dans les pays	Appui aux travaux des comptes nationaux provisoires	Les comptes nationaux ne maîtrisent pas suffisamment la compilation des comptes nationaux provisoires	Les comptes nationaux ont acquis la maîtrise des comptes nationaux provisoires	Disponibilité à temps des données de base et des comptes nationaux
Cameroun, Gabon, Tchad	Missions dans les pays	Appui aux travaux de comptes nationaux trimestriels (CNT) et identification et développement des indicateurs infra-annuels	Deux pays (Cameroun et Burundi) élaborent les CNT et seul le Cameroun les publie pour le moment.	Le Cameroun et le Burundi publient les CNT et les deux autres pays sont engagés dans la mise en place des CNT.	Disponibilité des indicateurs infra-annuels et des comptes nationaux

Pays / Institution	Mode opératoire	Activités	Situation au 30 avril 2018	Résultats attendus au 30 avril 2019	Prérequis/ Risques
Gabon, Tchad	Visite des cadres dans d'autres pays	Visite d'apprentissage entre pair au Cameroun pour le Gabon. Visite d'apprentissage entre pair au Burkina-Faso pour le Tchad.	Le Gabon peine à amorcer ses travaux de CNT. Le Tchad s'initie aux CNT.	Les cadres gabonais et tchadiens mesurent la portée du travail qui les attendent.	L'accord des autorités des pays hôtes pour les visites entre pairs et leur coopération à partager les données de base avec les collègues d'autres pays.
Tous les états membres	Séminaire de formation	Organisation d'un séminaire régional		Un séminaire est organisé sur le thème : Formation au SCN 2008 ou à la méthode des comptes nationaux trimestriels.	

## VI. GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

### A. Les objectifs de l'assistance technique

68. Le programme de travail pour l'année fiscale 2019 s'inscrit dans le cadre des objectifs d'AFRITAC Centre retenus au titre de son troisième cycle de financement. Ce programme d'assistance technique vise à supporter les réformes envisagées par les pays bénéficiaires pour la modernisation du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette, d'apporter un appui technique aux pays et aux institutions nationales et régionales pour le développement du marché intérieur des titres publics et de mieux encadrer la gestion de l'endettement public et des risques y associés à travers l'élaboration de stratégie de gestion de la dette à moyen terme et l'analyse de la viabilité de la dette.

69. Les six objectifs d'AFRITAC Centre retenus au titre de son troisième cycle de financement dans le domaine de gestion de la dette publique se résument ainsi :

- **Objectif 1** : Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT), réduire le coût et les risques liés à la dette publique et développer le marché intérieur des titres publics ;
- **Objectif 2** : Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette, réduire le coût et les risques et développer le marché intérieur des titres publics ;
- **Objectif 3** : Analyser la viabilité de la dette, la dynamique et les risques courus pour informer les autorités fiscales ;
- **Objectif 4** : Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur ;
- **Objectif 5** : Développer le marché des Sukuk en tant que financement à long terme des infrastructures, réduire les coûts et les risques de la dette publique et accroître la capacité et le choix de financement ;

- **Objectif 6** : Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette en vue d'améliorer la capacité du gouvernement à gérer efficacement la dette publique.

## **B. Programme de travail de mai 2018 à avril 2019**

### **Sur le plan régional,**

70. Les activités de l'année fiscale 2019 incluront l'organisation d'un séminaire régional sur l'élaboration du plan de financement annuel. Ce séminaire aura pour objectif de faire le lien entre les orientations issues de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme -SDMT- et la mise en œuvre de cette stratégie sur un horizon annuel par source de financement et par instrument d'endettement. Les activités de l'année fiscale 2019 incluront également l'organisation conjointe avec le conseiller en statistiques des finances publiques d'un séminaire régional sur les statistiques de la dette publiques.

71. Au cours de l'exercice, un cours ICD sur 'les marchés et instruments financiers' sera organisé sur le plan régional et un séminaire régional dans le domaine de l'Analyse de la Viabilité de la Dette des Pays à Faible Revenu (AVD-PFR) sera organisé conjointement avec le département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI.

### ***BEAC***

72. Une assistance technique sera aussi apportée à la BEAC pour améliorer la gouvernance du marché des titres publics de la zone CEMAC en s'imprégnant des bonnes pratiques appliquées dans d'autres marchés similaires.

### **Sur le plan des activités par pays,**

Les résultats attendus des différentes activités d'assistance technique par pays sont les suivants :

#### ***République Centrafricaine***

73. En Centrafrique, l'assistance technique a pour objectif de : (1) moderniser le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette et formaliser le processus de gestion de la dette ; (2) améliorer le reporting de la dette et produire un rapport annuel de gestion de la dette ; et (3) permettre aux agents de se familiariser au cadre et à l'outil de formulation de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme.

#### ***République du Congo***

74. L'assistance d'AFC consistera à : (1) Renforcer le cadre institutionnel et organisationnel de gestion de la dette et élaborer une guideline pour encadrer les travaux du Comité National de la Dette Publique ; et (2) permettre aux structures de la chaîne de la dette de se familiariser au cadre et à l'outil de formulation de la stratégie de dette à moyen terme et de produire un premier draft SDMT.

### *République Gabonaise*

75. A la fin de l'année fiscale 2019, la SDMT sera améliorée suivant les meilleures pratiques et le processus de gestion de la dette sera renforcé. Les agents de la dette se seront familiarisés au processus et à l'outil d'Analyse de Viabilité de la Dette des Pays ayant Accès aux Marchés AVD-PAM. Les agents pourront réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.

### *République Démocratique du Congo*

76. Au cours de l'année fiscale 2019, AFC travaillera avec les autorités afin que la structure de la dette produise un premier document de la SDMT à annexer à la Loi de Finances.

### *République Démocratique de Sao Tomé-et-Principe :*

77. En Sao Tomé-et-Principe, le centre s'emploiera à renforcer les capacités des gestionnaires de la dette et améliorer les pratiques de gestion du portefeuille de la dette afin que : (1) les réformes visant à développer le marché des titres publics soient identifiées et les agents se soient familiarisés au processus de programmation et d'émission des titres publics ; et (2) le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette soit modernisé.

### *République du Tchad*

78. Les résultats attendus de l'assistance technique à la fin de l'année fiscale 2019 sont les suivants : (1) une SDMT est élaborée et annexée à la Loi de Finances et le processus et de gestion de la dette est amélioré, (2) les agents de la dette se sont familiarisés au processus et à l'outil d'Analyse de Viabilité de la Dette des Pays à Faible Revenu AVD-PFR. Les agents réalisent tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome ; et (3) les préalables juridiques et techniques pour l'émission des Sukuk sont identifiés.

**Tableau 5 : Synthèse du programme de travail 2019 :  
Gestion de la dette publique**

<b>Pays/ Institution</b>	<b>Mode opérateur</b>	<b>Activités</b>	<b>Situation au 30 Avril 2018</b>	<b>Résultats attendus au 30 Avril 2019</b>	<b>Pré-requis/ Risques</b>
<b>Objectif 1</b> : Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT), réduire le coût et les risques liés à la dette publique et développer le marché intérieur des titres publics					
<b>Pays membres d'AFC</b>	Séminaire régional	Elaboration du Plan de financement annuel	La plupart des pays ne publient pas un plan de financement annuel détaillé qui soit annexé à la Loi de Finance annuelle.	Les agents se sont formés sur les bonnes pratiques en termes d'élaboration du plan annuel de financement	Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet
<b>Congo, Gabon, République démocratique du Congo, République Centrafricaine et Tchad</b>	Missions ponctuelles	Formation sur la Stratégie de la Dette à Moyen Terme et l'utilisation de l'outil SDMT	La stratégie de la dette n'est pas élaborée et la dimension risques liés au portefeuille de dette n'est pas intégrée.	Les agents se sont familiarisés au processus et à l'utilisation de l'outil SDMT et sont capables d'appliquer le cadre SDMT aux données de leur pays	

Pays/ Institution	Mode opérateur	Activités	Situation au 30 Avril 2018	Résultats attendus au 30 Avril 2019	Pré-requis/ Risques
<b>Objectif 2 : Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette, réduire le coût et les risques et développer le marché intérieur des titres publics</b>					
République Centrafricaine	Mission ponctuelle	Appui à l'élaboration du Rapport annuel de la dette	Le rapport annuel de la dette n'est pas encore produit et le volet reporting de la dette n'est pas bien développé	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et le rapport annuel de gestion de la dette.	Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet
Sao Tomé-et- Principe	Mission ponctuelle	Formation de base sur la gestion du portefeuille de la dette publique	Les gestionnaires de la dette ont besoin de renforcer leurs capacités.	Les agents sont mieux outillés pour gérer la dette et mener une analyse financière du portefeuille de la dette.	
<b>Objectif 3 : Analyser la viabilité de la dette, la dynamique et les risques courus pour informer les autorités fiscales</b>					
Gabon	Mission ponctuelle	Assistance / Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette AVD-PAM	Manque de maîtrise de l'outil AVD-PAM ce qui réduit la visibilité des autorités sur l'évolution futur de la viabilité de la dette	Les cadres sont capables de réaliser l'AVD de leur pays en utilisant le cadre développé par le FMI/BM	- Soutien et engagement du personnel  - Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet
Pays membres d'AFC	Séminaire Régional	Formation organisée par le siège sur l'analyse de viabilité de la dette dans les pays à faible revenu	Manque de maîtrise de l'outil AVD et du nouveau cadre CVD	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière de viabilité et gestion de la dette dans les pays à faible revenu	Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet
Tchad	Mission ponctuelle	Assistance / Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette AVD-PFR révisé	Manque de maîtrise de l'outil AVD-PFR ce qui réduit la visibilité des autorités sur l'évolution future de la viabilité de la dette	Les agents se sont familiarisés au processus et à l'outil AVD-PFR. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet
<b>Objectif 4 : Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur</b>					
Pays membres d'AFC	Cours Régional	Cours ICD sur les marchés et instruments financiers	Nécessité de sensibiliser les pays sur les pré- requis et les risques liés aux instruments du marché financier.	Renforcer la capacité des cadres régionaux et sensibiliser les acteurs concernés sur les risques liés aux marchés et instruments financiers	Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet
Sao Tomé-et- Principe	Mission ponctuelle	Appui au développement du marché des titres publics	Nécessité de développer le marché pour permettre au Trésor de satisfaire ses besoins et de se refinancer sur le marché.	Les réformes sont identifiées et les agents se sont familiarisés au processus de programmation et d'émission des titres publics	Risque politique : volonté des autorités à mettre en place les réformes identifiées

Pays/ Institution	Mode opérateur	Activités	Situation au 30 Avril 2018	Résultats attendus au 30 Avril 2019	Pré-requis/ Risques
<b>Objectif 5 :</b> Développer le marché des Sukuk en tant que financement à long terme des infrastructures, réduire les coûts et les risques de la dette publique et accroître la capacité et le choix de financement					
<b>Tchad</b>	Mission ponctuelle	Identification des préalables pour l'émission des Sukuk	Le pays a besoin d'élargir la base d'investisseurs et l'utilisation de nouveaux instruments de financement.	Les préalables sont identifiés, un plan d'action est élaboré et les agents se sont familiarisés au processus d'émission des Sukuk ;	Risque politique : volonté des autorités tchadiennes à mettre en place les réformes identifiées
<b>Objectif 6 :</b> Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette en vue d'améliorer la capacité du gouvernement à gérer efficacement la dette publique.					
<b>Congo</b>	Mission ponctuelle	Appui au renforcement du cadre institutionnel de gestion de la dette	Les procédures opérationnelles des activités du CNDP ne sont pas formalisées	Les autorités disposent d'une guideline pour encadrer les activités du CNDP	Risque politique : volonté des autorités à mettre en place les réformes préparées
<b>République Centrafricaine</b>	Mission ponctuelle	Appui à l'élaboration d'un manuel de procédures des opérations de gestion de la dette publique	Les procédures opérationnelles applicables aux processus de création, de gestion, et d'évaluation de la dette publique ne sont pas formalisées	Les autorités disposent d'un guide à l'exécution des actes d'endettement et de gestion des opérations de la dette publique.	Risque politique : volonté des autorités à mettre en place le plan d'action des réformes préparées ;
<b>Sao Tomé-et-Principe</b>	Mission ponctuelle	Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	Le cadre juridique, l'organisation et la coordination entre les structures de la dette entravent la bonne gestion de la dette.	Les autorités disposent d'un plan d'action identifiant les réformes à engager et des projets de textes sur ces réformes, sont élaborés.	Risque politique : volonté des autorités à mettre en place le plan d'action des réformes préparées ;

## VII. REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES

### A. Les objectifs de l'assistance technique

79. Les axes du programme de travail de l'AFRITAC Centre pour la période correspondant à l'exercice budgétaire 2019 (dite « année fiscale 2019 » ou FY 2019), allant du 1er mai 2018 au 30 avril 2019, sont identiques à l'année passée et sont conformes aux objectifs stratégiques définis dans le cadre logique normalisé de gestion par les résultats défini par le Fonds Monétaire International pour le département des Marchés Monétaires et de Capitaux (MCM). Pour mémoire, les objectifs stratégiques de l'assistance technique de l'AFRITAC Centre tiennent compte de la répartition des rôles et des responsabilités des divisions du FMI (MCM) susceptibles d'intervenir dans le domaine de la supervision bancaire en général. Ainsi, l'AFRITAC Centre n'assure pas directement d'assistance technique notamment sur les thématiques suivantes : la stabilité financière, la surveillance macroprudentielle, les tests de résistance, la résolution des crises bancaires, les systèmes de garantie des dépôts, le dispositif de lutte anti-blanchiment, la révision juridique du cadre légal de la supervision bancaire.

80. Le périmètre d'intervention de l'AFC est ainsi concentré essentiellement sur le cadre de la régulation et de la supervision bancaires, du point de vue des normes prudentielles et de la

mise en œuvre opérationnelle. Pour l'année fiscale 2019, les missions d'assistance technique en la matière sont donc structurées selon les quatre objectifs stratégiques suivants du cadre logique précité.

- **Objectif 1** : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales ;
- **Objectif 2** : Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire ;
- **Objectif 3** : S'assurer que les banques disposent de fonds propres et de liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier ;
- **Objectif 4** : Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement.

### **B. Programme de travail de mai 2018 à avril 2019**

81. Durant l'année fiscale 2019, le programme de travail dans le domaine de la régulation et de la supervision bancaires prévoit un total de quinze (15) missions dans les banques centrales ou les autorités de supervision bancaire de la sous-région : cinq (5) dans la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), à la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) ; trois (3) en République du Burundi (BDI), à la Banque de la République du Burundi (BRB) ; trois (3) en République Démocratique du Congo (COD), à la Banque Centrale du Congo (BCC) ; deux (2) en République Démocratique de São Tomé e Príncipe (STP) à la Banque Centrale de São Tomé e Príncipe (BCSTP) ; en outre, l'ensemble de ces autorités sera appelé à participer à deux (2) séminaires régionaux organisés par l'AFRITAC Centre à leur attention. À titre exceptionnel, pour répondre à la demande pressante de la COBAC de replanifier une mission reportée en 2017, il a été accepté de réaliser une sixième mission pour la CEMAC, à budget équivalent (par le conseiller résident basé à Libreville) durant le mois d'août 2018. Au total, seize (16) missions figurent donc finalement au programme.

#### **Sur le plan régional,**

82. Les activités de l'AFC comprendront deux séminaires régionaux destinés aux autorités de supervision bancaire de la sous-région, afin de passer en revue deux thématiques essentielles pour assurer un contrôle bancaire efficace, portant sur des problématiques intéressantes concrètement les superviseurs d'Afrique Centrale. (i) Le premier séminaire régional portera sur la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques, avec l'objectif de présenter le cadre structuré du SREP (*Supervisory Review and Evaluation Process*) applicable dans l'Union européenne, comme étant une démarche de référence, et de fournir des orientations aux autorités pour la mise en œuvre d'un projet cohérent et organisé de mise en œuvre globale de la supervision basée sur les risques. (ii) Le deuxième séminaire régional portera sur la supervision de la gouvernance et de la transparence financière des banques, avec l'objectif à la fois de présenter les normes internationales de référence et d'apporter des indications méthodologiques opérationnelles pour la mise en œuvre des contrôles sur pièces et des contrôles sur place en la matière.

## **COBAC**

83. L'AFRITAC Centre continuera d'appuyer en priorité la COBAC, organe de la CEMAC, au travers de six missions d'assistance technique qui permettront majoritairement de poursuivre les projets essentiels engagés au cours de l'année précédente pour répondre aux besoins prioritaires d'amélioration du contrôle bancaire exprimés par la COBAC fin 2016. Après discussion avec le Secrétariat Général de la COBAC, l'AFRITAC Centre a ainsi prévu : deux missions pour achever l'élaboration d'un cadre complet de supervision consolidée des groupes bancaires, une mission (reportée de l'année fiscale 2018) visant à faire évoluer les modes opératoires du contrôle sur pièces des banques selon l'approche de supervision basée sur les risques, une mission pour finaliser le cadre prudentiel relatif à la gestion des risques, une mission de renforcement des capacités de contrôle sur place du risque opérationnel dans les banques, enfin une mission de renforcement de l'efficacité de la détection précoce et du traitement des institutions de microfinance fragiles.

### **Sur le plan des activités par pays,**

#### ***République du Burundi***

84. En dépit de la suspension durable des missions sur place au Burundi qui s'impose à l'AFRITAC Centre, celui-ci continuera d'apporter un appui actif à la BRB, au moyen le cas échéant d'ateliers de travail délocalisés, au travers de trois missions. Compte tenu des besoins prioritaires exprimés par la BRB, il est ainsi prévu (i) d'appuyer la BRB dans son projet de révision globale des règlements d'application de la nouvelle loi bancaire du 22 août 2017, (ii) de renforcer les capacités de la BRB à conduire des contrôles sur place dans le domaine des risques informatiques et à appliquer la nouvelle circulaire relative aux établissements et services de paiement, enfin (iii) de former la BRB aux enjeux inhérents à la mise en œuvre de la norme comptable IFRS 9 relative au provisionnement des créances non performantes.

#### ***République Démocratique du Congo***

85. En dépit, là aussi, de la suspension fréquente et imprévisible des missions sur place en République Démocratique du Congo, facteur de perturbation de la réalisation des missions de l'AFRITAC Centre, celui-ci continuera de soutenir la BCC, au moyen le cas échéant d'ateliers de travail délocalisés, au travers de trois missions. Sur la base des besoins exprimés par la BCC, il est essentiellement prévu des activités de mise à niveau de la réglementation prudentielle, afin de poursuivre l'assistance technique relancée l'année précédente à la BCC en la matière : (i) la révision des instructions relatives à l'agrément des banques, des dirigeants et des commissaires aux comptes, (ii) la relecture de la version finale de l'ensemble des instructions révisées relatives à la réglementation prudentielle qualitative (contrôle interne, gestion des risques, gouvernance, outre les instructions précitées), enfin (iii) une mission de renforcement des capacités des contrôleurs informatiques à vérifier la sécurité des systèmes d'information, comportant un volet additionnel relatif à la préparation d'un futur cadre de régulation et de supervision des établissements et des services de paiement.

#### ***République Démocratique de São Tomé e Príncipe***

86. Une mission exploratoire réalisée à la fin de l'année 2017 a permis de déterminer les besoins pluriannuels d'assistance technique susceptibles d'être couverts par l'AFRITAC Centre

et de spécifier les besoins prioritaires pour l'année fiscale 2019. La BCSTP recevra ainsi un appui au travers de deux missions portant sur chacun des deux axes d'intervention principaux de l'AFRITAC Centre : (i) la première mission permettra d'engager un chantier de révision de la réglementation prudentielle relative au contrôle interne, à la conformité et à la gestion des risques, tandis que (ii) la deuxième mission sera focalisée sur le renforcement des capacités opérationnelles de la BCSTP à mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, au moyen d'un instrument de notation des banques selon leur profil de risque, à l'usage du contrôle permanent, dont les caractéristiques techniques devront être élaborées.

**Tableau 6 : Synthèse du programme de travail 2019 :  
Régulation et Supervision Bancaires**

Pays / Institution	Mode opératoire	Activités	Situation au 30 Avril 2018	Résultats attendus au 30 Avril 2019	Pré-requis / risques
<b>Objectif 1 : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales</b>					
<b>BURUNDI (BRB)</b>	Mission ponctuelle	Revue des projets de règlements d'application de la nouvelle loi bancaire	Besoin prioritaire nouveau exprimé par la BRB. Projets en cours de rédaction par la BRB	Finalisation des règlements modifiés par la BRB	Ressources et capacité d'absorption limitées de l'autorité. Suspension des missions sur place
<b>RD CONGO (BCC)</b>	Projet pluriannuel	Révision de la réglementation prudentielle qualitative (deux missions)	Projet engagé en FY 2018 en réponse au besoin exprimé par la BCC (deux missions réalisées)	Finalisation des règlements modifiés par la BCC	Ressources et capacité d'absorption limitées de l'autorité. Ampleur des sujets à traiter. Suspension des missions sur place. Disponibilité des STX
<b>SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE (BCSTP)</b>	Mission ponctuelle	Révision de la réglementation prudentielle qualitative	Besoin prioritaire exprimé par la BCSTP. Texte obsolète de 2007	Rédaction par la BCSTP d'un ou plusieurs nouveaux projets d'instruction sur le contrôle interne, la conformité et la gestion des risques	Barrière de la langue. Ressources et capacité d'absorption limitées de l'autorité.
<b>CEMAC (COBAC)</b>	Projet pluriannuel	Mise en œuvre de la supervision des groupes bancaires sur base consolidée (deux missions)	Projet engagé en FY 2018 en réponse au besoin exprimé par la COBAC (deux missions réalisées)	Finalisation par la COBAC des réglementations prudentielles quantitative et qualitative sur base consolidée, ainsi que des procédures internes en la matière	Complexité et ampleur du projet. Capacité d'absorption et disponibilité limitées de l'autorité. Disponibilité du STX
	Mission ponctuelle	Élaboration des instructions d'application relatives au contrôle interne et à la gestion des risques (une mission).	Besoin exprimé par la COBAC. Règlement COBAC 2016/04 sur le sujet	Finalisation par la COBAC des projets d'instructions révisés	

Pays / Institution	Mode opératoire	Activités	Situation au 30 Avril 2018	Résultats attendus au 30 Avril 2019	Pré-requis / risques
<b>Objectif 2 : Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire</b>					
<b>REGIONAL</b>	Missions ponctuelles	Deux séminaires régionaux sur (i) l'approche de supervision basée sur les risques, (ii) la gouvernance et la transparence financière des banques	Événements organisés chaque semestre par l'AFRITAC Centre	Renforcement des capacités des autorités dans les domaines considérés	Disponibilité des STX
<b>BURUNDI (BRB)</b>	Mission ponctuelle	Mission double. 1°/ Méthodologie du contrôle sur place des risques informatiques dans les banques. 2°/ Formation à l'application de la nouvelle circulaire sur les établissements et services de paiement	Besoins prioritaires exprimés par la BRB. 1°/ Pas de méthodologie. 2°/ Circulaire déjà refondue sur le sujet	Renforcement des capacités de la BRB dans les domaines considérés	Ressources et capacité d'absorption limitées de l'autorité. Suspension des missions sur place. Disponibilité du STX
<b>Objectif 2 : Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire</b>					
<b>SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE (BCSTP)</b>	Mission ponctuelle	Élaboration d'un instrument de notation des banques selon leur profil de risque	Besoin prioritaire exprimé par la BCSTP. Pas d'outil structuré.	Renforcement des outils de la BCSTP pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques	Barrière de la langue. Ressources et capacité d'absorption limitées de l'autorité.
<b>CEMAC (COBAC)</b>	Mission ponctuelle	Revue des modes opératoires du contrôle sur pièces vers la supervision basée sur les risques	Besoin déjà exprimé par le SG-COBAC en FY 2018 (reporté). Les processus existants et le système de notation des banques doivent évoluer.	La nouvelle Direction du Contrôle Permanent est en capacité de faire évoluer ses procédures pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques.	Capacité d'absorption et disponibilité limitées de l'autorité
	Mission ponctuelle	Méthodologie de contrôle sur place du risque opérationnel dans les banques	Besoin exprimé par le SG-COBAC en FY 2018 (non traité). Pas de méthodologie	Renforcement des capacités de la COBAC dans le domaine considéré.	
	Mission ponctuelle	Méthodologie de détection précoce et de traitement des IMF fragiles	Besoin exprimé par le SG-COBAC en FY 2018 (mission reportée). Pas de méthodologie	Renforcement des capacités de la COBAC pour analyser les plans d'actions correctives des IMF	
<b>RD CONGO (BCC)</b>	Mission ponctuelle	Formation des nouveaux superviseurs bancaires de la BCC	Formation initiale assurée par AFRITAC Centre du 28 novembre au 08 décembre 2017	Renforcement des outils de la BCC pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques	Suspension des missions en RDC pour des raisons de

Pays / Institution	Mode opérateur	Activités	Situation au 30 Avril 2018	Résultats attendus au 30 Avril 2019	Pré-requis / risques
<b>Objectif 4</b> : Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement.					
<b>BURUNDI (BRB)</b>	Mission ponctuelle	Préparation à la mise en œuvre de l'IFRS 9 (provisionnement des créances non performantes)	Besoin prioritaire exprimé par la BRB. IFRS 9 pas appliquée	Élaboration de lignes directrices aux banques pour le passage à l'IFRS 9	Complexité et ampleur du sujet. Ressources et capacité d'absorption limitées de l'autorité. Suspension des missions sur place. Disponibilité du STX



ANNEXE 6  
RESERVE D'ACTIVITES DE L'ANNEE FISCALE 2019

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue	Dates prévisionnelles	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)						Résultats obtenus / Commentaires
									Prévues			Utilisées			
									Conseiller Bureau	Site	ECT	Total	Conseiller Bureau	Site	
<b>Administration des revenus</b>															
<b>Douanes</b>															
CEMAC	Mission STX d'assistance à la rédaction des textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations douanières est modernisé	Des projets de textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé sont rédigés	Les procédures douanières telles que prévue par le code des douanes de la CEMAC révisé sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé contiennent des procédures modernes et alignées aux meilleures pratiques internationales	T3		Alan Charlet, Christian Bremeresch	0,5	0,0	2,0	2,5			
CEMAC	Mission STX d'assistance à la rédaction des textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé	Le cadre de gestion et de gouvernance des administrations douanières est modernisé	Les textes d'application du code des douanes de la CEMAC sont validés et un plan de communication approuvé	Les procédures douanières telles que prévue par le code des douanes de la CEMAC révisé sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé contiennent des procédures modernes sont largement diffusées et appliquées par les services douaniers	T4		Alan Charlet, Christian Bremeresch	0,5	0,0	2,0	2,5			
<b>Impôts</b>															
RDC	Mission LTX-STX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des recettes fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraude fiscale	T4			0,5	2,0	2,0	4,5			
CAMEROUN	Mission LTX-STX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des recettes fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraude fiscale	T4			0,5	2,0	2,0	4,5			
<b>Gestion des finances publiques</b>															
BURUNDI	Atelier technique délocalisé	Prévisibilité des flux de trésorerie des unités budgétaires	Plan de trésorerie et d'engagement de unités budgétaires	Prévisions fiables des PE et PT	PEFA 21-3	T1	juin 2018	KBOU	1,0	1,0	1,0	3,0		Comptabilité	
CAMEROUN	Suivi du comité de trésorerie	Amélioration du suivi de la trésorerie	Plan de trésorerie actualisé	Prévisions fiables des PE et PT	PEFA 21-3	T4	février 2019		1,0	2,0	0,0	3,0		Comptabilité	
GUINEE-EQUATORIALE	Atelier délocalisé	Prévisibilité des flux de trésorerie des unités budgétaires	Plan de trésorerie et d'engagement de unités budgétaires	Prévisions fiables des PE et PT	PEFA 21-3	T2	octobre 2018	KBOU	1,0	1,0	1,0	3,0		Comptabilité	
BURUNDI	Revue de la fonction et de la documentation budgétaire	Atteindre les risques liés à la déconcentration de la fonction d'ordonnement	Amélioration de la compréhension du document budgétaire	Disponibilité des budget consolidé et listé	PEFA PI 5	T3	13 au 25 Novembre 2018	A déterminer	2,0	2,0	2,0	6,0		Budget	
GABON	Mission contrôle interne	Atteindre les risques liés à la déconcentration de la fonction d'ordonnement	Plan d'action de mise en place du contrôle interne	Amélioration du contrôle de l'exécution du budget	PEFA PI 25	A déterminer	A déterminer	A déterminer	1,0	1,0	1,0	3,0		Budget	
TCHAD	Atelier sur la tutelle technique et financière des établissements publics	Poursuivre les travaux sur la nomenclature	États budgétaires disponibles	Présentation du budget conforme à la NBE	Nouveaux documents budgétaires	A déterminer	A déterminer	A déterminer	1,0	2,0	2,0	5,0		Budget	
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>															
BURUNDI	Renforcement de la fonction macro-budgétaire	Évaluer les besoins en assistance technique de la fonction macrobudgétaire	Rapport de mission	Programme d'actions pour le renforcement de la fonction macrobudgétaire	PEFA PI14	T1 à T4	A déterminer	A déterminer	1,0	2,0	2,0	5,0			
CAMEROUN	Organisation de mission d'études sur les risques budgétaires	Renforcer les capacités des cadres sur l'identification, l'évaluation et le suivi des risques budgétaires	Rapport de stage	Les recommandations sont formulées pour améliorer les dispositifs du pays	PEFA PI 14.3	T1 à T4	A déterminer	---	1,0	0,0	0,0	1,0			
CONGO	Elaboration d'un CBMT	Mise en place d'un dispositif technique d'élaboration du CBMT	Rapport de mission	Un outil d'élaboration du CBMT est conçu	PEFA PI 16	T4	11-22 mars 2019	A identifier	1,0	2,0	2,0	5,0			
GABON	Analyse de sensibilité macro-budgétaire	Construire des scénarios budgétaires alternatifs	Rapport de mission	Les acteurs sont sensibilisés sur les méthodes d'identification et de suivi des risques macro-	PEFA PI 14.3	T2 à T4	A déterminer	A déterminer	1,0	2,0	2,0	5,0			
GABON	Organisation de mission d'études sur les risques budgétaires	Renforcer les capacités des cadres sur l'identification, l'évaluation et le suivi des risques budgétaires	Rapport de stage	Les recommandations sont formulées pour améliorer les dispositifs du pays	PEFA PI 14.3	T1 à T4	A déterminer	---	1,0	0,0	0,0	1,0			
RDC	Renforcement de la fonction macro-budgétaire	Mise en oeuvre du Plan d'action de renforcement de la fonction macrobudgétaire	Rapport de mission	Une plus grande maîtrise de l'utilisation des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	PEFA PI14	T2 à T4	A déterminer	A déterminer	1,0	2,0	2,0	5,0			
TCHAD	Elaboration d'un CBMT	Mise en place d'un dispositif technique d'élaboration du CBMT	Rapport de mission	Un outil d'élaboration du CBMT est conçu	PEFA PI 16	T3	7-18 janvier 2019	Meier	1,0	2,0	2,0	5,0			
<b>Statistiques des finances publiques</b>															
CONGO	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en oeuvre de la Directive TOFE (05/11-UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001-2014 (MSFP 2001-2014)	TOFE annuels des exercices 2013-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2013-2016	TOFEs 2013-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	A déterminer	A déterminer	A déterminer	1,0	2,0	2,0	5,0			
GABON	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en oeuvre de la Directive TOFE (05/11-UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001-2014 (MSFP 2001-2014)	TOFE annuels des exercices 2012-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	A déterminer	A déterminer	A déterminer	1,0	2,0	2,0	5,0			
BURUNDI	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2001-2014	TOFE annuels des exercices 2012-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T4	Date: 16-22 2 2019 (1LTX)	A déterminer	1,0	1,0	0,0	2,0			
BURUNDI	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2001-2014	TOFE annuels des exercices 2012-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T1	Date: 14-25 05 2018 (2 LTX, 2 STX)	Vincent Marie	2,0	2,0	2,0	6,0			
RCA	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en oeuvre de la Directive TOFE (05/11-UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001-2014 (MSFP 2001-2014)	TOFE annuels des exercices 2012-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T4	Date: 4-8 2 2019 (1 LTX+1STX)	A déterminer	1,0	2,0	2,0	5,0			
RDC	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2001-2014	Projets de TOFE annuels des exercices 2012-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T3	Date: 14-18 01 2019 (1LTX)	A déterminer	1,0	2,0	0,0	3,0			
TCHAD	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en oeuvre de la Directive TOFE (05/11-UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001-2014 (MSFP 2001-2014)	TOFE annuels des exercices 2012-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T4	Date: 25-29 3 2019 (1LTX)	A déterminer	1,0	1,0	0,0	2,0			
<b>Statistiques macroéconomiques</b>															
BURUNDI	Appui aux travaux de passage au SCN 2008	Réalisation d'une année de base SCN 2008	Les comptes des APU et des Banques et assurances	Les comptes nationaux sont formés à la compilation des comptes des APU et des Banques et assurances	Nombre de personnes formées	T4	19-29 mars 2019		1,0	0,0	2,0	3,0			
BURUNDI	Comptes nationaux trimestriels	Comptes nationaux trimestriels aux prix courants (optique demande) T1 2005 - T4 2014	Une série de comptes nationaux trimestriels est disponible	Les comptes nationaux sont formés à la méthode retenue	Nombre de personnes formées	T2	1-12 oct 2018		1,0	0,0	2,0	3,0			
CAMEROUN	Finalisation des travaux sur les indicateurs / Travaux améliorant les comptes nationaux	Réalisation d'une année de base SCN 2008	IR / IPI	Les statistiques d'épargne sont formés à la production de IPI / IPI	Nombre de personnes formées	T4	4-15 mars 2019		1,0	0,0	2,0	3,0			
GABON	Appui aux travaux de passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Réalisation d'une année de base SCN 2008	Les nomenclatures et la liste des sources	Les comptes nationaux sont formés à l'adaptation des nomenclatures	Nombre de personnes formées	T3	(-) STX	A déterminer	1,0	0,0	2,0	3,0			
RDC	Appui aux travaux de passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Réalisation d'une année de base SCN 2008	Les nomenclatures et la liste des sources	Les comptes nationaux sont formés à l'adaptation des nomenclatures	Nombre de personnes formées	T3	7-18 janvier 2019		1,0	0,0	2,0	3,0			
SAO TOME ET PRINCIPES	Appui aux travaux de passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Réalisation d'une année de base SCN 2008	Les nomenclatures et la liste des sources	Les comptes nationaux sont formés à l'adaptation des nomenclatures	Nombre de personnes formées	T3	(-) LTX	A déterminer	1,0	2,0	0,0	3,0			
TCHAD	Appui aux travaux de passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Réalisation d'une année de base SCN 2008	Base ERETES prête pour la compilation des comptes	Les comptes nationaux sont formés aux travaux analytiques en phase de lancement	Nombre de personnes formées	T4	(-) STX	A déterminer	1,0	0,0	2,0	3,0			
<b>Gestion de la dette publique</b>															
BURUNDI	Assistance/formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	Support de formation	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un document sur les orientations de la politique d'endettement à annexer à la Loi de Finances.	T4	Avril 2019	A identifier	1,0	0,0	2,0	3,0			



**Annexe 7**  
**Séminaires régionaux/ Rencontres régionales/ Ateliers/ Trainings - Programme pour l'année fiscale 2019**

Numéro d'ordre	Titre	Domaine(s)	Bénéficiaire(s)	Nombre de participants	Lieu	Période	Dates	Contact	Observations
<b>Séminaires régionaux</b>									
1	Séminaire sur le contrôle en entreprises	Administration Douanière	AFC	30	Yaoundé	T3	Novembre 5-10, 2018	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org	
2	Séminaire sur le renforcement de la collaboration douanes/impôts	Administration Fiscale	AFC	30	Libreville	T2	Octobre 7-11, 2018	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org	
3	Séminaire interrégional avec AFW1 sur ISORA	Administration Fiscale	AFC	18	Libreville   Abidjan	T1	Juin 2018	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org	
4	Séminaire sur les risques macro-budgétaires	Analyse et prévision macroéconomiques et budgétaires	AFC	36	Libreville	T1	Juillet 23-27, 2018	Séverin Yves Kamgna - Skamgna@imf.org	
5	Séminaire sur le contrôle interne et la comptabilité matière	Gestion des Finances Publiques	AFC	30	Libreville	T2	Octobre 15-20, 2018	Abdoulaye Toure -AToure3@imf.org	
6	Séminaire sur l'optimisation du compte unique du trésor	Gestion des Finances Publiques	AFC	30	Libreville	T3	Décembre 2018	Agnès Turenne - Aturenne@imf.org	
7	Séminaire sur la gestion des investissements publics	Gestion des Finances Publiques	AFC	30	Libreville	T3	Janvier 23 - Février 02, 2019	Abdoulaye Toure -AToure3@imf.org et Agnès Turenne - Aturenne@imf.org	
8	8 <sup>ème</sup> Edition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) - Thème : La budgétisation axée sur le genre	Gestion des Finances Publiques	AFC	20	Bangui	T4	Février 5-10, 2019	Abdoulaye Toure -AToure3@imf.org et Agnès Turenne - Aturenne@imf.org	
9	Séminaire sur l'élaboration du plan de financement	Gestion de la Dette Publique	AFC	30	Libreville	T1	Juillet 16-20, 2018	Chaker Soltani - CSoltani@imf.org	
10	Séminaire sur la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques (SREP)	Régulation et Supervision Bancaires	AFC	25	Libreville	T1	Juillet 09-13, 2018	Alexis Boher - ABoher@imf.org	
11	Séminaire interrégional avec AFW1 sur la gouvernance des banques et la transparence financière	Régulation et Supervision Bancaires	AFC	25	Libreville	T3	Janvier 21-25, 2019	Alexis Boher - ABoher@imf.org	
12	Séminaire de formation au SCN 2008 ou aux comptes nationaux trimestriels	Statistiques Macroéconomiques	AFC	23	Sao Tomé-et-Principe	T3	Décembre 03-08, 2018	Hubert Gbossa - HGbossa@imf.org	
13	Séminaire multidisciplinaire de formation sur la méthodologie du Manuel des Statistiques de la Dette du Secteur Public 2011 (MDSP 2011)	Statistiques des Finances Publiques/Gestion de la dette publique	AFC	27	Brazzaville	T2	Octobre 8-12, 2018	Francis Gahizi - FGahizi@imf.org et Chaker Soltani - CSoltani@imf.org	
14	Séminaire sur les statistiques des finances publiques	Statistiques des Finances Publiques	AFC	45	Sao Tomé-et-Principe	T4	Avril 22-26, 2019	Francis Gahizi - Fgahizi@imf.org	
15	Séminaire du département SPR sur la viabilité et gestion de la dette dans les pays à faible revenu	Gestion de la Dette Publique	AFC	20	Libreville	T1	Mai 21-25, 2018	Chaker Soltani - CSoltani@imf.org	
<b>Trainings</b>									
1	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (Code : GPR)	Administration Fiscale	AFC	30	Ebene	T4	A déterminer avec ICD/ATI	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org	
2	Cours régional sur l'analyse et les prévisions budgétaires (Code : APB)	Analyse et prévision macroéconomiques et budgétaires	AFC	30	Ebene	T4	A déterminer avec ICD/ATI	Séverin Yves Kamgna - Skamgna@imf.org	



Numéro d'ordre	Titre	Domaine(s)	Bénéficiaire(s)	Pays d'accueil	Nombre de participants	Lieu/Ville	Période	Dates prévisionnelles	Durée (en semaine)	Contact	Observations
1	Visite professionnelle d'immersion pour cadres de l'administration gabonaise en Ile Maurice	Administration Fiscale	GABON	ILE MAURICE	8	Ebène	T2	8-12 Octobre 2018	1	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org	4 cadres de la douane et 4 cadres des impôts.
2	Visite d'étude sur le suivi des établissements publics	Gestion des Finances Publiques	GABON	MAROC	5	Rabat	T2	Novembre 2018	1,5	Abdoulaye Toure - AToure3@imf.org	Visite de 10 jours
3	Organisation d'une mission d'études sur le dispositif institutionnel et technique de cadrage macroéconomique et budgétaire	Analyse et prévision macroéconomiques et budgétaires	RCA	CAMEROUN	3	Yaoundé	T1	Mai 2018	2	Séverin Yves Kamgna - Skamgna@imf.org	
4	Organisation de mission d'études sur le CBMT et l'articulation avec la préparation du budget annuel	Analyse et prévision macroéconomiques et budgétaires	CONGO	BURKINA-FASO	3	Ouagadougou	T4	Février 2019	2	Séverin Yves Kamgna - Skamgna@imf.org	
5	Visite d'apprentissage entre pairs en République de Côte d'Ivoire	Statistiques des Finances Publiques	CAMEROUN	COTE D'IVOIRE	5	Abidjan	T4	11-15 Février 2019	1	Francis Gahizi - Fgahizi@imf.org	
6	Visite d'apprentissage entre pairs au Sénégal	Statistiques des Finances Publiques	RDC	SENEGAL	5	Dakar	T4	25-29 Mars 2019	1	Francis Gahizi - Fgahizi@imf.org	
7	Visite d'étude sur la mise en place des indicateurs infra-annuels	Statistiques Macroéconomiques	GABON	CAMEROUN	2	Yaoundé	T4	04-15 Février 2019	2	Hubert Gbossa - HGbossa@imf.org	
8	Visite d'étude sur la mise en place des indicateurs infra-annuels	Statistiques Macroéconomiques	TCHAD	BURKINA-FASO	2	Ouagadougou	T4	Avril 2019	2	Hubert Gbossa - HGbossa@imf.org	
9	Détachement de professionnels sur le cadre institutionnel de gouvernance du marché sous régional des titres publics	Gestion de la Dette Publique	BEAC	COTE D'IVOIRE (UEMOA Titres)	4	Abidjan	T2	Octobre 2018	1	Chaker Soltani - CSoltani@imf.org	
10	Détachement de professionnels sur la programmation et l'émission des titres publics sur le marché intérieur	Gestion de la Dette Publique	RDC	CAMEROUN	4	Yaoundé	T1	Juillet 2018	1	Chaker Soltani - CSoltani@imf.org	Direction générale du Trésor du Cameroun

**ANNEXE 8**  
**PROJETS PLURIANNUELS**

Numéro d'ordre	Titre du projet	Durée (en nombre d'années)	Pays concernés	Situation au 30 avril 2018	Résultats attendus au 30 avril 2019	Contact(s)
<b>Administration douanière</b>						
1	Appui à la rédaction et à la vulgarisation des textes d'application du nouveau code des douanes CEMAC	2	CEMAC, Burundi et RDC	17 projets de texte d' application du code regional révisé CEMAC ont été rédigés.	Tous les textes d' application du code régional révisé et transmis à la commission CEMAC.	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org
2	Appui à l'élaboration de programmes de suivi du transit et de contrôle à destination des exonérations	3	Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, RCA, RDC et Tchad	Les pays suivants ont bénéficié de l'appui : Tchad, Gabon, RCA. Il reste à couvrir le Burundi, le Congo et la RDC.	Renforcement de l'appui au Congo et au Tchad.	
3	Appui à l'élaboration de programmes de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement	3	Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, RCA et Tchad	Toutes les activités ont été réalisées dans les pays suivants : Congo, Gabon, Cameroun et RCA	Un programme de contrôle ex post permettant de corriger les irrégularités constatées en matière d'évaluation des marchandises est élaboré.	
4	Appui à la rédaction et à la vulgarisation des réglementations communautaires	3	CEMAC, Burundi et RDC	Toutes les activités ont été réalisées dans les pays suivants : Congo, STP, GE et RCA	Les procédures rédigées au Congo, RCA, Sao Tomé-et-Principe et Guinée équatoriale sont adoptées et diffusées.	
<b>Administration fiscale</b>						
5	Programmation des contrôles fiscaux et collaboration douanes/impôts	3	Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Guinée-Equatoriale, RDC et Tchad	Toutes les activités ont été réalisées dans les pays suivants : Cameroun, Congo, Gabon, RCA, RDC et Tchad.	Des actions vont se poursuivre dans les pays suivants : Cameroun, Gabon, RDC, Congo.	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org
6	Modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	3	Centrafrique, Congo, Guinée-Equatoriale, Sao Tomé-et-Principe et Tchad	Toutes les activités ont été réalisées dans les pays suivants : STP, GE.	Des actions vont se poursuivre dans les pays suivants : STP, GE et RCA.	
7	Appui à la rédaction et à la vulgarisation des réglementations communautaires	3	CEMAC, Burundi et RDC	Activité annulée du programme.	Activité annulée du programme.	
<b>Gestion des finances publiques</b>						
8	Appui à la mise en place du cadre harmonisé des finances publiques dans la zone CEMAC	ND	CEMAC	Les textes du Congo et du Cameroun ont été analysés. Les avis de conformité sont transmis aux autorités et à la Commission de la CEMAC.	Poursuite de l'appui en fonction des demandes de la CEMAC.	Abdoulaye Toure - AToure3@imf.org et Agnès Turenne - Aturenne@imf.org
9	Consolidation des opérations budgétaires et du reporting de la situation des autres administrations	ND	RDC, Gabon	Au Gabon, le principe de l'identification des recettes affectées a été reflété dans la loi de finances. En RDC l'inventaire des opérations sur les ressources affectées se poursuit.	Au Gabon, on note l'amélioration de l'exécution budgétaire conformément aux normes. En RDC, l'exploitation du résultat du recensement des budgets annexes et des comptes spéciaux a démarré.	Abdoulaye Toure - AToure3@imf.org
10	Renforcement du contrôle interne de l'exécution du budget au niveau des ordonnateurs	ND	Gabon, Cameroun, RDC	La première mission au Cameroun est attendue pour mai 2018. Au Gabon, la seconde mission est envisagée en 2019.	Disponibilité des plans de mise en oeuvre du contrôle interne	
11	Appui à l'élaboration des instruments de pilotage de l'exécution du budget : Plan d'engagement et plan de trésorerie	ND	Congo, Gabon	Un séminaire sur les outils de pilotage de l'exécution du budget s'est déroulé à Libreville avec la participation de tous les Etats membres d'AFRITAC Centre.	Une amélioration du pilotage de l'exécution du budget dans les deux(2) pays	
12	Le CUT permet de consolider les soldes de trésorerie pour une meilleure gestion	3	Gabon, Congo, Tchad et RCA	En RCA, des avancées ont été constatées et la renégociation des conventions bancaires est en cours.	Un renforcement de l'appui est prévu pour le Gabon, RCA et le Tchad.	Agnès Turenne - Aturenne@imf.org
13	L'intégrité des données financières : production états financiers et des balances comptables mensuelles apurées et consolidées	2		Les pays suivants ont bénéficié de l'appui : Tchad et Congo.	Un renforcement de l'appui est prévu pour le Gabon et la RCA.	

**ANNEXE 8  
PROJETS PLURIANNUELS**

Numéro d'ordre	Titre du projet	Durée (en nombre d'années)	Pays concernés	Situation au 30 avril 2018	Résultats attendus au 30 avril 2019	Contact(s)
<b>Régulation et supervision bancaires</b>						
14	Mise en œuvre de la supervision des groupes bancaires sur base consolidée.	2	COBAC	Une séminaire régional du CSBAOC a été animé pour le compte de la COBAC, organisateur, sur le thème de la supervision consolidée selon l'approche par les risques, en mai 2017. Une première mission a été faite à la COBAC en juin 2017, pour effectuer un état des lieux complet du cadre réglementaire et prudentiel existant en matière de supervision consolidée et identifier les actions de réforme à mener. La deuxième mission planifiée relative à ce projet a été avancée en octobre 2017, à la demande de la COBAC, pour réviser les projets de modèles d'états financiers consolidés.	Le projet sera finalisé durant l'année fiscale 2019 avec deux missions supplémentaires, l'une pour élargir la réglementation prudentielle existante à la dimension consolidée, l'autre pour faire évoluer les modes opératoires du contrôle sur pièces et du contrôle sur place des groupes bancaires.	Alexis Boher - ABoher@imf.org
15	Développement des capacités de la fonction juridique (secrétariat de la commission, maîtrise des risques juridiques)	2	COBAC	Une mission a été réalisée en septembre 2017 pour renforcer les capacités opérationnelles de la COBAC à mettre en œuvre l'intervention précoce pour le traitement des banques fragiles. L'autre mission prévue sur les modes opératoires de l'analyse des plans d'actions des IMF en difficulté a été repoussée, du fait de la COBAC, à une date indéterminée.	Les autres volets du projet correspondant aux besoins de la COBAC devront faire l'objet de missions spécifiques directement assurées par MCM. Par conséquent, le projet est clôturé au niveau de l'AFRITAC Centre et aucune activité n'est prévue pour FY 2019..	
16	Révision du cadre de la supervision des établissements de paiement, des services de paiement et de l'émission de monnaie électronique.	2	COBAC	Une mission a été faite en octobre 2017 pour dresser un état des lieux du cadre de régulation et de supervision des services de paiement à la COBAC. Le projet de règlement CEMAC sur la monnaie électronique a été révisé. Une mission supplémentaire a été réalisée en mars 2018, à la demande de la COBAC (sous réserve de confirmation).	Selon les besoins exprimés par la COBAC, il n'est pas prévu de nouvelle mission sur ce projet en FY 2019. Par conséquent, le projet est clôturé au niveau de l'AFRITAC Centre, et des missions ponctuelles pourraient être réalisées ultérieurement, le cas échéant.	
17	Révision de la réglementation relative à l'agrément des établissements, des dirigeants et des commissaires aux comptes	2	RDC (BCC)	Une première mission a été réalisée en juillet 2017 à la BCC et une deuxième en février 2018 à Libreville. Les instructions relatives au contrôle interne, à la gestion des risques à la gouvernance et à la continuité d'activité ont été revues.	Ce projet prioritaire pour la BCC fera l'objet de deux autres missions au premier semestre de l'année fiscale 2018-2019, l'une pour réviser les règles relatives à l'agrément des commissaires aux comptes, des banques et des dirigeants et administrateurs, l'autre pour réviser les versions finales de tous les projets d'instruction révisés finalisés par la BCC avant la consultation de la profession.	



## Annexe 9

### Suivi des recommandations de l'évaluation externe du Centre

1. Le Document-programme de la prochaine phase d'AFC devrait fournir une stratégie pour les différents domaines techniques et pays.

**Suite donnée :** Le Document-programme adopté lors du Comité d'orientation de Mars 2017 à Kinshasa aligne les objectifs et les indicateurs des réalisations de la gestion axée sur les résultats pour chaque domaine et pays sur les objectifs stratégiques du cycle et reflètent les stratégies spécifiques pays pour le renforcement des capacités préparées par le Département Afrique en consultation avec les principales parties prenantes.

2. L'efficacité du Comité d'Orientation pourrait être renforcée.

**Suite donnée :** L'efficacité du CO sera renforcée en se concentrant davantage sur les questions stratégiques lors des réunions et en renforçant le rôle de point focal des représentants des pays membres au CO.

3. Nous recommandons que le FMI mette au point les systèmes informatiques du siège proposés afin de fournir une information à la fois financière et qualitative sur la performance d'AT<sup>1</sup>, et ce, après avoir pris en compte les besoins en informations de toutes les parties prenantes des CRAT<sup>2</sup>, tout en s'assurant de fournir en particulier des données désagrégées pour les pays, ainsi que pour les projets et ateliers d'AT individuels.

**Suite donnée :** Le FMI a mis au point un nouveau système informatique, des projets de développement de capacités, des sorties et du système de suivi des résultats (CD-PORT) pour fournir un guichet unique au personnel du FMI impliqué dans l'assistance technique et la formation pour surveiller la mise en œuvre et faire rapport sur les résultats de leurs travaux. En plus de capturer et de signaler les données de la base logarithmique, CD-PORT capture et rend compte de la mise en œuvre tant financière que des activités. L'introduction de la gestion axée sur les résultats (RBM) et la mise en œuvre de CD-PORT dans AFC est prise en charge grâce à la nomination d'un nouveau conseiller RBM au mois d'août 2017. Les pays membres et les partenaires de développement d'AFC (qui ont signé des accords de confidentialité) ont accès à des rapports via IMF's *Partner's connect*. Cette nouvelle passerelle est conçue pour fournir aux partenaires un accès en ligne à leurs arrangements

---

<sup>1</sup> Assistance Technique

<sup>2</sup> Centre Régionaux d'Assistance Technique

dans un dépôt central. La passerelle contient des informations financières et de projets relatifs aux arrangements. Les pays membres et les partenaires de développement d'AFC ont accès aux rapports d'assistance technique via la plateforme sécurisée sur le site web<sup>3</sup> du Centre.

4. AFC devrait renforcer davantage sa gestion axée sur les résultats.

**Suite donnée :** Toutes les activités d'assistance technique du Centre sont désormais alignées au catalogue de gestion axée sur les résultats du Fonds Monétaire International. Les objectifs, les résultats intermédiaires et les indicateurs de résultats du Centre sont préalablement définis en concertation avec les autorités nationales et leurs mises en œuvre sont suivies à travers la plateforme CDPORT. Les travaux de rapportages et de planification des activités de renforcement des activités du Centre suivent également l'approche de gestion axée sur les résultats du Fonds.

5. AFC devrait renforcer davantage sa présentation des rapports au Comité d'orientation.

**Suite donnée :** Les rapports proposés pour AFC présentent une réduction de volume d'informations fournies, en explorant les options pour consolider l'information, en fournissant les résultats qui sont plus directement liés à l'assistance technique d'AFC, en soulignant les raisons spécifiques pour lesquelles des objectifs n'ont pas été atteints et en présentant des indicateurs clés de performance.

6. Le CO devrait examiner en détail les besoins des bailleurs de fonds pour pouvoir accéder aux rapports de l'AFC, les entraves que rencontrent les bénéficiaires et AFC pour les partager, et devrait s'accorder sur une approche qui faciliterait le partage de tels rapports dans le cadre de la politique actuelle de diffusion du FMI. Les informations sur le processus facilité de partage des informations devraient être partagées dans l'ensemble des comités d'orientation des RTAC.

**Suite donnée :** Le Centre encouragera les pays membres à accepter explicitement de partager leurs rapports d'AT. Actuellement, le site web du Centre est opérationnel et propose des accès sécurisés à ses partenaires techniques et financiers pour la consultation des rapports d'AT.

7. L'Institut pour le développement des capacités devrait revoir ses pratiques budgétaires pour refléter ses dépenses réelles annuelles et par catégorie pour les budgets des années à venir, et développer des liens plus solides entre les budgets financiers et les attributions de ressources envisagées dans les plans de travail.

---

<sup>3</sup> [www.afritacentre.org](http://www.afritacentre.org)

**Suite donnée :** Grâce au nouveau système du FMI, le système de gestion de l'information sur le développement des capacités (CDIMS), les procédures ont été renforcées pour mieux aligner le budget sur les plans de travail. En outre, dans CD-PORT, le Centre pourra créer et gérer des plans de travail et des budgets des activités de renforcements des capacités et appliquer des techniques de gestion axée sur les résultats pour suivre les résultats du projet. Le système permettra de répartir les fonds en fonction des demandes.

8. L'Institut pour le développement des capacités en partenariat avec AFC devrait, tout au début du prochain cycle de financement, chercher à concrétiser les manifestations d'intérêt des bailleurs de fonds internationaux pour s'assurer de la viabilité de la prochaine phase. Les pays membres devraient arriver à une décision formelle sur les mécanismes au sein des pays qui garantirait que les fonds sont consacrés à respecter les engagements de financement avec AFC.

**Suite donnée:** ICD et AFC se sont engagées dès le début avec les pays membres à assurer leur contribution financière au Centre. Lors de la réunion du CO de mars 2017, plusieurs pays membres ont exprimé leur engagement à soutenir le Centre. Le financement est également garanti par plusieurs partenaires de développement, y compris l'UE et l'Allemagne. Les négociations sont en cours avec d'autres partenaires.

9. AFC et le FMI devraient collaborer avec AFRITAC Est pour lui transférer la responsabilité de l'AT et la formation sur la supervision du secteur financier du Burundi.

**Suite donnée :** Le FMI a pris bonne note de la demande des autorités de la République du Burundi. Toutefois, en raison des contraintes linguistiques, le Département Afrique a informé les autorités du Burundi que le pays participera à tous les séminaires régionaux organisés par AFE. Mais que le Burundi continuera à être mieux desservi par l'AFRITAC du Centre au cours de la Phase III du programme car AFE ne dispose pas d'experts francophones.

10. AFC en partenariat avec le FMI devrait examiner d'autres options stratégiques pour que les pays membres d'AFC jouissent d'un meilleur accès aux connaissances spécialisées du Fonds fiduciaire spécialisé dans la gestion de la richesse en ressources naturelles, en fonction de l'intérêt des pays membres et de la disponibilité des ressources de l'AFC.

**Suite donnée :** Le Centre coordonnera l'AT étroitement avec les départements compétents. Sur les pays éligibles au Fonds Fiduciaire pour la gestion des ressources naturelles, la République Centrafricaine, le Tchad, la RDC, le Cameroun, le Congo et Sao Tomé-et-Principe sont les pays d'AFC qui en font pas partie. À l'heure actuelle, seuls le Cameroun et la RDC reçoivent l'AT délivrée par le Fonds Fiduciaire pour la gestion des ressources naturelles.



**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale  
AFRITAC Centre  
Libreville, Gabon



## **ANNEXE 10**

### **PERSONNEL D'AFRITAC CENTRE**

**I- DIRECTEUR/COORDONNATEUR** : PAULO DRUMMOND

---

#### **II- CONSEILLERS RESIDENTS :**

ADMINISTRATION DES REVENUS : RENILDE BAZAHICA

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES : ABDOULAYE TOURE, AGNES TURENNE

ANALYSE ET PREVISIONS MACROBUDGETAIRES : SEVERIN YVES KAMGNA

STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES : FRANCIS GAHIZI

STATISTIQUES MACROECONOMIQUES : HUBERT GBOSSA

GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE : CHAKER SOLTANI

REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES : ALEXIS BOHER

GESTION AXEE SUR LES RESULTATS : PHILIPPE ATHANASSIOU

---

#### **III- SUPPORT ADMINISTRATIF :**

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE : MARIE-HELENE ISSEMBE

CHARGE DE PROJETS : ARMEL HOUTSA

ASSISTANTES ADMINISTRATIVES : CARINE MBOUMBA, LARISSA MABIKA BALENGA,  
DJENA LAETITIA DJEMBO

TECHNICIEN COURSIER : BATSIELILI IDOUDOU

---



## **ANNEXE 11**

### **RAPPORT FINANCIER**

#### **Statut du programme – Situation financière (phase II)**

La phase II d'AFRITAC Centre s'est achevée en octobre 2017 avec des dépenses totales de 34.515.582 USD (tableau 1). En juin 2017, il ne restait aucun solde résiduel dans le budget de la phase et, grâce à un accord spécial avec l'UE couvrant les phases II et III, le Centre a pu continuer à fonctionner jusqu'en octobre 2017.

#### **Budget de la phase III - (novembre 2017 - avril 2022)**

Sur la base d'un cycle de financement de 4,5 ans, les besoins de financement pour la phase III sont estimés à environ 37,8 millions de dollars (tableau II), dont 52% seraient assurés par les partenaires au développement, 31% par les pays membres et 17% reflètent le pays hôte et la contribution en nature du Fonds.

En raison des difficultés rencontrées par certains pays membres, les engagements pour la nouvelle phase sont inférieurs à la phase précédente, avec des montants compris entre 0,5 et 2,0 millions de dollars par pays.

En février 2018, le montant total des contributions reçues et annoncées atteignait USD17.102.775 USD (tableau III). Il s'agit de l'Allemagne (USD 3.5 millions), de la France (USD 2.3 millions), de l'UE (USD3.0 millions contribution couvrant à la fois les phases II et III) et les Pays-Bas (1,1 million de USD). La Chine s'est engagée à contribuer AFRITAC Centre dans le cadre d'un accord-cadre pour soutenir tous les AFRITAC.

En février 2018, le Cameroun est le premier pays à avoir signé un accord pour soutenir le Centre. La RDC a confirmé son engagement et des négociations sont en cours pour obtenir le financement du reste des pays membres du Centre.

#### **Exercice 18 - Budget et dépenses**

La nouvelle phase d'AFRITAC Centre a débuté en novembre 2017. La moitié de l'exercice fiscal 2018 a été couverte par la phase précédente (mai-octobre 2017). L'exercice fiscal 2018 ne couvrira que les mois de novembre 2017 à avril 2018. Jusqu'en janvier 2018, les dépenses totales ont atteint 1,2 million de dollars (tableau IV). À la fin de l'exercice (avril 2018), il est prévu que la totalité du budget soit exécutée.



**FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL**  
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale  
AFRITAC Centre  
Libreville, Gabon



## **Budget proposé pour l'exercice 19**

Le budget de l'exercice 2019 est proposé à 8,3 millions USD (tableau V) et couvre les principaux domaines du Centre (administration douanière, administration fiscale, gestion des finances publiques, analyse et prévision macrobudgétaires, statistiques des finances publiques, statistiques du secteur réel et macroéconomie, gestion de la dette, régulation et supervision bancaires, plus de la formation).



**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale  
AFRITAC Centre  
Libreville, Gabon



Table I. Phase II Budget execution

Initiative du FMI pour le renforcement des capacités en Afrique – AFRITAC Centre – Etat des dépenses (previsionnelles) au 31 de Decembre 2017								
Activites / Activity Description	Dept	FY2012	FY2013	FY2014	FY2015	FY2016	FY2017	FY2018
		Depenses / Expenses <sup>3</sup>	Depenses/ Expenses	Depenses/ Expenses				
<b>Conseiller Residents / LTX</b>								
1101 Budget and Decentralization - FAD	FAD	250,703	252,413	254,734	335,046	267,330	219,397	127,506
1102 Treasury Operations & Accounting - FAD	FAD	270,430	295,561	255,319	177,649	257,807	262,727	148,977
1103 Revenue - FAD	FAD	246,328	240,321	250,243	246,658	253,436	258,273	151,244
1104 Debt Management - MCM	MCM	-	70,096	268,067	276,313	286,023	291,571	151,799
1105 Bank Supervision - MCM	MCM	286,135	309,045	126,423	308,921	310,052	309,394	159,101
1106 National Accounts & Price Statistics - STA	STA	257,578	193,448	269,110	275,782	283,342	288,749	150,993
1107 Government Finance Statistics	STA	-	-	-	-	38,152	242,962	127,051
1108 RBM Advisor	ICD	-	-	-	-	-	-	110,893
<b>Conseiller Residents / LTX Total</b>		<b>1,311,173</b>	<b>1,360,884</b>	<b>1,423,896</b>	<b>1,620,369</b>	<b>1,696,142</b>	<b>1,873,073</b>	<b>1,127,563</b>
<b>Experts court-terme / STX</b>								
1151 Fiscal	FAD	692,287	890,123	521,080	706,200	715,236	836,142	570,698
1152 Monetary and Capital Markets	MCM	137,529	133,856	400,637	436,043	396,262	313,625	205,270
1153 Statistics	STA	233,887	144,585	103,708	134,787	214,799	181,199	107,644
<b>Experts court-terme / STX Total</b>		<b>1,063,702</b>	<b>1,168,565</b>	<b>1,025,426</b>	<b>1,277,029</b>	<b>1,326,297</b>	<b>1,567,967</b>	<b>883,612</b>
<b>Voyage / Travel</b>								
1501 LTX Regional Travel	ICD	311,813	259,800	313,837	330,699	236,453	274,188	181,601
1502 CC Regional Travel	AFR	45,150	73,475	58,916	55,493	61,836	57,774	26,215
1601 Staff Travel ICD	ICD	16,327	9,024	30,721	11,710	5,469	9,425	378
1602 Staff Travel FAD	FAD	3,359	24,663	5,223	17,945	39,149	79,371	27,459
1603 Staff Travel MCM	MCM	-	1,303	35,291	12,842	6,944	11,041	-
1604 Staff Travel STA	STA	-	336	12,481	25,447	4,161	11,529	-
1605 Staff Travel FIN	FIN	-	-	-	-	-	-	-
1606 Staff Travel AFR	AFR	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total Voyage / Travel</b>		<b>376,649</b>	<b>368,601</b>	<b>456,469</b>	<b>454,136</b>	<b>354,012</b>	<b>443,327</b>	<b>235,652</b>
<b>Diagnostique / Diagnostics</b>								
5111 FAD TA delivery	FAD	-	-	-	-	-	-	-
5112 MCM TA delivery	MCM	-	-	-	-	-	-	-
5113 STA TA delivery	STA	-	-	-	4,132	-	5,014	-
<b>Total Diagnostique / Diagnostics</b>					<b>4,132</b>		<b>5,014</b>	
<b>3301 Total AT Seminaires /TA Seminars</b>	<b>ICD</b>	<b>191,444</b>	<b>458,869</b>	<b>517,830</b>	<b>591,827</b>	<b>685,627</b>	<b>681,209</b>	<b>434,293</b>
<b>ICD Training</b>								
1155 Short-Term Expert	ICD	-	-	-	14,128	-	-	-
1607 ICD Travel	ICD	-	-	41,888	17,878	1,123	10,140	-
3302 Seminars (participants)	ICD	-	-	-	-	23,303	(23,303)	-
5401 Direct Training (ICD staff time)	ICD	-	-	52,387	95,257	12,522	1,690	-
5491 PM Training	ICD	-	-	3,517	15,781	-	1,478	-
<b>3302 Total ICD Formation / ICD Training</b>	<b>ICD</b>				<b>143,045</b>	<b>36,948</b>	<b>(9,996)</b>	
<b>4101 Total Miscellaneous/office communication divers/ frais du Communication</b>	<b>ICD</b>	<b>153,760</b>	<b>188,605</b>	<b>191,545</b>	<b>116,906</b>	<b>130,564</b>	<b>230,478</b>	<b>106,220</b>
<b>Controle qualite / Backstopping</b>								
1101B Budget and Decentralization - FAD	FAD	32,416	42,388	21,451	20,459	22,347	52,014	20,669
1102B Treasury Operations & Accounting - FAD	FAD	959	12,373	9,732	17,400	25,355	25,006	5,051
1103B Revenue Advisor - FAD	FAD	21,745	30,623	26,535	25,011	33,631	28,842	24,088
1104B Debt Management - MCM	MCM	-	-	36,432	29,560	18,171	7,276	6,224
1105B Bank Supervision - MCM	MCM	1,795	7,898	41,444	22,274	28,831	27,349	8,531
1106B National Accounts & Price Statistics - STA	STA	60,793	11,776	38,551	32,482	22,744	35,322	14,110
1107B Government Finance Statistics-STA	STA	-	-	-	-	8,725	36,001	12,779
1153B STX Backstopping -STA	STA	-	-	-	-	1,939	2,043	2,113
1151B Fiscal Backstopping	FAD	-	-	-	-	-	-	5,071
<b>Total Controle qualite / Backstopping</b>		<b>117,709</b>	<b>105,059</b>	<b>174,144</b>	<b>147,186</b>	<b>161,743</b>	<b>213,854</b>	<b>98,636</b>
<b>Project Management</b>								
5341 ICDGP prom. mgmt.	ICD	3,548	-	(0)	-	-	-	-
5342 FIN prom. mgmt.	FIN	1,482	4,250	8,100	8,289	9,533	12,893	4,413
5343 AFR prom. mgmt.	AFR	-	-	6,625	9,675	20,803	22,441	388
5344 FAD prom. mgmt.	FAD	19,524	8,590	7,305	5,880	23,870	41,903	6,096
5345 MCM prom. mgmt.	MCM	1,850	6,734	20,213	24,236	32,336	35,250	12,116
5346 STA prom. mgmt.	STA	8,272	11,373	14,754	24,469	26,328	26,388	12,987
<b>Total Gestion du projet / Project Management</b>		<b>34,677</b>	<b>30,948</b>	<b>56,997</b>	<b>72,549</b>	<b>112,870</b>	<b>138,874</b>	<b>35,999</b>
<b>Total Technical Assistance Delivery/</b>		<b>3,249,114</b>	<b>3,681,530</b>	<b>3,944,098</b>	<b>4,427,179</b>	<b>4,504,203</b>	<b>5,143,799</b>	<b>2,921,976</b>
<b>Center Management / gestion du Centre</b>								
1301 Local Support Staff (host country) <sup>2</sup>	AFR	176,970	164,323	171,687	219,003	211,129	174,241	89,591
1303 Local Support Staff Training	AFR	-	-	3,967	-	2,378	-	-
5103 Facilities (host country)	ICD	344,695	315,436	458,431	549,905	460,362	521,994	285,883
<b>Total Gestion du Centre / Center Management</b>		<b>521,665</b>	<b>479,759</b>	<b>634,084</b>	<b>768,908</b>	<b>673,869</b>	<b>696,235</b>	<b>375,475</b>
<b>5101 Evaluation</b>	<b>ICD</b>				<b>132,383</b>	<b>103,276</b>		
Gestion du Fond Fiduciare - 7%/ Trust Fund Mgmt. Fee		263,955	291,290	320,473	372,993	369,694	408,802	230,822
<b>Grand Total</b>		<b>4,034,733</b>	<b>4,452,579</b>	<b>4,898,655</b>	<b>5,701,464</b>	<b>5,651,043</b>	<b>6,248,836</b>	<b>3,528,272</b>

1 Short-term expert missions are estimated at 10 per LTX per year.

2 Excludes Center Coordinator salary which is IMF financed.

3 Expenses as of December 2017 (excluding final adjustments), thus December expenses may be higher or lower.

Source: Institute for Capacity Development





**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale  
AFRITAC Centre  
Libreville, Gabon



Table II. Phase III Budget

Phase III Program Document*						
(in millions of US\$)						
Activity	FY2018	FY2019	FY2020	FY2021	FY2022	Total Phase III
Resident Advisors	1.4	2.9	2.8	2.8	2.9	<b>12.8</b>
Short-Term Experts	0.6	1.2	1.2	1.2	1.3	<b>5.4</b>
Diagnostics	0.2	0.4	0.4	0.4	0.4	<b>1.7</b>
Technical Assistance Seminars/Training	0.6	1.1	1.2	1.2	1.2	<b>5.3</b>
Project Management/Backstopping/Staff Travel	0.1	0.3	0.3	0.3	0.3	<b>1.3</b>
Total TA Delivery	2.9	5.8	5.9	5.9	6.1	<b>26.6</b>
Evaluation	-	-	0.3	-	-	<b>0.3</b>
Center Management	0.6	1.2	1.2	1.2	1.3	<b>5.4</b>
Contingency	0.1	0.1	0.2	0.2	0.2	<b>0.7</b>
Trust Fund Management Fee (7%)	0.2	0.5	0.5	0.5	0.5	<b>2.3</b>
IMF Contribution	0.3	0.5	0.6	0.6	0.6	<b>2.5</b>
<b>Grand Total</b>	<b>4.0</b>	<b>8.2</b>	<b>8.6</b>	<b>8.4</b>	<b>8.6</b>	<b>37.8</b>
*Phase III started November 2017.						

Table III. Phase III Financial contribution

International Monetary Fund								
AFRITAC Central								
Phase III : FY 2018 - FY 2022								
Financial Contributions Report								
As of March 8, 2018								
Agreement Information				Contribution Received			Contribution Expected (U.S. Dollars)	
Partners and Members	Signed Date	Currency	Amount	U.S. Dollars	Agreement Currency	U.S. Dollars	Requested	Future Request
<b>Partners</b>				<b>10,602,775</b>		<b>469,600</b>	-	<b>1,876,441</b>
France	11/27/2017	EUR	2,000,000	2,346,041	400,000	469,600	-	1,876,441
European Commission				1,565,872				
Germany				3,531,300				
Netherlands				1,159,562				
China	Pending	USD	2,000,000	2,000,000				
<b>Members</b>				<b>4,000,000</b>		-	<b>1,000,000</b>	<b>3,000,000</b>
Cameroon	12/05/2017	USD	2,000,000	2,000,000	-	-	1,000,000	1,000,000
Congo, Democratic Republic Of	Pending	USD	2,000,000	2,000,000	-	-	-	2,000,000
<b>Partners and Members - Total</b>				<b>14,602,775</b>		<b>469,600</b>	<b>1,000,000</b>	<b>4,876,441</b>
<b>Host Country</b>				-				
Cash				-				
In-Kind				-				
<b>IMF</b>				<b>2,500,000</b>				
<b>Host Country &amp; IMF - Total</b>				<b>2,500,000</b>				
<b>Grand Total</b>				<b>17,102,775</b>				
Program Document Budget				<b>37,780,859</b>				
<b>Funding Gap</b>				<b>(20,678,084)</b>				



**FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL**  
 Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale  
 AFRITAC Centre  
 Libreville, Gabon



Table IV. Progress report FY18  
 (November 2017-January 2018)

**International Monetary Fund**  
**AFRITAC Central**  
**Phase-3: FY2018-FY2022**  
**Multilateral-Regional Centers: Progress Report**  
**As of Jan 31, 2018**  
**(In U.S.Dollars)**

Project	Working Budget	FY2018 Expenses <sup>1/</sup>	Execution (%)
Public Financial Management	834,584	204,347	24%
Customs Administration	139,080	6,054	4%
Tax Administration	289,078	85,066	29%
Banking Supervision and Regulation	372,381	91,884	25%
Debt Management	328,581	98,423	30%
Real Sector Statistics	422,337	106,674	25%
Government Finance Statistics	391,680	115,860	30%
Financial and Fiscal Law	21,965	-	-
Admin Project	474,819	13,645	3%
Customized Training	28,289	-	-
Training project	228,760	-	-
Governance and Evaluation (including RBM advisor/backstopping)	161,141	-	-
<b>Sub Total</b>	<b>3,692,695</b>	<b>721,953</b>	<b>20%</b>
Trust Fund Management	258,489	50,537	
<b>Total</b>	<b>3,951,184</b>	<b>772,490</b>	<b>20%</b>
IMF Expenses	500,000	406,430	81%
Host Country In-kind	-	-	-
<b>Total<sup>2/</sup></b>	<b>4,451,184</b>	<b>1,178,920</b>	<b>26%</b>

Notes

1/ Expenses are as of end of January 31st, 2018.

2/ Does not include remaining contingency of approximately \$100,000 for Phase III.



**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale  
AFRITAC Centre  
Libreville, Gabon



Table V. FY19 Budget

 <b>AFRITAC Central Fiscal Year 2019</b> <b>May 2018 - April 2019</b> (In U.S. millions)	
Project/Activity	Budget
<b>Public Financial Management</b>	<b>1.3</b>
Resident Advisors	0.6
Short-term Experts	0.2
TA Seminars + VP	0.2
Other <sup>1</sup>	0.4
<b>Customs Administration</b>	<b>0.2</b>
Resident Advisors	0.0
Short-term Experts	0.1
TA Seminars + VP	0.1
Other	0.0
<b>Tax Administration</b>	<b>0.8</b>
Resident Advisors	0.3
Short-term Experts	0.1
TA Seminars + VP	0.1
Other <sup>1</sup>	0.2
<b>Debt Management</b>	<b>0.8</b>
Resident Advisors	0.4
Short-term Experts	0.1
TA Seminars + VP	0.1
Other <sup>1</sup>	0.2
<b>Banking Supervision</b>	<b>0.8</b>
Resident Advisors	0.4
Short-term Experts	0.2
TA Seminars + VP	0.1
Other <sup>1</sup>	0.2
<b>Government Statistics</b>	<b>0.7</b>
Resident Advisors	0.3
Short-term Experts	0.1
TA Seminars + VP	0.2
Other <sup>1</sup>	0.1
<b>Real Sector Statistics</b>	<b>0.6</b>
Resident Advisors	0.3
Short-term Experts	0.1
TA Seminars + VP	0.1
Other <sup>1</sup>	0.1
<b>Macroeconomics<sup>2</sup></b>	<b>0.6</b>
Resident Advisors	0.3
Short-term Experts	0.1
TA Seminars + VP	0.1
Other <sup>1</sup>	0.1
<b>Training<sup>3</sup></b>	<b>0.4</b>
<b>Administration<sup>4</sup></b>	<b>0.8</b>
<b>Governance<sup>5</sup></b>	<b>0.2</b>
<b>Contingency</b>	<b>0.1</b>
<b>Trust Fund Management</b>	<b>0.5</b>
<b>Total External Finance</b>	<b>7.8</b>
<b>IMF Contribution</b>	<b>0.6</b>
<b>Host Country In-kind</b>	
<b>Grand total<sup>6</sup></b>	<b>8.3</b>

Source: IMF, Institute for Capacity Development

<sup>1</sup>May include HQ TA missions, backstopping, project management, security and governance costs under TA department.

<sup>2</sup>Includes the Macro-fiscal Analysis (LTX)

<sup>3</sup>Includes all training, including two which is designated for Customs Administration.

<sup>4</sup>Administration comprises FIN and AFR project management as well as center coordinator travel, local staff, lease and office support costs.

<sup>5</sup>Includes RBM advisor and mid-term evaluation costs under ICD.

<sup>6</sup>Amount may differ from the TA departments budget estimation